

AUX PAYS-BAS
Ultimatum des Moloukois
qui détiennent
plus de soixante-dix otages
LIBRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Favret

1.60 F
Algérie, 1.30 DR, Maroc, 1.50 DR; Tunisie, 1.30 m.;
Autriche, 1 DM; Belgique, 12 sch.; Espagne,
13 fr.; Canada, 5 0/10; Danemark, 3,50 kr.;
France, 20 fr.; Grèce, 120 dr.; Hongrie, 200 H.;
Italie, 120 L.; Japon, 170 y.; Liban, 200 P.;
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas,
1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.;
Suisse, 1 fr.; Tchécoslovaquie, 10 din.
Tarif des abonnements page 20
4, RUE DES ITALIENS
75402 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 654572
Tel. : 246-72-23

Comme la majorité, l'opposition ira unie à la bataille du second tour

Surprise et attente L'accord s'est fait à gauche sur les désistements réciproques

Comme en France, c'est un sentiment de surprise qui a dominé, un peu partout dans le monde, l'annonce des résultats du premier tour des élections législatives. Influencés par les sondages, les correspondants et les nombreux envoyés spéciaux de la presse étrangère... beaucoup de diplomates aussi... avaient anticipé une victoire plus nette des forces de gauche. Un tel succès impliquant l'entrée de communistes en gouvernement, la campagne électorale française avait soulevé un immense intérêt dans le monde et aussi pas mal d'incrédulité.

Solente-huit sièges ayant été pourvus dès le premier tour des élections législatives (56 en métropole et 12 outre-mer) on votera le 19 mars dans 423 circonscriptions (418 en métropole et 5 outre-mer). En vue du second tour, l'opposition et la majorité resserrèrent leurs rangs. Le P.C.F., le P.S. et le M.R.G. se sont mis d'accord dans la soirée de lundi sur les désistements réciproques. Le P.S.U. et les gaullistes d'opposition devaient être associés à cet accord. Des contacts sont établis entre le R.P.R. et l'U.D.F. M. Lecan, président du C.D.S., et membre du conseil de l'U.D.F., devait rencontrer, mardi après-midi, à 16 h. 30, M. Chirac. Apparaissant le leader gaulliste s'était entretenu, au Palais-Bourbon, avec M. Bertrand Moltis, président du Centre national des indépendants et paysans.

Le second tour de scrutin considérait ainsi, une fois de plus, en une lutte entre un bloc d'opposition et un bloc majoritaire que les statistiques du ministère de l'Intérieur ont respectivement créés, après le premier tour, de 49,69 % et de 47,44 % des suffrages exprimés. Les écologistes en représentant 2,14 %.

Fort de sa qualité de président de la majorité de France, selon les résultats du ministère de l'Intérieur, M. Jacques Chirac n'a guère tardé à reprendre l'initiative politique. Dès lundi matin, il a convié à une rencontre « au sommet » les chefs des trois autres formations de la majorité, signataires avec le R.P.R. du pacte électoral et du « manifeste de la majorité », le parti républicain, le Centre des démocrates sociaux et le Centre national des indépendants et paysans. Et dans un esprit de générosité acclamé, pour être « agréable » aux deux premiers de ces partis, qui ont constitué l'U.D.F., il a même admis la présence, à cette réunion, de M. Jean-Jacques Schriber, président du parti radical pendant qualifié, il y a peu de temps encore, de « turpinois de la politique ». On était même prêt, dans l'entourage de M. Chirac, à accepter que M. Barre, ou un de ses représentants, assisté à cette rencontre. Bref, un vent, désormais, au R.P.R., être unitaire pour quatre ou cinq.

Nécessité fait loi

Dimanche soir 12 mars M. Georges Marchais faisait connaître sans mâcher ses mots la conception qu'il avait d'un éventuel gouvernement de gauche : « La composition de ce gouvernement d'union reposera sur trois principes : elle prendra démocratiquement en considération les résultats fournis par le suffrage universel aujourd'hui, elle assurera toute discrimination dans la répartition des responsabilités ministérielles, elle assurera l'égalité des droits et des devoirs, la délibération collective et la solidarité gouvernementale. » Le lendemain, en fin de matinée, M. François Mitterrand n'y allait pas par quatre chemins pour mettre à la charge du P.C.F. la « rupture de la dynamique unitaire » et une « polémique lancée de façon injuste ».

En quelques heures...

« Tout s'est réglé en cinq minutes », a indiqué M. François Loncle, membre du secrétariat du M.R.G. à l'issue de la rencontre au sommet des dirigeants de l'union de la gauche. Trois heures auront néanmoins été nécessaires aux trente participants pour élaborer le texte de l'accord. Le document commun constitue une synthèse entre un canevas proposé par les communistes et la résolution, adoptée dans l'après-midi au Palais-Bourbon, par le comité directeur du P.S. Sa lecture laisse une impression de malaise. Aucun des sujets sur lesquels la gauche se déchire depuis six mois n'est traité au fond. Aucun des conflits n'est arbitré, aucune des divergences n'est résolue. On pourrait multiplier les exemples, des plus voyants — les fédérations nationalisables — sur moins visibles : le cas des DOM-TOM, à propos desquels le différend, artificiellement créé, reste en l'état alors qu'il aurait pu être réglé.

Unitaire pour cinq ?

Peut-on dire que, en contrepartie, le P.C.F. a obtenu satisfaction sur la question du gouvernement ? Le libellé du texte est, là encore, d'une exceptionnelle banalité et, si les communistes ne souhaitent pas plus de garanties, on peut légitimement se demander pourquoi ils ont jugé nécessaire de rompre en septembre et de développer contre leurs partenaires une campagne aussi acharnée. Le principe de l'égalité des droits et des devoirs à tous les jours est admis par le P.S., de même que le fait que le gouvernement d'union devrait respecter la volonté du suffrage universel. La divergence portait notamment sur le point de savoir si on tiendrait compte de la représentation parlementaire des partis de gauche ou, comme l'exigeait le P.C.F., des voix obtenues lors du premier tour. Le point n'est pas tranché. La revendication du P.C.F. semble évanouie au moins l'espace d'un tour de scrutin.

Le comité directeur du P.S.

Qui, à la lecture de la déclaration de trois partis, pourrait croire que ceux-ci ont rompu en septembre sur le sort des filiales des neuf groupes industriels dont l'appropriation collective est inscrite dans le programme commun ? Au cours de la rencontre « au sommet », il n'a été discuté de cette question que pendant quelques minutes et le mot « filiale » n'a même pas été prononcé. Tout est renvoyé au lendemain du second tour. On est loin du bon accord sur un programme commun bien actualisé, réclamé à son tour par M. Georges Marchais. Le P.C.F. s'est en fait rallié à la position de M. Mitterrand consistant à ne discuter de l'actualisation qu'au lendemain d'une éventuelle victoire de la gauche.

Des longueurs d'ondes différentes

Moins de deux heures plus tard, les deux hommes seraient souriants en compagnie de M. Robert Faure du siège du parti socialiste. Les concessions du premier secrétaire du P.S. sur la composition d'un éventuel gouvernement, celles du secrétaire général du P.C. sur la « bonne actualisation » et sur les nationalisations permettaient d'annoncer un accord sur les désistements réciproques. Le P.C.F. était crédité de 20,56 % des suffrages exprimés, il n'était plus question de savoir si M. Marchais avait encore en mémoire les propos qu'il avait tenus le 7 janvier : « Les 21 % que nous occupez dans les sondages ne sont pas suffisants. Nous avons besoin de plus. Nécessité fait loi. »

AU JOUR LE JOUR

Improvisations
Les partis du programme commun ont mis plusieurs mois de réflexion, plusieurs années de discussions et plusieurs générations de députés républicains pour décider un accord. Cela n'a évidemment rien à voir avec la générale improvisation des partis de l'Union pour la démocratie française, qui n'ont mis que quelques jours pour s'entendre sur tout, et des partis de la majorité qui ne mettront peut-être que quelques heures pour tout résoudre.

Une heure brève mais décisive

L'espace d'un soir, les chiffres électoraux paraissent dénouer les situations et redistribuer les cartes. Pourtant, comment ne pas constater très vite qu'à l'équilibre apparent d'hier s'est substitué un imbroglio qui n'est pas de meilleur aloi : la bipolarisation sommaire et stérile vient de perfectionner ses progrès défaits. Le voilà doté de quatre partis, quasiment égaux, en ses deux blocs. Au point que, si l'on prenait à ces partis la fantaisie de s'écarter, ils se grouperaient en deux dans un autre ordre, éventuellement n'ouvriraient aucune véritable perspective de majorité.

Une réserve persistante

Aussi le conseil de l'U.D.F. a-t-il accepté le principe de la rencontre proposée par le président du R.P.R., mais les modalités qui ont été retenues révèlent la réserve persistante des « giscardiens » envers les « chiraquiens ».

SEMINAIRE DE LECTURE RAPIDE

75 % des Français sont des handicapés de la lecture!
Avec l'audio-lecture, le geste de lecture, tout est simplifié...
CEFAPI
21 rue de Valenciennes 75011 PARIS

ALFRED SAUVY

LA TRAGEDIE DU POUVOIR
QUEL AVENIR POUR LA FRANCE?
CALMANN-LÉVY

RETOUR DE « WERTHER »

Les charmes de Massenet
blanc devant le mur d'un cimetière de Chèreux. Mais le metteur en scène a des idées moins primitives : au troisième acte, où le drame bouillonne de la plus extrême pathétique, la chambre étouffante, remplie de souvenirs, a un réel cachet ancien, cependant que le dernier acte atteint à une sorte de surréalisme idéel, traité avec une maîtrise et une maîtrise esquisse au deuxième acte, le hangar où Werther a consommé son suicide n'est pas d'ailleurs une bonne santé pour chanter avec cette large tâche de sang sur le cœur s'envolant dans les airs, tandis que les enfants viennent méchamment fêter des boules de neige sur le cadavre et Charlotte prosternée, tout en chantant des cantiques de Noël.

LA GUYANA

LA GUYANA
ILOT SOCIALISTE
La Guyana, ex-Guyane britannique, fait rarement parler d'elle. C'est pourtant l'un des Etats les plus originaux du continent sud-américain, et peut-être du tiers-monde. Sans francs, cette petite République a une économie basée sur les produits de difficulté de tous ordres, une voie originale vers le socialisme, qu'évoque Jean-Pierre Giscard d'Estaing dans son nouveau compendium la publication page 3.

Dans ce numéro

LE MONDE DE L'ECONOMIE
(pages 25 à 28.)

ALFRED SAUVY

LA TRAGEDIE DU POUVOIR
QUEL AVENIR POUR LA FRANCE?
CALMANN-LÉVY

RETOUR DE « WERTHER »

Les charmes de Massenet
blanc devant le mur d'un cimetière de Chèreux. Mais le metteur en scène a des idées moins primitives : au troisième acte, où le drame bouillonne de la plus extrême pathétique, la chambre étouffante, remplie de souvenirs, a un réel cachet ancien, cependant que le dernier acte atteint à une sorte de surréalisme idéel, traité avec une maîtrise et une maîtrise esquisse au deuxième acte, le hangar où Werther a consommé son suicide n'est pas d'ailleurs une bonne santé pour chanter avec cette large tâche de sang sur le cœur s'envolant dans les airs, tandis que les enfants viennent méchamment fêter des boules de neige sur le cadavre et Charlotte prosternée, tout en chantant des cantiques de Noël.

LA GUYANA

LA GUYANA
ILOT SOCIALISTE
La Guyana, ex-Guyane britannique, fait rarement parler d'elle. C'est pourtant l'un des Etats les plus originaux du continent sud-américain, et peut-être du tiers-monde. Sans francs, cette petite République a une économie basée sur les produits de difficulté de tous ordres, une voie originale vers le socialisme, qu'évoque Jean-Pierre Giscard d'Estaing dans son nouveau compendium la publication page 3.

idées

CHINE

La nouvelle Constitution et la solution des contradictions

par TIEN TCHE-HAO (*)

La Chine sert souvent d'argument en Occident à des démonstrations politiques aussi diverses que contradictoires. Cela tient, semble-t-il, à une certaine méconnaissance de la dialectique et à une vue unilatérale ne prenant pas en compte les inévitables contradictions qui animent et agitent la société chinoise.

S'agissant de la Chine, une telle attitude est d'autant plus impardonnable que la théorie des contradictions est l'un des fondements, sinon même le fondement, de la pensée de Mao Tse-toung.

Selon cette théorie, la société ne progresse que par la solution des contradictions qui se manifestent constamment et ne cessent de se renouveler. Pour résoudre les contradictions, il faut les analyser correctement et distinguer les contradictions « antagonistes » des contradictions « non antagonistes ».

Il y a contradiction dans la dictature du prolétariat (réaffirmée dans l'article 1^{er} de la Constitution), à la fois dictature et démocratie, dictature exercée par le prolétariat sur les réactionnaires, et démocratie pour le prolétariat (1).

Il y a contradiction entre les deux termes du centralisme démocratique, principe d'organ-

sation des assemblées populaires et de tous les organes d'Etat, selon l'article 3 de la Constitution. En 1957, Mao Tse-toung expliqua qu'au sein du peuple la démocratie est corrélatrice au centralisme et la liberté est corrélatrice à la discipline. Ce sont deux aspects contradictoires d'un tout unique.

Contradiction et unité des contraires aussi, entre la lutte idéologique et le développement de l'économie. Le mot d'ordre de la Révolution culturelle : « Faire la révolution et promouvoir la production », qui n'apparaît plus dans le nouveau texte constitutionnel, mais dont Yeh Chien-feng continue de souligner l'importance, montre l'interaction des deux thèmes contradictoires. En 1975, Chou En-lai dira qu'on ne peut faire progresser l'économie qu'en faisant bien la révolution. Ce n'est pas la révolution on la production, c'est les deux à la fois et simultanément.

L'article 10 de la Constitution précise qu'« à condition que la politique prolétarienne soit placée au poste de commandement, l'Etat applique le principe de combiner l'encouragement moral et l'encouragement matériel, tout en mettant l'accent sur le premier ». On rétablit les primes, certes, mais sans en faire le moteur principal du développement.

Contradiction encore entre la nécessité d'une certaine austerité permettant l'accumulation du capital indispensable au développement économique et l'amélioration du bien-être auquel tendent tous les efforts de développement économique. L'austérité n'est pas un but mais un moyen.

Selon Mao Tse-toung, une des grandes contradictions de la Chine est d'être à la fois un grand pays socialiste et un pays pauvre, économiquement arriéré; plusieurs dizaines d'années d'efforts opiniâtres seront nécessaires pour faire de la Chine un pays

prosperé et puissant. La nouvelle équipe dirigeante met l'accent sur l'amélioration du bien-être et augmente les salaires. Cependant, Hua Kuo-feng n'omet pas de spécifier que le peuple chinois étant « raisonnable », il sait bien que seuls des efforts acharnés consacrés à la construction du pays dans un esprit de diligence et d'économie pourront amener l'amélioration constante des conditions de vie.

Quelle méthode adopter pour accélérer le développement économique : attendre l'aide extérieure ou compter sur ses propres forces? Nouvelle contradiction dont la solution sera de prendre à l'extérieur ce qui est bon pour la Chine, éventuellement d'accepter de l'aide, à condition que cela n'empêche pas sur l'indépendance nationale, et tout en comptant principalement sur ses propres forces, parce que l'aide extérieure n'est jamais qu'un appoint.

Les deux lignes

Ces quelques exemples sont loin d'être limitatifs. La nouvelle Constitution apporte encore la solution de bien d'autres contradictions, entre la direction du parti sur l'Etat et le pouvoir suprême de l'Assemblée populaire nationale, entre la direction de la classe ouvrière, l'alliance avec les paysans et le front uni révolutionnaire, entre le caractère à la fois multinational et uni de la République populaire de Chine, entre le secteur d'Etat de l'économie et le secteur socialiste collectif, entre la centralisation et la régionalisation, entre le niveau idéologique et la qualité professionnelle des cadres (à la fois rouges et experts), entre l'intérêt public et l'intérêt privé, entre la liberté individuelle et la planification des naissances, entre l'internationalisme prolétarien et la coexistence pacifique, entre le désir et le besoin de paix et l'obligation de se préparer à une guerre défensive, etc.

Les Chinois analysent leurs différents en termes de deux lignes, il y a deux lignes : la ligne juste qui analyse correctement les contradictions pour

les résoudre au mieux, et la ligne erronée qui ne considère qu'un seul aspect des choses. Chaque tendance taxe l'autre d'« unilatéralité ». En 1975, la « bande des quatre » accusait Teng Hsiao-ping de négliger l'idéologie au profit de la seule économie; d'être un déviation « révisionniste ». Actuellement, c'est la « bande des quatre » qui se voit reprocher d'avoir perturbé l'économie au nom d'une idéologie métaphysique; d'être un déviation « anarchisante ». En réalité, il n'est pas évident que Teng Hsiao-ping rende la lutte de classes; il est juste seulement que l'accélération du développement économique aide à l'évolution politique. Tandis que la « bande des quatre » pensait que la transformation des mentalités permettrait l'accélération du développement économique. Le conflit se situe au niveau des méthodes. L'objectif reste le même.

Mais les contraires évoluent. L'unité des contraires est conditionnée, passagère et relative, tandis que leur lutte est absolue. Si bien que pour rester juste, une ligne juste doit être « ajustée » en permanence, suivant la théorie de « la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat » (dite aussi révolution permanente ou ininterrompue).

Pour les Chinois, le socialisme n'est que la période transitoire qui doit, étape par étape, mener au communisme. Cette période possède ses particularités propres : en politique, c'est la dictature du prolétariat, seul moyen pour le peuple d'associer son pouvoir; en économie, le système de répartition se fait « à chacun selon son travail », ce qui implique la survivance de certaines inégalités et encore tout un cortège de contradictions.

Le régime socialiste de dictature du prolétariat se caractérise par la lutte. Il s'agit d'abattre une société décadente encore capable de se défendre, et d'élever, à tâtons, une société nouvelle qu'on espère meilleure. Cela ne va pas sans luttes, sans contradictions et sans difficultés. Comme le dit Mao Tse-toung : « Progrès et difficultés, c'est là aussi une contradiction. »

CORRESPONDANCE

De jeunes Chinois en colère

M. Paul Bady, maître-assistant de chimie à l'Ecole normale supérieure, nous écrit : « J'ai été très heureux de lire les propos recueillis à Hongkong par Henri Leuven (Le Monde daté 27 février). L'émotion est en effet, que les Chinois aient la parole, et la promesse, que l'on peut se féliciter de cette nouvelle initiative du Monde de mieux connaître le peuple de Chine. Malheureusement, sur deux points, il ne se soit glissé une erreur, au demeurant facile à rectifier. »

1) L'éditorial de l'Observateur ne serait-il pas plutôt intitulé : « De la bande des quatre comme bon commissaire » (et non « comme pacotille »)?
2) Cette nouvelle génération de jeunes Chinois à l'esprit indépendant, sinon en colère, ne peut laisser croire que les rapports entre savoir et pouvoir aient toujours été aussi simples en Chine. Les noms de Qu Yuan, le poète qui, las d'être injustement calomnié et banni, a fini par se donner la mort, et de l'historien Sima Qian, chargé pour avoir pris la défense, devant l'empereur d'un général fausement accusé de lâcheté sur le champ de bataille, ne sont certainement pas inconnus des interlocuteurs d'Henri Leuven. Pas plus que ne le sont, à l'époque récente, ceux de Wang Shihwei, Hu Feng, Ai Qing, Ding Ling, Tian Han, Deng Tuo et Lao She, victimes successives de leur hétérodoxie et franc-parler.

Répliques à... Claudie et Jacques Broyelle Ni sectaire ni vieil homme

par JEAN CARDONNEL (*)

Le point de vue de Claudie et Jacques Broyelle, « Nous sommes tous des Chinois » (Le Monde - du 20 janvier), nous a valu plusieurs réactions. Nous avons retenu celles du père Cardonnel, dominicain, et de Vent d'Est.

CLAUDIE et JACQUES BROYELLE ne confinent dans une certitude qui met longtemps à émerger : toute vie commune des hommes suppose de leur part un mélange inextricable d'adhésions et de compromis. Nul doute qu'aucune vision totalisante d'humanité rassemblée ne se trouve à l'abri du risque totalitaire. C'est bien la menace qu'a connue le christianisme. Vouloir faire appel au meilleur de l'homme à la condition d'éliminer le danger d'irruption du pire relève non pas de l'utopie mais de la chimère. On ne détermine pas l'entreprise gigantesque de la révolution culturelle prolétarienne avec son objectif de diminution des écarts entre ville et campagne, travaux intellectuels et manuels, sans susciter du même coup l'explosion de haines, de ressentiments, de sectarisme.

L'appât d'égalité n'existe pas à l'état pur et provoque un désir de revanche. « Cette aptitude à se méfier de multiples complexités individuelles », dont Claudie et Jacques Broyelle rendent compte, est à nos yeux la racine même de la révolution chinoise, n'a-t-elle pas une racine plus profonde? Je veux dire le fait d'accepter, comme s'il était la condition humaine normale, notre émiettement à l'infini. Je ne crois pas les hommes condamnés à la terrible alternative : n'être que des grains de poussière privés d'horizon commun, des animaux complaisants et consentants de notre fragilité, ou les marionnettes dociles avec « superbe assurance » à la puissance extérieure qui tirerait souverainement leurs ficelles. A en croire Claudie et Jacques Broyelle, on ne pourrait que revenir du type de militant obligatoirement fabriqué, déshumanisé, « au vieil homme qui survit et sommeille, celui qui peut encore s'émeuver, s'étonner, s'interroger, celui en qui palpitent encore quelques fragments d'une dignité essentielle ». Mais ce vieil homme dont nous parlent les auteurs du deuxième retour de Chine est loin de n'être menacé que par la transformation en automate au service d'une idéologie totalitaire.

Le don de soi se trouve freiné, paralysé, chez lui, par une dévotion aux exigences de son humanité. De plus, la possibilité de s'émeuver propre à beaucoup, et même à chacun, n'a pas de prise sur les mécanismes d'op-

pression, d'écrasement de la grande masse des hommes. My aurait-il de choix qu'en un retour au vieil homme et la venue à une caricature de type humain nouveau façonné par le pire des catéchismes desséchants?

Ce n'est pas parce que des monastères se sont réclames du christianisme qu'il faut ramener le Christ, son Evangile, aux atrocités commises en leur nom. Ce n'est pas parce que les pires excès ont pu s'accomplir à la faveur de la Révolution française qu'il devient légitime d'identifier 1789-1793 avec la Terreur. Ce n'est pas parce que des résistances à l'emprise des despotes ont pu être éliminées, les régimes de compte, que l'on devrait rester passifs devant l'occupation. Ce n'est pas parce que le grand bouleversement de la Chine populaire a connu des époques où la rigé un schéma de raideur dogmatique responsable de crimes qu'il se confond avec une suite d'actes horribles.

La clé de l'interprétation des Broyelle est à nos yeux dans cette phrase très dense de leur article « Le marxisme coupable innocente le marxisme, risque de masquer ce rapport particulier, que nous fimes assez nombreux à entretenir, dans et par le marxisme, avec une certaine idée de l'absolu ». Ce propos déborde le fait du marxisme : la doctrine coupable innocente son partisan sectaire en dissimulant le lien que nous celui-ci avec une certaine idée de l'absolu. Mao Tse-toung n'a pas cessé de signifier le déchainement de la métaphysique. Le plus difficile en même temps que le plus fondamentalement simple à comprendre, à réaliser, tient dans le fait suivant : l'absolu est relatif. Il ne s'agit pas de Dieu ou de l'homme en soi, d'une certaine idée de l'absolu, mais de cette personne de cet individu capable, jusque dans la lutte, d'une volonté ardente de se lier avec tous. Voilà ce qu'est le Christ dont M. Matzneff fait celui qu'il faudrait aux Russes, tandis qu'une masse chinoise lui serait étrangère. Mais un Jésus brandi contre le quart de l'humanité n'aurait pas l'ampleur du monde à libérer. Il ne serait pas Messie. Evénement des hommes, Christ, celui-ci relève aux Russes, aux Chinois, comme à tous les autres, leur fragilité inséparable de leur envergure.

Quand les désabusés abusent

Nous avons vécu en Chine plusieurs années à la même époque que les Broyelle, « sous administration chinoise » dans les universités, sans interpréter, puisque nous parlons et nous liions le chinois, nous nous sommes rencontrés et nous sommes sortis des villes pour travailler à la campagne.

Les Broyelle multiplient les anecdotes, sensationnelles et possibles, y en aurait à revendre sur la Chine comme sur toute réalité concrète ici ou ailleurs. L'avantage avec ce procédé, c'est que la réalité offre toujours un contre-exemple qui permet de défendre n'importe quoi. La méthode consiste à généraliser le fait brut puis à théoriser. Le discours théorique, deuxième temps de la méthode, cachera alors, sous l'apparence d'une unité sans division — le faiblesse de ses fondements et son apriorisme. Du genre : « Ma fille rentrant de l'école primaire a dit... » « Un ami chinois nous a dit que... » etc., et le procès sera jugé, les Chinois (tous, toujours) il pensent ceci, la Chine, c'est ça, point.

Accorderait-on tant d'égards et d'autorité à quelque prétendant régler son compte à toute autre société sans le moindre souci d'une perspective historique, sans analyse des forces sociales, des contradictions et des enjeux? Chine-façon Broyelle : une et intemporelle. Nous pensons, en revanche, qu'il

est nécessaire d'étudier sérieusement les conflits qui traversent la société chinoise et le parti communiste chinois, les ruptures et les acquis qui ont marqué la révolution socialiste, en particulier la révolution culturelle, dont le bilan est à l'ordre du jour ; nécessaire d'étudier les problèmes que cette société affronte toujours, ceux des structures de pouvoir, des inégalités dans les rapports sociaux, des différences entre monde rural et monde urbain, intellectuels et travailleurs manuels, hommes et femmes, ceux de l'éducation économique. Mais qu'apprenons-nous avec nos pierres chroniques? Rien, puisque tout se confond dans une unité sans division : tout est mal, et en particulier la révolution.

La nos auteurs manient « nouvelle philosophie » ne partent pas tant de la Chine que de la France. Le mal est une entité abstraite dont les noms seront parfaitement compris ici : c'est la système, le socialisme, l'agriculture collective, la planification, etc. Et le peuple — un et abstrait lui aussi — ne trouvera, pauvre de lui, remède à l'oppression que dans la conscience et par la voix de ces guerriers désabusés de mai 68. Leur individualisme et leur idéologie se réclament d'universalité. Hélas ! pour nos grands auteurs, le peuple ne fait pas sa cuisine dans cette vieille marmite-là!

VENT D'EST.
(*) Vent d'Est, revue trisemestrielle, textes traduits de la presse chinoise, S.F. 89 - 1982 Paris Cedex 12. Numéro 155 F. Abonnement 1 an : 20 F.

Le Monde
L'ancien gouverneur général contredit la thèse officielle d...

LA DECOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL
Le régime d'Algérie...

Ethiopie
Addis-Abeba aurait repris le contrôle des principaux points stratégiques de l'Ogaden...

Sénégal
LA COUR SUPREME REJETTE LA REQUETE EN ANNULATION DE L'ARRET DE CONDAMNATION PRESENTÉE PAR LE P.D.S.
Zaire
VINGT-HUIT PERES DE FAMILLE REQUISES AU PROCES DE ENSRASA

Il est encore temps de réfléchir.

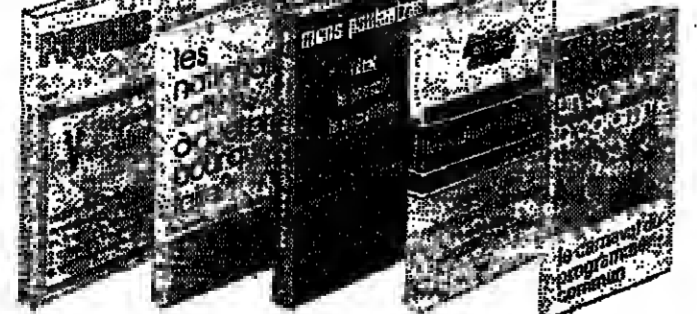
Gauche? Droite? Droite! Gauche! Les hommes politiques nous ont demandé de voter pour eux. Sympathisants, militants, perplexes nous sommes allés à l'isoloir, gauche, droite, gauche, droite leur donner notre voix. Persuadés (ou pleins d'espoir) que tel plutôt que tel autre viendra à bout de la crise.

Mais aussi confiants que nous soyons à l'égard de l'un plutôt qu'à l'égard de l'autre, ne lui accordons pas un blanc-seing. Cinq jours, c'est peu, et tout est presque joué. C'est le temps qu'il faut pour lire encore quelques livres susceptibles de nous aider à avoir les idées plus claires sur ce que l'un et l'autre nous proposent.

Car l'information que nous subissons depuis de trop longues semaines n'est plus qu'un brouhaha et le son a fini par étouffer les sens.

Des titres de livres, en voici quelques-uns, édités aux P.U.F. : Le socialisme industriel de Alain Boubli; Les nationalisations... à quel prix, pour quoi faire? de Gallais-Hamomo; L'Etat, le pouvoir, le socialisme de Nicos Poulantzas; La revue "Pouvoirs" n° 4 : 20 ans après, la V^e République; Un singulier programme de Jean-Marie Benoist.

Faisons confiance aux livres qui ne sont pas des tables muettes, pour ne pas être manipulés et choisis, le 19 mars, en toute clarté.



Les livres des Puf questionnent le monde. puf

وكذا من لا يبدل

étranger

L'INSTABILITÉ EN AFRIQUE

Le Monde

LA DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL

L'ancien gouverneur général espagnol contredit la thèse officielle de Madrid

De notre correspondant

Madrid. — Le Front Polisario était en 1975 le seul représentant du peuple sahraoui. La volonté d'indépendance de la population de la région était alors totale. Les Sahraouis partisans du Maroc se limitaient à une poignée de commentateurs. Ces affirmations ont été exprimées le lundi 13 mars à la Chambre des députés par celui qui était le principal responsable militaire du Sahara occidental au moment de la signature de l'accord tripartite du 14 novembre 1975, qui a livré l'ancien territoire administré par l'Espagne au Maroc et à la Mauritanie. Elles ont été faites par le ministre des affaires étrangères, M. Mariano Rajoy, qui, à quelques jours de son départ, a justifié la politique suivie par Madrid dans cette région en affirmant que le Polisario n'était pas un mouvement de libération nationale et qu'il était pas le seul représentant des populations sahraouies.

Le lieutenant-général Gomez de Salazar, ancien gouverneur général de la 1^{re} région militaire (Sahara), a apporté son témoignage devant la commission des relations extérieures du Congrès des députés.

L'une des onze personnalités à qui la commission, à la suite d'une requête socialiste, a demandé de comparaître pour éclaircir les événements qui ont précédé et suivi la « marche verte » organisée par Hassan II et pendant l'agonie de Franco et qui ont abouti au départ des

De notre correspondant

troupes espagnoles. Socialistes et communistes ont affirmé que l'abandon du Sahara occidental s'est fait dans des conditions scandaleuses, et ils ont constaté que, plus de deux ans après, cet événement continue de peser lourdement sur les relations de Madrid avec l'Afrique. Les témoignages recueillis lundi confirment, une bonne part de ces accusations.

Un « virage à 180 degrés »

Le lieutenant-général Gomez de Salazar et le colonel Rodriguez de Viguera, ancien secrétaire général du gouvernement du Sahara occidental, ont confirmé qu'un « virage à 180 degrés » avait été opéré à l'automne 1975. Jusque-là, l'armée et l'administration espagnole avaient pour tâche de préparer l'autodétermination du peuple sahraoui. Or, sans même avoir été mises au courant de ce qui se tramait, elles ont dû brusquement livrer le territoire sahraoui à celui que les militaires considéraient alors comme un adversaire.

Apparemment, deux de ces militaires, le lieutenant-général Gomez de Salazar et le colonel Rodriguez de Viguera, ont été contraints de quitter le territoire sahraoui le jour où il a été signé l'accord tripartite. Ils ont été remplacés par des militaires espagnols qui ont été envoyés dans le territoire sahraoui.

ENCLAVÉ AU MILIEU DES ÉTATS DE LA « LIGNE DE FRONT »

Le Malawi renforce ses liens avec la République Sud-Africaine

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Depuis la fermeture, le 3 mars 1978, de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, le petit Malawi — 122 772 kilomètres carrés — est relativement isolé de l'Afrique blanche. Son enclavement géographique, entre trois États de la « ligne de front », le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie, ne l'empêche pas de renforcer ses liens avec la République Sud-Africaine.

L'Afrique du Sud a récemment remplacé le Royaume-Uni comme premier partenaire commercial du Malawi. De 1964, date de l'indépendance, à 1974, les importations en provenance d'Afrique du Sud ont dépassé de 35 % à 50 % du total. Le Malawi importe annuellement depuis lors environ 100 000 tonnes de marchandises sud-africaines, pour l'essentiel par le Mozambique, ce qui a représenté 35 % du total des importations en 1977.

Depuis la signature, en 1967, d'un traité de commerce, Pretoria a financé la construction de Lilongwe, la nouvelle capitale de 3 millions de rands (1), — ainsi que la construction de la voie ferrée qui relie Lilongwe au port eszéchouane de Nampole (un peu plus de 100 kilomètres). Les Sud-Africains financent également la construction d'un puissant émetteur de radio destiné à diffuser leurs programmes pour l'Afrique noire. Interrompu en 1974, l'envoi de travailleurs malawis dans les mines sud-africaines a repris. Leur nombre s'est élevé en 1977 à douze mille sept cent soixante et une personnes, chiffre qui ne comprend pas les milliers de chômeurs qui s'exportent en Afrique du Sud.

Lilongwe, les chancelleries d'Afrique du Sud, de Taiwan et d'Israël occupent le même espace. Le Malawi est en effet le seul État membre de l'Organisation de l'unité africaine

auxquels le gouvernement du Malawi offrirait ainsi une couverture pour opérer en Afrique noire. C'est une des raisons pour lesquelles les journalistes sont interdits dans le pays.

Le rôle de M. Banda dans la négociation du conflit rhodésien n'est pas négligeable. L'un des intermédiaires dans les tractations est M. Tiny Rowlands, F.D.G. du consortium international Lonrho, qui a des intérêts dans toute l'Afrique australe. M. Rowlands est un vieil ami des présidents Banda et Kaunda (Zambie). Le révérend Athol, l'un des interlocuteurs africains de M. Smith, s'est rendu à plusieurs reprises à Lilongwe pour s'entretenir avec M. Banda. En privé, les Américains font savoir que leur condamnation des violences des droits de l'homme au Malawi ne devrait pas affecter leur programme d'aide.

M. Banda dirige, d'une main de fer, son pays de moins de deux millions d'habitants, pour l'essentiel, des agriculteurs. « Je suis le patron, et quiconque l'ignore est stupide ; je décide de tout sans consulter qui ce soit, et c'est

Claudie et Jacques Brody, le sectaire ni vieil homme

par JEAN CARDONNEL (*)

de Claude et Jacques Brody, « le Monde » du 29 février 1977. Nous avons retenu cette phrase : « Nous sommes restés à l'Est ».

et JACQUES Brody, 67 ans, est un homme qui met en garde contre toute « idéologie » qui ne soit que le reflet de la conjoncture économique et de la conjoncture politique. C'est bien la conjoncture qui a conduit à la condamnation de Claude et Jacques Brody. C'est bien la conjoncture qui a conduit à la condamnation de Claude et Jacques Brody. C'est bien la conjoncture qui a conduit à la condamnation de Claude et Jacques Brody.

pression, d'augmentation de la grande masse des hommes, d'augmentation de la grande masse des hommes, d'augmentation de la grande masse des hommes.

Ce n'est pas pure et simple christianisme qui fait du Christ, son Évangile, une cité commode en son temps. Ce n'est pas pure et simple christianisme qui fait du Christ, son Évangile, une cité commode en son temps.

Le fait est que Claude et Jacques Brody ont été condamnés à la prison pour avoir écrit un livre intitulé « L'Évangile et la révolution ». Ce livre a été condamné par le tribunal de la Cour d'Appel de Paris.

Le fait est que Claude et Jacques Brody ont été condamnés à la prison pour avoir écrit un livre intitulé « L'Évangile et la révolution ». Ce livre a été condamné par le tribunal de la Cour d'Appel de Paris.

Ethiopie

Addis-Abeba aurait repris le contrôle des principaux points stratégiques de l'Ogaden

La radio à Addis-Abeba a annoncé, le lundi 13 mars, que les troupes éthiopiennes avaient repris le contrôle de plusieurs points stratégiques de l'Ogaden, région frontalière de la Somalie. Les troupes éthiopiennes ont repris le contrôle de plusieurs points stratégiques de l'Ogaden, région frontalière de la Somalie.

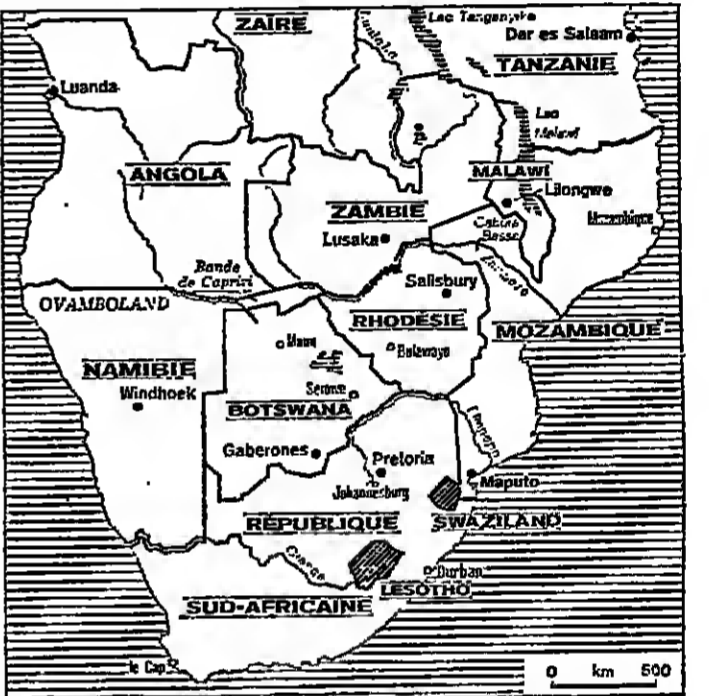
Le fait est que les troupes éthiopiennes ont repris le contrôle de plusieurs points stratégiques de l'Ogaden, région frontalière de la Somalie.

Tunisie

M. Ahmed Mestiri relance sa proposition de « pacte national »

Un cours d'une conférence de presse tenue lundi 13 mars à Londres, M. Ahmed Mestiri, qui dirige l'Association tunisienne des libertés publiques en Tunisie, a estimé que le régime du parti unique en Tunisie ne pouvait pas être maintenu. M. Mestiri a relancé sa proposition de « pacte national ».

Le fait est que M. Mestiri a relancé sa proposition de « pacte national ».



Mais alors que les autres États africains indépendants de la région tentent de se dégager progressivement de l'emprise sud-africaine, le Malawi paraît avoir choisi la voie inverse. Un prêt sud-africain de 10 millions de rands a été négocié pour construire une voie ferrée rattachant Lilongwe à Mchani, sur la frontière zambienne.

Quand les désabusés abusent

Il est nécessaire de réfléchir à ce que signifie le terme de « désabusés ». Ce sont des hommes qui ont été déçus par les idéologies qu'ils ont suivies. Ils ont été déçus par les idéologies qu'ils ont suivies.

Le fait est que ces hommes ont été déçus par les idéologies qu'ils ont suivies.

Sénégal

LA COUR SUPRÊME REJETTE LA REQUÊTE EN ANNULATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE PRÉSENTÉE PAR LE P.D.S.

Dakar. — La Cour suprême du Sénégal a rejeté, lundi 13 mars, la requête en annulation de l'élection présidentielle présentée par le P.D.S. (Parti démocratique sénégalais).

Le fait est que la Cour suprême a rejeté la requête en annulation de l'élection présidentielle présentée par le P.D.S.

Zaire

VINGT-HUIT PÊNES DE MORT REQUÏSES AU PROCÈS DE KINSHASA

Kinshasa (A.F.P.). — Un réquisitoire sévère a été prononcé lundi 13 mars à Kinshasa contre les accusés du procès de Kinshasa. Vingt-huit peines de mort ont été requises.

Le fait est que vingt-huit peines de mort ont été requises.

Maroc

RABAT ACHÈTE À LA FRANCE VINGT-QUATRE AVIONS ALPHA-JET

Le Maroc vient de signer officiellement un contrat avec la France pour acheter vingt-quatre avions Alpha-Jet.

Le fait est que le Maroc a acheté vingt-quatre avions Alpha-Jet.

PAUL-MARIE DE LA GORGE

L'APRÈS GUERRE

« A lire Paul-Marie de la Gorge, on mesure l'actualité de ces années 1947-1948. C'est qu'à trente ans de distance les problèmes demeurent. Comment inventer un avenir pour la France qui ne soit pas répétition inefficace du passé ou abdication ? »

Max Gallo / L'Express

Grasset

VENT DÉB.

A L'HOTEL DROUOT

VENTES
S. 1. - Objets d'art et d'ameublement...
EXPOSITIONS
S. 9. - Escarpes 18e au 20e...

ASIE

Chine

DIX MILLE « VICTIMES DES QUATRE » RÉHABILITÉS À CHANGHAI DEPUIS OCTOBRE 1976

PÉKIN (A.F.P.). - Une réhabilitation massive de plus de dix mille cadres dirigeants ou citoyens chinois des milieux universitaires, administratifs, intellectuels et artistiques a été opérée, par la voie posthume, par le nouveau régime dans la seule ville de Changhaï depuis le limogeage de la bande des quatre, en octobre 1976.

PROCHE-ORIENT

LE RAID MEURTRIER DES PALESTINIENS EN ISRAËL

Israël relancerait la lutte antiterroriste hors de ses frontières

De notre correspondant

Jérusalem. - Le pays tout entier est encore sous le choc du « sabbat rouge ». Le dernier bilan est de trente-deux Israéliens tués, neuf terroristes abattus ou carbonisés dans l'auto-car piégé. Il s'avère que le commando comptait treize membres, mais deux d'entre eux se sont tués avant d'arriver sur le rivage israélien. D'autre part, deux terroristes ont été faits prisonniers (1).

frontières d'Israël, qui avait été pratiquement abandonnée, va être relancée.
On note à Jérusalem que, si le département d'État a conseillé à Israël la modération, Washington n'a pas publiquement mis en garde le pays contre d'éventuelles représailles à l'encontre de l'O.L.P. La tension est vive à la frontière israélo-libanaise où l'on parle d'un renforcement du dispositif militaire.

Revue d'études comparatives
EST-OUEST
réducteur en chef: E. Zaleski
n° 4 / 1977
Un numéro thématique consacré aux pays socialistes de l'Asie.

Editions du CNRS
15 quai Anatole-France 75700 Paris

Paris Protection vous propose
1 serrure de sécurité
6 goujons d'acier anti-dégondage
1 tour de clé 7 points de fermeture
offre exceptionnelle VALABLE JUSQU'AU 31 MARS 1990 TTC
POUR PORTE DE 2,30m POSE ET DÉPLACEMENT COMPRIS
PARIS - BANLIEUE 336.44.55 GARANTI 5 ANS

Les États-Unis et le Vatican expriment le vœu que Jérusalem s'abstienne de représailles

Les États-Unis ont lancé, lundi 13 mars, un appel aux différentes parties au conflit du Proche-Orient, qu'elles soient de recherche ou de règlement de paix malgré le raid meurtrier lancé, le 11 mars, en Israël, par un commando palestinien.

D'autre part, la maison Blanche a fait savoir que les entretiens entre le président Carter et M. Begin, à l'initiative prévue pour ce mardi 14 mars - seraient lieu les 21 et 22 mars.

BIBLIOGRAPHIE

« LA SYRIE, LE RÊVE ET LA RUPTURE » de Claude Palazzoli

Dans cet utile ouvrage consacré à la Syrie moderne, M. Palazzoli justifie son sous-titre « Le Rêve et la rupture » en écrivant: « Un double appel lancé en Syrie, celui des temps fastes d'Israël dont la grandeur voudrait remonter et le désir de violentes métamorphoses qui lui redonnent la maîtrise de son avenir ».

A TRAVERS LE MONDE

- Italie
LE PROCÈS DES CHEFS DES BRIGADES ROUGES à Turin, a été suspendu pour une semaine à l'issue de sa quatrième audience, le 13 mars.
Roumanie
M. SANTIAGO CARRILLO, secrétaire général du P.C. espagnol, est arrivé à Bucarest le dimanche 12 mars à l'invitation de M. Ceausescu.
Philippines
M. GISCARD D'ESTAING a adressé une lettre à M. Marcos, président des Philippines, après l'annonce de la situation qui résulterait de représailles israéliennes.

ASTH ASSOCIATION des SCIENCES et TECHNIQUES HUMAINES
Centre Privé de Formation Continue
6, avenue Léon-Heuzy, 75016 PARIS - Tél. 670.46.14

ANALYSE DE LA CONSTITUTION POPULAIRE DE CHINE (11 janvier 1976)
Tsién Tché-hao
Étude thématique des articles constitutionnels...
Editions du CNRS

amérique latine
Musique de qualité : disques et cassettes. Importation exclusive.
librairie-centre des pays de langue espagnole et portugaise

Une nouvelle revue PEUPLES NOIRS PEUPLES AFRICAINS
Directeur MONGO BETI
Première grande publication entièrement contrôlée par des Africains francophones anti-imperialistes

Jocelyn PARIS
134, bd St-Germain 75, ch.-dix-neuf (M) 4, rue churchy (M)
DEUX SOLDATS CANADIENS ont été tués lundi 13 mars et cinq autres blessés lors d'une explosion présumée d'un obus de 81 mm au cours d'une exercice de tir réel sur le polygone de Munster, dans le nord de l'Allemagne fédérale.

LA GUYANA, ILOT

LA GUYANA, ILOT
1. - Laborieuse genèse d'...

Editions du CNRS
15 quai Anatole-France 75700 Paris

Editions du CNRS
15 quai Anatole-France 75700 Paris

Editions du CNRS
15 quai Anatole-France 75700 Paris

Handwritten notes and signatures at the bottom right of the page.

AMÉRIQUES

LES PALÉSTINIENS EN ISRAËL

La lutte antiterroriste aux frontières

frontières d'Israël, qui sont pratiquement abandonnées, est un problème d'actualité.

On note d'ailleurs que le département d'État a consacré à Israël la modeste somme de 100 millions de dollars, ce qui n'a pas empêché Washington de garder le pays comme un des principaux fournisseurs de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.). La tension est venue à l'ordre du jour à la fin de l'année dernière, lorsque le chef du gouvernement israélien, Menahem Begin, a déclaré que le pays ne pouvait pas continuer à être le fournisseur de l'O.L.P. et que le gouvernement devait donc prendre des mesures pour empêcher le passage de fonds et d'armes à travers les frontières.

Le premier ministre, M. Begin, a déclaré que le pays ne pouvait pas continuer à être le fournisseur de l'O.L.P. et que le gouvernement devait donc prendre des mesures pour empêcher le passage de fonds et d'armes à travers les frontières.

Vatican exprime le vœu historique de représailles

Le pape Paul VI, dans un discours prononcé à l'occasion de la fête de la Pentecôte, a exprimé le vœu que les nations puissent vivre en paix et en harmonie. Il a souligné que la violence n'est pas la solution à nos problèmes et que nous devons chercher à résoudre nos différends par le dialogue et la coopération.

Le pape a également évoqué la question de la guerre nucléaire et a exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la course aux armements. Il a appelé à une réduction des dépenses militaires et à une utilisation plus constructive des ressources humaines et matérielles.

TRAVERS LE MONDE

Italie

Le nord de l'Italie est en proie à une situation difficile. Les tensions sociales et politiques sont à leur comble. Les syndicats réclament de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire, ce qui a conduit à de nombreuses grèves et perturbations économiques.

Roumanie

Le régime de Nicolae Ceausescu continue à maintenir une politique d'isolement international. Malgré les réformes économiques mises en œuvre, le pays reste confronté à de graves problèmes sociaux et à une dégradation de son environnement.

Canada

Le Canada continue de jouer un rôle actif sur la scène internationale. Le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures pour soutenir le développement économique des pays en développement.

LA GUYANA, ILOT SOCIALISTE

Exemple de convulsions politiques depuis 1964 entre la majorité originaire des Indes et la minorité africaine, la Guyana, ex-Guyane britannique, vient de connaître de nouveaux jours difficiles. Vingt

mille ouvriers de la canne à sucre ont mené une grève de quatre mois et demi. Or la production de cette denrée — qui, après la bauxite, est la principale source de devises du pays — est nationalisée. Ce conflit était d'autant plus clairement

un défi au premier ministre, M. Forbes Burnham, que les ouvriers de ce secteur appartiennent tous à la communauté indienne, qui n'est pratiquement pas représentée au gouvernement.

I. — Laborieuse genèse d'une nation

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Georgetown. — A première vue, la Guyana est un petit pays fiché au flanc nord-est du sous-continent latino-américain. Est-ce tellement sûr ? Ce point sur lequel les cartes, c'est vrai qu'on le remarque à peine entre les géants Brésil et Venezuela — n'était sa communauté avec des deux autres : la Guyane française, devenue, en 1975, le Suriname indépendant, et la France. Mais elle occupe tout de même 210 000 kilomètres carrés, autant que la Grande-Bretagne, à laquelle elle appartient depuis plus d'un siècle et demi.

« Pays continental ? Bornés à l'est par l'Atlantique, les Guyanais sont cernés par la grande forêt équatoriale, qui recouvre les trois quarts de leur territoire : le pays longe une bande de terre large de 250 kilomètres et large de 5 à 20 — est donc une île qui ne serait pas entourée de toutes parts. En réalité, le pays tourne le dos à un continent (un parti socialiste) très fier de son « pragmatisme » limite les risques et encourage le développement à la fraude électorale. Un « two-party system » (système bipartite) où la possible opposition conservatrice avait remplacé par une formation récemment du marxisme-léninisme... »

On n'en finirait pas de relever des influences contradictoires : les Hollandais qui s'établirent dans cette région longtemps avant les Britanniques, et qui ont légué des polders et un savoir-faire agricole et de drainage qui fait aujourd'hui la prospérité agricole d'un pays en partie situé au-dessous du niveau de la mer ; celle, plus modeste, de la France, qui a occupé pendant quelques années seulement, vers la fin du dix-huitième siècle, et qui n'a guère légué que de très rares traces de civilisation (Mourant, Raguénol), peut-être, quelques églises libérales (forêt 1789 et... des fermentations d'anglophobie.

Marx, Lénine, Tito... et Henri Poisson

La doctrine officielle de la République de Guyana est le « socialisme », M. Rex Williams, ministre d'État, l'explique ainsi : « Ce n'est pas une idéologie, mais une méthode, c'est le socialisme. Le socialisme, c'est l'instrument par lequel nous croyons que le socialisme peut être réalisé dans notre pays. Le socialisme, c'est la forme la plus accomplie de la propriété. »

En fait, la Guyana est encore loin d'être un État coopératiste, mais elle est en voie de le devenir. Les symboles du parti majoritaire (P.N.C.) affirment : « M. Jagan devrait réviser son plan, il s'agit en effet d'un projet de socialisme à la base du socialisme — c'est-à-dire le prolétariat urbain, qui est noir — est avec nous ». On peut, en effet, se demander comment M. Jagan a pu faire admettre à sa communauté composée de petits paysans, de commerçants et de représentants des professions libérales, qui sont, sans doute, dans le salariat résiduel, dans le marxisme-léninisme ? C'est que, par son passé de lutteur anti-colonialiste, par son charisme, M. Cheddi Jagan jouit auprès des Indiens d'un exceptionnel prestige.

M. Forbes Burnham a admis des influences jacobines dans le choix de la coopératisme comme instrument de développement. Un de nos confrères de Georgetown, Robert Williams, signale une autre source : « De nombreux officiels ont, depuis un certain temps, encouragé la mise de dix-neuvième siècle

par un auteur français, Henri Poisson. Son titre est la République coopérative. »

Pour M. Cheddi Jagan, leader de l'opposition, le « socialisme » n'est guère plus qu'un slogan ; ce secteur demeure aujourd'hui marginal par rapport aux quelques trente États coopératistes qui existent dans le monde. Mais il a été soutenu par des socialistes étrangers, et même au sein du parti majoritaire.

Mais, dès février 1965, M. Burnham, dont l'immense talent politique se satisfaisait sans doute d'un rôle de second, quitte le P.P.P., puis fonde le Congrès national du peuple (People's National Congress). Le P.N.C. devient ainsi le parti des Guyanais africains. Contre Jagan, revenu au pouvoir à la faveur des élections de 1967, et confirmé par un nouveau scrutin en 1971, M. Burnham s'efforce de lancer ses troupes : 1962, 1963 et surtout 1964 sont des années chaudes. Le pays est au bord de la guerre civile : grèves, émeutes, émeutes se succèdent, la haine raciale — attirée de Washington et de Londres, où l'on craint que M. Jagan ne fasse de la Guyana le nouveau Cuba — a fait des dizaines de morts. Les élections de décembre 1964, les premières à avoir lieu conformément aux souhaits du P.N.C. à la présidence, sont perdues au P.P.P. la majorité absolue.

Le leader du Congrès national du peuple s'allie alors avec l'United Force — un parti de droite représentant les intérêts de la minorité portugaise — pour déloger du gouvernement son adversaire indien. Aujourd'hui encore, il est au pouvoir ; l'exercice seul depuis que les élections de 1968 et de 1973 lui ont donné une majorité absolue au Parlement. C'est donc M. Burnham et le P.N.C. qui ont fait franchir à la Guyana les étapes décisives de son existence : l'indépendance en mai 1966 et la rupture, en 1970, de l'allégeance à la couronne britannique par la proclamation de « la République coopérative de Guyana ». Il a réponsé, en 1966 comme en 1971, les avances du P.P.P. en vue de former un gouvernement de coalition.

M. Jagan et son parti ressentent une incompréhensible amertume : d'autres n'ont-ils pas récolté ce qu'ils avaient semé ? Toute la communauté indienne se plaint des « discriminations » dont elle est l'objet dans la société guyanaise. Le quasi-monopole détenu par les Africains dans la fonction publique lui semble d'autant plus intolérable que les Indiens sont majoritaires. Les sympathisants de M. Jagan sont les avancés du P.P.P. en vue de former un gouvernement de coalition.

« Première impression : une harmonieuse coexistence, un nombre des couples indo-africains, notamment parmi les jeunes, n'est pas négligeable. Dans les lieux publics, le mélange des races est fréquent. La rue n'offre guère de spectacles de tension. Les fêtes de chaque communauté sont célébrées par les autres ; ainsi le Dusseh des adeptes de l'Indouisme est-il une occasion de grandes réjouissances tant chez les Africains protestants que chez les Indiens musulmans. »

Une observation plus attentive permet de noter que la question raciale occupe dans les conversations informelles, la place tenue chez nous par la météorologie. Passé le préambule, les discussions portent à peu près

invariablement sur cette interrogation : sous autres Africains et Indiens, sommes-nous bien faits pour vivre ensemble ? C'est un signe. Ces Guyanais venus des quatre coins du monde ont dû former une nation. Ainsi ces deux peuples qui, chacun à leur façon, ont le rythme et la mélodie de leur vie, ne sont pas parvenus à créer une musique originale : les Noirs s'abreuvent des ragas du Jamaïcain Bob Marley, et les Indiens d'airs de

Un développement économique séparé

Emprunté-t-on la grande arête du pays qui suit la mer ? Darlington à la frontière du Suriname. On errot river ; ces villages allongés au bord de la route, ces maisons basses blotties sous les cocotiers, ces vaches plantées sur la chaussée, ces temples hindouïstes de couleur pastel qui se reflètent dans des eaux aux eaux noires, ces femmes au visage sombre et à la chevelure noire, ces fillettes espagnoles vêtues de robes rouges, ces garçons en shorts et torse nu, ces hommes maigres dont les yeux tantôt semblent hésiter de flirter et tantôt paraissent regarder sans voir. N'est-ce pas là l'Inde du Sud, celle du Kerala, de la côte de Coromandel ? Un grand nombre des villages de cette frange côtière, à quoi se réduit aujourd'hui la Guyana indienne, sont peuplés exclusivement d'Indiens. Ils y cultivent le riz, la base de l'alimentation nationale, la canne à sucre, qui fournit au pays le tiers de ses devises étrangères, et bien d'autres produits alimentaires.

Mais à Linden, deuxième ville du pays, reliée à la capitale par l'unique route asphaltée menant vers l'intérieur, le développement est différent. Dans l'immense usine de traitement de la bauxite dont les six hautes cheminées crachent à longueur de journée leur épaisse fumée blanche, la quasi-totalité des quelque six mille personnes employées sont d'origine africaine. Même observé à Kwakwani, l'autre centre d'extraction de la bauxite, et dans les dizaines de petites et moyennes usines de la région de Georgetown qui continuent aujourd'hui toute l'industrie guyanaise, les Indiens sont absents du secteur

L'amerlume des Indiens

secondaire, les Indiens tiennent, en revanche, le commerce — souvent concurrentiel par les petites et dynamiques colonies chinoises et portugaises. Enfin, malgré une carte remplies de Africains, les Indiens ont la prépondérance dans les professions libérales : les paysans enrichis ont évidemment poussé les plus d'entre eux à aller à l'université et établir les autres dans le négoce.

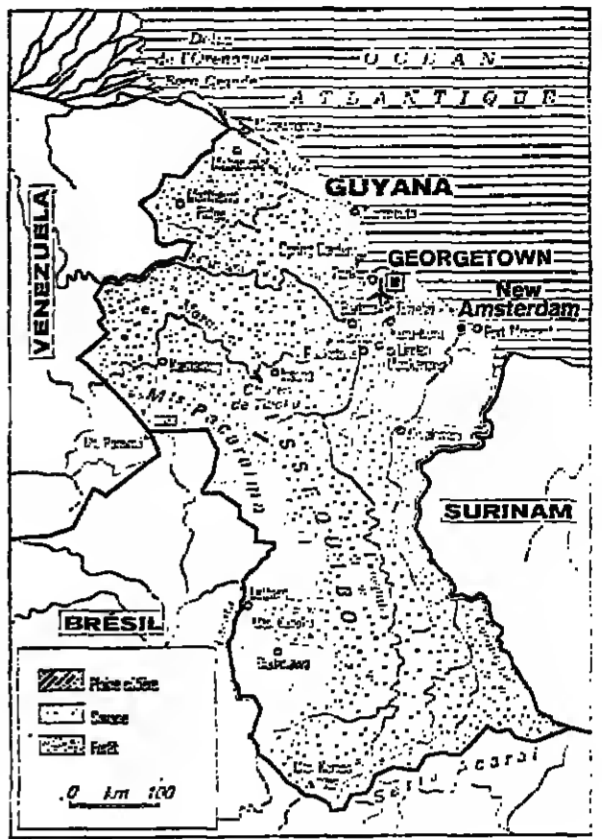
Ce mode de développement économique séparé ne contribue guère à souder les deux communautés. Un moment, pourtant, l'histoire a paru hésiter. En Guyana, comme dans toutes les colonies britanniques et autres, la seconde guerre mondiale avait suscité d'innombrables espoirs d'émancipation. En 1960, M. Cheddi Jagan crée le Parti progressiste du peuple (People's Progressive Party, ou P.P.P.). C'est un jeune déiste indien qu'enthousiasme l'indépendance récemment conquise par le pays de ses ancêtres, qui encourage vivement sa femme Janet, une Américaine aux idées radicales, surnommée « la Passionaria des Caraïbes ». Le leader politique de la communauté noire, M. Forbes Burnham, n'hésite pas à se joindre à ce mouvement — un des premiers fondés dans le tiers-monde. Pendant quelques années, ces deux hommes mènent ensemble le combat contre le colonisateur britannique. La grave crise de 1963 — où sont créés le Parti constitutionnel libéral octroyé par Londres, M. Jagan se maintient six mois à la tête d'un gouvernement très éphémère — fut vécue par les deux communautés le main dans la main.

Tous les Indiens n'adoptent pas cette attitude frileusement défensive. Certains, persuadés peut-être que la domination du P.N.C. serait durable, ont quitté le P.P.P. pour rejoindre la formation adverse. L'une de ces défections a fait grand bruit : celle de M. Ranji Chand Singh, adjoint direct de M. Jagan. Toujours est-il que le P.N.C. s'enorgueillit d'être un parti pluriracial. Ainsi, seuls dix-huit de ses trente-sept députés sont-ils africains. Le P.P.P., en revanche, garde une base exclusivement indienne. Onze ans après l'indépendance, les Guyanais d'origine africaine se sentent, sans nul doute, davantage citoyens à part entière que les autres.

Prochain article :

LES TEMPS DIFFICILES

R. HELLMANN
La guerre des monnaies
collection "dossier"
dunod 49 F



1000 ans de Folio

Lisez ou relisez ces auteurs...

- Félicien Marceau,
- Robert Margerit,
- Roger Martin du Gard,
- Andrée Martinerie,
- Renée Massip,
- Guy de Maupassant,
- François Mauriac,
- André Maurois,
- Albert Memmi,
- Prosper Mérimée,
- Robert Merle,
- Jules Michelet,
- Henry Miller,
- Mirabeau,
- Yukio Mishima,
- Margaret Mitchell,
- Patrick Modiano,
- Michel Mohrt,
- Molière,
- Michel de Montaigne,
- Hubert Monteilhet,
- Montesquieu,
- Henry de Montherlant,
- Paul Morand,
- Alberto Moravia,
- Pierre Moustiers,
- Robert Musil... (à suivre)

Participez au Grand Concours Folio/RTL chez votre libraire.

Folio, la bibliothèque idéale.

AMÉRIQUES

Guatemala

Le général Romeo Lucas est proclamé président de la République

Le général Romeo Lucas Garcia a été officiellement proclamé président de la République du Guatemala par le Congrès, réuni le lundi 13 mars sous la protection de l'armée. Le général Lucas, soutenu par les partis révolutionnaire et démocratique institutionnel (centristes), était arrivé en

tête lors de la consultation du 5 mars dernier, devant le colonel Peralta Azurdia, appuyé par le Mouvement de libération nationale (MLN, extrême droite), et le général Ricardo Peralta Mendez, soutenu par la démocratie chrétienne. Le MLN,

avait présenté un recours en annulation pour fraude. Le général Lucas, un conservateur modéré, âgé de cinquante-trois ans, ancien ministre de la défense, prendra ses fonctions le 1^{er} juillet prochain. Il remplacera l'actuel chef de l'Etat, le général Kjell Laugerud.

Une opinion publique lassée par la violence

Guatemala. — Les aspects « folkloriques » des élections générales du 5 mars dernier au Guatemala dissimulent une réalité tragique. Assassinats commis par des bandes de tueurs en civil munis de port d'arme, « disparitions » inexpliquées, exactions sommaires de « dévotionnaires » opérées par les Escadrons de la mort, impunité à peu près totale des groupes paramilitaires fondés légalement par les dirigeants de l'extrême droite dans les années 60, à l'époque de la lutte contre les mouvements de guérilla : la situation au Guatemala ressemble à celle de l'Argentine. Avec une différence, pourtant : elle est un peu oubliée par les organismes internationaux qui dénoncent les violations répétées des droits de l'homme dans le sud du continent. En outre, elle est plus ancienne : la violence politique dans ce pays d'Amérique centrale dure depuis 1954.

des fonctionnaires, des ouvriers et des commerçants. « Chaque jour, dit un diplomate, si y a dans ce pays une moyenne de cinq ou six disparitions ou exactions », La presse, parfois, donne des détails sur les victimes, torturées, défigurées, retrouvées dans des ravins. Meurtres « politiques ». Pas tous, sans doute. Des règlements de comptes, des rivalités, et aussi de vieilles haines peuvent en être l'origine. Mais, pour l'essentiel, il est clair que les motifs sociaux et politiques se ressemblent souvent à ceux de la violence politique ou de la violence politique. Tous les dirigeants politiques, toutes les personnalités du monde des affaires ont été escouades de gardes du corps, fortement armés. Il n'est pas rare de croiser dans le centre de la capitale une personnalité encadrée par une demi-douzaine de pistolets vigilants. Tous les diplomates ont leur domicile protégé.

de l'élection présidentielle, avait, après d'obscures tractations, cédé sa « place » au général Laugerud, candidat des forces armées. Cette fois, il s'est passé quelque chose de nouveau et d'important au Guatemala. La majorité de la presse, courageuse, incisive, a joué le jeu de la vérité. Elle a harcelé les candidats, démonté les intrigues, montré les « pressions ». Menacés de mort, la plupart des journalistes n'ont pas cédé. Les Guatémaltèques, stupéfaits, ont vu le vice-président de la République et principal dirigeant du MLN, M. Mario Sandoval, se rendre au Tribunal suprême électoral, accompagné de pistolets, pour réclamer des « résultats rapides ». Une demi-heure plus tard, le tribunal donnait les premiers résultats en faveur du MLN.

Le jeu de la vérité

De notre envoyé spécial.

Philippe Malige: "Redécouvrez le billard"

Les heures de loisir ont été et sont de plus en plus rares. Les heures de loisir ont été et sont de plus en plus rares. Les heures de loisir ont été et sont de plus en plus rares.



Mezle Philippe Malige en action. Les heures de loisir ont été et sont de plus en plus rares. Les heures de loisir ont été et sont de plus en plus rares.

POUR FAIRE PLUS AMPLE CONNAISSANCE AVEC LES BILLARDS PHILIPPE MALIGE, sollicitez en bon, nous vous adresserons sans engagement notre documentation "Le Noël des billards".

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Billards Philippe MALIGE, 8 rue Juvénat, 75016 Paris, Tél. 221.81.32/33.

DIPLOMATIE

AVANT SES ENTRETIENS AVEC M. BOURGÈS

Le ministre égyptien de la défense est reçu à l'Élysée

Arrivé lundi soir 13 mars, à Paris, en visite officielle, le ministre égyptien de la défense, le général Gamassi, a été reçu, ce mardi 14 mars en fin de matinée, à l'Élysée, par M. Giscard d'Estaing.

Durant son séjour en France, le général Gamassi doit avoir une série d'entretiens avec le ministre français de la défense, M. Yvon Bourges, en vue de la conclusion d'un accord de coopération technique et industrielle entre les deux pays dans le domaine des armements. Le ministre égyptien doit visiter, mercredi 15 mars, l'atelier de construction de Roanne qui conçoit, sous la responsabilité de la délégation générale à l'armement, la série des blindés AMX-30, AMX-13 et AMX-10. On sait, en effet, que ce sont des techniciens français qui ont été chargés de la maintenance des moteurs de chars égyptiens de toutes origines.

secondé, au montage sur place de ces matériels par de la main-d'œuvre locale. Le consortium arabe dispose d'un capital initial de 100 millions de dollars qui provient, essentiellement, de l'Arabie Saoudite.

Les autres membres de la délégation égyptienne — parmi lesquels des représentants de l'Organisation arabe pour une industrie militaire (O.A.I.), financée par l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'Égypte et la Fédération des émirats arabes — auront, dans le même temps, des conversations avec des industriels français de l'armement.

Dans ces usines, les pays arabes pourraient construire des avions d'entraînement et de combat avec l'aide de Dassault-Breguet et de la SNECMA, et des hélicoptères Lynx avec l'assistance de la Grande-Bretagne. Les missiles et les équipements électroniques nécessaires seront également fabriqués sur place avec la coopération de Thomson-C.S.F. et de Maris.

Le Conseil d'État est hostile à l'accroissement des pouvoirs des ambassadeurs

Le Conseil d'État, statuant en assemblée générale, a rendu, jeudi 9 mars, un avis défavorable au décret sur le renforcement des pouvoirs des ambassadeurs, approuvé par le gouvernement. L'avis du Conseil d'État est consultatif, mais dans la situation politique présente, il est exclu que le gouvernement décide de promulguer le décret. Il appartiendra au gouvernement formé après les élections de décider de la suite qu'il compte donner à la décision du conseil des ministres du 13 octobre 1976, de faire des ambassadeurs les « représentants de chacun des ministres » et non plus du seul ministre des affaires étrangères.

Le Conseil d'État a rendu son avis par quinze voix contre treize, les conseillers qui se sont prononcés contre le décret comprenant notamment ceux qui, comme M. Durieux, ont une vision de la France, ont occupé d'importantes fonctions au Quai d'Orsay. Selon certains observateurs, les adversaires du décret craindraient qu'il alle à l'encontre du but recherché et affaiblisse l'administration centrale des affaires étrangères en organisant les relations des ambassadeurs avec les autres administrations. D'autres estiment, au contraire, que le Conseil d'État a été sensible à l'hostilité soulevée par les députés dans différents ministères, notamment celui de la défense (le Fonds du 6 mars). Beaucoup craignent cependant que l'absence de décision, si elle se prolongeait, n'ait pour effet d'aggraver les pratiques actuelles et n'inclinent les attachés spécialisés des ambassades à ignorer le canal des affaires étrangères. — M. D.

M. Henri Simonet, ministre des affaires étrangères de Belgique, est arrivé lundi 13 mars au Caire, pour une visite de quatre jours, au cours de laquelle il aura des entretiens sur la situation au Proche-Orient et le développement de la coopération économique belgo-égyptienne. — (Reuters).

EUROPE

Union soviétique

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE YOURI LOUBIMOV QUI DOIT MONTER EN JUIN « LA DAME DE PIQUE » A L'OPÉRA DE PARIS

Moscou (A.F.P.). — Le célèbre metteur en scène moscovite Youri Loubimov, directeur du Théâtre de la Taganka, est en butte aux attaques de la presse soviétique, qui s'en prend à ses conceptions culturelles et artistiques.

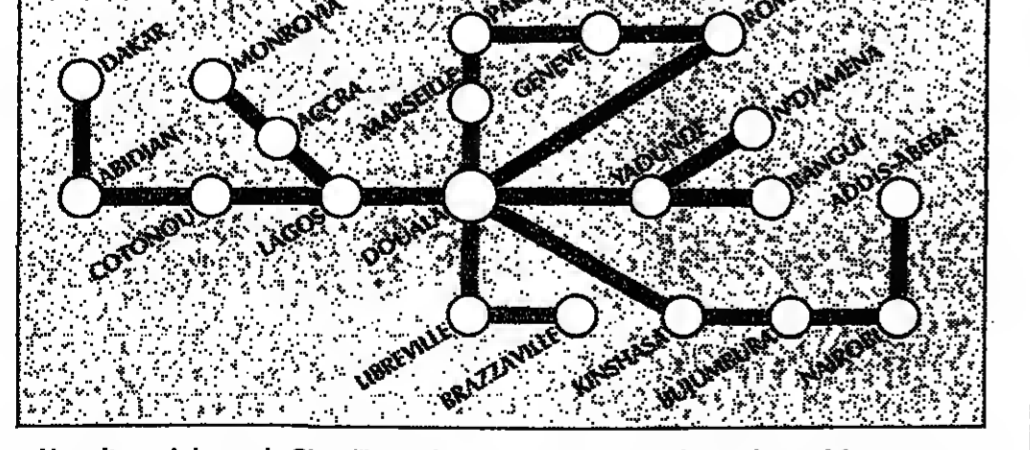
L'ACADÉMIEN SAKHAROV EST PRIVÉ DE TÉLÉPHONE

Moscou (A.F.P.). — L'académicien soviétique André Sakharov a annoncé que son téléphone a été coupé, lundi 12 mars, par décision des autorités. Le prix Nobel de la paix 1975, dont l'appareil a souvent servi de moyen de liaison à des dissidents soviétiques voulant communiquer entre eux ou avec l'étranger, a annoncé cette mesure aux correspondants occidentaux à Moscou par téléphone, d'une cabine publique.

C'est la première fois que sa ligne est coupée, a-t-il précisé. La veille, M. Sakharov s'était joint à une manifestation de vingt-sept juifs soviétiques qui protestaient contre le soutien de l'U.R.S.S. à l'O.L.P. après la raid palestinien en Israël.

L'annonce de cette coupure a été faite par téléphone à son épouse, Mme Elena Bonner, à qui une note anonyme a donné comme raison des factures inter-nationales et interurbaines payées. Au centre international de téléphone de Moscou, où le professeur Sakharov et son épouse se sont rendus, un fonctionnaire leur a déclaré qu'il n'y avait aucune raison pour que leur ligne soit coupée.

Maintenant l'Afrique a son métro aérien.



Un métro qui dessert la Côte-d'Ivoire, l'Empire Centre-Africain, le Congo, le Sénégal, la Nigéria, le Gabon, le Tchad, le Burundi, le Kenya, le Togo, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Bénin, le Zaïre.

Et toutes les villes importantes du Cameroun. L'aérodrome international de Douala assure les correspondances avec l'ensemble de ces destinations.

Arrivé de Paris ou Marseille (1) sur Boeing 707 Intercontinental de Cameroon Airlines, vous continuez sur Boeing 737 ou twin-otter de Cameroon Airlines.

Quand on apprécie une compagnie aérienne, autant aller jusqu'au bout avec elle.

Surtout quand ses vols sont fréquents et que les horaires sont aussi confortables que les avions.

Avec, en plus, des hôtesses dont le sourire est renommé dans toute l'Afrique.

(1) Départ les lundis, mercredis et samedis. Durée de vol : 6 h 20 (avec repas, cinéma, musique, etc.).

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

CAMEROON AIRLINES

12 BO DES CAUCASIENS 75009 PARIS — TEL. 01.47.53.40 / 01.47.53.71 / 01.47.53.78

États-Unis

LES MINEURS EN GRÈVE IGNORANT L'ORDRE DE RÉQUISITION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Washington (A.F.P.). — Les 160 mineurs américains en grève dans les Appalaches ont ignoré leur quasi-totalement, le lundi 13 mars les ordres de reprise du travail donnés en vertu de la Taft-Hartley.

En Virginie-Occidentale, principal État charbonnier des Appalaches, 30 mineurs seulement sur 65 000 grévistes ont obéi aux ordonnances judiciaires transmises la veille sans enthousiasme, par les dirigeants syndicaux.

LA RENCONTRE « AU SO » Communistes, se affirment leur volonté

Le gouvernement israélien a refusé de discuter avec les représentants du Front populaire libanais. Le gouvernement israélien a refusé de discuter avec les représentants du Front populaire libanais. Le gouvernement israélien a refusé de discuter avec les représentants du Front populaire libanais.

La déclaration

Le gouvernement israélien a refusé de discuter avec les représentants du Front populaire libanais. Le gouvernement israélien a refusé de discuter avec les représentants du Front populaire libanais.

Concessions

Le gouvernement israélien a refusé de discuter avec les représentants du Front populaire libanais. Le gouvernement israélien a refusé de discuter avec les représentants du Front populaire libanais.

وڪيلان لايون

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

DIPLOMATIE

AVANT SES ENTRETIENS AVEC M. BOIRAC
Le ministre égyptien de la défense
est reçu à l'Élysée

Le ministre égyptien de la défense, le général Gamal Abdel Nasser, est arrivé à Paris le 12 mars. Il sera reçu à l'Élysée par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, le 13 mars. Le ministre égyptien de la défense est accompagné de son adjoint, le général Saïd Mohamed El-Dars, et de son conseiller technique, le colonel Mohamed El-Dars. Les deux ministres égyptiens ont été reçus par le ministre français de la Défense, M. Yvon Bourges, à l'Élysée, le 12 mars. Ils ont eu une conversation de courtoisie avec le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, le 13 mars. Le ministre égyptien de la Défense, le général Gamal Abdel Nasser, est un homme politique expérimenté. Il a été ministre de la Défense de l'Égypte pendant plus de dix ans. Il a été nommé à ce poste en 1970. Il a joué un rôle important dans la guerre des Six Jours en 1967. Il a été élu président de la République de l'Égypte en 1970. Il est considéré comme l'un des dirigeants les plus importants de l'Égypte moderne.

Le Conseil d'État est hostile à l'accolade
des pouvoirs des ambassadeurs

Le Conseil d'État a rendu, le 12 mars, un avis défavorable aux propositions de loi relatives à l'accolade des pouvoirs des ambassadeurs. Le Conseil d'État a estimé que ces propositions étaient inconstitutionnelles. Le Conseil d'État a également exprimé des réserves sur certaines dispositions de ces propositions de loi. Le Conseil d'État a recommandé au gouvernement de modifier ces propositions de loi avant de les présenter à l'Assemblée nationale. Le Conseil d'État a également recommandé au gouvernement de consulter les autres pouvoirs de l'État avant de prendre une décision définitive sur ces propositions de loi.

EUROPE

Union soviétique

NOUVELLE ATTAQUE
CONTRE TOUZI LIORNOV
«LA DAME DE PIQUE»
A L'OPERA DE PARIS

Le théâtre de l'Opéra de Paris a été le théâtre d'une nouvelle attaque contre Touzi Liornov, dit «La Dame de Pique». Liornov a été accusé d'être un agent soviétique. Cette accusation a été faite par un certain nombre de personnes, dont certaines sont des membres du parti communiste. Liornov a démenti ces accusations et a déclaré qu'il était un homme d'affaires indépendant. Il a également déclaré qu'il avait travaillé pour le gouvernement français pendant de nombreuses années. Liornov a été nommé directeur du Théâtre de l'Opéra de Paris en 1970. Il a dirigé ce théâtre pendant plus de dix ans. Il a été accusé d'être un agent soviétique à plusieurs reprises. Ces accusations ont été démenties à chaque fois. Liornov a été nommé directeur du Théâtre de l'Opéra de Paris en 1970. Il a dirigé ce théâtre pendant plus de dix ans. Il a été accusé d'être un agent soviétique à plusieurs reprises. Ces accusations ont été démenties à chaque fois.

L'ACADÉMIE FRANÇAISE
EST PRIVÉE DE TROIS

Le 12 mars, l'Académie française a élu trois nouveaux membres. Les élus sont M. André Breton, M. Paul Valéry et M. Charles de Gaulle. Ces trois membres ont été élus à la place de M. Jean Cocteau, M. Paul Claudel et M. René Guénon. L'Académie française est une institution culturelle française. Elle a pour mission de promouvoir la langue française et de défendre les lettres et les arts. Elle est composée de quarante membres élus pour une durée de six ans. Les membres de l'Académie française sont élus par leurs pairs. Les élections ont lieu tous les six ans.

politique

LA RENCONTRE « AU SOMMET » DES DIRIGEANTS DE LA GAUCHE

Communistes, socialistes et radicaux de gauche affirment leur volonté d'aboutir à un gouvernement commun

Le nouveau « sommet » des dirigeants de l'union de la gauche s'est ouvert lundi 13 mars, à 18 heures, au siège du parti socialiste, par une déclaration de M. François Mitterrand qui a donné connaissance à ses partenaires de la résolution adoptée, juste avant la rencontre, par le comité directeur — unanime — du P.S. Ce texte indique :
« Le fait dominant du premier tour des élections législatives est que la gauche, pour la première fois depuis plus de trente ans, est majoritaire en nombre de suffrages.
« En dépit des énormes moyens de propagande qu'elle a mis en œuvre, la droite n'a pu empêcher depuis vingt ans, de devenir majoritaire. Sa politique a été censurée par une majorité de Français et de Françaises. Cette réalité, malgré les manipulations des statistiques officielles, ne peut pas être dissimulée. Elle ouvre la possibilité d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale dès le prochain tour.
« Pour cela, il convient de rassembler, sans délai, l'ensemble des forces de gauche dans la bataille de deuxième tour.
« Les trois partis se fixent pour objectifs :
« — Une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun.
« — Une majorité commune, cette fois-ci, appliquant strictement et à la lettre la règle du désistement dans chaque circonscription en faveur du candidat de la gauche plurielle en tête par le suffrage universel.
« — Un programme commun,



c'est à quoi se sont déjà engagés depuis six ans les trois formations signataires. À partir des choix fondamentaux du contrat de 1972, le programme commun, déjà largement actualisé, sera définitivement mis au point en vue de la constitution du gouvernement de la gauche.
« — Un gouvernement commun, telle est la perspective retenue lors de l'accord de 1972 qui porte précisément le nom de « programme commun de gouvernement de la gauche ». « Fidèles à cet engagement, les trois partis signataires du programme ont déterminé les orientations du gouvernement commun en matière de représentation parlementaire, de droits et de devoirs et dans une conception rigoureuse de la solidarité gouvernementale suivant les principes définis par le groupe de travail en juillet 1977.
« Les trois partis appellent leurs candidats et leurs militants à se mobiliser pour rassembler dans le même combat toutes celles et tous ceux qui aspirent à un véritable changement. Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche. Tout doit être fait et partout pour battre la droite. »

M. MARGHAIS :
nous voyons un accord

M. Georges Marchais a ensuite précisé dans quel état d'esprit se trouvait la délégation de son parti qui venait d'être mandatée par le comité central du P.C.F.

« Les résultats du premier tour indiquent que, si rien n'est gagné d'avance, la droite pour nous-mêmes est battue au second tour, a-t-il déclaré. Il y faut — c'est évident — un élan populaire d'une grande puissance, et

la source de cette puissance, c'est l'union des forces de gauche et des forces de gauche. Nous entendons pour notre part ne rien épargner en ce sens. Nous voulons donc aboutir à un accord de nos trois formations, à un bon accord, qui

La déclaration à l'issue de la réunion

Voici le texte de la déclaration commune :
« Pour la première fois, depuis plus de trente ans, les Français et les Françaises viennent d'approuver en majorité leurs dirigeants de gauche. C'est le fait dominant du premier tour des élections législatives. Il traduit la volonté de changement de ce pays, l'espoir d'une politique nouvelle et de justice sociale. C'est le fait dominant de ce premier tour. Les partis de gauche affirment solennellement leur volonté de tout mettre en œuvre pour aboutir à la constitution d'une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun de la gauche.
« Dans cet esprit, dès lors que le pays aura accordé sa confiance, ils s'engagent à poursuivre, à partir de l'acquis que

représentent le programme commun de 1972 et les dispositions déjà adoptées dans le cadre des travaux conduits en 1977, la négociation visant à mettre au point le programme qui deviendra le contrat de législature que le gouvernement d'union de la gauche sera chargé d'appliquer.
« La première tâche du nouveau gouvernement sera de répondre à l'attente légitime des travailleurs et des familles en adoptant les importantes mesures sociales qui apporтерont soulagement à la situation de ceux qui vivent dans des conditions de précarité et de difficulté de leur existence.
« Dès les premiers jours de son installation, il décidera la fixation du SMIC à 2 400 francs pour quarante heures de travail hebdomadaire ; le relèvement des allocations familiales — avec versement des allocations familiales de congés de maternité — à 50 % d'ici au 1^{er} janvier 1979, et d'au moins la moitié de ce montant dès le mois d'avril ; la fixation à 1 300 francs du minimum vieillesse ; la création de nouvelles places d'apprentissage ; la réévaluation de 15 % en moyenne des retraites et pensions ; la fixation à 10 % des allocations de chômage ; le relèvement de 10 % des allocations de chômage ; la création de deux tiers du SMIC quand le chômage est le seul salarié de la famille et à 50 % dans les autres cas ; la poursuite de la recherche d'un premier emploi.
« Ces mesures seront assorties, en fonction des besoins, d'un allègement des charges sociales des petites entreprises, du commerce, de l'artisanat et, d'une manière générale, des industries de main-d'œuvre.
« Dans le même temps, le gouvernement prendra les dispositions pour que s'engagent une négociation de cinq cent mille emplois nouveaux, la création de cinq cent mille emplois nouveaux, dont deux cent dix mille dans le secteur public, et toutes autres mesures visant à faire reculer le chômage.
« Une négociation sera engagée avec les organisations agricoles en vue d'assurer la garantie et l'amélioration des revenus des exploitants agricoles familiaux grâce à la fixation de prix à la production tenant compte de l'évolution des charges d'exploitation ; l'organisation des marchés, à la lutte contre la spéculation foncière et à la discussion avec nos partenaires d'une nouvelle politique agricole commune.
« Le gouvernement soumettra au Parlement, dès sa première session, des projets de loi et de dispositions budgétaires concernant : l'abaissement de l'âge ouvrant droit à une retraite avec pension complète à soixante ans en règle générale et à cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs occupant un emploi pénible ;

la cinquième semaine de congés payés ; les dispositions déjà adoptées dans le cadre des travaux conduits en 1977, la négociation visant à mettre au point le programme qui deviendra le contrat de législature que le gouvernement d'union de la gauche sera chargé d'appliquer.
« La première tâche du nouveau gouvernement sera de répondre à l'attente légitime des travailleurs et des familles en adoptant les importantes mesures sociales qui apporтерont soulagement à la situation de ceux qui vivent dans des conditions de précarité et de difficulté de leur existence.
« Dès les premiers jours de son installation, il décidera la fixation du SMIC à 2 400 francs pour quarante heures de travail hebdomadaire ; le relèvement des allocations familiales — avec versement des allocations familiales de congés de maternité — à 50 % d'ici au 1^{er} janvier 1979, et d'au moins la moitié de ce montant dès le mois d'avril ; la fixation à 1 300 francs du minimum vieillesse ; la création de nouvelles places d'apprentissage ; la réévaluation de 15 % en moyenne des retraites et pensions ; la fixation à 10 % des allocations de chômage ; le relèvement de 10 % des allocations de chômage ; la création de deux tiers du SMIC quand le chômage est le seul salarié de la famille et à 50 % dans les autres cas ; la poursuite de la recherche d'un premier emploi.
« Ces mesures seront assorties, en fonction des besoins, d'un allègement des charges sociales des petites entreprises, du commerce, de l'artisanat et, d'une manière générale, des industries de main-d'œuvre.
« Dans le même temps, le gouvernement prendra les dispositions pour que s'engagent une négociation de cinq cent mille emplois nouveaux, la création de cinq cent mille emplois nouveaux, dont deux cent dix mille dans le secteur public, et toutes autres mesures visant à faire reculer le chômage.
« Une négociation sera engagée avec les organisations agricoles en vue d'assurer la garantie et l'amélioration des revenus des exploitants agricoles familiaux grâce à la fixation de prix à la production tenant compte de l'évolution des charges d'exploitation ; l'organisation des marchés, à la lutte contre la spéculation foncière et à la discussion avec nos partenaires d'une nouvelle politique agricole commune.
« Le gouvernement soumettra au Parlement, dès sa première session, des projets de loi et de dispositions budgétaires concernant : l'abaissement de l'âge ouvrant droit à une retraite avec pension complète à soixante ans en règle générale et à cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs occupant un emploi pénible ;

Concessions

Rédiger un texte commun sur les objectifs et les moyens d'un éventuel gouvernement de gauche, après six mois de polémiques, impliquant de part et d'autre de sérieuses concessions et le renvoi à plus tard de la solution des problèmes les plus délicats. C'est ce qu'on fait les négociateurs de la gauche dans leur déclaration commune.
Le P.C. a consenti trois concessions. Il a accepté que l'agglomération de 20 % des allocations familiales, prévue par le programme commun se fasse en deux temps : « d'ici au 1^{er} janvier », comme le souhaitait le P.S. ; et obtenu que la hausse prévue en avril soit « au moins la moitié » de total.
Les amis de M. Marchais ont également accepté un « allègement des charges pour les petites entreprises du commerce, de l'artisanat et... des industries de main-d'œuvre », allusion transparente à la proposition socialiste d'une réduction des charges sociales d'environ 200 F par mois et par salarié destinée à compenser en partie les effets sur les entreprises du relèvement promis des bas et moyens salaires. A terme, l'idée figurait dans le programme commun de 1972, qui prévoyait un changement d'assistance des collectivités locales, pour améliorer la situation relative des industries de main-d'œuvre. Mais le P.C. avait mal accueilli l'application immédiate de la formule proposée par les socialistes, qu'il présentait comme un soutien par l'État des « profits des capitalistes ».

M. Mitterrand : une sorte d'espérance

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S. qui était mardi matin 14 mars, l'invité d'Europe 1, a déclaré :
« L'accord peut faire naître une sorte d'espérance après l'attente agoussée et une certaine déception à l'annonce des résultats. (...) Dès lors que l'on revient à des propositions raisonnables, l'accord est dans la ligne de l'action que j'ai menée depuis tant d'années dans la lutte de l'élection présidentielle de 1974. (...) Il traduit la volonté de l'empereur. Nous sommes comptables des votes qui se sont portés sur la gauche. La gauche est majoritaire.
« En dépit de la campagne qui vise à présenter le P.S. comme la perdante, en se référant aux sondages, le parti socialiste est le seul parti à gagner dans la réalité des chiffres. Tous les autres ont perdu en pourcentage. Le seul à gagner en pourcentage, c'est le P.S. Quand j'ai signé le programme commun, en 1972, il était à 11 %. En 1977, lors des élections législatives, il était à 19 %. Il est aujourd'hui à plus de 23 %.
Après avoir dénoncé la campagne menée par la majorité et qui, selon lui, entraîne la « décadence de l'esprit public », M. Mitterrand a ajouté :
« Un accord suppose que chacun y mette du sien. L'ensemble des dispositions retenues figurent dans le programme commun de 1972 ou ont été acquises avant la rupture de septembre 1977. L'actualisation proprement dite

Au-delà de ces concessions réciproques, plusieurs problèmes difficiles restent en l'état : liste des filiales nationalisées, formules d'indemnisation des actionnaires, mode d'élection des présidents des sociétés nationales, définition de l'assiette de l'impôt sur le capital des sociétés... La déclaration prévoit que les discussions se poursuivront « dès lors que le pays aura accordé sa confiance » le 19 mars. — G. M.

est réservée pour après le second tour. (...) Les trois conditions fondamentales pour le parti socialiste ont été respectées. Le P.S. a pu faire admettre à ses partenaires les propositions de bon sens qui ont permis de résoudre le problème de 1974 à être un drame en même temps qu'une faute politique. Nul n'avait le droit de casser l'espérance. (...) Je me réjouis de cet accord. (...) Les Français à se rassembler. (...) L'histoire se conquiert avec patience et ténacité. »
M. André Reynaud, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, nous a adressé une mise au point à la suite des propos de M. Piriac, vice président du mouvement des jeunes radicaux de gauche, lui reprochant de soutenir un candidat M.R.G. dissident dans la circonscription de Seine-et-Marne (Le Monde du 12 mars). Il dément ce fait et ajoute : « Les déclarations surprenantes de Piriac nous ont été faites par un journaliste du « Paris-Soir ». Yves Piriac ne s'agit pas d'une manifestation d'une O.P.A. gauchiste sur le M.R.G. avec la complicité, ou sous l'impulsion, de quelques rares éléments du parti socialiste. Robert Fabre va prendre les mesures nécessaires. »
M. Dominique Gallot, secrétaire général des Gaullistes de progrès, a déclaré le 13 mars : « Les candidats et les responsables de l'Union des gaullistes de progrès ne s'intéressent à la question des désistements et des soutiens au deuxième tour que lorsque sera réglée la participation des gaullistes d'opposition à l'accord de la gauche. C'est dans les heures qui viennent que nous saurons si la gauche, sur laquelle nous portons notre espoir, s'ouvre à notre courant. Tout dépend donc du P.S. et du M.R.G. qu'elle a déjà démontré sa volonté d'ouverture aux Gaullistes de progrès. »

R. HELLMANN
La guerre des monnaies
collection dossier
dunod 49 F

APRÈS LE PREMIER TOUR

Le « sommet » des partis signataires du programme commun

LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE CONFIRME SON SOUTIEN AUX CANDIDATS DE GAUCHE

Le Front autogestionnaire qui regroupe le P.S. et des écologistes régionaux et divers groupes régionaux et écologistes, a confirmé dans une déclaration publiée lundi 13 mars, son soutien aux candidats de la gauche arrivés en tête au premier tour. Le texte précise notamment : « Aujourd'hui, après qu'on a des mois de polémique un accord est intervenu entre les signataires du programme commun, la victoire de la gauche est possible, mais elle n'est possible qu'avec le concours du Front autogestionnaire, des autres formations de gauche non signataires du pro-

gramme commun et des écologistes qui ont été et qui ne peuvent être attendus de la droite. Le Front autogestionnaire, tout en prenant acte que la déclaration adoptée par les signataires du programme commun prend en compte de nombreuses revendications des travailleurs, remarque que la déclaration reste silencieuse sur des points essentiels qui représentent un enjeu décisif pour le socialisme autogestionnaire. Il estime que le débat doit pouvoir se poursuivre en particulier sur les thèmes du pouvoir des travailleurs, de la croissance industrielle, du nucléaire civil et militaire, de la militarisation de la société. »

● La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) a estimé lundi 13 mars : « Après six mois de discussion et de polémiques, le sommet des directions du P.C., du P.S. et du N.R.G. viennent de signer un accord de désistement répondant enfin à la volonté majoritaire des travailleurs de battre la droite démocratique. La Ligue communiste et révolutionnaire engagera toutes ses forces dans la bataille pour une majorité du P.C. et du P.S. au deuxième tour des élections. Seule une mobilisation unitaire sans exclusive pourra permettre de battre la droite. (...) » La L.C.R. demande que les réunions unitaires soient ouvertes aux candidats d'extrême gauche qui appellent au désistement. »

● L'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T., extrême gauche) après avoir confirmé qu'elle appelle à voter pour les candidats de la gauche réformatrice », nous a déclaré mardi 14 mars : « La longue polémique imposée aux travailleurs n'avait donc qu'un but : compler ses rangs, mesurer les rapports de force entre les deux partis de collaboration de classe, bien loin des masses populaires qui furent les grandes victimes de cet affrontement. Aujourd'hui la droite est minoritaire dans le pays. Il est intolérable qu'un système électoral inique permette encore à M.M. Chirac, Barre, Giscard d'Estaing, de se maintenir au pouvoir de poursuivre leur politique antipopulaire. »

LA C.F.D.T. : les négociations devront s'engager après le 19 mars.

Les instances dirigeantes de la C.F.D.T. de la C.G.T. et de la FEN ont examiné ce mardi 14 mars la situation créée par l'accord intervenu le 13 mars au soir, entre les partis de gauche. La commission exécutive de la C.F.D.T. estime que c'est « un événement positif susceptible de créer les conditions d'un succès électoral le dimanche 19 mars ». Le communiqué poursuit : « Au cours des derniers mois et des dernières semaines, seule la C.F.D.T., dans le cadre de ses responsabilités syndicales et indépendamment de toute stratégie de parti, a rappelé qu'elle était les conditions d'un succès significatif des forces de gauche et a agi dans ce sens. Elle a toujours estimé que l'accord indispensable était possible à condition que chacun fasse passer les intérêts de l'ensemble des travailleurs et de la population, avant les siens propres. (...) » La C.F.D.T. souligne que la négociation avec le patronat comme avec le gouvernement, à tous les niveaux, devra occuper une place centrale dans le processus des prises de décisions, de règlement des problèmes de satisfaction des revendications et d'acquisition des droits. »

La centrale appelle ses militants à tout mettre en œuvre pour assurer le succès des candidats de la gauche. Le communiqué poursuit : « Au-delà de l'unanimité du comité directeur du P.S., deux sensibilités se sont, une nouvelle fois, manifestées en son sein. D'une part, ceux qui, comme M. Michel Rocard, pensent que le P.S. a trop exclusivement fondé sa démarche sur les bienfaits d'une dynamique unitaire, et qu'il a été ainsi amené à sacrifier une part de sa crédibilité, par exemple en se ralliant au S.M.C. à 2400 F. D'autre part, ceux qui, comme les animateurs du C.E.R.E.S., estiment que les socialistes ne se sont pas engagés suffisamment franchement dans la démarche unitaire. Ainsi se dessinent déjà les grandes lignes du débat sur la stratégie d'union de la gauche qui ne va pas manquer de s'emparer au sein du P.S. si l'opposition ne l'emporte pas. Le pitapat des dirigeants socialistes éprouvent aujourd'hui le sentiment d'avoir été, pour une part, manipulés par leurs alliés communistes. Ils en ressentent une profonde amertume. Si M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., avait pu expliquer le 13 janvier que « la tactique désastreuse du P.C. risque de sacrifier toute une génération », on peut déjà affirmer qu'elle aura largement contribué à former une nouvelle génération de cadres sociaux-démocrates qui portent désormais sur le P.C.F. un regard sans illusion. Certains membres du comité directeur avaient même décidé le maintien des conditions du P.S. à un accord lors du « sommet » en souhaitant que l'épreuve de force entre socialistes et communistes aille à son terme et que l'abcès soit crevé. Si les dirigeants du P.C.F. ont choisi d'adopter une attitude permettant d'éviter l'effacement, les résultats du premier tour de scrutin leur ont offert deux motifs essentiels de satisfaction. Certes, leur électorat connaît un nouvel effritement mais, comme la gauche ne paraît plus en situa-

En quelques heures...

(Suite de la première page.)

tion de l'emporter, le P.C.F. ne court pas le risque d'être entraîné dans une expérience de gouvernement dont les conditions politiques et économiques ne lui donnent pas satisfaction. Le retard qu'il a pris par rapport au P.S. ne lui semble pas irréparable. Et pour la première fois depuis la guerre, les communistes sont devancés dans un scrutin national par les socialistes. L'état est trop fragile pour que l'on puisse parler d'un renversement de tendance historique. Les dirigeants du P.C. pensent qu'il ne s'agit que d'un réajustage conjoncturel largement dû au poids personnel de M. François Mitterrand. Rassuré ainsi sur l'issue du scrutin que sur le rapport des forces au sein de la gauche, le P.C.F. pouvait donc se permettre de conclure un accord de désistement. M. François Mitterrand a quitté mardi matin, au micro d'Europe 1, la rupture du mois de septembre de « drame ». L'accord de lundi ne serait-il, comme l'affirme M. Lecanuet, qu'une « parodie » ?

THIERRY PFISTER.

Nécessité fait loi

(Suite de la première page.)

Les choses sont infiniment plus simples. La loi qui fait nécessité est toute bête : en se divisant, l'opposition assure la victoire de la majorité et vice versa, et cette évidence s'impose d'autant plus lorsque le second tour s'annonce très serré, ce qui sera le cas dimanche prochain.

Les quatre grandes formations qui se sont partagées 24 894 108 des 28 541 062 suffrages exprimés du 12 mars (soit 87,22 %) sont vraies arrivées « dans un choix », puisque le P.C. est crédité de 20,56 % des suffrages exprimés, l'U.D.F. de 21,45 %, le P.S. de 22,59 % et le R.F.P. de 22,90 %. La tentation était grande d'en conclure que « la France coupée en deux » n'est qu'un mythe et de vanter la justesse des analyses du chef de l'Etat, selon lesquelles quatre formations de ce type peuvent voter pratiquement les uns pour les autres sans que les Français. C'est ce que l'on n'a cessé d'entendre depuis dimanche

soir ici et là, et notamment à la télévision, mais on verra bien, dans cinq jours, qu'il ne restera rien de cette vérité au moment du deuxième tour. La France s'est offert un dimanche de « proportionnelle », mais va être enfermée une fois de plus, le 19 mars, dans le carcan de la plus majoritaire loi majoritaire. Ce sera de nouveau la lutte bloc contre bloc, et dans les 423 circonscriptions qui restent à pourvoir ce seront les candidats des deux plus grandes proportions qui se rencontreront. Le choix sera plus entre quatre tristes familles mais seulement entre deux fautes, c'est la loi qui le veut depuis vingt ans. Et continue de le vouloir également les partis vaincus des Françaises et des Français. C'est ce que l'on n'a cessé d'entendre depuis dimanche

RAYMOND BARRILON.

Une journée et une hausse « historiques » à la Bourse de Paris

Une avalanche d'ordres d'achat déferlant sur la corbeille, le quart des grandes valeurs temporairement inchangées de vendeurs en nombre suffisants, tous les records battus avec un demi-milliard de francs de transactions sur le marché à terme et une hausse moyenne de 9 %. De mémoire, aucun mardi n'avait jamais vu pareil raz de marée sous les colonnes du palais Brongniart : il fallut un quart d'heure pour fixer le cours de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, première valeur négociée habituellement à la corbeille, avec cinq cent mille titres achetés pour plus de 75 milliards de francs.

La raison ? Tout simplement la « divine surprise » que constataient pour les opérateurs les résultats du premier tour des élections législatives, et, aux yeux de la Bourse, une défaite de la gauche et une remontée inespérée de la majorité sortante, susceptible de lui faire gagner une bataille bien mal engagée au départ. Les commentateurs officiels avaient beau être prudents (« rien n'est acquis »), et un accord de désistement au sein de la gauche toujours possible, on n'en avait cure ! Ceux qui avaient vendu les jours et les mois précédents sous l'emprise de la peur, s'empressèrent de racheter, tandis que les vendeurs à découvert se hâtèrent d'inverser leurs positions.

Les appréhensions avaient été si fortes, et l'hypothèque d'une victoire de la gauche si lourde, que par un phénomène de décompensation très remarquable, le bouchon du litige international. Dans une ambiance survolée, on relevait une quinzaine de hausses dépassant 15 %, sur des valeurs comme Creusot-Loire, Schneider, Hacheite. Des lit-Nord-Est, Proclair, etc. Les organismes de placements collectifs, les fameux « gendarmes », qui avaient si souvent rachetés les titres vendus par des actionnaires craintifs les semaines précédentes, essayaient bien de freiner le mouvement en assurant une contrepartie, mais ce n'était pas suffisant. Présidence de la Bourse sur le verdict final des urnes ? Réaction imprudente et inconsidérée ? L'avenir le dira. Mais le « boom » spectaculaire enregistré le 14 mars 1978 à la Bourse de Paris aura montré ce que peut être un total renversement de situation sur un marché financier, et avec quelle violence il peut se manifester, à la mesure de l'angoisse éprouvée précédemment. — F. R.

UN MANIFESTE DU P.S. SUR LES DROITS DES FEMMES

Mme Yvette Roudy, secrétaire nationale du parti socialiste à l'action féminine et candidate aux élections législatives dans la deuxième circonscription du Rhône, vient de présenter le manifeste de son parti sur « les droits des femmes ». C'est-à-dire le texte définitif de la convention nationale du 15 janvier (Le Monde du 17 janvier). Le document comporte quatre grands chapitres : les libertés : la famille, « lieu privé de l'abri des interventions des pouvoirs publics, qui est aussi le lieu de l'arbitrage du chef de famille » ; le travail, pour lequel il faut « dénoncer le mythe des « voleuses d'emploi » ainsi que le travail à mi-temps exclusivement réservé aux femmes, et la division du travail selon le sexe », et le militantisme. Ce document demande, en outre, « l'élaboration d'une loi antisexiste avant tout objectif de suppression des discriminations sexées dans tous les domaines et d'élaborer la loi du 1er juillet 1972 sur le racisme ou sexisme ».

peuvent être obtenues que dans le cadre d'un changement de la société que pourra seul opérer le gouvernement de la gauche unie. Non seulement les Françaises ne se laissent pas prendre aux mystifications des campagnes officieuses, mais elles comprennent de mieux en mieux qu'elles ne gagneraient rien à se battre séparément. »

● M. Richard Mazzardet (U.D.F., rad.), candidat à Amiens dans la 1^{re} circonscription de la Somme, a déposé plainte au titre de l'article L. 18 du code électoral et a adressé un télégramme au président du Conseil constitutionnel dans lequel il fait « toutes réserves sur les résultats des premier et deuxième tour dans la 1^{re} circonscription de la Somme », après la distribution d'un tract à plusieurs milliers d'exemplaires dans les rues d'Amiens, au cours de la nuit du vendredi 10 au samedi 11 mars. Ce tract reproduisait une photo de M. Mazzardet et portait ces mots : « Je renonce, résigné. » Il était signé Maxime, prénom de M. Gremes, candidat communiste, qui est arrivé en tête au premier tour.

LE MONDE
voilà chaque jour à la disposition
de nos lecteurs des annonces
d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être
l'APPARTEMENT
que vous recherchez.

Comme 50 millions de Français vous bénéficiez des facilités du crédit Savez-vous ce que signifie sa nationalisation ?

Pour l'achat de votre appartement, de votre résidence, de votre voiture, ou de vos appareils ménagers, votre banquier peut aujourd'hui vous proposer des formules de crédit souples, adaptées à vos besoins particuliers. C'est cela, le crédit personnalisé.

Si, demain, le crédit passe aux mains de l'Etat, votre banquier restera-t-il maître de ses décisions ?

L'esprit de compétition qui règne entre les diverses banques joue en votre faveur. Vous pouvez opter pour l'offre la plus avantageuse. Vous pouvez aujourd'hui discuter du montant des prêts, des taux et des modalités de remboursement.

Si, demain, le crédit passe aux mains de l'Etat, aurez-vous encore cette liberté de choix ? Aujourd'hui, l'entreprise dans

laquelle vous travaillez a recours au crédit pour s'équiper, investir et donc, assurer votre avenir professionnel.

Si, demain, le crédit passe aux mains de l'Etat, ce n'est pas la qualité de votre entreprise, son dynamisme et ses perspectives d'avenir qui serviront de critère pour l'obtention d'un prêt, mais uniquement son type d'activité. N'y a-t-il pas là matière à réflexion ?



office de coordination de banques privées
66 rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris

DES ELECTIONS LEGISLATIVES Les candidats de...

Chaque candidat de gauche... (Text continues with names and details of candidates, including M. Richard Mazzardet and M. Gremes, but is partially illegible due to image quality.)

Une maison... (Text continues with details about housing or real estate, also partially illegible.)

Les Femmes de C... (Text and graphics related to a women's organization, including a small map or diagram.)

هكذا من الجليل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

APRÈS LE PREMIER TOUR

LA CONCERTATION DANS LA MAJORITÉ SORTANTE

LE PREMIER MINISTRE SOUHAITE

« UNE ENTENTE LOYALE » AU SEIN DE LA MAJORITÉ

M. Raymond Barre a reçu lundi matin 13 mars, à l'hôtel Matignon...

LE R.P.R. : mobilisation de la majorité.

A l'issue de la réunion, lundi après-midi 13 mars, du conseil politique du R.P.R....

Unitaire pour cinq ?

La vedette à ses « partenaires » de la majorité et aussi au président de la République...

Le « projet » de l'U.D.F. tient en trois points : réunir les Français autour du président de la République...

En revanche, la « nouvelle politique économique » et le « plan social » proposés pour l'avenir par M. Chirac...

L'U.D.F. : une contribution décisive à la victoire.

Le conseil de l'U.D.F. a publié lundi 13 mars en fin de journée la déclaration suivante :

LA LETTRE DE M. CHIRAC A SES PARTENAIRES

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a adressé le 13 mars aux dirigeants des autres formations de la majorité la lettre suivante :

M. Lecanuet estime que les reports de voix au sein de la majorité seront « très bons »

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, a commenté, mardi matin 14 mars, devant la presse les résultats du premier tour des élections législatives et les discussions qui ont eu lieu au sein de la majorité...

M. CHABAN-DELMAS : la « nouvelle société » continue à s'imposer.

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, a déclaré lundi 13 mars à TF1 : « Nous nous sommes assistés à une admirable orchestration sur le changement, et comme à une sorte d'inspiration au fil des mois, à telle enseigne que le changement, c'était les partis de gauche, et eux seuls... »

LA RÉPONSE DE L'U.D.F.

En réponse à la lettre de M. Chirac, les trois principaux responsables de l'U.D.F. MM. Jean-Pierre Soisson, Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber ont adressé la lettre suivante au président du R.P.R. :

M. HINTERMANN : le blocage s'est accentué.

M. Eric Hintermann, secrétaire général du parti socialiste démocrate, a déclaré le 13 mars : « Pour disposer d'un maximum d'élus dans la majorité, les forces les plus opposées au changement sortent renforcées de la consultation... »

M. BRICE LALONDE : les électeurs écologistes feront ce qu'ils voudront dimanche.

M. Brice Lalonde (Collectif écologie 78) a déclaré, lundi 13 mars, à Antenne 2 : « A la différence des autres hommes politiques qui sont tous satisfaits, moi, je ne suis pas satisfait. Lorsque je regarde les résultats... »

Le Front des étudiants juifs, après le massacre perpétré en Israël et revendiqué par l'O.L.P., demande aux candidats de s'engager « sans équivoque » et de réclamer la fermeture du bureau de l'O.L.P. à Paris.

Les amis de l'O.L.P. à Paris, et ceux qui ont porté leurs voix à ceux qui toléreraient que se poursuivent sur le sol français les activités des assassins... »

Le Mouvement des démocrates, qui prêche à Michel Chirac, rappelle les électeurs qui ont bien voulu porter au premier tour leurs suffrages sur ses candidats et affirme ainsi la nécessité d'une politique d'ouverture et d'union.

« Il leur appartient évidemment, en citoyens responsables, de se déterminer d'eux-mêmes au second tour. »

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le nouvel échec des socialistes

Le premier tour des élections législatives a été marqué par un échec des socialistes, qui ont perdu de nombreux sièges au profit de la majorité sortante.

CORRESPONDANT

Six Français privés

Six Français ont été privés de leur liberté en raison de leur implication dans des activités liées à la guerre civile au Liban.

Advertisement for Delta Voyages featuring a map of the world and text: MONTREAL 1390f, RIO 3400f, ATHENES 700f, DELTA VOYAGES (FMV) c'est aussi... 17 Guides de voyage, 21 Points d'accueil dans le monde, 106 Réunions d'information à Paris, et 14 Points de vente.

Advertisement for Paris Nairobi 1980f and Crete 1950f, with a table of flight prices and contact information for Delta Voyages.

Advertisement for Les pleurs de lave by Jacques Baudouin.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le nouvel échec des sondages

Les résultats du premier tour ont surpris tout le monde. A qui la faute ? Les socialistes, qui ont gagné près de deux millions de suffrages, ont rapporté à quoi ? La majorité, le P.R.F., surtout, ont recueilli plus de voix qu'on ne s'y attendait. Pourquoi ces étonnements ?

A ces questions, une seule réponse, qui tient en un mot : les sondages. Autorisés et publiés, ils donnaient tous et depuis des mois plus de 50 % à la gauche dont 25 à 28 % au parti socialiste et à ses alliés radicaux, et 45 % ou moins à la majorité sortante. Pendant la semaine qui a précédé le scrutin, ils accentuaient encore l'écart et certains grands instituts allaient jusqu'à faire état de 10 points d'avance au profit de la gauche, accordant plus de 30 % au P.S. et au M.R.G.

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

Les sondages avancent, parmi les raisons qui ont pu contribuer au changement d'opinion qu'ils croient déceler, l'intervention de M. Ciscaud d'Estabing au soir du samedi 11 mars. Pourtant leurs organisations, comme l'a rappelé à plusieurs reprises dans ses commentaires à la télévision M. René Bémont, avaient jugé trop faible pour être mesuré le nombre de voix qu'avaient déplacées, dans de telles circonstances, les allocutions du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Mais la vérité, sur ce point, nui ne la connaît jamais.

La faute des élections parce qu'ils ont changé d'avis à la dernière minute. S'agissant d'une campagne aussi longue, aussi approfondie mais aussi peu mouvementée, il serait tout de même étonnant que plusieurs millions d'électeurs et d'électrices aient modifié leur choix à l'instant de glisser leur bulletin dans l'urne. On en vient fatalement à se demander si les méthodes utilisées sont assez rigoureuses, compte tenu du comportement et du tempérament des Français, pour que les pourcentages obtenus prêtent des garanties suffisantes, dès lors qu'il y a incertitude sur l'issue du scrutin.

Des conséquences

Ces erreurs ne sont pas sans conséquences. Croit-on que MM. Mitterrand et Marchais auraient adopté exactement la même tactique et M. De Gaulle ou Chirac également, si les sondages n'avaient laissé prévoir aussi fermement une très forte avance du P.S. et une nette majorité de gauche ? Les variations des cours de change, de l'or et de la Bourse, le ralentissement des transactions et des commandes dans certains domaines, les poussées de consommation, au contraire, dans d'autres, ne se seraient pas produits si les chiffres attendus avaient été plus proches de la réalité. Et les tentatives spéculatives ont été rendues possibles par ce décalage.

Le public ignorait puisque, en principe, ces résultats étaient tenus secrets. Mais les dirigeants politiques de tous bords, les journalistes, une foule de personnalités à commencer par les clients habituels des organismes de sondages, connaissent les chiffres qui alimentent tous les commentaires, toutes les conversations et, plus ou moins déformées, toutes les rumeurs. C'était le secret de polichinelle. D'où le vent de pessimisme qui soufflait sur la majorité, les grandes espérances, les certitudes mêmes, qui se levaient à gauche. D'où aussi, au soir du 12 mars, la déception des uns, la satisfaction des autres, la surprise de tous.

Un instantané

Que s'est-il passé ? « Un sondage n'est pas une boule de cristal », répond M. Pierre Walli, président-directeur général de la SOFRES. Et d'expliquer que les sondages ne sont qu'un instantané : ils photographient une situation. Ils ne prédisent pas l'avenir. Entre l'intention de vote exprimée dix ou douze jours avant le scrutin et la réalité du vote se situe le temps de la réflexion. « Dimanche, ajoute-t-il, les Français ont voté dès le premier tour comme s'il s'agissait d'un choix. Ils ont éliminé. » (Le Figaro.)

Il reste que la responsabilité de ce nouvel échec des sondages incomberait à entendre les sondages, à la loi d'interdiction, aux hommes politiques, au public, bref à tout le monde, les journaux à eux. On pourrait admettre s'il n'existait une foule de précédents plutôt alarmants. Sans remonter à l'annonce faite par Gallup, de l'élection en 1948 de Thomas Dewey à la présidence des Etats-Unis — ce fut Henry Truman qui l'emporta — on n'a pas oublié que le même Gallup avait donné en 1970, en Grande-Bretagne, 49 % d'intentions de vote de plus aux travaillistes qu'ils n'obtinrent de voix et aux conservateurs 43 % de moins. En France, pour l'élection présidentielle de 1965, l'IFOP crédait respectivement au premier tour M.M. Mitterrand et Le Canuet de 27 % et 20 % des intentions de vote : ils recueillirent 32,2 % et 15,9 % des suffrages.

Les sondages influent-ils sur les votes ? Vieille querelle, débat sans issue et qui apparaît bien dépassé. Mais il n'est pas sans intérêt, sur le déroulement des événements, sur la vie politique, sur l'évolution économique et monétaire, sur les techniques et les méthodes de sondage, sur les intentions de vote, sur les opérations spéculatives, qu'il soit rendu possible par ce décalage.

Chaque fois que les sondages trahissent ainsi, on nous explique qu'il y a eu maladresse, que nous n'avions pas eu connaissance de tous derniers pourcentages, que la grille de répartition des voix n'était pas la même ; enfin, si l'erreur est flagrante, que c'est

CORRESPONDANCE

Six Français privés de parole

Nous avons reçu la lettre suivante de Mlle Bernadette Chollet, l'un des six Français invités par Antenne 2 et Europe 1 à participer aux deux soirées électorales : « Dimanche soir, vers 19 heures, et simultanément sur les antennes d'Europe 1 et d'Antenne 2, dix Français étaient présentés aux auditeurs. Pour toute la soirée, ils avaient été invités à commenter les résultats du premier tour de scrutin, interroger les journalistes et commentateurs politiques, et participer au « grand débat » avec les responsables politiques. L'idée était neuve. Antenne 2 l'avait fait connaître de nombreux jours avant l'émission. Aussi, Jean-Pierre Elkabbach n'avait pas hésité à faire venir, parfois de fort loin, des Français. En tout et pour tout, ces six Français ont eu droit au micro : vers 19 heures, mais marquaient simplement le son ; une deuxième et ultime fois, et pour quelques fractions de minute, aux alentours de 21 h. 30. Ensuite, ils

n'ont plus qu'à errer dans la partie de l'hôtel de Lassay où ils avaient droit d'évoluer au milieu d'une foule indescriptible de gens venus ou ne sait quel faire. Pourtant, on peut supposer que ces six Français avaient été choisis pour leur capacité à intervenir dans un débat. Ils avaient déjà participé à l'émission des « Dossiers de l'écran » du 11 janvier : « Les Français et les partis politiques », pour laquelle ils avaient été soigneusement préparés par toute l'équipe d'Armand Janinet. En revanche, Jean-Pierre Elkabbach n'avait même pas pris la peine de les entretenir de ce qu'il attendait de leur intervention. Et pour cause. « Dimanche soir, la parole qui leur avait été promise ne leur a pas été donnée. Dimanche 19 mars, les mêmes six Français ont pu espérer recevoir les honneurs dus à leur statut d'invités pour... commenter les résultats tout au long de la soirée, soit un temps d'antenne décent. »

PARIS NAIROBI 1900^f
Départ Paris aller-retour
LISBONNE 695 F
ATHÈNES 700 F
TANGER* 950 F
MONTREAL 1390 F
NEW YORK 1485 F
DELHI 2350 F
LOS ANGELES 2350 F
DJAKARTA 3550 F
Départ Zurich aller-retour
LIMA 2480 F
* sans prestations
A voir V.A.R.A.

CRETE 1650^f
Circuit 2 semaines
du 2-4 au 15-4
du 9-4 au 22-4

NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAVENTURE
63, av. Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél. : 329.12.14
34, rue Franklin
69002 LYON
Tél. : 37.16.47
7, place Clément
67000 STRASBOURG
Tél. : 22.17.12

Les pierres de l'avenir
JACQUES BARROT

« Les pierres de l'avenir », par Jacques BARROT, secrétaire d'Etat au logement. Acheter une maison individuelle. Louer un appartement. Emprunter pour construire. Contrôler les charges locatives. Habiter en centre ville ou en banlieue. Choisir un logement. C'est faire sa vie. C'est aussi se résoudre dans un maquis de règlements, dans une série de complications. Dans « Les pierres de l'avenir », Jacques BARROT, secrétaire d'Etat au logement depuis juin 1974, explique ce qui change et ce qui peut changer tout ce qu'il faut savoir pour mieux habiter, donc mieux vivre.

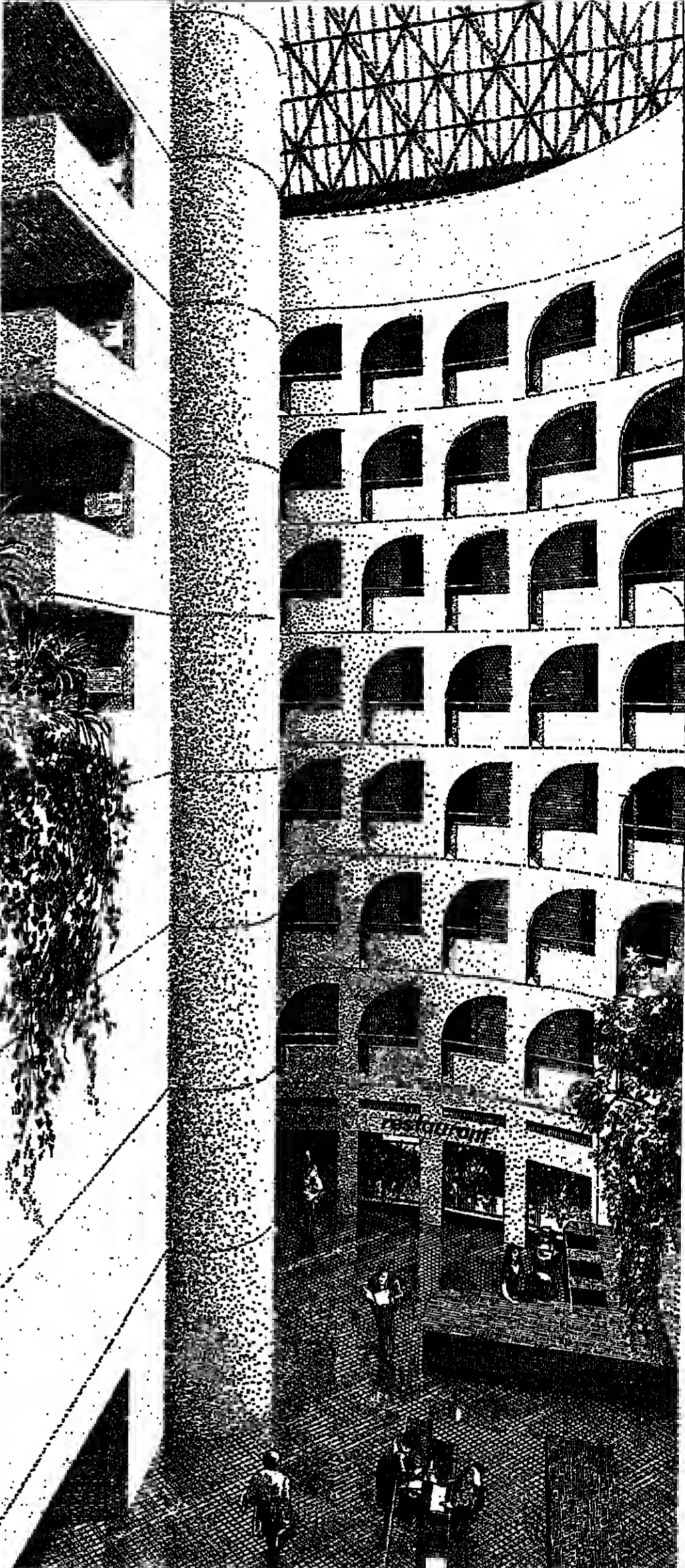
JACQUES BARROT
Les pierres de l'avenir.

256 pages
38 F

Editions France-Empire

Frantel Lyon.

Un hôtel unique en Europe.



Vue générale du patio - Frantel Lyon - 245 chambres à partir de 190 F - Port-Dieu Nord-Tour du Crédit Lyonnais.

frantel
Des hôtels au cœur des villes.

Reservations centrales Tél. : Paris (1) 828.88.00-Lyon (78) 62.94.12-Marseille (91) 90.74.85

هكذا من الهم

Mazzanti

AUDIO-VIDEO Sa

**vous propose en promotion
et en nombre limité**
un combiné récepteur-radio,
magnéto-cassettes, récepteur-télévision,
réellement portable (5,1 kg)

radio-TV
cassette
2.690 F. seulement
125 F pendant 21 mois + 540 F comptant



- Cet ensemble exceptionnel comprend :
- Écran télévision de 7,5 cm de diagonale (25,2 cm²)
 - Ondes de radio : FM 88 à 108 MHz, PO 510 à 1600 KHZ, OC 6 à 18 MHz
 - Magnétophone à cassettes de haut de gamme avec contrôle sonore d'enregistrement à niveau variable
 - Haut-parleur circulaire de 12 cm de diamètre
 - Alimentation 220 V, 12 V (secteur, piles ou batterie)
 - Dimensions : 39,2 cm x 30,5 cm x 12,5 cm. Poids : 5,1 kg (sans pile)
 - Antenne télescopique. Antenne en ferrite
 - Possibilité d'enregistrer sur cassette votre programme sonore de radio ou de télévision.

Pour recevoir un luxueux catalogue couleur découpez et envoyez à

Mazzanti
AUDIO-VIDEO Sa
ce coupon

Nom

Adresse

Ville

Code postal

venez chez

Mazzanti
Sa

Radios, Hi-Fi
Magnétophones, Télévisions
30 bis, route de la Reine
92 Boulogne-Pte de St-Cloud
Tél. : 605.72.72-604.35.22

PRÉCISION

La statistique du ministère de l'Intérieur

Année	Population	Densité
1970	19 770 000	104
1971	19 800 000	104
1972	19 830 000	104
1973	19 860 000	104
1974	19 890 000	104
1975	19 920 000	104
1976	19 950 000	104
1977	19 980 000	104
1978	20 010 000	104

Estimations de l'ordinateur et résultats

Le ministère de l'Intérieur a annoncé hier les résultats de ses estimations de l'ordinateur pour l'année 1977. Les chiffres sont les suivants :

Le nombre de postes de travail est passé de 100 000 en 1976 à 120 000 en 1977. Le nombre de programmes est passé de 10 000 à 15 000. Le nombre de fichiers est passé de 5 000 à 7 000. Le nombre de bases de données est passé de 2 000 à 3 000. Le nombre de systèmes d'exploitation est passé de 1 000 à 1 500. Le nombre de langages de programmation est passé de 500 à 700. Le nombre de compilateurs est passé de 200 à 300. Le nombre de systèmes de gestion de bases de données est passé de 100 à 150. Le nombre de systèmes de gestion de fichiers est passé de 50 à 70. Le nombre de systèmes de gestion de réseaux est passé de 20 à 30. Le nombre de systèmes de gestion de temps est passé de 10 à 15. Le nombre de systèmes de gestion de ressources est passé de 5 à 7. Le nombre de systèmes de gestion de sécurité est passé de 2 à 3. Le nombre de systèmes de gestion de confidentialité est passé de 1 à 2. Le nombre de systèmes de gestion de conformité est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de qualité est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de performance est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de coût est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de risque est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de réputation est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de satisfaction client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de fidélité client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de rétention client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de croissance client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de développement client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de fidélisation client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de fidélité client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de rétention client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de croissance client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de développement client est passé de 0 à 1. Le nombre de systèmes de gestion de fidélisation client est passé de 0 à 1.

M. Estier (P.S.) critique et proteste

M. Estier, député de la Seine-Saint-Denis, a critiqué hier les résultats de l'enquête de l'Institut de sondage de l'opinion publique (I.S.O.P.) sur la confiance en le président de la République. Il a déclaré que les résultats étaient décevants et qu'il fallait que le président prenne conscience de sa responsabilité.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le ministre de l'Intérieur a annoncé hier les résultats de ses estimations de l'ordinateur pour l'année 1977. Les chiffres sont les suivants :

Le Monde
PUBLI
CHAQUE JOUR
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

وكذا من الإمداد

PRIMO PRESSE

Handwritten signatures and scribbles at the bottom right of the page.

PRÉCISIONS ET RECTIFICATIONS

La statistique du ministère de l'intérieur

Le ministère de l'intérieur a publié, lundi 13 mars, en fin d'après-midi, la statistique suivante :

Table with 3 columns: PARTIS, VOIX, %. Rows include Extrême gauche, Parti communiste, Parti socialiste, M. R. G., R. P. R., U. D. F., Majorité présidentielle, Ecologistes, Divers (U).

(1) Selon le ministère les divers se répartissent de la manière suivante : divers opposition, 1,1 % ; divers majorité, 1 % ; divers droite, 0,3 %.

HAUTES-ALPES — Le record de la participation aurait été obtenu par les vingt-neuf électeurs inscrits de la petite commune de Saint-Pierre-Avez...

DOUBES — Dans la première circonscription, M. Charles Pignat, secrétaire national du P.S.U. qui se présentait sous l'étiquette Front autogestionnaire, avait obtenu 47 % des voix au premier tour en 1973 et non 52 % comme il a été indiqué à la suite d'une confusion avec le pourcentage qui avait été obtenu dans la seule ville de Besançon où il obtient, cette fois, 35,4 % des suffrages exprimés.

Dans la ville de Pontarlier, l'opposition progresse par rapport au premier tour de 1973 de 4,9 points (de 27,1 à 32,0 %). (P.S., P.C., M.R.G.) et la majorité marquée pour l'ensemble du département une avance équivalente (de 1,74 pour l'une et 1,58 pour l'autre).

PARIS — Le P.C.F. ne recule pas dans toutes les circonscriptions de Paris, contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos précédentes éditions. Il progresse, par rapport à 1973, dans la 20e (Combat, partie La Villette).

Dans la 19e circonscription (XVe arr. : Javel, partie Grenelle), le candidat du P.S. étal, M. André-Marie Rocque et madame, dans la 21e circonscription (partie du XXe arr.) M. Jean-Luc Laurent représentait la Ligue ouvrière révolutionnaire.

SEINE-MARITIME — A la suite d'une erreur de comptabilité commise par la collectivité de Ronen, les nouveaux résultats officiels enregistrés dans la 3e circonscription (Rouen, 1e, 2e, 4e, Sotteville-les-Rouen) : M.M. R. Leroy, d. s., P.C., 19 702 ; A. Danet, vice-prés. cons. gen., U.D.F.-P.R., 15 555 ; P. Bourguignon, P.R., 12 685 ; G. Vittel, R.P.R., 6 785 ; Mme A. Gerdon, F.A., 1 387 ; M.M. J.-P. Paris, L.O., 857 ; J. Parmentier, U.G.P., 623 ; C.-A. Roch, D.C., 560 ; D. Julien, P.N., 444 ; Mme M. Ernès, L.C.R., 395.

RENONE — La commission de recensement du Rhône a décidé de valider les bulletins électoraux

HAUTE-SAVOIE — M. Maurice Haros (R.P.R.), ancien ministre, député sortant de la 3e circonscription, a annoncé, le lundi 13 mars, son déstement en faveur de M. Claude Birraux U.D.F.-C.D.S.I. qui l'a devancé au premier tour.

Les résultats de cette circonscription (Villefranche-sur-Saône) sont donc les suivants : Ins. 39 518 ; suff. expr. 46 410. M.M. A. Poutissou, d. s., cons. gén. m. de Villefranche, P.S., 14 106 ; F. Perrot, U.D.F.-P.R., 13 292 ; J.-P. Gasquet, R.P.R., 9 122 ; E. Darraud, P.C., 5 528 ; B. Dumontet, P.N., 2 074 ; M.C. Baecherrot, P.N., 620 ; Mme D. Charolme-Robin, F.A., 618 ; M.-B. Rey, U.O.F.D.P., 251.

SEINE-MARITIME — A la suite d'une erreur de comptabilité commise par la collectivité de Ronen, les nouveaux résultats officiels enregistrés dans la 3e circonscription (Rouen, 1e, 2e, 4e, Sotteville-les-Rouen) : M.M. R. Leroy, d. s., P.C., 19 702 ; A. Danet, vice-prés. cons. gen., U.D.F.-P.R., 15 555 ; P. Bourguignon, P.R., 12 685 ; G. Vittel, R.P.R., 6 785 ; Mme A. Gerdon, F.A., 1 387 ; M.M. J.-P. Paris, L.O., 857 ; J. Parmentier, U.G.P., 623 ; C.-A. Roch, D.C., 560 ; D. Julien, P.N., 444 ; Mme M. Ernès, L.C.R., 395.

HAUTE-SAVOIE — M. Maurice Haros (R.P.R.), ancien ministre, député sortant de la 3e circonscription, a annoncé, le lundi 13 mars, son déstement en faveur de M. Claude Birraux U.D.F.-C.D.S.I. qui l'a devancé au premier tour.

SOMME — Dans la 1re circonscription (Amiens), M. Richard Mazaudé, U.D.F.-rad, a porté plainte et a rendu public que son intention d'introduire un recours auprès du Conseil constitutionnel à la suite de la diffusion, samedi 11 mars, d'un tract, tiré à une vingtaine de milliers d'exemplaires, annonçant son retrait sous le titre de renonce, respecté. M. Mazaudé estime à 2 000 ou 3 000 le nombre d'électeurs trompés par ce tract.

VENDEE — Dans le commentaire des résultats de ce département, il fallait lire que les partis d'opposition, extrême gauche comprise, ont amélioré leurs positions, passant de 25 % des voix en 1973 à 33 % en 1978 (et non 37 %).

YVELINES — Dans la 4e circonscription, M. Marc Valéry (P.S.) a obtenu 15 281 voix (pour 64 075 suffrages exprimés) et non 11 281 comme nous l'avions indiqué par erreur.

Estimations de l'ordinateur et résultats

Majoritaire dimanche soir 50,5 puis 50 % selon C.I.I.-Honeywell-Bull, relayé par Antenne 2, Europe 1 et R.T.L. ; 50,8 % puis 50,2 % pour la SOFRES, qui travaillait avec TF 1 — la gauche s'est réveillée minoritaire lundi. Selon les statistiques officielles du ministère de l'intérieur, les partis du programme commun ne réalisent que 45,1 %. Avec l'extrême gauche, ce pourcentage monte à 48,5 et même à 49,8 % si l'on compte la « droite opposition ». Un ou deux points d'écart avec les estimations de dimanche soir. Au total, la majorité, U.D.F., estimée à 20,5 % puis 16,5 % par C.I.I.-Honeywell-Bull (à 16,8 % par la SOFRES), est créditée de 21,5 % par le ministère de l'intérieur.

Comment expliquer ces écarts entre des estimations, qui ne sont pas des sondages mais des extrapolations à partir des résultats de bureaux-tests, et la « réalité » du ministère de l'intérieur ? Deux grandes explications peuvent être fournies.

● Dans leurs programmes, C.I.I.-Honeywell-Bull et la SOFRES ont classé les partis et candidats selon la méthode de la Fondation nationale des sciences politiques, organisme « neutre » faisant autorité en la matière. Le ministère de l'intérieur a, lui, opéré, selon C.I.I.-H., des regroupements qui ne correspondent pas à cette classification. Ainsi, on a distingué, Plebs Beauvau, un groupe de « divers opposition » (1,1 %) qui étaient

M. Estier (P.S.) critique et proteste

La statistique du ministère de l'intérieur qui « globalise » les résultats de la métropole et ceux de l'outre-mer est critiquée par M. Claude Estier, secrétaire national du P.S., qui a déclaré lundi 13 mars en fin de journée : « Une certaine manipulation vise à faire croire que le R.P.R. a obtenu plus de voix que le parti socialiste. Pour arriver à ce résultat, s'il est ajouté, on a par exemple écarté des statistiques du parti socialiste un certain nombre de candidats soutenus par notre parti. »

M. Estier a notamment cité M. Aimé Césaire, à la Martinique, ainsi que M. Bernard Cornut-Gentille, dans les Alpes-Maritimes, et M. Gilbert du Chambour, en Lozère. Si l'on rétablit les résultats, s'il est indiqué, le parti socialiste dépasse les 23 %.

N.D.L.R. — La protestation de M. Estier est fondée, bien que le ministère de l'intérieur fasse état de « divers opposition ». Il est mieux vain attribuer les voix de ces candidats aux formations qui les soutiennent. Quant à savoir si le « premier parti de France » est le R.P.R., avec

LES SOIXANTE-HUIT ÉLUS DU PREMIER TOUR

La liste des élus du premier tour que nous avons publiée dans nos premières éditions datées du 14 mars ne tenait pas compte des résultats d'écarts non encore connus. Aux soixante-trois noms que nous avions donnés, il convient d'en ajouter cinq : M. Fosse (Polynésie), 27 ; Petit (Martinique), 17 ; soit deux R.P.R. (treize élus au total) ; M. Sablé (Martinique), 27 ; et apparemment au P.R. (treize élus au total) ; M. Jover (Polynésie), 17 ; et une majorité présidentielle (neuf élus au total) ; M. Césaire (Martinique), 27 ; et apparemment au P.S. (qui n'a pas été élu au premier tour).

MEURTHE-ET-MOSELLE — M. Claude Hurlet, cons. gén., sont C.N.I.P. et R.P.R., candidat dans la 1re circonscription (Nancy-Nord) ; M. Jover (Polynésie), 17 ; et une majorité présidentielle (neuf élus au total) ; M. Césaire (Martinique), 27 ; et apparemment au P.S. (qui n'a pas été élu au premier tour).

MEURTHE-ET-MOSELLE — Le secrétaire fédéral du P.C. est M. Antoine PORCU et non Jorrou, comme une coquille nous l'a fait écrire.

OISE — Dans la 4e circonscription (Senlis-Creil), M. Assouline, qui a obtenu 394 suffrages, n'est pas M. Assouline, mais Ligot, ouvrier révolutionnaire.

PARIS — M. Gilbert Gantier (P.R.), député sortant de la 21e circonscription (XVIe arrondissement), qui a obtenu dimanche 1 618 voix de plus que M. Alain Griotteray (P.R.), pour 37 003 suffrages exprimés, a publié, mardi 14 mars, le télégramme que lui a adressé M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du P.R. Ce télégramme orléane notamment que le bureau politique du parti républicain n'a décidé de vous accorder l'investiture pour le deuxième tour des élections législatives. Après cette annonce, le président de M. Soisson, M. Griotteray, qui est, au P.R., chargé des élections, devrait être conduit à retirer sa candidature avant le second tour. Outre l'investiture du P.R., M. Gantier vient en effet d'obtenir l'investiture de l'U.D.F. et le soutien du C.N.I.P. Gantier se présentera, comme au premier

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 + 1)

Le juge de M. Sanford, non-inscrit, est vacant depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle il avait donné sa démission. Il se représente comme suppléant de M. MOCO Tebano, dans la 2e circonscription. Un deuxième siège a été créé par la loi du 4 décembre 1977.

1er circ. (Polynésie ouest) Ins., 46 827 ; suff. expr., 30 827. M. Jean Jover, d. s., de Papeete, U.D.F., 16 046. E.L.U. M. E. Lequerré, R.P.R., 6 672 ; A. Chung, div., 2 560 ; M. Hiro, cons. P.S., 2 381 ; C. Ching, div. opp., 1 714 ; Tairua, div. opp., 663 ; Océan-Jérusalem, div. opp., 669.

1972 : M.M. Sanford, ré., 17 240 ; Fosse, 12 913 ; Tairua, div. maj., 6 690. — 2e tour : M.M. Sanford 19 565 ; Fosse, 17 037 ; M.M. Sanford, 22 482 ; Fosse, 13 284 ; Tairua, 2 923 ; Ching, 676 ; Tairua, 340 ; Mitterrand, 10 068 ; 1974 : M.M. P. Mitterrand, 18 167 (48,77 %).

2e circ. (Polynésie est) Ins., 24 460 ; suff. expr., 16 732. M. Gaston Fosse, a.d., R.P.R., 8 619. E.L.U. M.M. M. Tevane, U.D.F., 6 669 ; J. Drolet, cons. P.S., 1 017 ; Tagnu, div. opp., 427. Les résultats sont conformes aux prévisions comme d'habitude.

dans L'Express cette semaine

Comment s'annonce le second tour ?

L'Express analyse les résultats du premier tour

Qui a gagné les primaires, dans la majorité et dans l'opposition ? Les nouveaux maires ont-ils réussi à transformer leur essai des dernières municipales ?

Comment se sont débrouillées les femmes ? Les jeunes turcs ont-ils supplanté les notables ? Une analyse en profondeur : à travers 5 régions-tests. La carte politique de la France est-elle modifiée ?

L'équipe de L'Express au complet a travaillé nuit et jour pour préparer ce dossier spécial élections.

Cartier dépassé par les événements

Aucun Président des Etats-Unis ne s'est trouvé dans une situation aussi critique depuis la guerre.

Pierre Salinger de L'Express analyse les difficultés dans lesquelles se débat le Président Carter. Elles ont nom Corne de l'Afrique, Moyen-Orient, Dollar, grève des mineurs,

Panama et négociations Salt. On peut être méticuleux, se lever à 6 heures du matin et ne pas trouver la solution.

Michel Delain de L'Express a rencontré Charles Vanel. Après 65 ans de cinéma, il est trop jeune pour jouer naturellement les grands-pères. Et il faut donc composer, je joue au vieux.

Qui est Jérôme Gallion ? Paul Katz dit pourquoi Gallion est l'un des deux meilleurs hommes de mêlée du monde. Devinez qui est l'autre.

Cette semaine aussi, dans L'Express, une enquête de Sylviane Stein sur les espèces animales qui, loin d'être en voie de disparition, sont une menace pour l'agriculture et l'environnement. Attention, les ragondins nous cernent. Les goélands aussi.



Charles Vanel : parce qu'il était daltonien.



Le goéland argenté : faut-il cesser de le protéger ?

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (sauf le dimanche) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

PROMO-PRESSE

APRÈS LE PREMIER TOUR

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DANS LA GRANDE COURONNE

Les pourcentages de voix et les résultats

Nous indiquons ci-contre :

1) Dans les cartes, les résultats obtenus en 1978 (par rapport aux suffrages exprimés) par la majorité, par le P.C. et par la gauche non communiste dans les départements de la grande couronne - et de la petite couronne -.

2) Nous publions le nombre des voix obtenues le 12 mars par les principaux candidats dans les villes de plus de dix mille habitants des six départements concernés.

ESSONNE

ATHIS-MONS. - Juquin, d.s. P.C. 4388; Tagand, R.P.R. 3334; Germon, P.S. 2381; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 2100.

BRETIIGNY-SUR-ORGE. - Bertrand, P.C. 2418; Guillard, P.S. 2040; Pons, R.P.R. 1531; Conte, U.D.F.-P.R. 1577.

BRUNOY. - S. Dassault, U.D.F.-C.N.I.P. 2956; Combrisson, P.C. 2920; Fortuit, div. maj., 2177; Espinasse, P.S. 2070.

BURES-SUR-YVETTE. - Tavernier, P.S. 858; Vizet, d.s. P.C. 792; Fuertner, U.D.F.-P.R. 783; Marteau, R.P.R. 608.

CHILLY-MAZARIN. - Germon, P.S. 1842; Tagand, R.P.R. 1828; Juquin, d.s. P.C. 1461; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 1304.

CORBELL-ESSONNES. - Combrisson, d.s. P.C. 3622; S. Dassault, U.D.F.-C.N.I.P. 4952; Espinasse, P.S. 1955; M. Fortuit, U.D.R. div. maj., 819.

DRAVEIL. - Combrisson, d.s. P.C. 6832; S. Dassault, U.D.F.-C.N.I.P. 3784; Espinasse, P.S. 2533; M. Fortuit, U.D.R. div. maj., 2463.

EPINAY-SOUS-SENAI. - Juquin, d.s. P.C. 1120; Tagand, R.P.R. 1028; Germon, P.S. 859; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 750.

ETAMPES. - Bertrand, P.C. 2909; Pons, R.P.R. 2286; Conte, U.D.F.-P.R. 1424; Guillard, P.S. 1370.

EVRY. - Guillard, P.S. 2564; Pons, R.P.R. 2090; Bertrand, P.C. 1627; Conte, U.D.F.-P.R. 1434.

GF-SUR-YVETTE. - Tavernier, P.S. 1789; Fuertner, U.D.F.-P.R. 1650; Marteau, R.P.R. 1289; Vizet, d.s. P.C. 1032.

GRIGNY. - Juquin, d.s. P.C. 3106; Germon, P.S. 2583; Tagand, R.P.R. 2098; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 1139.

JUVISY-SUR-ORGE. - Juquin, d.s. P.C. 2131; Germon, P.S. 1912; Tagand, R.P.R. 1493; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 1234.

MASSEY. - Germon, P.S. 6533; Juquin, d.s. P.C. 4772; Tagand, R.P.R. 3235; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 2385.

MORSANG-SUR-ORGE. - Juquin, d.s. P.C. 2487; Tagand, R.P.R. 1819; Germon, P.S. 1619; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 1279.

MONTGERON. - S. Dassault, U.D.F.-C.N.I.P. 3413; Espinasse, P.S. 2589; Combrisson, P.C. 2305; Fortuit, U.D.R. div. maj., 1938.

ORSAY. - Tavernier, P.S. 1821; Fuertner, U.D.F.-P.R. 1534; Vizet, d.s. P.C. 1463; Marteau, R.P.R. 1270.

PALAISEAU. - Vizet, d.s. P.C. 4918; Tavernier, P.S. 3014; Marteau, R.P.R. 2587; Fuertner, U.D.F.-P.R. 2231.

RIS-ORANGIS. - Bertrand, P.C. 2956; Pons, R.P.R. 2852; Guillard, P.S. 2309; Conte, U.D.F.-P.R. 2344.

SAVIGNY-SUR-ORGE. - Juquin, d.s. P.C. 5334; Tagand, R.P.R. 2887; Germon, P.S. 3658; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 3061.

SAINTE-HÉLÈNE-SUR-ORGE. - Pons, R.P.R. 2404; Guillard, P.S. 2238; Bertrand, P.C. 2156; M. Conte, U.D.F.-P.R. 1585.

SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS. - Juquin, d.s. P.C. 5134; Tagand, R.P.R. 3264; Germon, P.S. 2750; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 2066.

LES ULIS. - Tavernier, P.S. 2718; Vizet, d.s. P.C. 1914; Fuertner, U.D.F.-P.R. 1269; Marteau, R.P.R. 871.

VERRIÈRES-LE-BUISSON. - Fuertner, U.D.F.-P.R. 1334; Tavernier, P.S. 1388; Marteau, R.P.R. 1223; Vizet, d.s. P.C. 1079.

VIGNY-SUR-SEINE. - Combrisson, d.s. P.C. 4328; Espinasse, P.S. 1933; S. Dassault, U.D.F.-C.N.I.P. 1884; Fortuit, U.D.R. div. maj., 1783.

VIRY-CHATILLON. - Juquin, d.s. P.C. 3924; Tagand, R.P.R. 3024; Bourgeois, U.D.F.-C.D.S. 2344; Germon, P.S. 2718.

YERRES. - S. Dassault, U.D.F.-C.N.I.P. 3020; Combrisson, d.s. P.C. 2902; Espinasse, P.S. 2379; M. Fortuit, U.D.R. div. maj., 1722.

1487; Cuguen, P.C. 1439; Questiaux, P.S. 1281; Pinte, R.P.R. 1273.

HOUILLES. - Hilsam, P.C. 4319; Bourson, d.s. U.D.F.-P.R. 3525; Le Gars, P.S. 2908; Bacheller, R.P.R. 2473.

MAISON-LAFITTE. - Bourson, d.s. U.D.F.-P.R. 4239; Bacheller, R.P.R. 2828; Le Gars, P.S. 2035; Hilsam, P.C. 1448.

MANTES-LE-JOLIE. - Ribes, M.A.R.G. 4076; Quettier, P.C. 3938; Schreiner, P.S. 3853; Dubois, U.D.F.-C.D.S. 1822.

MANTES-LE-VILLE. - Quettier, P.C. 2787; Schreiner, P.S. 2068; Ribes, d.s. R.P.R. 1708; Dubois, U.D.F.-C.D.S. 758.

MARLY-LE-ROI. - Lauriol, d.s. R.P.R. 2423; Valery, P.S. 2252; Berthet, U.D.F.-P.R. 2216; Corbeau, C.E. 888.

MAUREPAS. - Thome-Patenôtre, d.s. M.R.G. 2065; About, U.D.F.-P.R. 1727; Gérard, R.P.R. 1432; Hoffmann, P.C. 1313.

LES MUREAUX. - Tricart, P.C. 3622; Rocard, P.S. 2724; Godon, d.s. R.P.R. 2093; de La Bretèche, P.R. 1066.

LE PÉCQ. - Fricard, R.P.R. 4341; Métre, P.S. 2093; Sociat, P.C. 1132; Consigny, U.D.F.-Rad. 1083.

PLAISIR. - Thome-Patenôtre, d.s. M.R.G. 2443; Gérard, R.P.R. 2387; About, U.D.F.-P.R. 1872; Hoffmann, P.C. 1320.

POISSY. - Godon, d.s. R.P.R. 4510; Tricart, P.C. 4401; Rocard, P.S. 4054; de La Bretèche, P.R. 1492; About, U.D.F.-P.R. 1872; Hoffmann, P.C. 1320.

RAMBOUILLET. - Thome-Patenôtre, d.s. M.R.G. 2526; About, U.D.F.-P.R. 2286; Gérard, R.P.R. 1373; Hoffmann, P.C. 1273.

SAINT-CYR-L'ÉCOLE. - Cuguen, P.C. 3426; Pinte, R.P.R. 1489; Destremat, d.s. U.D.F.-P.R. 1310; Questiaux, P.S. 1183.

ST-GERMAIN-EN-LAYE. - Péricard, R.P.R. 8608; Le Métre, P.S. 5337; Sociat, P.C. 2387; Consigny, U.D.F.-Rad. 1752.

SARTROUVILLE. - Hilsam, P.C. 5688; Bourson, d.s. U.D.F.-P.R. 4750; Le Gars, P.S. 3707; Bacheller, R.P.R. 2562.

TRAPPES. - Hoffmann, P.C. 4028; Thome-Patenôtre, d.s. M.R.G. 1852; Sociat, U.D.F.-P.R. 1213; Gérard, R.P.R. 989.

VELIZY. - Wagner, d.s. R.P.R. 8024; Nadaus, P.S. 2778; Certano, P.C. 2069; Toutain, U.D.F. 914.

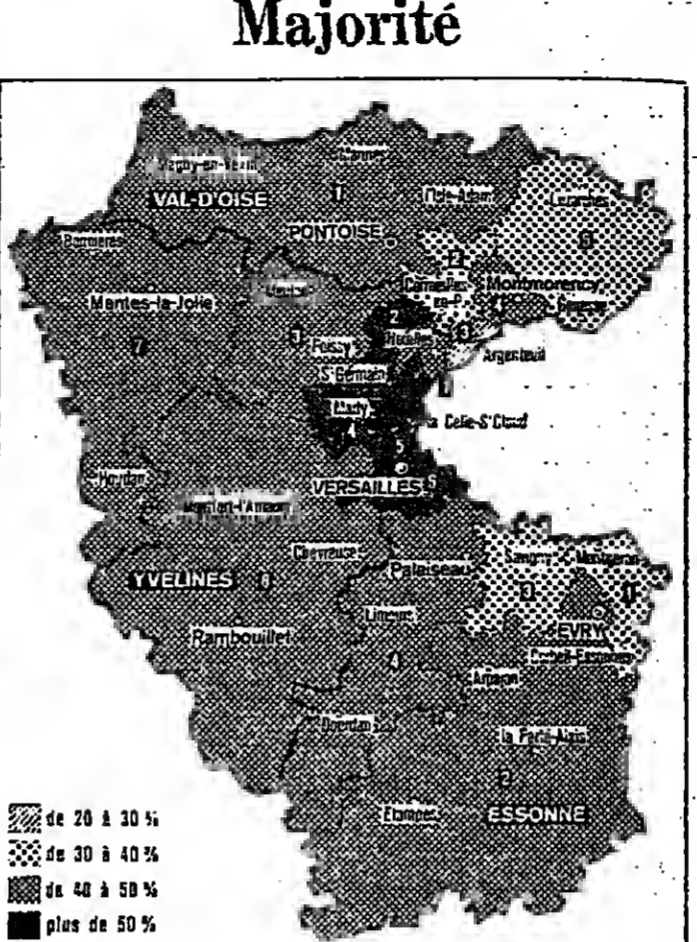
VERNEUIL-SUR-SEINE. - Rocard, P.S. 1815; Godon, d.s. R.P.R. 1320; Tricart, P.C. 1104; de La Bretèche, P.R. 1114.

VERSAILLES-NORD. - Pinte, R.P.R. 8702; Destremat, d.s. U.D.F.-P.R. 5309; Questiaux, P.S. 3718; Cuguen, P.C. 3689.

VERSAILLES-SUD. - Wagner, d.s. R.P.R. 4012; Toutain, U.D.F. 2880; Nadaus, P.S. 2453; Certano, P.C. 1892; Arnaud, P.S. 305.

LE VESINET. - Péricard, R.P.R. 5271; Consigny, U.D.F.-Rad. 1547; Le Métre, P.S. 1455; Sociat, P.C. 544.

VROSLAY. - Toutain, U.D.F. 2980; Wagner, d.s. R.P.R. 2230; Nadaus, P.S. 1777; Certano, P.C. 1116.



VAL-D'OISE

ARGENTEUIL. - Montdargent, d.s. P.C. 20307; Roland, R.P.R. 12724; Le Charny, P.S. 8249; About, U.D.F.-P.R. 1788.

ARNOUVILLE-LES-GONNESSE. - Cancoas, d.s. P.C. 1782; Bigot, P.S.D. 1542; Jaurry, P.S. 932; Deforge, R.P.R. 866.

BEZONS. - Montdargent, d.s. P.C. 4490; Roland, R.P.R. 2347; Lecharny, P.S. 1599; Allain, C.E. 603.

CORMEILLES-EN-PARISIS. - Weber, d.s. P.C. 2473; Delalande, R.P.R. 1983; Gérard, P.S. 1008; Le Coadic, P.S. 872.

DEUIL-LA-BARRE. - Petit, U.D.F.-C.D.S. 1837; Sabatier, R.P.R. 1438; Maire, P.S. 1484; Combe, P.C. 823.

DOMONT. - Jaurry, P.S. 1467; Deforge, R.P.R. 1438; Cancoas, d.s. P.C. 1318; Gigot, div. maj., 832.

EAUBONNE. - Petit, U.D.F.-C.D.S. 4042; Maire, P.S. 2364; Combe, P.C. 2039; Sabatier, R.P.R. 1894.

ENGHIEN-LES-BAINS. - Petit, U.D.F.-C.D.S. 1886; Sabatier, R.P.R. 1584; Maire, P.S. 786; Ribière, d.s. n. ins. 589.

ERMONY. - Combe, P.C. 2652; Maire, P.S. 2419; Petit, U.D.F.-C.D.S. 2238; Sabatier, R.P.R. 1778.

FRANCONVILLE. - Weber, d.s. P.C. 3468; Delalande, R.P.R. 2819; Le Coadic, P.S. 2650; Garcia, P.S. 2311.

GARGES-LES-GONNESSE. - Cancoas, d.s. P.C. 4440; Jaurry, P.S. 2710; Deforge, R.P.R. 2339; Gigot, div. maj., 1558.

GONNESSE. - Cancoas, d.s. P.C. 2531; Deforge, R.P.R. 1781; Jaurry, P.S. 1707; Gigot, div. maj., 1638.

GOUSSAINVILLE. - Cancoas, d.s. P.C. 4334; Deforge, R.P.R. 2047; Jaurry, P.S. 1862; Gigot, div. maj., 1178.

HERBLAY. - Delalande, R.P.R. 2387; Weber, d.s. P.C. 2166; Le Coadic, P.S. 1693; Garcia, P.S. 1040.

L'ISLE-ADAM. - Poniatowski, U.D.F.-P.R. 2488; Richard, P.S. 839; Gallet, U.G.P. 713; Tessier, R.P.R. 311.

MONTMORENCY. - Petit, U.D.F.-C.D.S. 2312; Sabatier, R.P.R. 1983; Maire, P.S. 1627; Combe, P.C. 1317.

PONTAISE. - Poniatowski, U.D.F.-P.R. 4743; Richard, P.S. 3238; Gallet, U.G.P. 1570; Jaurry, P.S. 4266; Gigot, div. maj., 1866.

SARCELLES. - Cancoas, d.s. P.C. 1793; Deforge, R.P.R. 5980; Jaurry, P.S. 4266; Gigot, div. maj., 1866.

SAINTE-OTAYE. - Combe, P.C. 2257; Maire, P.S. 2198; Petit, U.D.F.-C.D.S. 1388; Sabatier, R.P.R. 1358; Ribière, d.s. n. ins. 1184.

SAINTE-OUEN-LAUMONE-EL-SOISSY-S-MONTMORENCY. - Maire, P.S. 1787; Petit, U.D.F.-C.D.S. 1544; Combe, P.C. 1378; Sabatier, R.P.R. 1358.

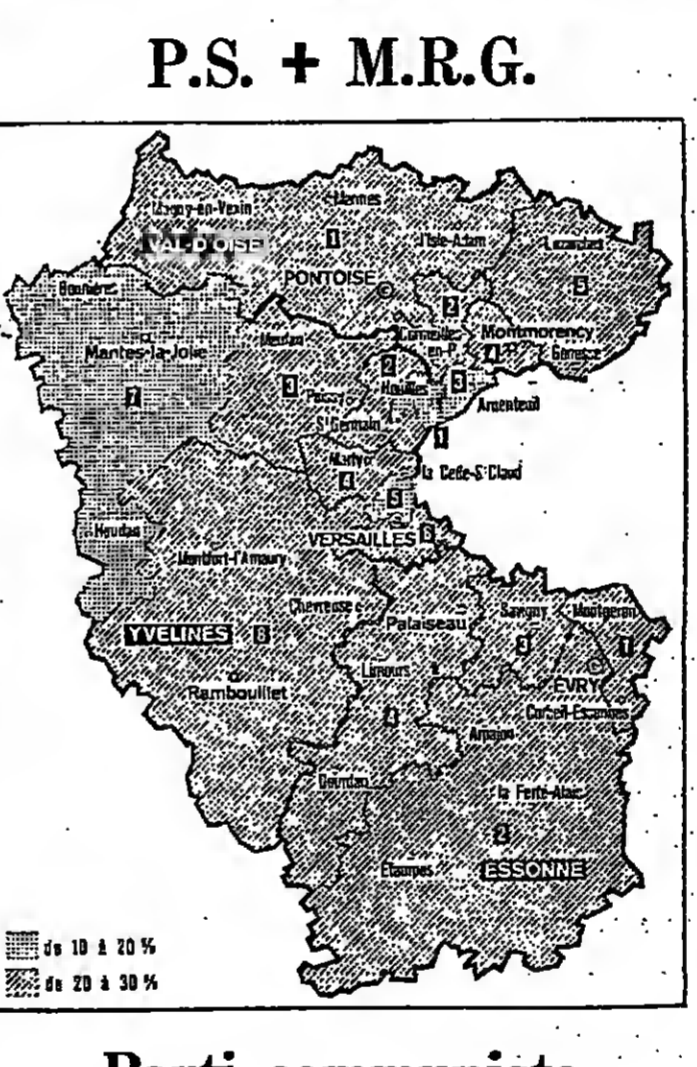
TAVERNY. - Delalande, R.P.R. 2387; Le Coadic, P.S. 2077; Weber, d.s. P.C. 1858; Garcia, P.S. 1273; Gallet, U.G.P. 918; Tessier, R.P.R. 354.

SANNOIS. - Weber, d.s. P.C. 2809; Delalande, R.P.R. 2084; Garcia, P.S. 1721; Le Coadic, P.S. 1711.

SOISSY-S-MONTMORENCY. - Maire, P.S. 1787; Petit, U.D.F.-C.D.S. 1544; Combe, P.C. 1378; Sabatier, R.P.R. 1358.

TAVERNY. - Delalande, R.P.R. 2387; Le Coadic, P.S. 2077; Weber, d.s. P.C. 1858; Garcia, P.S. 1273; Gallet, U.G.P. 918; Tessier, R.P.R. 354.

VILLIERS-LE-BEL. - Cancoas, d.s. P.C. 3329; Jaurry, P.S. 2119; Deforge, R.P.R. 1914; Gigot, div. maj., 1256.



SEINE-ET-MARNE

AVON. - Julia, d.s. R.P.R. 2987; Girard, P.S. 1479; Chaland, P.C. 834; Richard, div. maj., 473.

CELLES. - Bordu, d.s. P.C. 3212; Durand-Labrunie, R.P.R. 3948; Pourré, P.S. 3456; Laurier, U.D.F.-rad. 3032; Mme Grosbois, F.A. 888.

COMBS-LA-VILLE. - M. Vi-vien, d.s. P.S. 2146; Dayant, R.P.R. 1602; Laporte, P.C. 851; Mollard, U.D.F.-C.D.S. 708; Laugier, écol. 387.

COURMAYEUR. - Le Foll, P.S. 197; Héraud, U.D.F.-P.R. 1324; Bourmazel, R.P.R. 1280; Blanchemanche, P.C. 869.

IM. Flornoy, d.s. R.P.R. ne se représente pas.

DAMMARIÉ-LES-LYS. - Laporte, P.C. 2188; Vivien, d.s. P.S. 2042; Dayant, R.P.R. 1004; Mollard, U.D.F.-C.D.S. 920; Laugier, C.E. 78, 350.

FONTAINEBLEAU. - Julia, d.s. R.P.R. 4483; Girard, P.S. 1560; Chaland, P.C. 700; Richard, div. maj., 600; Dayez, C.E. 78, 385.

LE MEE-SUR-SEINE. - M. Vi-vien, d.s. P.S. 1988; Dayant, R.P.R. 1299; Mollard, U.D.F.-C.D.S. 780; Laporte, P.C. 733; Laugier, C.E. 78, 250.

MEAUX. - Le Foll, P.S. 5580; Héraud, U.D.F.-P.R. 3697; Bourmazel, R.P.R. 3394; Blanchemanche, P.C. 921.

MELUN. - Dayant, R.P.R. 5045; Vivien, d.s. P.S. 4734; Laporte, P.C. 2550; Mollard, U.D.F.-C.D.S. 2198; Laugier, C.E. 78, 708.

MITRY-MOBY. - Bordu, d.s. P.C. 3022; Durand-Labrunie, R.P.R. 1939; Pourré, P.S. 973; Lauriol, U.D.F. 903; Mme Grosbois, F.A. 344.

MONTREAU-FAUT-YONNE. - Peyrefitte, R.P.R. 3440; Alvarez, P.C. 2820; Scarbonchi, M.R.G. 1211; Siache, R.P.R. 185.

NEMOURS. - Julia, R.P.R. 3080; Girard, P.S. 1047; Chaland, P.C. 1033; Richard, div. maj., 229; Dayez, C.E. 78, 183.

OGNON. - LA - FERRIÈRE - Vivien, d.s. P.S. 1354; Dayant, R.P.R. 1348; Laporte, P.C. 980; Mollard, U.D.F.-C.D.S. 714; Laugier, C.E. 78, 293.

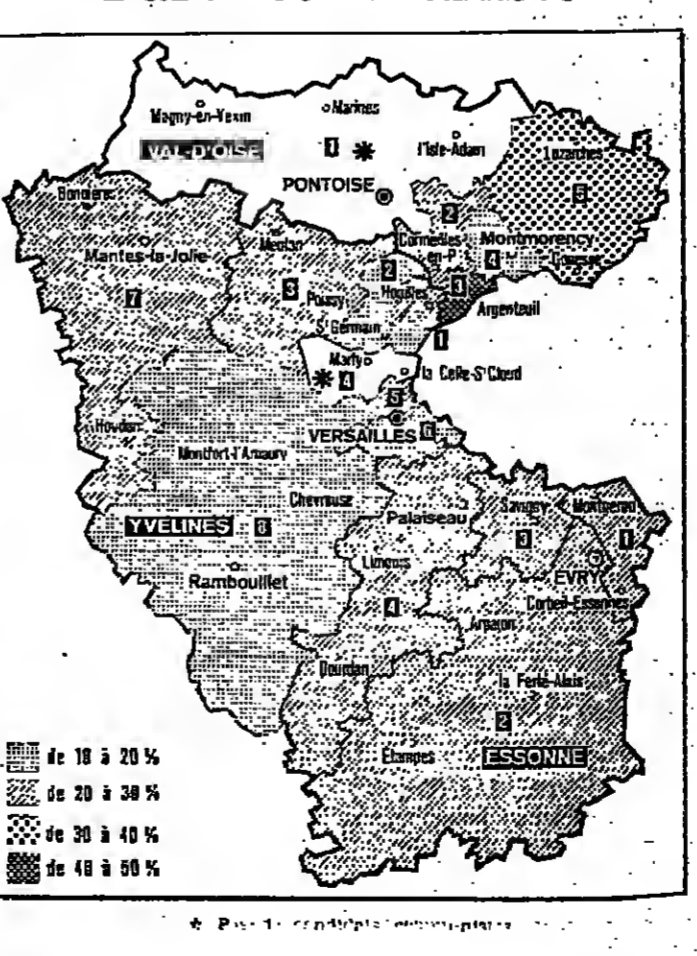
PONTAULT-COMBAULT. - Vivien, d.s. P.S. 2278; Dayant, R.P.R. 2036; Laporte, P.C. 1718; Mollard, U.D.F.-C.D.S. 1198; Laugier, C.E. 78, 480.

PROVINS. - Peyrefitte, R.P.R. 3117; Alvarez, P.C. 1318; Scarbonchi, M.R.G. 986; Blache, F.P.P. 170.

ROISSY. - Vivien, d.s. P.S. 1604; Dayant, R.P.R. 1208; Laporte, P.C. 1180; Mollard, U.D.F.-C.D.S. 827; Laugier, C.E. 78, 392.

VAIRES-SUR-MARNE. - Bordu, d.s. P.C. 1497; Durand-Labrunie, R.P.R. 2123; Laurent, U.D.F.-rad. 1184; Pourré, P.S. 1137; Mme Grosbois, F.A. 293.

VILLEPARISIS. - Bordu, d.s. P.C. 2647; Durand-Labrunie, R.P.R. 1597; Fourné, P.S. 1050; Laurent, U.D.F.-rad. 222; Mme Grosbois, F.A. 293.



dans les villes de

HAUTS-DE-SEINE

VAL

SEINE-SAINT-DENIS

BOIS-D'ARCY. - Cuguen, P.C. 1314; Destremat, d.s. U.D.F.-P.R. 1297; Questiaux, P.S. 1074; Pinte, R.P.R. 897.

CARRIÈRES-SOUS-POISSY. - Tricart, P.C. 829; Rocard, P.S. 737; Godon, d.s. R.P.R. 733; de La Bretèche, P.R. 424.

CARRIÈRES-SUR-SEINE. - Bourson, d.s. U.D.F.-P.R. 1865; Hilsam, P.C. 1180; Le Gars, P.S. 1166; Bacheller, R.P.R. 417.

LA CELLE-SAINT-CLOUD. - Lauriol, d.s. R.P.R. 3754; Valery, P.S. 2797; Berthet, U.D.F.-P.R. 2874; Corbeau, C.E. 1088.

LE CHESNAY. - Lauriol, d.s. R.P.R. 4175; Berthet, U.D.F.-P.R. 3334; Valery, P.S. 2585; Corbeau, C.E. 890.

LES CLAYES-SOUS-BOIS. - Depaquit, P.A. 1551; Lauriol, d.s. R.P.R. 1493; Berthet, U.D.F.-P.R. 1170; Corbeau, C.E. 819.

CHATEAU. - Péricard, R.P.R. 5880; Le Métre, P.S. 3396; Consigny, U.D.F.-Rad. 1804; Sociat, P.C. 1791.

CONFLANS-SUR-HONORINE. - Rocard, P.S. 3509; Godon, d.s. R.P.R. 3618; Tricart, P.C. 2799; de La Bretèche, P.R. 1887.

ELANCOURT. - Thome-Patenôtre, d.s. M.R.G. 1818; About, U.D.F.-P.R. 1638; Gérard, R.P.R. 1255; Hoffmann, P.C. 1063.

PONTENAY-LE-FLEURY. - Destremat, d.s. U.D.F.-P.R. 2874; Corbeau, C.E. 1088.

BOIS-D'ARCY. - Cuguen, P.C. 1314; Destremat, d.s. U.D.F.-P.R. 1297; Questiaux, P.S. 1074; Pinte, R.P.R. 897.

CARRIÈRES-SOUS-POISSY. - Tricart, P.C. 829; Rocard, P.S. 737; Godon, d.s. R.P.R. 733; de La Bretèche, P.R. 424.

CARRIÈRES-SUR-SEINE. - Bourson, d.s. U.D.F.-P.R. 1865; Hilsam, P.C. 1180; Le Gars, P.S. 1166; Bacheller, R.P.R. 417.

LA CELLE-SAINT-CLOUD. - Lauriol, d.s. R.P.R. 3754; Valery, P.S. 2797; Berthet, U.D.F.-P.R. 2874; Corbeau, C.E. 1088.

LE CHESNAY. - Lauriol, d.s. R.P.R. 4175; Berthet, U.D.F.-P.R. 3334; Valery, P.S. 2585; Corbeau, C.E. 890.

LES CLAYES-SOUS-BOIS. - Depaquit, P.A. 1551; Lauriol, d.s. R.P.R. 1493; Berthet, U.D.F.-P.R. 1170; Corbeau, C.E. 819.

CHATEAU. - Péricard, R.P.R. 5880; Le Métre, P.S. 3396; Consigny, U.D.F.-Rad. 1804; Sociat, P.C. 1791.

CONFLANS-SUR-HONORINE. - Rocard, P.S. 3509; Godon, d.s. R.P.R. 3618; Tricart, P.C. 2799; de La Bretèche, P.R. 1887.

ELANCOURT. - Thome-Patenôtre, d.s. M.R.G. 1818; About, U.D.F.-P.R. 1638; Gérard, R.P.R. 1255; Hoffmann, P.C. 1063.

PONTENAY-LE-FLEURY. - Destremat, d.s. U.D.F.-P.R. 2874; Corbeau, C.E. 1088.

Nous assurons les 3 garanties

ALFA ROMEO

SUR TOUS LES MODELES LIVRES APRES LE 10/078

garantie totale 1 an et peinture 2 ans et moteur 2 ans ou 100 000 km

alfa duplex 6, rue Duplex - Paris 15^e 566.09.09

UNE LIBRAIRIE A DOMICILE

inter-livres

Commandez tous vos livres par ou par

Vous recevrez tous les livres disponibles chez les éditeurs dans les plus brefs délais par poste ou courrier et vous les paierez moins cher 10% sur prix conseillé (sauf livres de moins de 30F et livres techniques) et vous les paierez plus tard sur facture mensuelle à frais de port 8F jusqu'à 100F, 10F de 100 à 200F, franco pour envoi de plus de 200F à provision de 50% pour toute dernière commande de + de 200F.

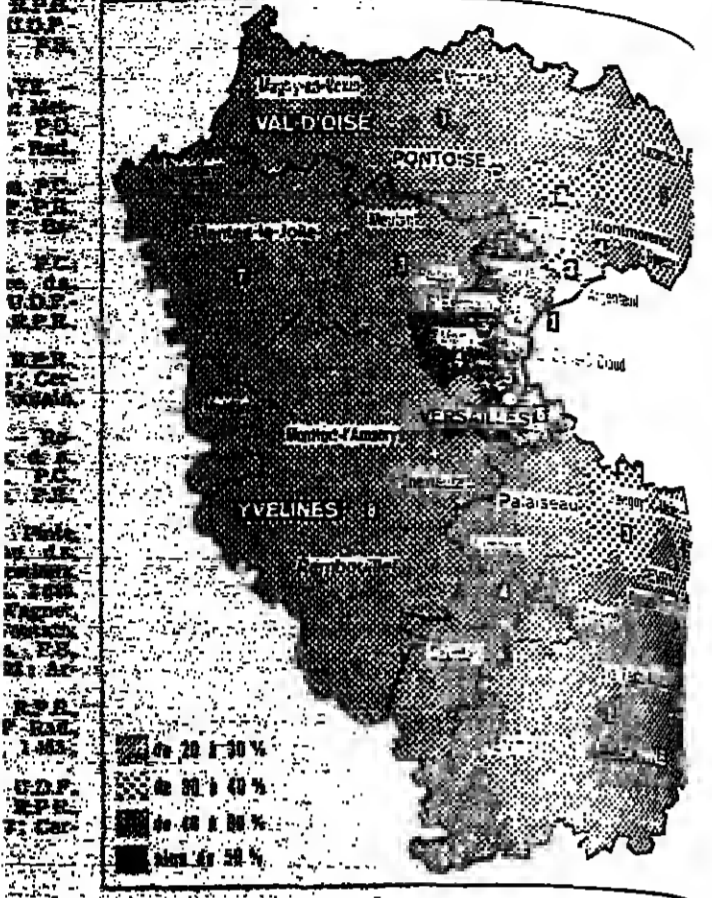
38-40 av. des Gobelins - 75013 PARIS - Tél. 535.08.46

وكذا من الامم

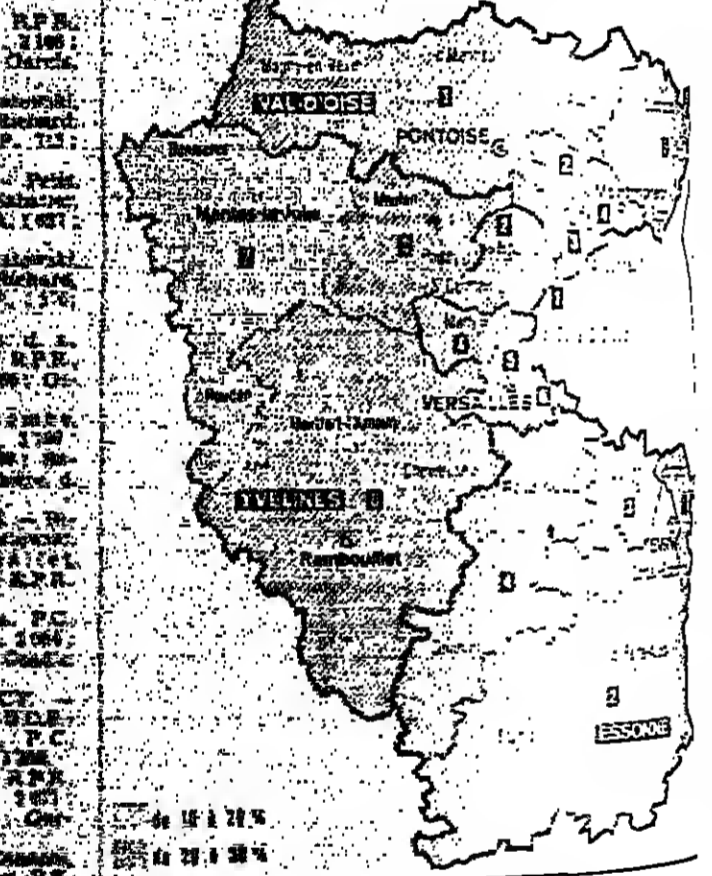
Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

RES LE PREMIER TOUR

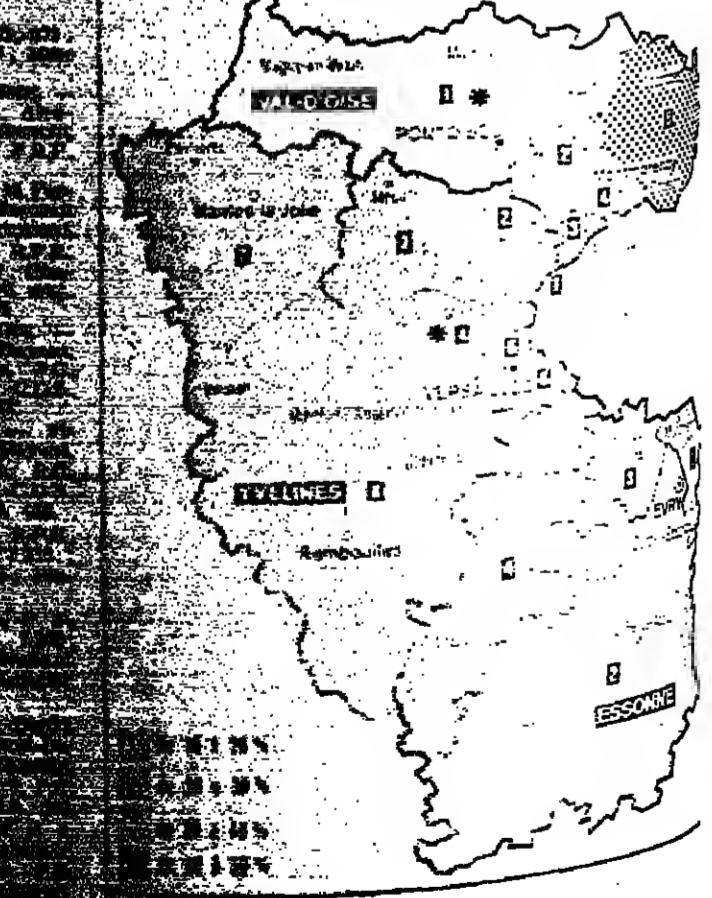
et les résultats Majorité



P.S. + M.R.G.



Parti communiste



DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

dans les villes de plus de dix mille habitants

HAUTS-DE-SEINE

ANTONY. — Devedjian, R.P.R. 7345; Ravera, P.C. 7330; Lebaron, P.S. 5965; Ginoux, d. a. U.D.F.-C.N.P. 5025; Mathon, C.E. 78 110.

ASNIERES. — Tranchant, R.P.R. 11 082; Noskovich, U.D.F.-P.R. 7894; Sandrin, P.S. 7647; Denis, P.C. 7142.

BAGNEUX. — Ravera, P.C. 6134; Devedjian, R.P.R. 3281; Lebaron, P.S. 2521; Ginoux, d. a. U.D.F.-C.N.P. 2142; Mathon, C.E. 78 819.

BOIS-COLOMBES. — Aubert, P.C. 4602; Badot, U.D.F.-P.R. 4338; Frelaut, d. a. P.C. 2781; Emorine, P.S. 2331.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Sime, R.P. 5245; Fiboulin, P.S. 9084; Halbeher, P.C. 7431; Surveu-Vienot, U.D.F.-P.R. 6588; Le Dorze, C.E. 78 313.

BOURG-LA-REINE. — Ginoux, d. a. U.D.F.-C.N.P. 2882; Devedjian, R.P.R. 2640; Lebaron, P.S. 1756; Ravera, P.C. 1162; Mathon, C.E. 78 597.

CHARENTAY-MALABRY. — Le Bell, P.S. 3444; Gelly, P.C. 3291; Tracol, R.P.R. 2632; Fonteneau, U.D.F.-C.D.S. 2599; Pouey-Moumou, C.E. 78 858.

CHATELAIN-SOUS-BAGNEUX. — Gelly, P.C. 4094; Trorial, R.P.R. 3811; Bailly, P.S. 2718; Fonteneau, U.D.F.-C.D.S. 2120; Pouey-Moumou, C.E. 78 813.

CHARENTAY-LE-VEUIL. — Labbé, d. a. R.P.R. 4804; Neuville, P.S. 2628; Fajnzylberg, P.C. 1768; Carbonell, C.E. 78 481.

CLAMART. — Fonteneau, U.D.F.-C.D.S. 8743; Gelly, P.C. 8317; Le Bailly, P.S. 5231; Trorial, R.P.R. 3244; Pouey-Moumou, C.E. 78 1840.

CLICHY. — Jans, d. a. P.C. 6201; Gall, P.S. 4830; Benoit, U.D.F.-rad. 4356; Auzeanneau, R.P.R. 3022.

COLOMBES. — Frelaut, d. a. P.C. 15842; Aubert, R.P.R. 10 078; Emorine, P.S. 5649; Bastoulier, U.D.F.-P.R. 4889.

COURBEVOIE. — Gérard-Deprez, d. a. U.D.F.-P.R. 11 818; Sirkis, P.S. 5835; Guérin, P.C. 5000; Chieriel, mai, 3324.

FONTENAU-AUX-ROSES. — Le Bailly, P.S. 3371; Trorial, R.P.R. 2693; Fonteneau, U.D.F.-C.D.S. 2250; C.E. 78 2115; Pouey-Moumou, C.E. 78 1064.

GARCHES. — Baumel, d. a. R.P.R. 3941; Fournier, P.S. 3640; Durey, U.D.F.-P.R. 2283; Dufour, P.C. 1010; Plain, C.E. 78 547.

LA GARENNE-COLOMBES. — Gérard-Deprez, d. a. U.D.F.-P.R. 4494; Sirkis, P.S. 2511; Guérin, P.C. 2396; Chieriel, mai, 1602.

GENEVILLIERS. — Brunhes, P.C. 10 007; Clero, R.P.R. 2966; Lastergare, P.S. 2621; Lecomte, U.D.F.-C.N.P. 801.

ISSY-LES-MOULINEAUX. — Santini, mai, 7379; Ducolonné, d. a. P.C. 6788; Tribault, P.S. 3510; Baschet, U.D.F.-rad. 2176.

LEVALLOIS-PERRET. — Jans, d. a. P.C. 8003; Benoit, U.D.F.-rad. 6129; Auzeanneau, R.P.R. 4163; Le Gall, P.S. 3128.

MALAKOFF. — Ducolonné, d. a. P.C. 3242; Santini, mai, 3286; Tribault, P.S. 2318; Baschet, U.D.F.-rad. 1272.

MEUDON. — Labbé, d. a. R.P.R. 11 122; Neuville, P.S. 6309; Fajnzylberg, P.C. 4199; Carbonell, C.E. 78 1131.

MONTROUGE. — Ginoux, d. a. U.D.F.-C.N.P. 8106; Ravera, P.C. 4277; Lebaron, P.S. 3769; Devedjian, R.P.R. 2398.

NAVIERRE. — Fraysse-Casalis, P.C. 14748; Leclercq, R.P.R. 5556; Le Gallo, P.S. 5522; Allegre, U.D.F.-P.R. 4542.

NEUILLY-SUR-MARNE. — D'Harcourt, d. a. div. maj. 1683; Hersant, C.D.S. 7347; Brisset, P.S. 2794; Orthlieb, C.E. 78 1253; Maitrias, P.C. 3122.

LE PLESSIS-ROBINSON. — Gelly, P.C. 4288; Trorial, R.P.R. 2123; Le Bailly, P.S. 2091; Fonteneau, U.D.F.-G.D.S. 1544; Pouey-Moumou, C.E. 78 745.

PUTEAUX. — D'Harcourt, d. a. div. maj. 3887; Mandois, P.C. 3830; Brisset, P.S. 830; Hersant, C.D.S. 2626; Orthlieb, C.E. 78 628.

RUEIL-MALMAISON. — Baumel, d. a. R.P.R. 13 680; Fournier, P.S. 6752; Dufour, P.C. 6467; Durey, U.D.F.-rad. 2884; Plain, C.E. 78 1892.

SAINT-CLOUD. — Baumel, d. a. R.P.R. 6108; Durey, U.D.F.-rad. 3522; Fournier, P.S. 2428; Dufour, P.C. 1171; Plain, C.E. 78 940.

SCEAUX. — Fonteneau, U.D.F.-C.D.S. 2938; Trorial, R.P.R. 2593; Le Bailly, P.S. 2268; Gelly, P.C. 2177; Pouey-Moumou, C.E. 78 816.

SEVRES. — Labbé, d. a. R.P.R. 6033; Neuville, P.S. 2291; Fajnzylberg, P.C. 2140; Carbonell, C.E. 78 574.

SURESNES. — Fraysse-Casalis, P.C. 4605; Le Gallo, P.S. 4532; Allegre, U.D.F.-P.R. 3621; Leclercq, R.P.R. 3621.

VANVES. — Santini, mai, 3924; Tribault, P.S. 2865; Ducolonné, d. a. P.C. 2618; Baschet, U.D.F.-rad. 1551.

VAUGHESSE. — Labbé, d. a. R.P.R. 3940; Neuville, P.S. 576; Fajnzylberg, P.C. 235; Carbonell, C.E. 78 184.

VILLE-D'AVRAY. — Labbé, d. a. R.P.R. 3928; Neuville, P.S. 928; Fajnzylberg, P.C. 351; Carbonell, C.E. 78 287.

VILLENEUVE-LA-GARENNE. — Brunhes, P.C. 8322; Clero, R.P.R. 2488; Lastergare, P.S. 2120; Lecomte, U.D.F.-C.N.P. 1039.

VAL-DE-MARNE

ALFORTVILLE. — Franceschi, d. a. P.S. 7494; Denis, P.C. 4481; Nectoux, R.P.R. 2940; Sadiet, R.P.R. 2142.

ARCUEIL. — Marchais, d. a. P.C. 5453; P. Heru, P.S. 1450; Lavelle, R.P.R. 429; Benoit, U.D.F.-P.R. 1084.

BONNEUIL-SUR-MARNE. — Germa, P.C. 2826; Lalumière, P.S. 1257; Billotte, d. a. R.P.R. 883; Besançon, P.S. 1478.

BRV-SUR-MARNE. — Nungesser, d. a. R.P.R. 3162; Descois, P.S. 1156; Poussy, P.C. 1116; M.G. 421.

CACHAN. — P. Heru, P.S. 3008; Marchais, d. a. P.C. 3313; Benoit, U.D.F.-P.R. 2181; Lavelle, R.P.R. 1799.

CHARENTAY-SUR-MARNE. — Poussy, P.C. 12334; Nungesser, d. a. R.P.R. 11 623; Descois, P.S. 5473; J. Menant, C.E. 78 3129.

CHARENTON-LE-PONT. — Nectoux, P.S. 3431; Franceschi, d. a. P.S. 2681; Lambert, R.P.R. 2117; Denis, P.C. 878.

CHARENTAY-SUR-MARNE. — Kalinski, d. a. P.C. 1660; A. Kasperet, R.P.R. 1523; Lucas, U.D.F.-P.R. 1572; Campuzan, P.S. 1428.

CHEVILLY-LARUE. — Piterman, P.C. 2329; Macé, R.P.R. 2251; Tabanou, P.S. 1979; M.-G. Sadier, U.D.F.-P.R. 505.

CHOISY-LE-ROI. — Piterman, P.C. 6870; Macé, R.P.R. 4290; Tabanou, P.S. 3250; M.-G. Sadier, U.D.F.-P.R. 1067.

CRETEIL. — Lalumière, P.S. 879; Billotte, d. a. R.P.R. 6211; Germa, P.C. 5930; Beaumont, P.R. 4712.

FONTENAU-SOUS-BOIS. — Fonteneau, U.D.F.-P.R. 1029; Vivien, d. a. R.P.R. 8187; Clouet, U.D.F.-P.R. 3922; Collet, P.S. 3129.

FRANCS. — Tabanou, P.S. 2808; Piterman, P.C. 2643; Macé, R.P.R. 2897; Sadier, U.D.F.-P.R. 680.

GENTILLY. — Marchais, d. a. P.C. 3917; P. Heru, P.S. 1081; J.-M. Benoit, U.D.F.-P.R. 1080; Lavelle, R.P.R. 956.

IVRY-SUR-SEINE. — Gosnat, d. a. P.C. 15 610; Perrot, P.S. 4090; Dumas, R.P.R. 4669; Ordaçli, C.N.I.P. 2843.

JOINVILLE-LE-PONT. — Beaumont, P.R. 2143; Germa, P.C. 2125; Lalumière, P.S. 1808; Billotte, d. a. R.P.R. 1777.

LE KREMLIN-BICETRE. — Marchais, d. a. P.C. 2582; P. Heru, P.S. 1591; J.-M. Benoit, U.D.F.-P.R. 1397; Lavelle, R.P.R. 1223.

LE PERREUX-SUR-MARNE. — Nungesser, d. a. R.P.R. 3344; Descois, P.S. 2784; Poussy, P.C. 2485; Menant, C.E. 78 1039.

LE PLESSIS-TREVEISE. — Kalinski, d. a. P.C. 1581; Lucas, U.D.F.-P.R. 122; Campuzan, P.S. 1198; A. Kasperet, R.P.R. 958.

LEVAL-ROSES. — Tabanou, P.S. 575; Macé, R.P.R. 3366; Fiterman, P.C. 3383; Sadier, U.D.F.-P.R. 1010.

LIMEL-BREVANNES. — Kalinski, d. a. P.C. 3287; Lucas, U.D.F.-P.R. 1343; Campuzan, P.S. 1144; A. Kasperet, R.P.R. 1052.

Maisons-Alfort. — Nectoux, P.S. 10287; J. Franceschi, d. a. P.S. 6526; Denis, P.C. 5497; Lambert, R.P.R. 3443.

NOGENT-SUR-MARNE. — Nungesser, d. a. R.P.R. 6488; Descois, P.S. 211; G. Poussy, P.C. 3111; G. Poussy, P.C. 1678; J. Menant, C.E. 78 903.

ORLY. — Fiterman, P.C. 5294; Macé, R.P.R. 1833; Tabanou, P.S. 1820; Sadier, U.D.F.-P.R. 689.

SAINT-MANDE. — Vivien, d. a. R.P.R. 4299; Clouet, U.D.F.-P.R. 3757; Collet, P.S. 1733; Bayette, P.S. 840.

SAINT-MAUR-DES-POISSES. — Beaumont, P.R. 14 532; Lalumière, P.S. 7731; Billotte, d. a. R.P.R. 5945; Germa, P.C. 5849.

SUCY-EN-BRIE. — Lucas, U.D.F.-P.R. 3138; Campuzan, P.S. 2688; A. Kasperet, R.P.R. 3426; Kalinski, d. a. P.C. 1389.

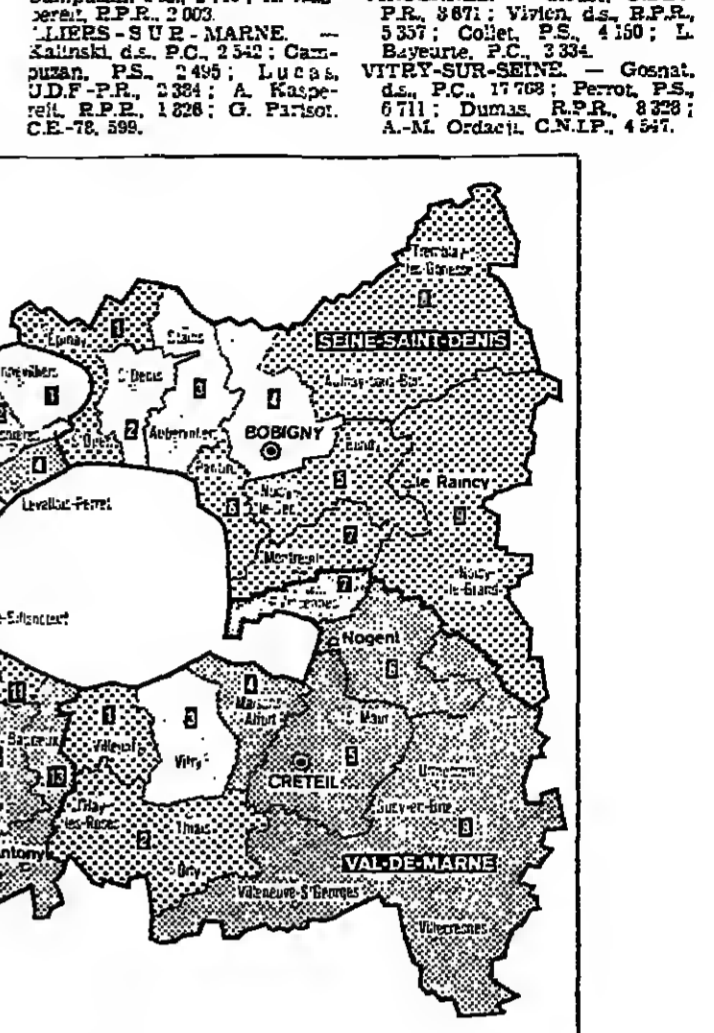
THAIS. — Macé, R.P.R. 3317; Fiterman, P.C. 3122; Tabanou, P.S. 2645; M.-G. Sadier, U.D.F.-P.R. 1012.

VALENTIGNY. — Kalinski, d. a. P.C. 2114; Lucas, U.D.F.-P.R. 720; Campuzan, P.S. 703; Kasperet, R.P.R. 611.

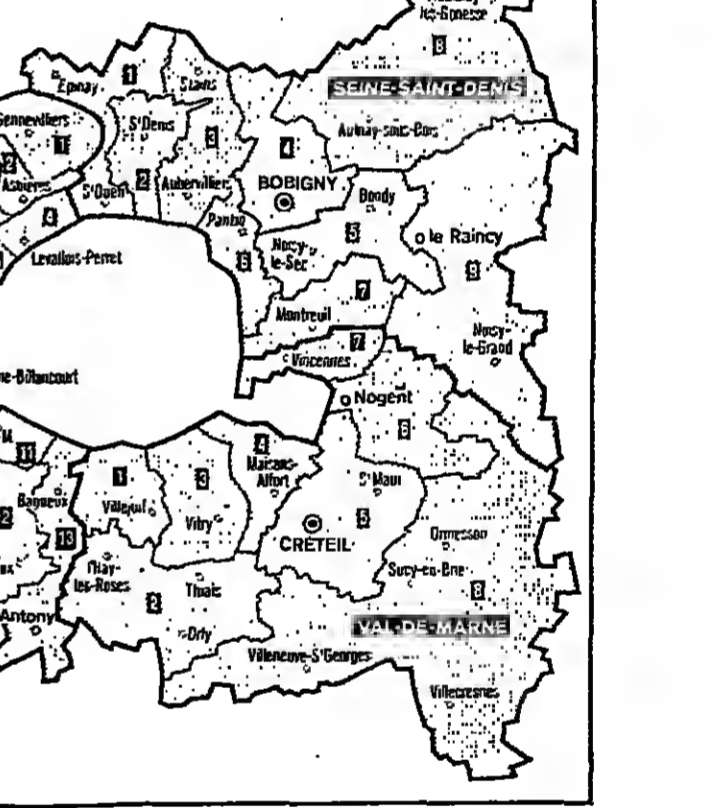
VILLEJUIF. — Marchais, d. a. P.C. 11 266; P. Heru, P.S. 3594; J.-M. Benoit, U.D.F.-P.R. 2601; Lavelle, R.P.R. 2348.

DANS LA PETITE COURONNE

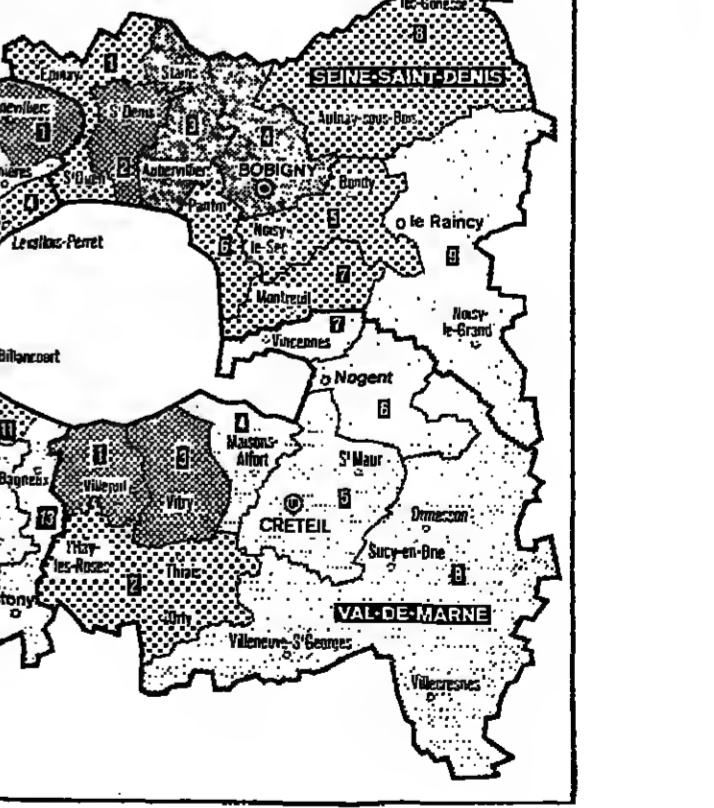
Majorité



P.S. + M.R.G.



Parti communiste



SEINE-SAINT-DENIS

AUBERVILLIERS. — Rallie, d. a. P.C. 13 516; Mignot, U.D.F.-P.R. 4459; Durand, P.S. 3863; Françoise-Célestine, R.P.R. 2874.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Ballanger, d. a. P.C. 12 407; Abricoux, R.P.R. 6083; Pipard, P.S. 4618; Leroy, U.D.F.-P.R. 4169.

BAGNOLET. — Chouaveil, d. a. P.C. 4623; Bonin, P.S. 2481; Moreau, R.P.R. 2333; Nicollet, U.D.F.-C.D.S. 1788.

BLANC-MESNIL. — Ballanger, d. a. P.C. 8833; Pipard, P.S. 3508; Abricoux, R.P.R. 3283; Leroy, U.D.F.-P.R. 3280.

BOBIGNY. — Niles, d. a. P.C. 6422; Auzan, P.S. 2938; Guyot, U.D.F.-P.R. 2390; Charadenet, R.P.R. 1808.

BONDY. — Gouhier, d. a. P.C. 6137; Maitrias, P.S. 6073; Calmejane, R.P.R. 328; Wolf-Decker, U.D.F.-Rad. 3014.

LE BOURGET. — Niles, d. a. P.C. 1497; Guyot, U.D.F.-P.R. 1800; Auzan, P.S. 948.

LA COURNEUVE. — Rallie, d. a. P.C. 8388; Mignot, U.D.F.-P.R. 2497; Durand, P.S. 2047; Françoise-Célestine, R.P.R. 1816.

CLICHY-SOUS-BOIS. — Goutmann, P.C. 2692; Vincent, P.S. 1831; Valenet, d. a. R.P.R. 1498; Morel, U.D.F.-P.R. 1118.

DRANCY. — Niles, d. a. P.C. 1684; Guyot, U.D.F.-P.R. 4109; Auzan, P.S. 3759; Charadenet, R.P.R. 3738.

EPINAY-SUR-SEINE. — Bonnemaison, P.S. 6726; Fost, P.C. 5308; Terranova, R.P.R. 4928; Bonin, U.D.F.-P.R. 2900.

GAIGNY. — Valenet, d. a. R.P.R. 5901; Goutmann, P.C. 5249; Vincent, P.S. 3638; Morel, U.D.F.-P.R. 1801.

LES LILAS. — Moreau, R.P.R. 2417; Chouaveil, d. a. P.C. 2362; Bonin, P.S. 2214; Nicollet, U.D.F.-C.D.S. 1818.

LIVRY-GARGAN. — Vincent, P.S. 5989; Goutmann, P.C. 3887; Valenet, d. a. R.P.R. 3287; Morel, U.D.F.-P.R. 2687.

MONTFERMEIL. — Goutmann, P.C. 2684; Valenet, d. a. R.P.R. 2105; Vincent, P.S. 1803; Morel, U.D.F.-P.R. 1351.

MONTROUIL. — Odré, d. a. P.C. 17447; Durand, U.D.F.-C.D.S. 7271; Rochet, 6848; Morel, R.P.R. 5875.

NEUILLY-SUR-MARNE. — Goutmann, P.C. 238; Vincent, P.S. 3124; Valenet, d. a. R.P.R. 2200; Morel, U.D.F.-P.R. 1728.

NEUILLY-PLAISANCE. — Goutmann, P.C. 2157; Valenet, d. a. R.P.R. 2123; Vincent, P.S. 1642; Morel, U.D.F.-P.R. 1384.

NOISY-LE-GRAND. — Goutmann, P.C. 4781; Morel, U.D.F.-P.R. 3070; Vincent, P.S. 1842; Valenet, d. a. R.P.R. 2638.

NOISY-LE-SEC. — Gouhier, d. a. P.C. 6771; Calmejane, R.P.R. 3899; Maitrias, P.S. 3011; Wolf-Decker, U.D.F.-Rad. 2229.

PANTIN. — Chouaveil, d. a. P.C. 8795; Bonin, P.S. 4015; Moreau, R.P.R. 3788; Nicollet, U.D.F.-C.D.S. 3992.

PAVILLONS-SOUS-BOIS. — Calmejane, R.P.R. 2437; Maitrias, P.S. 2208; Gouhier, d. a. P.C. 1175; Wolf-Decker, U.D.F.-Rad. 1787.

PIERREFITTE. — Fost, P.C. 3705; Bonnemaison, P.S. 2044; Terranova, R.P.R. 1774; Bonin, U.D.F.-P.R. 971.

LE PRE-SAINT-GERVAIS. — Bonin, P.S. 1763; Chouaveil, d. a. P.C. 1700; Moreau, R.P.R. 1130; Nicollet, U.D.F.-C.D.S. 1031.

LE RAINCY. — Valenet, d. a. R.P.R. 2801; Morel, U.D.F.-P.R. 1597; Vincent, P.S. 1324; Goutmann, P.C. 302.

ROMAINVILLE. — Gouhier, d. a. P.C. 6170; Calmejane, R.P.R. 2178; Maitrias, P.S. 1529; Wolf-Decker, U.D.F.-Rad. 1238.

ROSNY-SOUS-BOIS. — Odré, d. a. P.C. 3183; Durand, U.D.F.-C.D.S. 3316; Rochet, 2730; Morel, 2704.

SAINT-OUEN. — Fost, P.C. 8678; Bonnemaison, P.S. 3139; Terranova, R.P.R. 3026; Bonin, U.D.F.-P.R. 3478.

SAINT-DENIS. — Zarka, P.C. 16 548; Antore, P.S. 5825; Levy, U.D.F.-C.D.S. 5036; Bansa, R.P.R. 4488.

SEVRAN. — Ballanger, d. a. P.C. 5099; Pipard, P.S. 2975; Le-

Société

Malaise à Sarcelles après une rixe dans un camp de nomades

Union sacrée contre les « Yougos »

Après une fusillade au cours de laquelle quatre personnes ont été blessées, le 9 mars dans un camp de nomades yougoslaves à Sarcelles (Val-d'Oise), le maire de la commune, M. Henry Canacenis, député communiste, en ballottage favorable dans la 5^e circonscription du Val-d'Oise, a pris, le 11 mars, un arrêté d'expulsion de tous les nomades de la commune de Sarcelles.

Le sous-préfet de Montmorency, M. Jean Dusserre, a refusé d'entériner cet arrêté, considéré comme illégal dans la mesure où une municipalité a l'obligation d'accueillir les nomades sur son territoire. Étant donnée l'urgence — le

collège voisin du camp avait cessé de fonctionner depuis la fusillade, — le sous-préfet a néanmoins donné instruction au commissaire de police de la circonscription, M. Jean Darrigues, de faire évacuer le terrain occupé par les Yougoslaves. Ceux-ci ont levé le camp dimanche 13 et lundi 14 mars sans difficulté, et il ne reste sur place que les caravanes des nomades hospitalisés et les véhicules hors d'usage. La municipalité a obstrué l'entrée du camp par une levée de terre pour que, en l'absence de gardiennage, les nomades ne puissent revenir. Les élèves du collège Chantierine ont repris leurs cours ce mardi matin.

Un autre communiste, député sortant du Val-d'Oise, qui se présente aux élections législatives du 17 mars en ballottage, pourrait-il, la veille du scrutin, faire évacuer un camp de nomades au risque de se faire traiter de raciste par ses adversaires ? Oui, si tout le monde est d'accord, à commencer par

ce, adversaires, précisément. Qu'il s'agisse du maire communiste, de ses adjoints socialistes ou du conseiller général, M. Raymond Lamontagne, président du comité de soutien à M. Bernard Degeorge, candidat R.F.R., tous les élus locaux sont d'accord, en une sorte d'union sacrée, pour expulser les nomades de Sarcelles. Une

Les « manouches » des Fariniers

Comme les pionniers du Far-West lorsqu'ils étaient attaqués par les Indiens, les nomades yougoslaves ont disposé leurs attelages en cercle. Sentiment de vivre dans un monde hostile ? Sans doute. Mais le camp des Fariniers est loin d'être les grands espaces de la « prairie » américaine : le ciel est barré par une ligne à haute tension qui porte à l'ouest le courant, l'éclairage russe est barré, d'un côté par le mur de béton de H.L.M. de Lochères et de l'autre par le collège et ses grandes baies vitrées, si lentes pour les lance-pierres-dés petits - manouches - qui n'y mettront jamais les pieds.

Les « manouches » de Serbie ont de grosses voitures Ford et des caravanes, parfois neuves, presque toutes immatriculées au Pays-Bas. Ils font, en effet, de fréquents séjours dans la région d'Amsterdam où le gouvernement leur offre des subsides généraux (500 florins par semaine et par famille, disant-elle, et parfois une « Hollande cherchée » sociale, expliquent-ils. « Soziale », c'est le mot magique qui recouvre en même temps aide sociale, allocations familiales et bons de repas auxquels ils ont droit en tant qu'étrangers. Ils n'ont pas droit en France...

Le camp lui-même a été cerné d'un fossé et d'un talus pour que les convois soient obligés de pénétrer par l'entrée. Mais la caravane du jardin est vide et le barrière constamment levée. Les tziganes ont donc pris possession des lieux intégralement, les « musulmans » (musulmans) près de l'entrée et les autres (orthodoxes ou protestants) vers le fond, chaque convoi ayant disposé un principe d'une benne à ordures.

De quoi vivent-ils ? C'est chose que le même houssement d'« épau », « Ferrailleur », « chaudière », « chauffeur », « Meis ne cachent pas que j'emmène et enfants pratiquent la mendicité. Les Parisiens habitués au métro connaissent bien ces petites filles enveloppées de chiffons qui lendent un papier griffonné et archivé pour demander une pièce. Ils prêtent prêter sous silence le « service » pratiqué dans les grandes surfaces, dont ils ramènent au camp les caddies qui leur servent indifféremment de landaus ou de cages à poules...

Il y a beau temps, cependant, que tous les déchets abouissent indifféremment dans les fossés extérieurs, au point que ceux-ci aujourd'hui, poulies morts, vieux pneus et bouteilles de plastique commencent à se répandre dans le verger alentour, cependant que des guirlandes de linge baroïques montent à l'assaut des arbres — policiers et cerisiers, surtout emoussés amoncelés par les mersichers sarcellois.

« Si blessés ramir, nous parir, d'accord, — ils ne veulent pas laisser des leurs, et ils veulent aussi récupérer les fusils que le police leur a confisqués. Mais ils doivent pour cela se présenter chez le procureur de la République à Pontoise, alors... En attendant, ils égaront des cochons de lait pour le « Pâque » arabe, qui se célèbre dimanche et lundi... — R. C.

RELIGION

Un diacre permanent a été ordonné dans le diocèse de Pontoise

Le diacre nat permanent, restauré dans l'Église latine en octobre 1974 sur décision du concile, connaît un succès inégal selon les régions et les mentalités. Pour les uns, le diacolat répond à un besoin réel en consacrant un ministère de service laïque, pour les autres, ce n'est qu'une solution hybride attendant l'ordination d'hommes mariés.

Six aux États-Unis, par exemple, on comptait mille deux cents diacres et près de mille cinq cents candidats inscrits dans une soixantaine de centres, fin 1975, en France, l'expérience n'est guère concluante. La revue « Effort diacolat » a cessé de paraître pour cause de difficultés financières, et le nombre de diacres permanents vient de passer de cinquante à cinquante un avec l'ordination dans le Val-d'Oise de M. Lucien Hans, ancien ouvrier.

« Incarner une Église pauvre et servante »

M. Lucien Hans est depuis samedi 11 mars le premier laïc du Val-d'Oise ordonné diacre permanent et le cinquante et unième en France. Père de sept enfants, délégué départemental du Secours catholique du diocèse de Pontoise depuis les années 1960, il est devenu en 1967 délégué départemental du Secours catholique du diocèse de Pontoise : 230 000 francs de secours distribués dans le Val-d'Oise en 1977 grâce à dix mille donateurs et 20 000 francs de subventions du conseil général.

Pourtant, rien ne changera dans la vie de M. Hans après son ordination. Pas question pour lui d'être un suppléant du prêtre comme le devient trop souvent le diacre. « Mgr Roussel, dit-il, m'a appelé au service des pauvres, tout le reste ne peut être qu'exceptionnel ».

Jeunesse, Tour à tour responsable à la J.O.C., au mouvement Coeurs vaillants et Ames vaillantes, responsable C.F.T.C. dès 1956 chez Citroën puis chez Renault, où en le retourne O.S., économiste dans une institution religieuse de Meudon à partir de 1965, il devient en 1967 délégué départemental du Secours catholique du diocèse de Pontoise : 230 000 francs de secours distribués dans le Val-d'Oise en 1977 grâce à dix mille donateurs et 20 000 francs de subventions du conseil général.

M. Autexier fait aussi valoir que le camp provisoire était à l'origine prévu pour les « manouches traditionnels », c'est-à-dire les nomades français « avec lesquels il n'y a pas de problème ». Mais les Yougoslaves sont venus et ont peu à peu fait partir les autres. En septembre dernier, l'employé municipal préposé à la garde du camp a eu le bras cassé par les nomades qui s'étaient réinstallés à L'Étang, en octobre, que la police évacua complètement le camp, mais, faute de gardien qui surveille les entrées, les Yougoslaves sont revenus « en force ».

JACQUELINE MEILLON.

JUSTICE

La fusillade mortelle de l'avenue de Saint-Mandé

Un policier gardé à vue

Après la mort de deux automobilistes tués par des motards de la police lundi matin 13 mars vers 3 h 45, avenue de Saint-Mandé à Paris-12* (« Le Monde » du 14 mars), une double enquête

est en cours, confiée à la police judiciaire et à l'inspection générale des services (I.G.S.). La garde à vue de l'un des policiers impliqués dans cette affaire a été prolongée ce mardi matin 14 mars.

Insécurité ?

On croyait avoir tout dit, tout écrit sur cette police qui parlait de « barbares » et de « brigades mafieuses ». L'opinion s'est vite faite à croire que les victimes innocentes accumulées au fil des ans — et parfois dans les propres rangs de policiers — par des justiciers, d'ailleurs empreints de cinéma d'aventure que de sens des responsabilités, étaient le prix à payer pour que puisse fonctionner la machine assurément sécuritaire.

Le grain de sable justifie l'huile, d'ailleurs déjà un riserement difficile à émettre. Au moins avait-il le mérite, pour l'administration, de dissimuler quelques vices : une formation quasi inexistante dispensée dans une atmosphère viciée, un état d'esprit de chasseurs de têtes dans bien des services, le culte du héros et de

la force, le racisme, entretenus avec trop souvent la passivité complaisante de la hiérarchie. Aujourd'hui, après un nouveau drame, des vices s'élevaient pour donner une nouvelle explication à de tels actes : les violences des motards policiers sont des conséquences de l'insécurité qui règne aujourd'hui en France. Nos rues ne sont plus sûres, affirme-t-on, mais les motards à ce propos sont déjà fort contradictoires : alors les policiers, trop peu nombreux — encore un concept à nuancer — sont amenés à tirer. La raison d'être de la police n'est-elle pas, précisément, de protéger la population contre l'insécurité, et le fonctionnaire ne doit-il pas, dès lors, vivre cette dernière comme une donnée permanente de son travail ? L'enquête justifie-t-elle une telle réaction ?

JAMES SARAZIN.

Les précédents

- Le 8 avril 1976, rue du Château-des-Reuilles, à Paris, M. Lucien Bouvier, âgé de vingt-six ans, représentant de la société Mabelec, est tué par des policiers du service régional de police judiciaire de Versailles, qui enquêtent sur une affaire de chantage. La victime, qui passait en 4^e, est prise pour un malfaiteur, poursuivi et tué par un tir courtois des policiers. (« Le Monde » des 10 et 11 avril 1976).
- Le 23 juillet 1975, à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), M. Jacques Potier, âgé de vingt-cinq ans, inspecteur de police, est tué par un policier de la brigade de recherche et d'intervention dite « brigade aux sangs », à l'occasion de l'arrestation de malfaiteurs. Selon les déclarations faites alors par le commissaire Leclerc, « on se servait exactement qu'il s'agissait des malfaiteurs et non des policiers ». (« Le Monde » du 26 juillet 1975).
- Le 22 juin 1976, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), deux inspecteurs de la police judiciaire, M. Guy Théodoret et M. Bernard Bapteste, ont employé de mauvais procédés à l'égard de cette affaire.
- Le 25 juin 1976, à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), M. Guy Théodoret, inspecteur de police, est tué par un policier de la brigade de recherche et d'intervention dite « brigade aux sangs », à l'occasion de l'arrestation de malfaiteurs. Selon les déclarations faites alors par le commissaire Leclerc, « on se servait exactement qu'il s'agissait des malfaiteurs et non des policiers ». (« Le Monde » du 26 juin 1976).
- Le 11 janvier 1978, à Paris, un jeune homme de vingt ans, Philippe Kadl, qui tentait de dérober un 2 CV Citroën, est repéré par les policiers de la brigade de répression du banditisme et intercepté. Un inspecteur qui s'apprête de le saisir droit, tire sur lui de la main gauche. Philippe Kadl est tué sur le coup. (« Le Monde » du 12 janvier 1978).

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE demande que MM. Peyrefitte et Bonnet soient traduits devant la Haute-Cour

Le Syndicat de la magistrature vient de faire parvenir à M. Guy Chavannon, procureur général près la Cour de cassation, et ministre public près la Haute cour de justice, une plainte « pour acte attentatoire à la Constitution » commise dans l'exercice de leurs fonctions ministérielles par MM. Alain Peyrefitte, garde des sceaux et Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur. Il leur est reproché d'avoir organisé par voie de circulaire et hors de toute base légale les conditions dans lesquelles ils ont autorisé la détention de toute personne faisant l'objet d'une mesure d'expulsion ou d'extradition.

De plus, en fixant par voie de circulaire des règles de procédure importantes « puisqu'elles déterminent notamment la catégorie des personnes qui pourront faire l'objet de la mesure de détention ainsi que la durée de celle-ci », les ministres, selon le syndicat de la magistrature, ont violé une nouvelle fois l'article 34 de la Constitution qui réserve la procédure pénale au domaine exclusif de la loi.

Aussi la plainte, qui tient ces violations pour un acte attentatoire de la Constitution, fait-elle référence aux articles 114 et 115 du code pénal qui réprime de banissement le ministre qui « aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la Constitution ».

Le Syndicat de la magistrature demande donc au procureur général près la Cour de cassation de poursuivre les deux ministres signataires devant la Haute Cour de Justice — seule compétente pour juger les crimes et délits commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions.

Trois enfants sont morts dans l'incendie d'une maison, lundi 13 mars, à Bruay-sur-Oise (Nord). Souffrants, ils n'étaient pas rendus à l'école et leur mère, qui s'était absentée, les avait enfermés dans le logement de 25 mètres carrés où vivait toute la famille, six personnes au total.

Le groupement révolutionnaire-basque (G.R.B.) « Ceux du Nord » a revendiqué, lundi 13 mars, trois incendies volontaires qui ont endommagé trois chalets, dans la nuit du 12 au 13 mars, dans les villages de Saint-Jean-Pied-de-Fort (Pyrénées-Atlantiques).

LA VERSION DE L'ÉPOUSE D'UNE DES VICTIMES

La version de l'épouse de Bernard Chausain contredit celle de la police. Selon ce qu'elle nous a déclaré : « Il y a eu un accrochage entre un taxi et le véhicule dans lequel j'étais avec mon mari, son frère Alain et la fiancée de celui-ci. Les dégâts étaient sans importance, un peu de peinture éraillée sur et le chauffeur de taxi se sont disputés, à propos du constat. Soudain le chauffeur de taxi a sorti un revolver. J'ai eu peur, je me suis enfuie à pied. Les autres n'ont eu peur et se sont sautés en voiture, poursuivis par plusieurs taxis. C'est la fiancée d'Alain qui m'a raconté la suite ».

Aux taxis qui les avaient pris en chasse, d'après le récit de la jeune femme, qui a été hospitalisée, se sont joints deux motards de la police « qui ne faisaient marcher ni leurs armes ni leurs obligations de policiers ». Ils ont poursuivi les taxis dans l'avenue de Saint-Mandé et voyant qu'ils n'étaient plus suivis par les policiers et un seul taxi, ils ont ralenti et ont dit : « Arrêtez-vous, nous sommes de la police, nous allons vous laisser partir ».

C'est à ce moment là que la fiancée d'Alain, couchée à l'avant de la voiture, a entendu les coups de feu et que Bernard et Alain Chausain se sont écroulés.

« Mon frère a été tué à la maison », ajoute Mme Chausain, et personne ne m'a prévenue. À 5 heures du matin, j'étais, j'ai commencé à appeler les commissariats du quartier où nous étions. On m'a renvoyée de commissariat en commissariat. À ce moment là, j'ai dit : « Présentez-vous de suite ». Je suis arrivée vers 8 heures. J'ai vu la voiture, pleine de sang, j'ai pensé qu'il y avait eu un accident. Le commissaire m'a laissé expliquer que j'étais, ce que je savais de l'histoire. Il m'a laissé entendre que c'était très grave. Il a finalement dit qu'ils étaient morts. A mes questions, il a répondu qu'ils avaient été tués par des policiers. Ses réponses ont été multiples. Je n'ai jamais entendu la police en disant que les occupants de la voiture étaient armés d'ailleurs, après la fusillade, plutôt que de tenter de sauver mon mari et son frère. Il n'était encore possible. Ils ont tout de suite cherché les armes, selon la fiancée d'Alain ».

COMPAGNIE MOTOCYCLISTE ET ÉQUIPE SPÉCIALE

Les fonctionnaires qui ont tiré sur les automobilistes appartenant à la Compagnie motocycliste de la direction générale des services de police municipale. Cette unité compte trois cent cinquante officiers, gradés et gardiens de la paix, volontaires pour y servir. Ses missions sont multiples : tenues à la fois de la police générale et d'actions spécifiques dues à son matériel : surveillance de la circulation dans Paris et sur le boulevard périphérique, escortes d'importantes personnalités, ambulances, convois pénitentiaires, secours routier, information, etc.

Elle est articulée en cinq brigades de jour, une brigade de nuit et une équipe spéciale de répression de nuit (E.S.R.N.). La brigade de nuit a essentiellement un rôle de prévention, de surveillance. L'équipe spéciale de répression de nuit, créée en juillet 1967, renforce la brigade dans la lutte contre les délinquants groupés en équipes, les « motards » pratiquant la « chasse libre » sur l'ensemble du territoire relevant de la préfecture de police. C'est la suite des coffres.

Après le fric-frac de la succursale du Crédit lyonnais de Venise, où cent dix-huit coffres ont été volés de 1974 à 1977, 10 millions de francs (Le Monde des 12-13 et 14 mars), la police judiciaire interroge depuis quarante-huit heures le suspect qui pourrait être le « gucteur », peu discret, aperçu par plusieurs témoins devant l'établissement bancaire au volant d'une voiture tout aussi peu discrète (une Aéroplane verte) immatriculée dans les Bouches-du-Rhône.

Les enquêteurs n'ont rien révélé de cet interrogatoire, mais ils connaissent l'identité des malfaiteurs qui s'étaient présentés au guichet comme des clients avant de réussir à se laisser enfermer dans la salle des coffres.

Le bilan officiel du vol n'est pas encore établi, mais il pourrait être très supérieur à la somme de 10 millions de francs résultant de certaines approximations. Les modalités de remboursement des victimes n'ont pas été arrêtées, mais, lundi, cent vingt propriétaires de coffres ont été reçus par la direction de la banque, qui leur a donné des apaisements.

Le Monde

Le stockage

La recherche de solutions à l'échelle des temps géologiques

La transmutation

En crâtes solaires ?

مركز الأمل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Le stockage des déchets radio-actifs

L'un des principaux problèmes posés par le développement de l'énergie nucléaire est celui des déchets radioactifs. La fission donne naissance, à partir de la rupture d'un atome, à de nouveaux atomes, souvent radioactifs eux-mêmes. Ces déchets, à leur tour, se désintègrent en produisant un rayonnement. Le plus souvent, cette désintégration a lieu immédiatement après la fission qui a engendré l'atome radioactif, donc au sein même du réacteur électronucléaire. Mais certains atomes formés ne se désintègrent pas rapidement : on dit qu'ils ont une période radioactive longue. Ils continueront des dizaines, des centaines ou des milliers d'années après leur sortie du réacteur, à être à l'origine d'un rayonnement potentiellement dangereux.

D'où l'importance des recherches menées dans le monde entier sur le problème des déchets radioactifs. Comme on le verra, ce n'est pas tous et pas de même

partisans de l'énergie nucléaire ont trop souvent tendance à écarter : est-il admissible, par exemple, que la présente génération se prépare, sans autre forme de procès, à léguer un lourd héritage aux suivantes ? Les partisans de l'énergie nucléaire affirment, haut et fort, la confiance qu'ils ont dans les capacités de la science et de la technique à résoudre, dans l'avenir, les problèmes. Mais beaucoup restent à faire, et si les recherches que nous présentons semblent réunir l'accord de la majorité des experts nucléaires du monde entier, leurs résultats n'en échappent pas pour autant à la contestation, ou du moins au doute, de scientifiques de haut niveau. Sans parler de l'inconnue de taille que représente l'absence de certitude totale sur les effets réels de la radioactivité sur la santé et le bagage génétique des êtres vivants.

KAVIER WEEGER.

La recherche de solutions à l'échelle des temps géologiques

On classe habituellement les déchets radioactifs produits par l'industrie nucléaire en trois catégories :

- Les déchets de faible et de moyenne activité, qui apparaissent pratiquement tous les jours de l'activité nucléaire ; divers boues ou résidus liquides ou solides, filtres, matériels (gants, vêtements, etc.) ou outillage contaminés, etc.
- Les déchets de très faible activité qui sont les résidus des opérations de traitement des combustibles nucléaires ; il s'agit des solutions de produits de fission, qui contiennent aussi des quantités non négligeables de transuraniens (plutonium résiduel : 1,5 kilogramme par an pour un réacteur à eau légère de 1 000 MW ; et à l'échelle de 1,5 kg ; uranium : 0,9 kg) ; des « coques » solides, formées de ce qui reste des gaines entourant le combustible, après leur attaque par l'acide nitrique au début du retraitement ; de divers déchets solides. C'est l'activité de ces produits de fission qui est, au départ, la plus importante. Ils représentent 70 millions de curies par réacteur et par année de fonctionnement.

répandant dans l'environnement : avant que la radioactivité qu'ils dégagent ait fortement décroché d'autre part, cette activité est forte, car elle est due à d'importantes quantités de chaleur. C'est la raison pour laquelle, à l'usine de retraitement de La Hague, par exemple, les solutions concentrées de produits de fission, sont stockées dans des cuves où elles sont constamment agitées et refroidies par des systèmes de réfrigération redondants ; une augmentation trop forte de la température risquerait d'amener à une suppression, et donc des risques de fuite, voire d'explosion provoquant la dispersion accidentelle de ces produits. Dix ans après le retraitement, ces solutions de produits de fission dégagent encore une chaleur résiduelle de l'ordre de 300 kilowatts par mètre cube.

On comprend que, partout dans le monde, d'importantes recherches aient été menées pour trouver un mode de stockage sûr et durable, de ces produits de fission. Le stockage sous forme liquide est pratiqué dans un grand nombre de réacteurs : il ne l'est pas pour des périodes de temps de l'ordre du millénaire ou plus. Les principales recherches sont effectuées aux Etats-Unis en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et tout particulièrement en France, permettent de penser aujourd'hui qu'une bonne solution est offerte par la vitrification.

La vitrification consiste en l'inclusion des déchets radioactifs dans des verres spéciaux, de type silico-phosphoreux. Ces verres possèdent d'excellentes qualités : ils ne sont pas poreux, offrent de faibles valeurs d'échanges avec le milieu extérieur, ont une résistance chimique et physique (notamment à la lixiviation) très élevée, une bonne conductivité thermique, etc. La vitrification permet, d'une part, de réduire le volume des déchets de haute activité d'un facteur sur cinq ; si toute l'énergie actuelle

produite en France était dirigée vers la production de verres radioactifs, la production de ces verres représenterait par an et par réacteur, une consommation de 15 millions de mètres de diamètre et 5 millions de mètres de hauteur. En tablant sur un type de stockage intermédiaire des produits de la vitrification, on se rend compte que les études internationales, en ce qui concerne la production de verres radioactifs, sont en fait très avancées. Elles ont permis de définir des conditions de stockage qui sont à la fois sûres et économiquement viables. Elles ont aussi permis de définir des conditions de stockage qui sont à la fois sûres et économiquement viables.

éventuel mur formé de ces verres radioactifs ne courrait certes pas plus de risques — du seul point de vue de l'irradiation produite — que devant un mur de perchénite (minerai) à 70 % d'uranium. Mais le problème est tout autre si l'on imagine, ce qui n'est pas inconcevable, que ces verres ne restent pas indéfiniment inactifs et pourraient finir, sous l'action d'éléments défavorables comme de l'eau par exemple, par se désintégrer peu à peu ; on connaît mal les processus de migration des radio-éléments et surtout la manière dont ils se comportent, le long des chaînes biologiques, revenir à l'homme.

LES AUTRES DÉCHETS SOLIDES

Les autres déchets solides produits, en fonctionnement normal, par les installations nucléaires, ne posent pas les mêmes problèmes que les déchets de haute activité. La difficulté essentielle qu'ils soulèvent est celle du volume. Généralement ce type de déchets, compactés ou non, est inclus dans des matériaux considérés comme suffisamment stables ; béton, bitume, résine, etc. Ils sont donc stockés sous forme solide. Certains pays, sans le soutien de l'Agence de l'énergie nucléaire de l'O.C.E.D., ont procédé depuis 1957 à l'immersion dans l'océan Atlantique d'environ 30 000 tonnes de déchets, dans des conditions de stockage qui sont aujourd'hui considérées comme satisfaisantes. En France, ces déchets sont actuellement stockés sur le site des installations nucléaires, soit sur un terrain proche de l'usine de retraitement de La Hague. Certains pays construisent des bâtiments spéciaux pour ces déchets. En Allemagne fédérale, les déchets sont stockés dans la mine de sel d'Asse, où des recherches sont poursuivies pour le stockage de déchets de haute activité.

Du granite ou du sel

La encore, de nombreuses études ont été menées, pour essayer de déterminer quel genre de stockage définitif ferait l'affaire. Et la solution la plus prometteuse paraît être celle des stockages en cuves profondes, à l'échelle des temps géologiques — paraît pouvoir être assurée : les milieux granitiques ont toutefois l'inconvénient, non négligeable, de présenter souvent de nombreuses failles à la structure mal connue ; il n'est donc pas évident qu'on puisse garantir que les verres stockés dans de telles structures seront à jamais mis à l'abri de l'eau. Des sondages en milieu granitique sont en cours dans plusieurs pays et notamment en Grande-Bretagne.

Cet inconvénient n'apparaît pas dans le milieu qui semble avoir aujourd'hui la faveur des chercheurs : le sel. Et les anciennes mines de sel, souvent situées à de très grandes profondeurs, sont sérieusement considérées comme une solution séduisante pour un stockage biologique. Le sel redonne l'eau et sous l'effet de déplacements de terrain, se comporte de manière élastique. En Allemagne fédérale, des mines de sel servent déjà au stockage de déchets de faible et de moyenne activité. D'importantes recherches sont menées, notamment en ce qui concerne la vitesse de migration, à l'intérieur du sel, des différents espèces d'ions, les effets de la chaleur sur le milieu salin, etc. Beaucoup d'autres solutions pour le stockage définitif ont été étudiées. Certains ont proposé qu'il ait lieu sur le sel marin lui-même (mais les conventions internationales n'admettent cette solution que pour les déchets de faible et de moyenne activité). Une variante avancée consisterait à stocker les pro-

« Les solutions actuellement mises au point pour l'évacuation des déchets radioactifs permettent de garantir, dans un rapport publié au mois de septembre 1977, un groupe d'experts de l'Agence de l'énergie nucléaire de l'O.C.E.D. Ces considérations tendent à rassurer les optimistes : elles ne sauraient, pour autant, clore un débat régulièrement alimenté par les études nombreuses qui se poursuivent ici et là.

(1) Le lavage d'un matériau par un fluide qui entraîne avec lui un certain nombre de particules ou molécules.

La transmutation

Les déchets de haute activité produits par le retraitement contiennent deux sortes d'éléments, les produits de fission et les transuraniens. La fission de l'uranium donne, en effet, par « éclatement », des atomes de cet élément, naissance à de nouveaux corps : les uns sont stables et les autres, radioactifs — avec des périodes plus ou moins longues, — se désintègrent à nouveau : ce sont les produits de fission. D'autre part, le rayonnement intense qui se produit au sein du réacteur donne naissance à des corps très lourds qui n'existent pas dans la nature (transuraniens), comme le neptunium, le plutonium, l'américium, le curium, et qui sont tous des éléments radioactifs, classés dans la famille des actinides. Dans l'état actuel des techniques, le retraitement des combustibles irradiés ne permet de récupérer, au plus de l'uranium non « brûlé », — ce qui représente tout de même pour les combustibles de réacteurs à eau légère 90 % de l'uranium initialement introduit dans le réacteur, — que la majeure partie du plutonium (environ 1 % de la masse initiale d'uranium). Dans la première partie de leur « vie », — qu'ils soient vitifiés ou non — la radioactivité des déchets se confond pratiquement, en fait, avec celle

des produits de fission, dont les principaux sont des isotopes d'yttrium, du zirconium, du samarium, du ruthénium, du sélénium, etc. Pour une tonne de combustible de réacteur à eau légère, l'activité des produits de fission est de 300 000 curies, dix ans après la sortie du réacteur, et de 35 000 curies cent ans après ; au bout de mille ans, l'activité des produits de fission n'est plus que de 15 curies.

Dix ans après la sortie du combustible du réacteur, l'activité des transuraniens correspondants est de 10 000 curies (1) environ, mais, comme ces éléments ont des durées de vie beaucoup plus longues que celle des produits de fission (par exemple, la période de demi-vie du neptunium 237 est de 2,1 millions d'années (2), celle du plutonium 239 de vingt-cinq mille ans, de l'américium 243 de sept mille six cents ans), leur quantité, et donc leur activité, décroît beaucoup moins vite : elle est de 2 200 curies cent ans après la sortie du combustible du réacteur, et de 600 curies mille ans après ; on voit qu'à cette date l'activité des déchets se confond avec celle des actinides, celle des produits de fission devenant négligeable.

La seconde installation, l'atelier de vitrification de Marcoule (A.V.M.) en est au stade des essais, et doit traiter les premières solutions de produits de fission au mois de juin 1978. Il doit produire environ 150 mètres cubes de verre par an, ce qui doit lui permettre d'absorber la totalité des solutions produites par l'usine de retraitement de Marcoule et de réserver en une dizaine d'années, les stocks existants.

L'A.V.M. fonctionnera en continu : la solution de produits de fission sera calcinée dans un four rotatif, les cendres étant ensuite mélangées à de la fritte de verre. Ce mélange, fondu, est versé dans des contenants métalliques qui sont fermés et décontaminés avant d'être envoyés sur des lieux de stockage.

Tous les problèmes ne sont pas résolus, en effet, avec la vitrification : il faut encore refroidir et garder ces fûts métalliques fortement radioactifs ; c'est l'objet des stockages intermédiaires, puis définitifs.

Dans un premier temps, il faut garder les déchets vitifiés sous surveillance et surtout les refroidir pour éviter qu'ils ne fondent sous l'effet de la chaleur produite par la radioactivité. On les place donc dans des puits métalliques de 10 mètres de hauteur et de 60 centimètres de diamètre, ca-

Deux installations en France

Il existe, en France, deux installations de vitrification, toutes deux alimentées par des déchets de Marcoule. La première, appelée PIVER, est un atelier-pilote qui a fonctionné de 1969 à 1974, produisant 12 tonnes de verre à partir d'environ 100 tonnes de combustibles irradiés dans des réacteurs de la filière graphite-gaz. Il sera prochainement remis en état pour recevoir les déchets issus des combustibles du réacteur surrégénérateur Phénix.

La seconde installation, l'atelier de vitrification de Marcoule (A.V.M.) en est au stade des essais, et doit traiter les premières solutions de produits de fission au mois de juin 1978. Il doit produire environ 150 mètres cubes de verre par an, ce qui doit lui permettre d'absorber la totalité des solutions produites par l'usine de retraitement de Marcoule et de réserver en une dizaine d'années, les stocks existants.

L'A.V.M. fonctionnera en continu : la solution de produits de fission sera calcinée dans un four rotatif, les cendres étant ensuite mélangées à de la fritte de verre. Ce mélange, fondu, est versé dans des contenants métalliques qui sont fermés et décontaminés avant d'être envoyés sur des lieux de stockage.

Tous les problèmes ne sont pas résolus, en effet, avec la vitrification : il faut encore refroidir et garder ces fûts métalliques fortement radioactifs ; c'est l'objet des stockages intermédiaires, puis définitifs.

Dans un premier temps, il faut garder les déchets vitifiés sous surveillance et surtout les refroidir pour éviter qu'ils ne fondent sous l'effet de la chaleur produite par la radioactivité. On les place donc dans des puits métalliques de 10 mètres de hauteur et de 60 centimètres de diamètre, ca-

En orbite solaire ?

Des recherches ont donc été entreprises pour chercher des méthodes chimiques permettant, en particulier au cours du retraitement, de séparer les actinides et les produits de fission. Les actinides, qui, sur de longues durées, sont les déchets les plus « gênants », pourraient être soumis à un traitement « spécial » : certains ont imaginé de les envoyer dans l'espace, sur des orbites solaires. Cette solution apparaît toutefois très coûteuse, et des exemples récents ont montré que, malgré un très haut degré de fiabilité, les missions spatiales ne sont pas dénuées de tout risque.

Si l'on décide de séparer les actinides, la solution la plus prometteuse paraît être celle de la transmutation : soumis au flux d'un accélérateur de particules ou d'un réacteur nucléaire, les transuraniens se transformeraient peu à peu en autres corps à durée de vie beaucoup plus courte, et qui donc se désintégreraient et donneraient

naissance à des produits stables, non radioactifs.

Un autre avantage que l'on peut trouver à la séparation des actinides et des produits de fission est que ces derniers donnent, à plus ou moins long terme, des produits inactifs dont certains sont intéressants : pour une tonne de combustible, on pourrait ainsi récupérer, théoriquement, 1,4 kilogramme de polonium, 2,1 kilogramme de ruthénium et 0,4 kilogramme de rhodium, métaux nobles de grande valeur (7 000 à 40 000 francs le kilo).

Toutes ces études, qui consistent actuellement dans une certaine mesure, sont cependant à des stades relativement peu avancés : un bon nombre d'obstacles, tant techniques qu'économiques, ne sont pas encore levés.

(1) Mesure de radioactivité correspondant à l'activité d'un gramme de radium.

(2) C'est-à-dire que le nombre d'atomes de ce corps diminue spontanément d'un facteur 2 tous les 2,1 millions d'années.

En toute logique Une fausse inconnue

PROBLEME n° 116

A	B	C	X
D	E	X	D
B	B	C	D
C	A	C	X

X X X X

Dans cette addition de quatre nombres de quatre chiffres, chaque lettre a remplacé un chiffre différent. Mais une erreur s'y est glissée. Une des lettres est fautive.

Quelle est-elle ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

SDLUTION DU PROBLEME N° 115

Les deux dernières phrases de A et de C sont plus importantes que les autres, car elles se répondent l'une l'autre et si A annonce avec raison que C a dit la vérité, alors C doit être cru quand il annonce que A a menti, ce qui est impossible. A s'est donc trompé, et la dernière phrase de C n'est pas vraie. Pour que ce soit effectivement un contre-exemple, il faut qu'une phrase au moins de A soit vraie. Ce n'est pas le cas de la première, et B est coupable.

PIERRE BERLOQUIN.

EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

Jean Bernard

de l'Académie française

P'Espérance

ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur, le cancer, le rêve, par un grand savant qui s'adresse au public le plus vaste

Buchet/chastel

Mortelle de l'avenue de Saint-Mandé

Le policier gardé à vue

est en cours, confiée à la police judiciaire, l'inspection générale des services (I.G.S.) de cette affaire a été prolongée ce mardi 14 mars.

LA VERSION DE L'ÉPOQUE D'UNE DES VICTIMES

La version de l'épouse de Bernard Chausson, comme celle de la police, selon ce que nous déclarait, mardi 14 mars, un officier de la brigade de la rue de la Harpe, entre un fait et un autre, lequel l'épouse avec nous a déclaré. Les deux versions sont très proches, mais il y a une différence importante. Les deux versions sont très proches, mais il y a une différence importante. Les deux versions sont très proches, mais il y a une différence importante.

SECURITE ?

La police n'est pas sûre, mais elle est sûre de sa sécurité.

PRECEDENTS

Le précédent est un exemple à suivre.

COMPAGNIE MOTORISÉE ET ÉQUIPE SPÉCIALE

Une équipe spécialisée pour les missions difficiles.

LA MAGISTRATURE

Le magistrat est un homme de loi.

LA CONSTITUTION

La Constitution est le fondement de la République.

LA HAUTE-COUR

La Haute-Cour est le gardien de la Constitution.

L'ACTUALITE MEDICALE

« L'ÉCOLOGIE ALIMENTAIRE » NOUVEAU THÈME DE PRÉVENTION

Parmi les caractéristiques du mode de vie qui apparaissent néfastes pour la santé, l'alimentation vient actuellement au premier plan des préoccupations des médecins. Au cours de ces dernières semaines, plusieurs manifestations ont illustré le développement de ce nouvel intérêt, en même temps qu'elles démontrent l'existence de tendances différentes, voire opposées, dans l'attitude des corps professionnels concernés.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Mangeurs inégaux »

« La bouffe » et le pouvoir. Tel aurait pu être le titre de ce livre, dont la richesse des thèmes, des faits et des citations fait un ouvrage de haute tenue dans la discussion de toute politique sociale.

CORRESPONDANCE

Pour un « département des urgences »

Le professeur Maurice Sapin, chef de service, désigné aux urgences, hôpital Henri-Mondor, Créteil, nous écrit :

La « fonctionnarisation » des médecins ruraux

Le docteur Gérard Blès, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français, nous écrit, à propos des résultats d'une enquête « syndicale » qui conclut à l'acceptation de la fonctionnarisation par 70 % des médecins ruraux (Le Monde du 2 mars) :

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES UN NOUVEAU GENRE A MARCHE

Installation de chauffage... chauffage des lampes et... chaleur humaine... La consommation de chauffage...

LIVRES

Science fiction... LA GUERRE DES INSECTES... Comme un roman policier... MATHÉMATIQUES PURES... MATHÉMATIQUES PURES

REGIONALE

La région parisienne est-elle en train de se désindustrialiser ? Le document de L'Express est consacré, cette semaine, à François Truffaut.

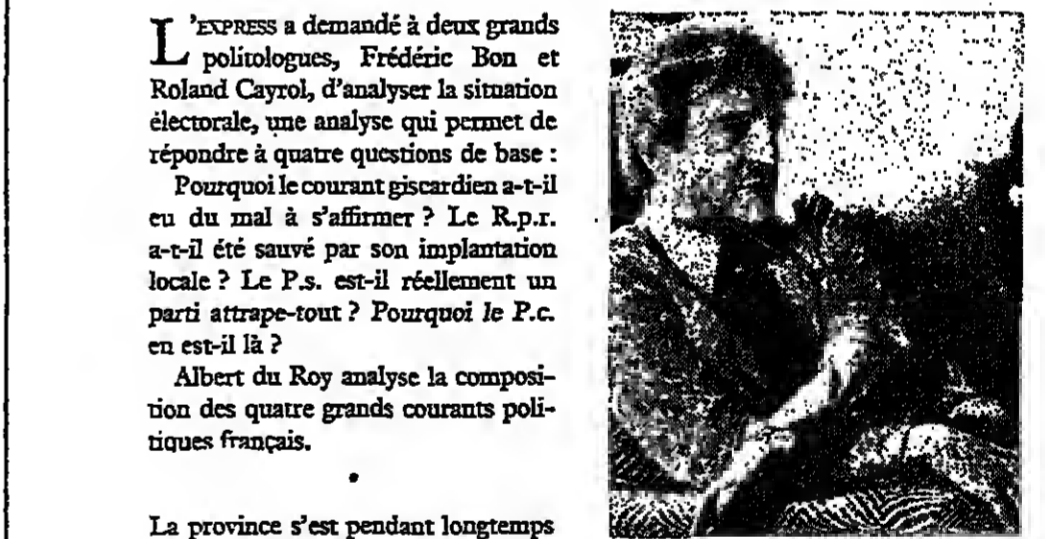
de l'univers

À la suite du communiqué publicitaire des Éditions de l'Architecture hostile à la réforme d'Une semaine dans notre édition datée 4 mars, une contestation a été faite sur les personnes, en nous permettant que le Dr Dujardin, directeur de l'Unité Pédagogique de l'Architecture de Clermont-Ferrand tenu par nous à l'obligation de réserve des fonctionnaires.

VIENT DE PARAITRE Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENTS L'ÉCOLOGIE enjeu politique 84 PAGES - EN VENTE PARTOUT 10F

Qui a voté pour la Gauche ?

L'opinion des politologues... L'Express a demandé à deux grands politologues, Frédéric Bon et Roland Cayrol, d'analyser la situation électorale, une analyse qui permet de répondre à quatre questions de base :



François Truffaut : la laideur domine.

Le document de L'Express est consacré, cette semaine, à François Truffaut. Son expérience d'acteur avec Spielberg : « J'étais comme un bébé heureux de se faire taper les fesses ».

Une réflexion sur le cinéma d'aujourd'hui : « Maintenant la laideur domine. Huit films sur dix sont aussi ennuyeux à regarder qu'un embouteillage dans la rue. La mauvaise conscience, ce n'est pas créatif ».

Une réflexion aussi sur ces critiques qui ont perdu leur férocité : « Ils disent volontiers qu'un film est admirable, mais ils n'iraient pour rien au monde le revoir. » Une réflexion sans pessimisme : « Il faut passer d'une discipline à la discipline inverse pour retrouver l'enthousiasme ».

Le Monde

Modes du temps

ns mémoire

Environ 45 millions de personnes ont compté un peu moins de 100 ans...

Une «pyramide» impériale

C'est le plus grand centre de recherche de l'histoire de la Chine...

AU VOLANT

Le concept de l'ère du transport est en pleine évolution...

Clin d'œil Ras-le-bol

La mode masculine des cheveux longs est, paraît-il, révolue. On coupe, on raccourcit...

Peintures en ville Avec le mur pour toile de fond

«S'habiller devant un mur, j'aimerais le céder, mais j'ai peur...» Yehel Rabinowitz a proposé sa dernière œuvre...



passé, ce qui représente de 800 à 2000 francs jusqu'à 1000 mètres carrés...

A LA BASTILLE, LE « MARCHÉ DU MIEUX-VIVRE » Plus simplement, plus près de la nature

S'OLBIL printanier pour l'ouverture de «Marsolaine 78, le marché du Mieux-Vivre» qui annonce son titre en lettres vertes sur la façade de l'ancienne gare de la Bastille...

SEVERES '33' PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX 33, rue de Sevres, Paris tel 54.66.73.

23 concepteurs en renom se sont groupés pour assurer un service permanent de conseil en architecture intérieure et en décoration.

Vous choisissez en toute sérénité, pour nous, c'est essentiel! PRIX EXCEPTIONNELS AUX TROIS QUARTIERS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER DU 6 AU 15 MARS

MONDIAL MOUQUETTE
 DU 13 MARS AU 15 AVRIL
OPERATION POSE
 SANS SUPPLEMENT DE PRIX
 AU SOL POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOUQUETTES SUPERIEURES A 1000F

et toujours LES PRIX LE CHOIX LE STOCK

APPORTEZ VOS DIMENSIONS
 OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI DE 9H A 20H

PARIS 13 : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél : 564.72.38	PARIS 14 : 90, bd Jourdan 50 m Paris d'Orléans Tél : 539.38.52	PARIS 18 : 114, rue Dorval Tél : 605.05.73
PARIS 15 : 144, bd de la Villette Tél : 203.00.79	BAGNOLET : 191, bd de la Chapelle Tél : 320.00.79	BOULOGNE : 101, bd de la Chapelle Tél : 320.00.79
COGNAC : (N 10), près Trappes Route du Pool d'Anteaq Tél : 461.70.12	FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de FOSSES près gare S.H.C.F. - Tél : 471.03.44	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès - R.N. 5 Tél : 375.44.70

SAINTE-DENIS : 732, rue de la République
Tél : 820.92.93

NOCTURNE MERCREDI ET VENDREDI JUSQU'A 22 HEURES

UNIFORMES DE HAUT VOL

Les trois cents variantes d'Air Canada

AVEC leurs « distinctives », les nouveaux uniformes du personnel navigant commercial d'Air Canada permettent de reconnaître au premier coup d'œil le directeur de bord du chef de cabine. So effect, renversant la tendance actuelle des tenues « banalisées » des hôtesses de l'air, l'uniforme canadien, aux couleurs marine et rouge de la compagnie, lance un style sévère et pratique qui ne rappelle en rien le militaire et, pour une fois, s'applique aux stewards et à leurs collègues féminines qui accèdent maintenant aux postes d'encadrement.

A la base de ce succès, le vœu exprimé par les intéressés d'un uniforme, voire d'une garde-robe qui permette d'identifier les différentes fonctions des équipages de cabine. Une équipe de « concepteurs » se met au travail sous la direction du chef de service « garde-robe et beauté » Willow-Anne Morris, avec Sandra Berrie, coordinatrice au service en vol, et Gerry Moyle, acheteur aux achats et installations. Le couturier Léo Chevalier, président de la Fashion Designer Association of Canada, intervient comme conseiller en ébauchant les éléments de base des deux garde-robes qui seront ensuite « testées » en vol, pour déterminer la forme définitive et les tissus les plus pratiques, avec la participation permanente des personnels. Il va sans dire que ces tenues de travail comprennent un pantalon pour les hôtesses. Nous sommes bien loin de la politique d'Air France, où la commission « image de marque » reste floue, aux attributions mal définies, et où la compagnie garde encore le secret sur les modèles choisis chez Grès, Nina Ricci et Carven.

Au fil du temps, les tenues des hôtesses de l'air ont suivi, avec le développement de l'aviation commerciale internationale d'après guerre, celles des AFAP

et des « poules d'eau », puis se sont rapprochées de la haute couture parisienne. C'est en mars 1964 que Marc Bohan, de Christian Dior, réussit pour Air France les ensembles harmonieux et confortables qui feront école, à base de marine pour la ville, de rose ou de bleu ciel à bord. Puis, en 1968, apparaît la mode d'inspiration californienne, avec l'adoption par la TWA d'ensembles coordonnés souples en ocre, vert olive ou rouge vermillon, qui rapprocheront davantage les hôtesses des passagères, les unes et les autres optant souvent pour le pantalon. Toutes les tenues accueillies dites « modales » décolorées de cette initiative, qui paraît donc aujourd'hui dépassée. On comprendra mieux le changement de cap d'Air Canada, quand on saura que, depuis 1972, les hôtesses se voient offrir une garde-robe de cinquante et une pièces, permettant trois cents variantes. Elles ont pu, sans contrainte, exprimer leur per-

sonnalité et souhaitent maintenant plus de classicisme vestimentaire. Dans les détails, les directeurs de bord portent un blazer rouge et une jupe ou un pantalon marine, toujours dans un mélange de laine à 55 % et de polyester, avec pour les hommes, une chemise blanche et une cravate rayée en diagonale rouge et blanc sur fond marine. Les manteaux d'hiver, les imperméables et les tenues de ville sont en marine, avec un gilet marine ou rouge sous le blazer à revers.

La feuille d'érable enroulée, au sigle de la compagnie, orne la poche poitrine du blazer en contraste. Une variante pour les hôtesses : leur imperméable est beige à grand col et revers. Le chemisier à rayures bleues et rouges sur fond blanc comporte une écharpe assortie, avec un sac à bandoulière en cuir marine assorti au feutre.

NATHALIE MONT-SERVAN.



* Dessin de MARCO.

AIR CANADA. — En service, gilet rouge sans manches sur le chemisier à écharpe rayé rouge et bleu sur fond blanc avec un pantalon droit, taillé dans le même mélange de laine et polyester marine que la tenue à jupe sous le genou, légèrement évasée. Le feutre et le sac de cuir sont assortis, toujours en marine.

Dans les 8 BHV*

Mettez-la sous les verrous.

1. Ensemble de fermeture Kiso, 5 points de condensation cylindre double, technique suisse. **730F**
2. Avec renforts de paumelles. **870F**
3. Blindage de la porte (tôle d'acier électro-soudée 15/10'). Poutre de la serrure et du blindage (prix pour une pose simple sur porte plane, huisserie bois - Paris et proche banlieue). **1600F**
4. Cache alarme sonore S 300, s'adapte sur la plupart des ensembles 5 points et des verrous. Elle permet le déclenchement d'une sirène à l'ouverture tentative d'effraction (même répétée). **450F**

Total 1600F
 Non cumulable avec le Crédit Gratuit.

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire poser chez vous fermetures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

*Egalement au BHV GRENOBLE-GRAND-PLACE

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

LES 8 BHV : RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPINE - ROSNY 2 - CRETEIL

Alchimiste en confitures

LE sucre, qui fait actuellement l'objet de l'exportation « sucre d'arr » au Musée des arts décoratifs, suscite des vocations inédites. Brune, la matte dénouée, mathématicienne, Gisèle Tronche a trouvé dans la confiture le moyen d'exprimer son affectivité et de compenser l'agression du quotidien. Elle organise gratuitement à la boutique du « Pain de sucre » des après-midi confituriers, « Parcours sensoriels » au cours desquels chaque cuisson est vécue. Le feu est mis sous la bassine en cuivre qui brille. L'écume mousse dans le chaudron. Dans la boutique monte un parfum de verger ensoleillé et chaque partant est prêt pour le « trip ». Le voyage n'est ni organisé, ni imposé. Seul un bon usage est suggéré et des pauses sont ménagées. Une terrine de fromage blanc, du gros pain pour ceux qui aiment les tartines, et deux sortes d'infusio — du thym un peu âcre et du café noir froid au whisky, plus vertibère — permettent en effet de « se remettre la bouche à neuf ».

Dans la confiture, Gisèle aime les mélanges et la métamorphose. Sa « renaissance à la menthe », par exemple, permet de prolonger le goût court de la prune par la saveur subtile de la plante. Fervente de Bachelard, la confiturière invente des étiquettes de fée ou de sorcière : « confiture de ménage confortante et rassurante », « confiture conille melleuse odorante, souveraine contre l'insidieuse morosité », « métamorphose de Cendrillon », où le potiron, ce soleil de l'hiver éclatant mais sans esprit, est sublimé par l'orange. Et enfin la « confiture solaire » dont la formule reste secrète. Elle allie deux fruits d'or pâle et deux fruits d'or rouge. La composition est volontairement symétrique : dans chaque famille, un des deux fruits

fond, l'autre reste entier. Quand on croit tenir un morceau, on passe au suivant. La langue trébuche. Le goût hésite. Une nouvelle bouchée l'entraîne. Il chavire, c'est le vertige. C'est l'extase.

Elle fabriquait des berlingots à huit ans et les berlingots allaient la sauver d'un mauvais pas. Juste avant la guerre, un revers de fortune oblige Marguerite Lapière à gagner sa vie. « A l'époque, je jaisais de la musique ; ce n'était pas suffisant pour vivre. J'ai décidé de monter une affaire de berlingots à la maison et toute la famille, a retrouvé ses manches pour m'aider. »

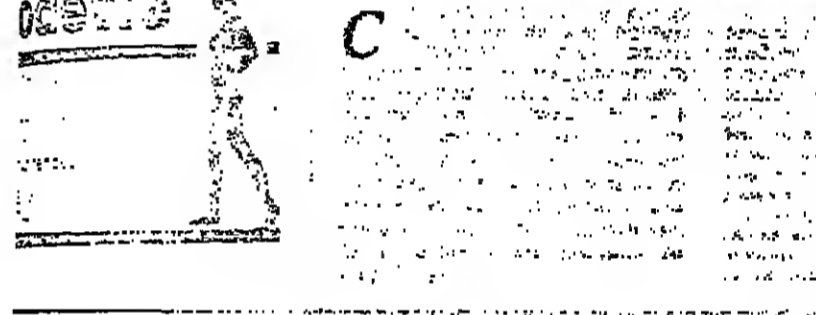
L'art de souffler le sucre est difficile. L'apprentissage fut long. Il mena Mme Lapière chez les souffleurs de verre de Murano. Là, son expérience du chant lui rendit un immense service. Grâce à son coffre puissant, la chanteuse put devenir une souffleuse tenace, que même encore aujourd'hui la perspective de souffler en sucre un pichet à cidre ne décourage pas.

La dame donne aussi des leçons particulières. Elle ne reçoit jamais plus de cinq élèves à la fois et leur apprend à faire à la main — « on se brûlle atrocement et perpétuellement », — par ordre de difficulté croissante : berlingots, pâte d'amandes, petits fous glacés et nougaines. Les « plus fort en sucre » ont le droit d'aborder le décor et d'espérer voir un jour fleurir à leur bouche une pomme bleue.

Fl. B.

* Après-midi confituriers, le samedi à 14 heures « Au Pain de Sucre » 12, rue Jean-de-Bellay, 75004 Paris. Apprentissage de la confiserie : 300 F les quatre cours de deux heures, fournitures comprises, chez Mme Lapière, 129, rue du Bac. Tél. : 22-39-31.

Saint-Laurent



LA
 PREMIERE
 DES
 DU

MARIE-CLAIRE,
 LA MAISON DE /

هكذا زين الجيد

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

ARTS MÉNAGERS 78

AU TEMPS DES ÉCONOMIES

APRÈS six jours seulement d'ouverture au public, le Salon des arts ménagers a fermé hier soir ses portes (le Monde du 8 mars 1978). Si les constructeurs d'appareils ménagers n'y vendent plus directement aux particuliers, ce salon reste l'occasion de se documenter sur les nouveautés de la production, tant française qu'étrangère.

Les recherches des fabricants ont porté, dans l'ensemble, sur deux points : la qualité et l'économie. En améliorant la fiabilité de leurs appareils, ils espèrent diminuer les risques de panne et alléger ainsi le service après-vente. Quant à l'économie, elle s'applique à ux consommations (d'énergie, d'eau, de produits) des appareils de lavage, du linge comme de la vaisselle.

Une machine à lever le linge a généralement une capacité de 5 kilos. Pour laver de plus petites quantités de linge, il existe maintenant des modèles dans le plébé des fabrications qui sont dotés d'un cycle « économique ». Il s'ajoute aux multiples programmes (parfois jusqu'à vingt) dont sont suréquipées les machines. Pourquoi sont-ils si diversifiés puisqu'une femme n'en utilise couramment que quatre ou cinq ? D'après une étude de marché, ces quelques cycles de lavage usuels ne sont, hélas ! pas les mêmes pour toutes et diffèrent aussi selon les régions. Les impératifs de fabrication en grandes séries conduisent donc à multiplier les combinaisons de

lavage (cadences, niveaux et températures de l'eau) et d'écoupage pour convenir à tous les textiles et à toutes les habitudes ménagères.

L'emplacement dont on dispose pour installer un lave-linge, soit dans la cuisine (qui n'est pas l'endroit idéal), soit dans la salle de bains, est souvent l'élément déterminant du choix. Après Philips, qui a présenté le premier un appareil de 40 centimètres de large, d'autres constructeurs viennent d'exposer des lave-linge aussi peu encombrants (Ilgis, Leden, Thermo).

Un décret sur la limitation des niveaux sonores des appareils domestiques a été publié en octobre 1975. Mais les arrêtés d'application sont toujours en préparation. Sans attendre une contrainte légale, plusieurs fabricants de lave-vaisselle ont étudiés les vibrations bruyantes de leurs appareils, soit en intégrant des plaques de caoutchouc (Bosch, De Dietrich, Siemens), soit en utilisant des panneaux isolants (Candy, Philips, Roalés). De même que pour le linge, il existe pour la vaisselle des programmes « économiques » utilisant moins d'eau, d'électricité et de produits de lavage. Gain de pièce également avec un lave-vaisselle de 55 centimètres de large seulement pour une capacité de douze couverts (Faire).

Les aspirateurs, eux, sont toujours bruyants, car le niveau sonore du moteur est difficile à abaisser. Peu d'utilisateurs sa-

vent que la qualité d'un aspirateur ne dépend pas seulement de la puissance du moteur mais surtout de celle d'aspiration. Sa mesure s'effectue par dépression sur une colonne d'eau et s'exprime en millimètres. Pour un aspirateur-bâti, elle ne sera pas inférieure à 1 000 millimètres et pour un aspirateur-traineau à 1 500 millimètres. Lorsque le sac à poussière est plein, le moteur risque de surchauffer si on ne le vide pas. Sur les aspirateurs-trainaux de Cadillac, Hoover et Kirby, un témoin lumineux indique que le sac est rempli. Sur le n° d'éte 173 10 de Tornaco, c'est le moteur qui s'arrête par intermittence et un signal sonore alerte l'utilisateur. Pour une maison individuelle, les nouveaux aspirateurs à tout faire aspirent les poussières à l'intérieur et évacuent à l'extérieur les déchets, les feuilles mortes et les fientes d'eau à l'extérieur (Cadillac, Philips, Rowenta).

Parmi les petits appareils électriques, les créolères sont en vogue, avec de nombreux modèles entre 150 et 250 F. Une nouvelle mijoteuse à sa cuve chauffante, de forme cubique, réglable à trois allures de chauffe (Téfal, 295 F). Moulinex a présenté un grille-pain équipé d'un dispositif qui règle le temps de grillage du pain et son température. Deux nouveaux fers à repasser à vapeur (Philips, Rowenta) sont dotés d'un réservoir amovible, ce qui facilite le remplissage de l'eau.

JANY AUJAME.

Trouvailles

Vaisselle

Place aux légumes

Carottes, poireaux, radis, c'est tout le potager que quatre artistes ont choisi comme thème d'une exposition qui a lieu, actuellement, dans le Marais. Si les légumes ont constitué leur inspiration commune, les interprétations qu'ils en donnent sont fort diverses. Bernard Abadie a fait de ses photographies d'étranges tableaux oniriques. Hubert Comte a « croqué » d'un trait vigoureux des légumes que Jacqueline Renard, elle, a traités en fins pastels, sur des assiettes de porcelaine. Zoïa Rostod a peint sur bois ces mêmes plantes potagères, dans un style noir qu'elle a parfois déposé en simplifiant un motif auquel la couleur donne toute sa force.

« Jusqu'au 25 mars, galerie L'œil fermé, 14, rue de Sévigné, 75004 Paris.

Cuisine

Soupe chaude

Mijanou Bardot et son mari Patrick créent et fabriquent, dans leur maison-atelier de Louveciennes, des meubles simples en pin. Retrouvant la charme (et l'utilité) des cuissons d'anton, ils proposent aussi une nouvelle version de la « marmite norvégienne ». C'est un cube, de 50 cm d'arête, habillé de lattes de bois et garni intérieurement de coussinets de laine recouverts d'un tissu noir imprimé de rouge et

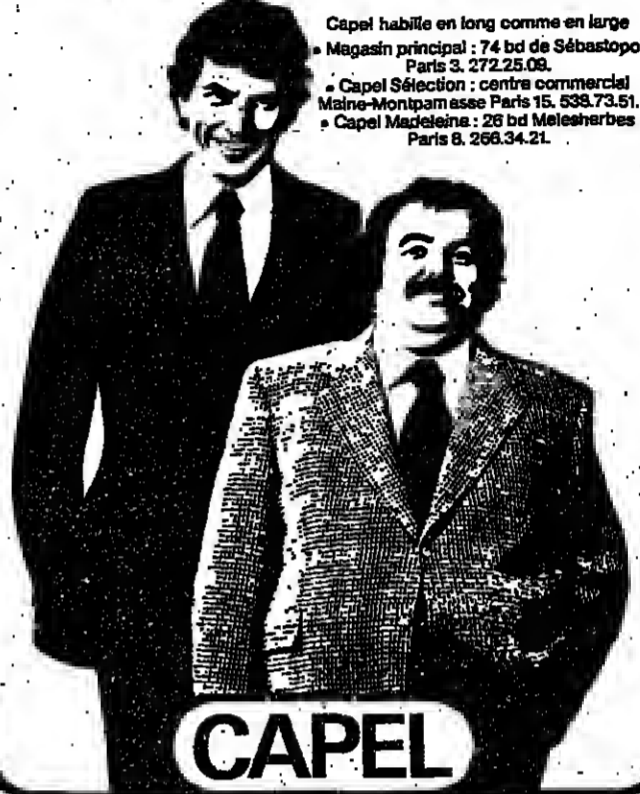
de jaune. A l'intérieur, la soupe cuit toute seule (après démarrage de l'ébullition sur un appareil de cuisson) dans une marmite en fonte émaillée jaune. L'ensemble coûte 250 F et peut, en plus, servir de tabouret d'appoint. Une amie de Mijanou Bardot, Jeanette Dextrat, vient de publier aux éditions de la revue « Vivre en harmonie » (5, rue Emile-Lével, 75017 Paris) un livre de recettes : « Des soupes, rien que des soupes ». C'est un complément utile à cette nouvelle marmite norvégienne.

* L'atelier de Mijanou Bardot, 17, rue du Général-Ledac, 78030 Louveciennes. Téléphone avant de venir au 368-95-55.

La Pompadour
SPECIALISTE
CEREMONIES
la plus élégante
Collection parisienne
ensembles, manteaux,
robas courtes et longues
soie naturelle, imprimés,
mousseline, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 80
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^e Classée d'Art

HOMMES GRANDS - HOMMES FORTS

Capel habille en long comme en large
Magasin principal : 74 bd de Sébastopol
Paris 3. 272.25.08.
Capel Sélection : centre commercial
Mairie-Montparnasse Paris 15. 538.73.51.
Capel Madeleine : 23 bd Madeleine
Paris 8. 268.34.21.



CAPEL

N. M.-S.

odette

une seule adresse!
soutien-gorge, gupière,
combré, maillot de bain,
s/mes, selon votre problème
sur rendez-vous
66, rue d'Anvers 75010
710-42-11 - 4 et avec accessoir



Saint-Laurent maquilleur

CONTINUANT sur le succès de lancé de son parfum « Opium », Yves Saint-Laurent sort ses maquillages en mai prochain, dans une super-présentation de deux jards à pâtes fines, aux tons doux ou insistés. On sent que le couturier, excellent coloriste, s'est pris à son propre jeu et qu'il propose une nouvelle façon, bien parisienne, de « porter » ses produits de maquillage.

Il a donc créé un « éternel beauté » en noir brillant, à dominante de pourpre, qui s'inspire des boîtes en or ou en émail utilisées pendant les années 30 comme sac du soir. Et objet d'élegance contemporaine, cet éternel beauté contient un poudrier compact, une poudre pressée bonne mine, le jard à cils automatique et le rouge à lèvres en deux carrés tendus au chrome et ornés de carrés de laque noire et rouge sur lesquels

s'écrit le sigle de ses initiales. Les tenues de jardi s'inspirent aux tendances actuelles : une douce, destinée à la bonne mine quotidienne, et une plus sophistiquée pour le soir, qui suit leur près les couleurs et parfois heurtés, qu'affectionne Saint-Laurent. En tout, près de quatre-vingts produits, des rouges à lèvres et à ongles assortis aux jards à poudriers cabrés.

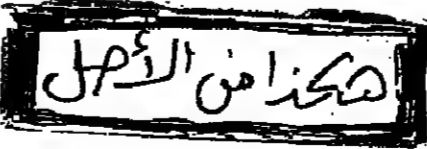


MARIE-CLAIRE, 100 IDEES, FEMME PRATIQUE ET LA MAISON DE MARIE-CLAIRE SONT DE LA FETE.

Pour la première fois dans un grand magasin, quatre grands magazines féminins sont au Printemps pour fêter le Printemps. Pour que le maquillage printemps-été 78 n'ait plus de secret pour vous, Marie-Claire vous offrira ses conseils que vous retrouverez dans un dépliant gratuit. 100 idées vous dévoilera ses dernières idées dans un dépliant illustré et gratuit, pour faire vous-même

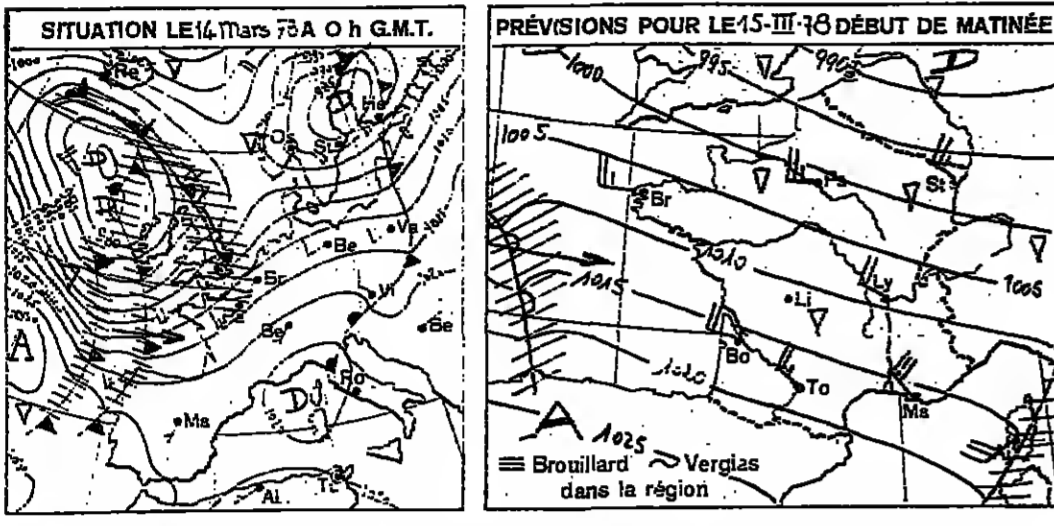
tapis, coussins, couvre-lits et bien d'autres choses encore. Femme Pratique vous invitera à une projection non-stop sur les dernières tendances de la mode et vous offrira ses fiches conseils pratiques. Quant à MMC, elle s'est chargée de décorer la Maison Kauffman et Broad située sur le toit du Printemps Haussmann. La Maison de Marie-Claire a joué sur le jaune. Tout est de la couleur des premières fleurs du Printemps. A voir absolument.

Printemps
Haussmann/Nation/Paris 2/Vélizy 2/Belle-Garde



AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 Zone de pluie ou neige ▼ averse ☉ orage → Sens de la marche des fronts
 Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France contre le mardi 14 mars à 0 heure et le mercredi 15 mars à 21 heures :

Un rapide courant perturbateur persistera de l'océan Atlantique à l'Europe, au sud d'une vaste zone dépressionnaire s'étendant du sud du Groenland aux îles Britanniques et à la Scandinavie. Dans ce secteur, la perturbation qui traversait la France mardi s'éloignera vers l'est. Une autre perturbation commencent à affecter l'ouest de notre pays mercredi soir.

Mardi, le temps sera d'abord généralement variable et un peu plus frais que la veille sur l'ensemble de la France. Des éclaircies passagères alterneront avec des passages nuageux souvent accompagnés d'aiguës sous forme de neige vers l'ouest, d'averse et d'orages par l'est. L'après-midi et le soir, le ciel se couvrira avec de nouvelles pluies de la Bretagne à l'est du Bassin aquitain.

Les vents de nord-ouest à ouest, seront encore modérés, avec des forts ; ils deviendront de nouveaux forts, le soir, sur les côtes atlantiques.

Les températures maximales de la journée seront du même ordre que celles enregistrées mardi.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 mars ; le second, le minimum de la nuit) du 13 au 14 : Alpe, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 12 et 7 ; Bordeaux, 14 et 8 ; Brest, 10 et 3 ; Caen, 12 et 7 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 11 et 1 ; Orléans, 11 et 1 ; Grenoble, 13 et 3 ; Lille, 10 et 6 ; Lyon, 10 et 0 ; Marseille, 15 et 2 ; Nancy, 11 et 0 ; Nantes, 12 et 7 ; Nice, 15 et 10 ; Paris-La Source, 12 et 7 ; Pau, 13 et 4 ; Perpignan, 14 et 4 ; Rennes, 12 et 7 ; Strasbourg, 12 et 0 ; Tours, 12 et 6 ; Toulouse, 12 et 3 ; Poitiers-Puy, 23 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 13 degrés ; Amsterdam, 9 et 8 ; Athènes, 12 et 4 ; Berlin, 9 et 2 ; Bâle, 11 et 8 ; Bruxelles, 10 et 7 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Coppenhague, 7 et 3 ; Genève, 10 et 4 ; Lisbonne, 14 et 10 ; Londres, 12 et 7 ; Madrid, 13 et 6 ; Moscou, 3 et 2 ; New-York, 8 et 3 ; Palma-de-Majorque, 17 et 8 ; Rome, 14 et 10 ; Stockholm, 3 et 2.

Mardi 14 mars, à 21 heures, la pression atmosphérique restée au niveau de la mer était, à Paris, de 1099,4 millibars, soit 707,1 millimètres de mercure.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2021

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Prélude aux jeux de l'amour. — II. Laisait un souvenir cuisant ; Morceau de drap. — III. Leurs enfants mangèrent localement d'égouttement. — Assurément heureuse. — IV. Abréviation ; Elément de soutien. — V. Humbles serviteurs. — VI. Grande nappes ; Fais son lit en Autriche (graphie admise). — VII. Points d'appui. — VIII. Polit. Ne demandant qu'à sortir. — IX. Symbole ; Seul. — X. Retarde une chute ; Patrie de Zénon. — XI. Témoignages du passé.

VERTICALEMENT

1. Dort au fond d'un tiroir ; Au Pérou ; Signale un court trajet. — 2. Antique objet d'un culte ; Méchant tour. — 3. Marquait la fin d'un sacrifice ; Epuliers. — 4. Entonnnois remplis de rosée ; Toujours prononcé par Mgr Lefebvre (épée). — 5. Blémoureux ; Terme musical ; S'altère en dormant. — 6. Entretenues par Poppea ; Endroit peu hospitalier. — 7. Modèle documentaire ; Sans doute aréologique. — 8. Peuple ; S'usulent les genoux

en rampant dans les Rocheuses. — En Espagne ; Incolore et sans saveur.

Solution du problème n° 2020

Horizontalement

I. Amertume. — II. Guépes ; Ur. — III. Es ; Léch. — IV. Idoles. — V. Cou ; Sala. — VI. Litre ; Ras. — VII. Océ ; Miss. — VIII. Une ; Séné. — IX. Gré. — X. Etal ; Na. — XI. Saines ; Ti.

Verticalement

1. Age ; Loupes. — 2. Musicien ; Ta. — 3. Ee ; Douze. — 4. RP ; Ours ; LN. — 5. Tell ; SG. — 6. Usées ; Mères. — 7. Tsarine. — 8. Ruh ; Lessent. — 9. Repas-seral.

GUY BROUTY.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Evry, rue des Maclères, le MARDI 21 MARS 1978, à 14 heures

UNE PARCELLE DE TERRE
 sis aux
MOLIÈRES (Essonne)
 7, chemin rural des Valentins, cadastré section B n° 285 (landit « la Conquête » pour 29 a. 40 c. MISE A PRIX : 8.000 FRANCS

Conservation préalable pour enchères. Renseignements : M^{rs} TRUXILLO et AÉRON, avocats associés à CORBELL-ESSONNES, 51, rue Champoluis, tél. 436-30-25 et 495-14-15.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris (7^e) le MARDI 21 MARS 1978, à 14 h.

UN APPARTEMENT
 au 1^{er} étage
 de 3 pièces, cuisine
 et une cave au sous-sol
 sis à PARIS (7^e)

83, avenue de Ségur
 MISE A PRIX : 150.000 F

S'ad. à M^{rs} Michel ROGET, avocat, 7, rue de l'Université à Paris (7^e)
 Au greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS, sur les lieux pour visiter.

SARGELLES (Val-d'Oise), 18, avenue de l'Encourteur

IMMEUBLE US. COMMERCIAL AVEC LOCAUX D'HABIT.
 Contenance 3.947 m² - MISE A PRIX : 800.000 FRANCS

Vente aux enchères publiques sur public, judiciaire, le mardi 20 mars 1978, à 14 h, au Palais de Justice à PONTOISE (95) - s'adresser à PONTOISE

M^{rs} J. MAILHERBE, MALAVOY-PETIT et F. PETIT à PONTOISE, tél. 464-13-28 et à BOBIGNY tél. 530-60-88.

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 14 MARS

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 35. Pour les petits ; 19 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Feuilleton : Le renard à l'anneau d'or (rediff.) ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal.

20 h. 35. Spécial élections ; 21 h. 15. Histoire des trains ; l'Union Pacific, de D. Costalle ; 22 h. 20. Ariétés ; Musique en tête (Nicoletta, Tony Pachino, etc.).

23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 25. Dessins animés ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h. Journal.

20 h. 35. Spécial élections ; 21 h. 20. Les dossiers de l'écran, téléfilm américain : Terreur au 4^o étage.

Vers 22 h. Débat : Les dangers d'incendie dans les tours et les grands ensembles.

Avec M^{rs} G. Gère, commandant les sapeurs-pompiers de Paris ; E. Huyard, chef de service prévention ; le brigadier des sapeurs-pompiers de Paris ; M. Desmoulin, du ministère de l'équipement ; J. Clézet, architecte ; P. Stradon, psychiatre ; G. Massu, président de la Confédération nationale des locataires ; J. Procolas, vice-président de l'assemblée plénière des sociétés d'assurance contre les incendies ; C. Gerondeau, directeur de la sécurité civile ; P. Grenier, colonel des sapeurs-pompiers de Val-d'Oise.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Soirées de la vie de province ; Aurélie Spadaro, de M. Albe et P. Martin (FR 3 Marseille) ; 20 h. Les jeux.

20 h. 35. Spécial élections ; 21 h. 35. FILM (western, policiers, aventures) : GUERRILLAS de F. Lang (1950) avec M. Power, M. Prade, T. Ewell, M. Azura, R. Barrat, T. Cook, Ch. de Vera.

En 1942, un mouvement armé résistait contre l'occupation japonaise dans les Philippines. Un film de guerre qui n'est pas ce que Frédo Lang a fait de mieux.

23 h. 10. Magazine ; Réussite.

23 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : « La Reine du Sabbat », de O. Létour ; 19 h. 25. Sciences ; Le Portugal ; 20 h. Dialogues : Semaines musicales d'Orléans, « Verbe et musique », avec M. Ochs et P. Métais ; 21 h. 15. Musiques de notre temps ; 22 h. 20. Nuits magiques ; à 22 h. 35. « Chez nous la Salongo », par A. Adelmann.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musiques magazine ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Concerto ; 20 h. 30. Saison lyrique. Opéra de Radio-France et Nouvel Opéra philharmonique, dir. J.-P. Marty ; « La Bohème » de Puccini ; 20 h. 30. Concerto ; 21 h. 15. Concerto ; 22 h. 45. France-Musique la nuit ; 23 h. 15. Nouveaux talents premiers silens. Trio de guitares Guitarristas avec le pianiste M. Oberdorfer ; Blodgett ; Schoenberg ; Bartok ; C. Prosper ; 0 h. 5. Le noir à l'œuvre ; Braxator et Hoehner.

MERCREDI 15 MARS

CHAÎNE I : TF 1

11 h. 30. Emission pédagogique ; 12 h. 15. Je ; 13 h. 15. L'éloignement ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame (L'hyponose) ; 15 h. 5. Le monde merveilleux de Walt Disney (l'enfant du marais) ; 15 h. 55. Un sur cinq ; 17 h. 55. Accords partiels ; 18 h. 25. Dessins animés ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h. Journal.

21 h. 30. Magazine ; Question de temps ; 22 h. 25. Il y a cent ans naissait Alfred Cortot, d'E. Lévy.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 45. Feuilleton ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame (L'hyponose) ; 15 h. 5. Le monde merveilleux de Walt Disney (l'enfant du marais) ; 15 h. 55. Un sur cinq ; 17 h. 55. Accords partiels ; 18 h. 25. Dessins animés ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h. Journal.

21 h. 30. Magazine ; Question de temps ; 22 h. 25. Il y a cent ans naissait Alfred Cortot, d'E. Lévy.

23 h. 30. Journal.

Humphrey Bogart et Ingrid Bergman, couple insoluble.

22 h. 40. Journal.

22 h. 55. Cino-regards : Hollywood U.S.A. (avec un interview de Richard Brooks sur H. Bogart).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie avec Pierre Klossowski (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 30) ; 8 h. Les éblouissements de la connaissance ; « Océan de cristal » par F. Tristan ; à 8 h. 32. Petite anthologie des croyances populaires, par J. Marthe ; 8 h. 50. Echo so haard ; 9 h. 7. La parole des sciences et techniques ; 10 h. 45. La nuit, ouverture sur la vie ; 11 h. 2. Hommages « Citations-Collages ; hommages à Schumann ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Passions ; 13 h. 30. Les tournants du royaume de la musique ; 14 h. 5. 10 livres des voix ; « Degrés », de Michel Ranc ; 14 h. 45. L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2. Les apprentis de France-Culture, mercredi jeunesse ; « Les grandes écoles » et « Dode d'histoire » ; 16 h. 25. En direct avec Bernard Lassus ; 17 h. 30. Hommage « Citations-Collages ; la parole de la musique contemporaine ; 18 h. 30. « La Reine du Sabbat », de G. Létour ; 19 h. 25. La science au marche ; 20 h. La musique et les hommes : Jeux et passion, avec E. Fuchet et M. Crochet ; 22 h. 30. Nuits magiques ; à 22 h. 35. « Chez nous la Salongo », par A. Adelmann.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 8 h. 30. Noire et blanche ; 9 h. 2. Le musée des musiciens ; les problèmes du romantisme ; à 10 h. 30. Musique en vie ; 12 h. Chansons ; Les gars de la marine ; 12 h. 40. Jazz classique ; Les grands paliers de la Nouvelle-Orléans ; 13 h. 15. Siècle service ; 14 h. Variétés de la musique légère ; J.-Cl. Pelletier, R. Pochy, Rodolfo-Lévy, Val-Berg ; 14 h. 30. Typique, préface ; Tchikovski, Serbin, Chausson ; 15 h. 25. Concert du mercredi ; Orchestre philharmonique de Lorraine ; Mendelssohn, Tchaïkovski ; 17 h. Postlude ; Bizet, Bartok ; 18 h. 2. Musiques magazine ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Carte postale d'Europe : La Trésorisation ; 20 h. 30. Musique à découvrir : Le Deller Concert dir. A. Deller ; « L'Année de Jeanne » (G. White), « Part songs » (Pearson), « Part songs » (G. Dowland), « Airs au luth » (J. Plánsko), « Airs au luth » (Guedon), « Chromatisé temps », pour chant et luth (J. Durrill), « Suite pour luth » et « 6 sonnettes basses » (A. Ribout), Madrigaux anglais et italiens de la Renaissance, pièces pour luth de la Renaissance française ; 22 h. 30. France-Musique la nuit ; 23 h. La dernière image ; 0 h. 5. Le noir à l'œuvre ; « Anjour de Oules de Rais » (Barbo-Bleue).

ANTENNE 2 DONNE LA PAROLE AUX RÉGIONS

MM. Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information d'Antenne 2, et Louis Blierot, rédacteur en chef, proposent une nouvelle série d'émissions : « Quelle France ? », consacrée à la vie des régions.

À l'initiative de la DATAR et avec l'aide des conseillers généraux et régionaux, cette série de six films a été réalisée par Eric Cloué, Guy Claisse et Philippe Gildas. Ces émissions seront diffusées chaque mois à partir du 28 avril, avec la série « Question de temps » à 20 h. 30. Les départements et régions, auxquels la parole est donnée, ont été choisis soit parce qu'ils connaissent une crise de croissance, soit parce qu'ils sont méconnus du grand public.

La première émission de la série (« Un = deux ») est consacrée aux Pyrénées-Atlantiques le mercredi 26 avril ; « Chimères », tournée en Gironde, est présentée le mercredi 31 mai ; « L'Aisme, comités pas » est diffusée le mercredi 28 juin ; « L'Hérault, Midi le juste », réalisée par Yves Deschamps, est programmée le 26 juillet ; « La Haute-Loire : entre ciel et terre » passe à l'antenne le 9 août, et « Le Nord-Pas-de-Calais : les raisons de la colère » va clore la série en septembre prochain.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 14 MARS

« Un débat sur le thème « Que deviennent les suffrages des marginaux ? » à lieu sur R.M.C., à 19 heures.

— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., est invité du « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

MERCREDI 15 MARS

— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., intervient au cours du journal d'Antenne 2, à 12 h. 45.

— Marcel Paganelli reçoit M. Raymond Aron, écrivain, président du comité éditorial de l'Express, au cours du magazine « R.M.C.-Choc », sur R.M.C., à 19 h. 20.

LA CAMPAGNE OFFICIELLE

MARDI 14 MARS

TF 1, A 2, FR 3, France-Inter, 20 h. 35. — R.F.R. (M. J. Chacré avec M. Pécard, sept min.) ; U.D.F. (M.M. C. Binard, O.D.S., E. Lédard et A. Médard, P.R., quatre min.) ; F.S. et rad. gauche (M. P. Mitterrand, six min.) ; P.C. (M. Ch. Pétzman avec M. Trillat, cinq min.) ; Dém. chrét. (le général P. de Bénouville, cinq min.) ; Front antogé. (Mme H. Bonchardin, M. J.-M. Muller, cinq min.) ; Front ouvrier et paysanne pour la dém. prolét. (M. A. Druenne, Mme N. Balland, cinq min.).

MERCREDI 15 MARS

TF 1, A 2, FR 3, France-Inter, 20 h. 35. — Lutte ouvrière (Mme A. Lagulier, cinq min.) ; L.C.R. (M. A. Kirvine, cinq min.) ; A.R.L.L. (cinq min.) ; P.C. (quatre min.) ; F.S. et rad. gauche (sept min.) ; U.D.F. (cinq min.) ; R.F.R. (six min.).

LE MONDE
 met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

Le bar de Giscard
 L'univers du Goulash de Barre
 Les additions de Marchais
 La soupe de Chirac
 Les tartes de Mitterrand
 Les carottes râpées de J.J.S.S.
 La potion magique de Robert Fabre

Après les avoir regardés au fond du ventre, Gault et Millau vous dévoilent un aspect souriant des élections en vous faisant découvrir les autres appétits que nourrissent nos champions, entre les poires et les fromages. Le Nouveau Guide Gault-Millau, numéro de mars chez tous les marchands de journaux.

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

LES CONTRAINTES DE L'ÉCONOMIE F

Trois I

Un certain consensus

Les élections ont été précédées par une période de calme relatif. Les candidats ont pu se consacrer à leur campagne électorale sans que les tensions politiques ne se reflètent sur les marchés financiers. Cependant, les analystes s'accordent à penser que les résultats des élections auront des conséquences majeures sur l'économie française.

Le gouvernement sortant a réussi à maintenir une certaine stabilité économique malgré les incertitudes liées aux élections. Les investisseurs ont pu se rassurer sur la capacité de la France à faire face aux défis de la concurrence internationale.

Malgré tout, les marchés restent sensibles aux annonces politiques. Les investisseurs surveillent de près les positions des candidats, en particulier sur les questions de fiscalité, de dépenses publiques et de relations avec l'étranger.

Les analystes prévoient une période de transition difficile, avec des ajustements nécessaires pour répondre aux nouvelles orientations politiques. Cependant, ils restent optimistes quant à la capacité de la France à surmonter ces épreuves et à poursuivre sa croissance économique.

Le Monde

DE L'ECONOMIE

LES CONTRAINTE DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Trois impératifs

DANS leur quasi-totalité, les chefs de parti et les responsables politiques français n'ont pas le ton qui convient à l'économie de la France, en ce sens qu'ils ignorent, ou en dissimulent, les contraintes. Ils l'avaient déjà prouvé en 1972, année décisive pour la gauche, mais aussi pour la droite. Le programme commun, que la première présenta le 27 juin de cette année-là, était tout sauf un programme de politique économique. Il ne traitait pas dans les circonstances de l'époque, où chacun sacrifiait à l'illusion qu'on avait devant soi encore une période d'indépendance d'expansion, bien que la rupture avec le passé avait déjà eu lieu avec la première chute du dollar, précisée par le décret monétaire de Nixon du 15 août 1971 (suppression de la convertibilité du dollar en or). Il est vrai que les gaullistes, que leur critique antérieure du rôle abusif joué par le dollar avait dû mener à préparer à comprendre la signification de l'événement, ont été assez aveuglés.

À supposer que l'économie mondiale ait continué sa lancée, le programme commun n'aurait pas été adapté à l'objectif qu'il s'était assigné, d'atteindre une croissance, car les moyens de la production n'auraient pas été suffisants. Le programme n'aurait pas été adapté à l'objectif qu'il s'était assigné, d'atteindre une croissance, car les moyens de la production n'auraient pas été suffisants. Le programme n'aurait pas été adapté à l'objectif qu'il s'était assigné, d'atteindre une croissance, car les moyens de la production n'auraient pas été suffisants.

rapidement la détérioration d'une situation déjà fragile.

● L'équilibre des échanges avec l'étranger ne s'obtient pas par des mesures spécifiques — George's Campidoni, un plan de stabilisation. Par ce plan, la majorité administrative la preuve que non seulement elle est incapable de lutter contre l'inflation, mais qu'elle a du mal à comprendre la nature du phénomène. La grande incertitude avait été la baisse de la T.M.A. pour faire baisser l'indice des prix. Incroyable légèreté : on n'avait jusqu'alors jamais combattu l'inflation en diminuant les impôts, et depuis lors on n'a fait que l'aggraver en recourant à des dépenses de ce genre.

La suite des événements n'a pas été de nature à rehausser l'idée qu'on pouvait se faire de la clairvoyance des gouvernements français en matière économique ou financière. La politique suivie a surtout consisté à masquer, autant que faire se pouvait, les conséquences du rôle abusif de l'inflation sur l'économie mondiale. Une politique d'emprunt systématique à l'étranger, par le biais de la dette, a permis de faire croire que le rachat du franc n'était que le résultat d'un déficit (il nous condamne seulement à exporter davantage), a permis à la France, jusqu'en 1971 inclusivement, d'être un des rares pays du monde où les salaires ont continué, pendant les années de récession, à progresser presque aussi vite qu'auparavant, par un comportement de folle débauche de crédit, nous conduisant à entretenir l'irréalisme du débat politique sur les affaires économiques du pays.

Un certain consensus

Par rapport à l'année de naissance du programme commun, la campagne électorale de 1972 n'aura marqué aucun progrès notable. On pourrait même dire, au contraire, à cet égard — il convient de le reconnaître dans un pays où le cesse de rendre justice à quiconque ayant exercé quelques mois le pouvoir — que la présence de M. Raymond Barre à Matignon n'a valu que quelques solides réflexions, et même certaines propositions intéressantes : dans le programme de Blois, on trouve la seule amorce d'un développement économique qui, en dépit de sa formulation vague, n'est pas une manoeuvre rendue aux entreprises.

Le pire n'est donc pas toujours sûr et, d'un reste, on aurait pu imaginer, à la lumière de ce qu'on a vu et entendu parfois dans d'autres pays, un débat plus affirmé. Par exemple, personne parmi les conseillers des différents chefs de parti n'aura soutenu que la stabilité monétaire était un obstacle au développement économique, que étant données ses facultés encore très grandes d'emprunt, la France n'avait aucun besoin urgent de rétablir son équilibre avec l'étranger, et que le déficit budgétaire était un moyen permanent et souhaitable de gouvernement. Personne, si ce n'est dans quelques phrases maladroites, n'aurait échappé, tel ou tel porte-parole du patronat. En Grande-Bretagne, en 1972, (un bien étonnant anniversaire), un chancelier de l'Échiquier, conservateur de surcroît, tint des propos de ce genre.

Ce n'est pas forcer les mots que de constater, sur ces thèmes fondamentaux, un certain consensus en France. La gauche socialiste sait aussi bien que M. Raymond Barre que le sort d'une politique économique se joue à échéances plus ou moins rapprochées sur l'équilibre extérieur et que, avec un franc à la dérive, cet équilibre est impossible à atteindre, comme malines expériences l'ont abondamment confirmé, tant nationales qu'étrangères. Les communistes le savent sans doute aussi, mais pensent qu'à terme la problème serait résolu par le contrôle administratif des échanges. D'un reste, contrairement à une idée reçue, l'opinion de gauche est traditionnellement hostile à la dévalorisation de la monnaie, dans laquelle elle voit distinct — et pour cause — un facteur d'amputation clandestine du pouvoir d'achat de salaires. Léon Blum, en 1936, hésita longtemps avant de prendre la décision de ne pas contourner le franc. Mais, dans ce domaine plus que dans tout autre, les intentions ne sur-

passent pas si elles ne sont pas accompagnées des moyens appropriés. M. Barre n'a certainement pas voulu une baisse du franc de dix-huit mois, de 20 % vis-à-vis du franc suisse et de 15 % vis-à-vis du deutsche mark, même si ses conseillers continuent à répéter que c'est le taux de change avec le dollar — une monnaie elle-même minée par l'inflation — qui compte !

L'inquiétude, dans ce pays, tient à l'idée qu'il existe, pour réaliser les grands objectifs d'échanges équilibrés et de monnaie solide, une méthode spécialement « de droite » et une méthode « de gauche », tout à fait distinctes l'une de l'autre. Or si les socialistes démocrates au pouvoir dans des pays aussi développés que la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale ou, naguère, la Suède ont fait une découverte digne d'être méditée, c'est bien celle-ci : le monde est un système de monnaie et de devises de façon à ce que l'un des deux côtés de la balance des paiements extérieurs.

On dira qu'en acceptant la logique de la « bonne gestion », on renonce par la même occasion à des objectifs d'ordre politique. A quoi on peut répondre deux choses. La première est que le critère essentiel qui distingue la gauche de la droite n'est pas celui d'objectifs politiques, mais celui de méthodes. Pour la gauche, l'une ne va pas sans l'autre, et à la limite l'égalisation progressive est la seule façon d'instituer une société plus juste. Pour la droite, le processus égalitaire est lui-même gros d'injustices possibles. Quelle que soit son orientation, une politique des revenus au sens général et noble de ce terme (transferts sociaux, fiscalité, etc.) ne peut être conduite dans la clarté que dans un cadre non inflationniste en tout cas peu inflationniste.

La deuxième objection est qu'il faut s'entendre sur les mots. Une monnaie, au sens plein de ce terme implique la convertibilité. Les pays tels que les nations communistes, qui poussent jusqu'au bout le dogme des relations avec le monde extérieur, ne possèdent à l'intérieur qu'une monnaie-croquis plus apparentée au bon d'achat qu'à une véritable devise. De cela on peut avoir une expérience directe en Allemagne de l'Est ou en Pologne où existe une économie parallèle pour ceux qui ont le chance de posséder des dollars ou des marks.

Quel que soit le programme du gouvernement qu'il sera au pouvoir en France après les élections, un petit nombre de principes devrait guider son action s'il ne veut pas provoquer

planteur de la situation existante. Parce qu'il s'est laissé entraîner par les mirages d'une politique de l'indice, le gouvernement actuel a laissé se gonfler encore les subventions aux entreprises nationales. Leur montant — plus de 30 milliards de francs — atteint celui de leurs investissements ! Cela est douloureux pour l'indice, en pesant sur le déficit du budget et en stimulant (de façon aveugle) la demande intérieure. Une baisse durable des taux d'intérêt ne pourrait être obtenue qu'après restauration de la situation financière des entreprises, à commencer par celles du secteur public.

Ce qu'il faudrait craindre le plus, c'est, du fait de mesures trop laxistes, un processus de dégradation semblable à celui qu'a connu la Grande-Bretagne, avec emprise croissante des syndicats sur la vie économique.

Depuis le début de l'année dernière, le gouvernement travailliste a réussi à renverser le cours de la livre sur les trois points fondamentaux que nous avons passés en revue (c'est d'autres tâches au moins aussi importantes telle la rénovation de l'appareil industriel...). Il y est parvenu en appliquant des méthodes qui font passer le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, pour un bon connaisseur des phénomènes de marché.

● Il n'y a pas de stabilisation possible sans un assainissement

Détente

C'EST incontestablement à une détente de l'atmosphère qu'on assiste actuellement dans les relations politico-économiques entre les principaux pays du monde capitaliste. Alors qu'Américain et Allemands de l'Ouest se concentraient d'habitude pour prendre un certain nombre de mesures destinées à consolider la reprise encore timide du dollar, le Japon annonçait un nouveau plan en quatre points destiné à accroître ses importations. Il est notamment envisagé d'inciter les compagnies aériennes à acheter des avions commerciaux américains et européens.

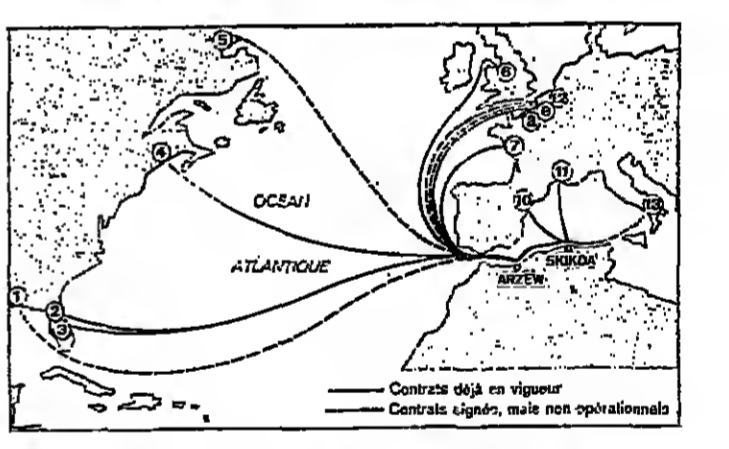
Dans le passé, les Japonais ont, à tort ou à raison, parfois donné l'impression qu'ils considéraient surtout la C.E.E. comme une sorte d'extension pour leurs propres produits. On ne peut pas encore s'ils passeront commande d'un certain nombre d'articles, mais une telle décision aurait sans doute un impact psychologique non négligeable. Dans le monde d'aujourd'hui, il n'est pas bon d'avoir la réputation d'aggraver chez les autres le chômage par une politique commerciale trop agressive. Si demain, les Japonais, par leurs ordres d'achat, contribuent à assainir des emplois dans l'industrie aéronautique de France, d'Allemagne et d'Espagne, ils auront marqué un point.

Aucune des mesures ponctuelles qu'ils s'approprient à prendre (telle celle qui concerne les avions de chasse anticipés de pétrole, de nickel, de fer, etc.) n'est susceptible d'atténuer durablement les déséquilibres de balance des paiements. A terme, elles pourraient même compliquer le problème, si la conjoncture ne se redresse pas (car les stocks constitués diminueront les importations de demain). Mais il serait encore plus grave de laisser se dégrader les relations entre des pays qui ne devraient pas oublier que, avant d'être concurrents, ils sont partenaires.

PAUL FABRA.

Le gaz algérien arrive sur la côte est des États-Unis

L'Algérie a inauguré à la fin du mois de février une importante unité de liquéfaction de gaz à Arzew, près d'Oran, avant d'envoyer un premier chargement de G.N.L. aux États-Unis. Le pays maghrébin prend ainsi place parmi les principaux fournisseurs de gaz dans le monde et comme le premier exportateur de gaz naturel liquéfié.



LE DOTE ENVOYÉ SPÉCIAL

ALGER — L'ÉL-Paso-Sonatrach, méthanier d'une capacité de 125 000 mètres cubes, doit atteindre, le 13 mars, la côte américaine. Le 3 mars, il avait quitté le port nouveau d'Arzew. El Djazair, dans une autre opération charnante des environs d'Oran. C'est l'une de neuf navires qui vont transporter dans les vingt-cinq années à venir 15 milliards de mètres cubes par an de gaz naturel liquéfié (G.N.L.) de l'Algérie à Covepoint, dans le Maryland, ou en Géorgie, à Savannah, où se trouvent les deux usines de régazification de la société américaine El Paso.

Premier exportateur mondial de G.N.L., bien que premier fournisseur des États-Unis, le pays compte en effet sur son gaz pour assurer l'après-pétrole. Les réserves prouvées et récupérables de « brut » représentent moins de quatre ans de la production de l'Arabie Saoudite. Au rythme actuel d'extraction, l'Algérie verra sa production décliner avant vingt ans. Cela explique et justifie les efforts intensifs, notamment financiers — pour mettre en valeur les 3 500 mil-

UNE POLITIQUE DE VENTE ÉQUILIBRÉE ENTRE L'EUROPE ET LES ÉTATS-UNIS

Voici la liste des réceptionnaires du gaz algérien avec le montant des contrats (en milliards de mètres cubes par an) et leur durée.

N°	NOM	Montant (milliards de m³/an)	Durée (ans)
1.	PANHANDLE	4,5	20 ans
2.	EL PASO 1	10,3	25 ans
3.	EL PASO 2	10,3	20 ans
4.	DISTRIGAS	1,2	(1977-1997)
5.	TENNECO	10	20 ans
6.	BRITISH METANE	1	(1965-1960)
7.	G.D.F.	3,1	20 ans
8.	G.D.F.	0,5	(1968-1990)
9.	DISTRIGAZ	5	20 ans
10.	ENAGAZ	4,5	(1976-1991)
11.	G.D.F.	3,5	(1973-1981)
12.	RUHRGAZ	12,4	20 ans
13.	ENI		

Un nombre impressionnant de contrats

Outre le modeste contrat de British Gas (1 milliard de mètres cubes par an jusqu'en 1980) et les premiers contrats de Gaz de France (4 milliards de mètres cubes de G.N.L. arrivent chaque année à Fos et au Havre), l'Algérie s'est engagée tant vis-à-vis de l'Europe que des États-Unis. Dans les années qui viennent, la société belge Distrigas recevra 5 milliards de mètres cubes par an de G.N.L. Gaz de France 5,5 milliards de mètres cubes supplémentaires, l'Espagne espagnole 6 milliards de mètres cubes, un consortium germano-néerlandais, composé de Ruhrgas, Salzgitter et Gasunie, 3 milliards de mètres cubes, enfin, l'ENI italienne 10,9 milliards de mètres cubes, mais non de G.N.L., l'Italie ayant décidé avec l'Algérie et la Tunisie de construire un gazoduc trans méditerranéen (1).

logue belge) enlèvera 120 milliards de mètres cubes de G.N.L. et El Paso 10 milliards de mètres cubes (en quantité moyenne sur la durée du contrat). Un autre contrat a été approuvé au mois d'octobre 1971 avec la société Panhandle qui achètera 4,5 milliards de mètres cubes par an pendant vingt ans à compter de 1980.

En revanche, deux contrats signés avec des sociétés américaines (un second accord avec El Paso pour 10 milliards de mètres cubes par an pendant vingt ans à partir de 1983, et un contrat identique avec Tenneco) tendent à être avortés par les autorités énergétiques de Washington. La date limite de confirmation de ces contrats — le 30 avril 1971 pour le premier

et le 30 septembre pour le second — avait été prorogée au 31 décembre, mais la Federal Power Commission n'a toujours pas donné sa réponse. Il semble que l'administration Carter soit peu soucieuse d'accepter d'importer un gaz « cher » au moment où elle s'oppose au Congrès sur le prix du gaz pour la défense de son programme énergétique. De plus, il y a eu aux États-Unis une campagne sur les dangers du gaz naturel. Qu'il en soit, l'Algérie envisage de suppléer ces clients défectueux.

« Nous ne resterons pas longtemps sans prendre de décision », précise le ministre du pétrole, M. Ahmed Ghossein. Les candidats, il est vrai, ne manquent pas. Déjà les sociétés ouest-allemandes Brigitta et Thyssengas ont signé un contrat d'attente (« stand by ») portant sur 4 milliards de mètres cubes par an, et la Sonatrach négocie actuellement de tels accords avec la B.P. allemande et la société suédoise de gaz, Enfin dans le même esprit que l'accord récemment signé par l'ENI, Gaz de France, qui détient 25 % de la société d'études de Gazoduc (Segam) la Sonatrach ayant 50 % et l'Énergie gascogne 25 %, — aurait aimé accéder le projet de gazoduc sous-marin entre l'Algérie et l'Espagne, mais elle se heurte à des objections du côté algérien. M. Loussine, vice-président de la Sonatrach, affirme qu'il n'est pas question d'en envisager la construction avant 1984-1985, afin de bénéficier de l'expérience du gazoduc vers l'Italie.

BRUNO DITHOMAS.

TELEVISION

MARDI 14 MARS

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes : 19 h. 45. Les régionaux : 19 h. 40. Soirées de la télévision (FR 3 Marseille) : 20 h. 15. Les jeunes (westerns, policiers, aventures) : 20 h. 15. Les jeunes (westerns, policiers, aventures) : 20 h. 15. Les jeunes (westerns, policiers, aventures) : 20 h. 15.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. France-Culture : 18 h. 30. France-Culture : 18 h. 30. France-Culture : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

MERCREDI 15 MARS

18 h. 30. France-Culture : 18 h. 30. France-Culture : 18 h. 30. France-Culture : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30. France-Musique : 18 h. 30.

senna selection

consultant recrutement

Lille

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa délégation régionale à Lille un Consultant ayant déjà une bonne pratique de l'insertion des cadres dans les entreprises. Conseil en ressources humaines au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de potentiel humain, le recrutement et la sélection de cadres, etc. Ce poste conviendrait à un psychologue confirmé ayant une excellente connaissance de la vie des entreprises. La pratique d'une langue étrangère, allemande ou anglaise, serait appréciée, de même qu'une bonne connaissance de la Région Nord. Au salaire qui sera en rapport avec l'expérience s'ajoute un intéressement substantiel. *Ecrire à C. Beauvillain, à Lille.*

chargé(e) d'études

Paris

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour son service d'information et de documentation un(e) chargé(e) d'études. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, de préférence économique, libre rapidement, possédant de réelles capacités de rédaction et une bonne aptitude au travail en équipe, parlant couramment l'anglais et connaissant si possible les sources d'information. Sa mission, n'excluant pas des travaux d'ordre matériel, consistera à rechercher les informations économiques, statistiques ou techniques, nécessaires à la réalisation des études ou des interventions de conseil de SEMA. *Ecrire, en précisant les prétentions, à S. Masson, à Montrouge.* (Réf. 10183M)

directeur relations publiques

Arabie Saoudite

Une société internationale saoudienne dont l'activité couvre les domaines de la construction et des T.P., recherche dans le cadre de son développement pour le Moyen-Orient un Directeur de Relations Publiques. Sa mission consistera à déterminer la politique des relations extérieures du groupe, à définir les budgets et les moyens propres à atteindre les objectifs fixés et à mettre en œuvre toutes les actions publicitaires et promotionnelles nécessaires. Ce poste conviendrait à un homme ayant au minimum 5 ans d'expérience dans la création et la gestion d'opérations importantes tant au plan de la diffusion que budgétaire. Le candidat souhaité devra parler parfaitement l'anglais (nationalité américaine, du Commonwealth, etc.), être célibataire et pouvoir s'exprimer un minimum en Arabe. Le poste est basé à Riyad et les conditions de rémunération et les avantages devraient satisfaire les plus exigeants. *Ecrire à S. Masson, à Montrouge.* (Réf. 10183M)

direction générale

Lille

Un important Holding de sociétés de service opérant en Région Nord recherche un Cadre de Direction Générale pour assister son Président-Directeur Général dans l'ensemble des problèmes d'organisation et de gestion. Responsable du secrétariat général, son champ d'action concernera les problèmes administratifs, comptables, juridiques et fiscaux. Ce poste s'adresse à un candidat de premier plan, âgé de 35 ans ou moins, possédant une formation supérieure doublée d'une formation spécifique à la gestion, et de solides connaissances en matière de fiscalité et droit des sociétés. Ayant une aptitude forte à l'organisation, il disposera d'une expérience confirmée dans une fonction similaire acquise de préférence dans le secteur tertiaire. La rémunération est importante; elle tiendra compte de la personnalité du candidat. *Ecrire à C. Beauvillain, à Lille.* (Réf. 50293M)

directeur du marketing

Nord

Un important groupe français en expansion recherche le directeur du marketing de plusieurs de ses filiales du Nord. Rattaché au directeur général, assisté de collaborateurs, il élaborera et proposera une stratégie de développement des activités en fonction des besoins de la clientèle. Sa mission comportera des études de marchés et des réalisations concrètes. Ce poste, en cours de création, convient à un candidat âgé de 35 ans ou moins, diplômé d'une Grande Ecole (HEC, X, Mines, Centrale...) ayant acquis en entreprise une solide expérience de direction du marketing. Homme d'études, doué d'un sens du dialogue, il sait aussi faire preuve de créativité. Montant un dynamisme certain, il possède une autorité de compétence. La rémunération est attractive. Le poste est à pourvoir à Lille. *Ecrire à C. Beauvillain, à Lille.* (Réf. 50255M)

directeur de production

140.000 F

DEUTZ-MAG S.A., filiale française de deux importants groupes de l'industrie mécanique, recherche un Directeur de Production pour son unité d'Annemasse (74). Cette usine, équipée d'un matériel très moderne, produit en série des moteurs Diesel monocylindriques de 3 à 14 CV. L'effectif actuel de 105 personnes sera porté à 160/200 dans les années à venir. Le Directeur de Production animera les services de fabrication, puis prendra la responsabilité globale de l'usine, supervisant les approvisionnements, le contrôle, et assurant les relations sociales. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien ayant l'expérience de la conduite des hommes et de la gestion d'un service ou d'une unité de fabrication. Il est tout à fait souhaitable qu'il connaisse bien les moteurs thermiques et il doit parler, au moins moyennement, la langue allemande. *Ecrire à M. Laperche, à Lyon.* (Réf. 20555M)

ingénieur exportation

110.000 F

Une importante société française affiliée à un groupe international, construisant et diffusant des matériels électromécaniques, désire renforcer les structures du service Export d'une de ses divisions. A cet effet, elle recherche un chef de secteur export qui sera chargé des relations commerciales et techniques avec un groupe de pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie. Il assistera les représentants locaux et dirigera une équipe assurant le siège le traitement des affaires. Ce poste conviendrait à un ingénieur électromécanicien ayant prouvé ses valeurs dans un service technico-commercial, si possible à l'export ou à l'étranger et désireux de progresser dans une structure importante et offrant de bonnes possibilités d'évolution. La pratique de l'anglais courant est indispensable ainsi que de bonnes connaissances en allemand. *Ecrire à M. Laperche, à Lyon.* (Réf. 20544M)

directeur fonderie

Haute-Saône

Une importante société française (3 usines, 1.100 personnes), affiliée à un grand groupe et fabricant des appareils ménagers et de chauffage, doit pourvoir au remplacement du Directeur de sa fonderie qui fait valoir ses droits à la retraite. Il s'agit d'une usine de 15 jours de capacité, employant 140 personnes et produisant surtout des pièces minces pour le chauffage. Responsable devant la Direction Technique de la bonne marche de l'usine, le Directeur animera les services de fabrication, contrôlera son budget et gèrera son personnel. Ce poste conviendrait à un ingénieur fondeur expérimenté dans la conduite des hommes et la gestion d'une unité de production autonome. Le salaire prévu est de l'ordre de 100.000 F/an et un logement est mis à disposition près d'une ville agréable de la Région Bourgogne/Franche-Comté, à 50 kilomètres de Dijon. *Ecrire à M. Laperche, à Lyon.* (Réf. 20566M)

chef des ventes

Paris

ZODIAC est une entreprise française, créateur du bateau pneumatique et leader dans sa branche. Ses activités s'étendent à de nombreux domaines qui vont du loisir à l'industrie, un pourcentage important du C.A. est réalisé à l'export. Pour assurer la croissance du secteur Loisirs, ZODIAC recherche un nouveau collaborateur. Animateur des Ventes France auprès des concessionnaires et revendeurs. Après une période probatoire, avec la responsabilité directe d'un territoire, il devra prendre au poste de Chef des Ventes France ZODIAC. Sous l'autorité du Directeur du Marketing, son bureau et son assistante sont à Paris au siège, ses actions sont opérées sur le terrain. On souhaite un homme jeune, diplômé ou autodidacte, ayant une expérience confirmée de la distribution de produits grand public semi-durables, un sens de la conduite des hommes, un fort tonus et un bon sens de la négociation. Un salaire fixe important est offert qui prendra compte du niveau déjà atteint et auquel s'ajoutera un intéressement sur le C.A. *Ecrire à G.R. Besson, à Montrouge.* (Réf. 50258M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Senna-Selection :

32126 MONTRouGE - Centre Métro, 16-18, rue Barbès Tél. (01) 687 13 00
 69000 LILLE - Forum 43, rue Gustave-Delory Téli. (20) 51 55 52
 69006 LYON - 29, cours Vitton Téli. (78) 89 25 52
 13006 MARSEILLE - 9, place Péfix-Baret Téli. (91) 54 32 48

Conseil, Etudes, Ingénierie
 INFORMATIQUE, MARKETING
 ORGANISATION, FORMATION

Le gaz algérien aux États-Unis

(Suite de la page 25.)

Pour exporter ces 70 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié, l'Algérie s'est lancée dans un programme d'équipement d'une très grande ampleur. G.N.L. 1, première unité de liquéfaction de ce nouveau programme, a été inaugurée à Arzew par le président Houari Boumediène, le 21 février, soit avec dix-huit mois de retard. Composée de six trains de liquéfaction, ce complexe d'une capacité globale de 10,5 milliards de mètres cubes de G.N.L. par an a été réalisé par des sociétés américaines (d'abord Chemico, puis Bechtel). Avant la fin de 1978, il fonctionnera à 30 % de sa capacité théorique. Elle devrait être accompagnée en 1980 de sa réplique, G.N.L. 2, dont la construction a été

confiée à l'entreprise Pullmann-Kellogg, puis un an plus tard de G.N.L. 3, d'une capacité de 15,75 milliards de mètres cubes par an, qui sera réalisée par Foster Wheeler.

A Sidkha, autre site retenu, la phase deux (1,4 milliard de mètres cubes) devrait être inaugurée dans quelques semaines et la phase trois (d'une capacité de 3,1 milliards de mètres cubes et dont la réalisation sera assumée par Pritchard) devrait entrer en service en 1978.

A ces usines de liquéfaction s'ajoutent des constructions portuaires (Arzew-El-Djédid est le plus grand port méthanier du monde), des unités pétrochimiques (ammoniac, engrais azotés, méthanol, résine, condensat, etc.), plusieurs milliers de kilomètres de gazoducs et l'achat de plusieurs méthaniers. Selon la revue *Le Pétrole et le Gaz* arches du 1^{er} février 1978, les seules unités de liquéfaction actuellement en construction à Arzew et à Sidkha coûteront ensemble près de 5 milliards de dollars. Au total, le programme « Valhyd » de valorisation des hydrocarbures prévoit 33 milliards de dollars d'investissements d'ici à la fin du siècle. Les recettes en dollars de la vente du pétrole ont actuellement de l'ordre de 5 milliards de dollars par an.

L'Algérie a donc dû emprunter largement à l'étranger, principalement sur le marché américain, ce qui explique la diatribe du président Boumediène lors de l'inauguration de G.N.L. 1 sur « ce qui tendent de faire croire que le pays est en train de vendre son âme au capitalisme américain ». G.N.L. 1, qui a coûté 1 milliard de dollars, a été financé à plus de 50 % par des banques

américaines (et principalement par l'Eximbank) et G.N.L. 2 le sera par les banques de cinq pays (Pays-Bas, Belgique, États-Unis, Japon et Canada).

« La valorisation de son gaz naturel constitue pour l'Algérie une source d'accumulation très importante, précise la Charte nationale. Revenir disponibles les 60 milliards engendrés par cette valorisation, c'est par conséquent susciter un moyen d'assurer le financement d'un développement du pays et d'établir une base pour garantir l'indépendance. Les emprunts réalisés à l'étranger sont, en majorité, consacrés à cette industrie fort peu créatrice d'emplois (G.N.L. 1, pour un investissement de 1 milliard de dollars, n'en créera que mille) dans un pays qui compte, dit-on, huit cent mille chômeurs et dont près d'un million de travailleurs sont expatriés.

Mais surtout l'Algérie est ainsi fortement endettée. A en croire un rapport de la Banque mondiale, le service de la dette représentera en 1983 25 % des recettes d'exportation. Or, il est couramment admis qu'un taux de 20 % est une limite à ne pas dépasser. Cela ne semble pourtant pas inquiéter les banques, qui continuent de prêter, ni les dirigeants algériens. « Certes, nous allons connaître une période difficile pendant quelques années, reconnaît M. Ghomri, mais il en a toujours été ainsi depuis l'indépendance. Dès 1962, nous escomptions 12 milliards de dollars de nos exportations d'hydrocarbures au prix actuel. La seule question qui se pose est celle de savoir si l'Algérie aura la capacité de rembourser ses emprunts, et la réponse est oui ».

BRUNO DETHOMAS.

Vers une forte élévation de prix

Si le gaz ne représente que 19 % de l'approvisionnement mondial en énergie, le rapport entre production et réserves est de plus de 50. Alors qu'il est inférieur à 40 pour le pétrole, l'avenir du gaz est donc assuré. Jusqu'à présent, l'essentiel du commerce est réalisé par gazoduc (85 % en 1977). Mais les contrats signés et les projets en construction font une large part au gaz liquéfié, qui devrait représenter 50 % du commerce international d'ici une dizaine d'années. Le gaz naturel liquéfié (G.N.L.) devient rentable au-delà de 8 000 kilomètres.

Interrogé récemment par la revue *Le Pétrole et le Gaz* arches, le ministre algérien du pétrole, M. Ghomri, affirmait : « Nous pensons que la liquéfaction est entrée dans le domaine des opérations industrielles normales, ne posant pas moins, mais pas plus, de problèmes que les autres. Il s'agit maintenant d'une technologie maîtrisée. La campagne menée aux États-Unis contre l'insécurité de ce type d'usine ne peut donc avoir d'autres conséquences que commerciales.

En revanche, le développement du G.N.L. est fortement limité par le problème du coût. Lors du congrès G.N.L. 5, tenu en septembre 1977 à Düsseldorf, M. Mossadegh, directeur de la Compagnie nationale de gaz d'Iran — pays qui n'exploite qu'une faible partie de ses réserves gazières en raison du peu d'intérêt actuel de ce marché — a expliqué que le coût de liquéfaction représentait un et demi à deux fois le coût du raffinage du pétrole brut. De même, précisait-il, le coût du transport de l'énergie sous forme de G.N.L. est de six à huit fois plus élevé que le coût de transport du pétrole brut dans des pétroliers. Et il ajouta que ces coûts pourraient difficilement être réduits.

Les pays exportateurs de G.N.L. posent donc la question du financement par les pays consommateurs des investissements de liquéfaction et d'une « juste rétribution » du gaz. M. Ait Laoussine, vice-président de la Sonatrach, a souligné ainsi que le prix du gaz devrait atteindre 6,50 dollars par million de B.T.U. (1) vers 1985. Actuellement, la plupart des contrats algériens (FOB) se situent entre 1,30 et 1,60 dollar par million de B.T.U. Indexés sur le tuel et le gaz-oil, ils comportent une clause de révision tous les quatre ans. Il est donc vraisemblable que le gaz lui aussi augmentera fortement dans les années prochaines.

(1) British thermal unit : 100 000 BTU = 1 thermie.

« Le Monde » tient à la disposition de ses lecteurs les pages « Evénements » parues depuis octobre 1973.

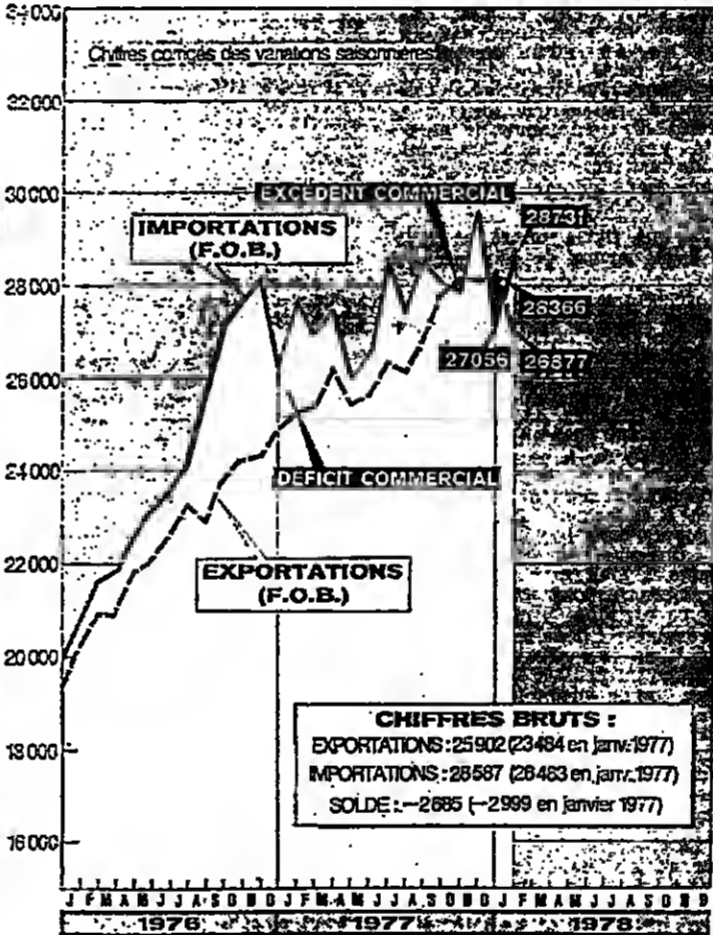
Ces pages, extraites de numéros maintenant épuisés sont susceptibles de compléter une documentation personnelle sur les sujets les plus divers de la liste en sera adressée sur demande écrite (inclusivement).

Prix de l'exemplaire, 1 F + 0,40 F de frais d'envoi.

« Le Monde », Vente au numéro : 5, RUE DES ITALIENS, 75437 PARIS CEDEX 09

LE MONDE
 met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

COMMERCE EXTERIEUR : le déficit et les montants compensatoires



Mauvais résultat pour le commerce extérieur : après l'excédent de 110 millions de francs en décembre, le bilan a enregistré un déficit de 1 354 millions en janvier (chiffres corrigés des variations saisonnières). Selon le ministère du commerce extérieur, les trois quarts de ce déficit proviennent des échanges agro-alimentaires, qui, pratiquement équilibrés en décembre, ont été déséquilibrés de 1 353 millions en janvier.

Cette évolution résulte, selon le ministère, du fonctionnement des montants compensatoires. D'une part, la disparition au 31 décembre des montants qui résultent de l'adhésion par onze des trois nouveaux membres (Royaume-Uni, Irlande, Danemark) s'est traduite par une forte accélération des exportations françaises vers ces pays en décembre, suivie, par contre, d'un ralentissement en janvier. D'autre part, l'accroissement du niveau des montants compensatoires monétaires fin décembre et la dévaluation du franc ont été prévus au 1^{er} janvier ont incité les exportateurs à ralentir leurs ventes jusqu'au début de février et les importateurs à accélérer leurs achats à partir du 1^{er} janvier. Les premiers bénéficiaires d'une réduction de 2,5 % de la taxe à l'exportation, tandis que les seconds voyaient leur aide à l'importation diminuer du même pourcentage. Ainsi les ventes de blé ont été réduites de 60 % entre décembre et janvier, tandis que les achats d'orge et de beurre augmentaient fortement, indique le ministère du commerce extérieur.

SUISSE
 première station des Alpes vaudoises
 1300 m d'altitude
A VENDRE
 dans domaine privé avec environnement protégé
 quelques APPARTEMENTS DE LUXE
 dans CHALETS TYPIQUES
 de 5 à 6 appt. seulement. VUE PANORAMIQUE
 Crédit jusqu'à 70% sur 20 ans. Intérêt 5,15 %
 Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.
 Case postale 62 - CH-1884 VILLARS-a-OLLON
 Tél. 26/30 10 39 et 3 22 08

L'écologie au secours

Le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (O.N.U.E.S.C.) sur l'état de l'environnement mondial, publié en décembre 1972, a été révisé et complété en 1977. Ce rapport, intitulé « L'état de l'environnement mondial 1976 », est le premier d'une série de rapports qui seront publiés à intervalles réguliers. Il constitue un état des lieux de l'environnement mondial en 1976, à l'occasion du 25^e anniversaire de la signature de la Déclaration de Stockholm sur l'environnement humain.

CORSE
 8 jours
 1140 F

payscope international

foire au ski

du 10 au 18 mars
EXCEPTIONNEL
PRIX TARIF USINE
 sur les skis et les fixations

30%
 de remise sur tous les vêtements de ski

TEAM 5

NOTEL SHERATON

Paris-Shannon Hotel

مركز لادبيل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

Etats-Unis

américaines (le principal sera par le biais de la Banque de Paris, de la Banque de Londres et de la Banque de New York). Les Etats-Unis, Japon et Canada.

La situation de l'économie américaine est en fait très complexe. Elle est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : la hausse des prix de l'énergie, la dévaluation du dollar, la stagnation de la production industrielle, la baisse des investissements, etc.

Malgré ces difficultés, les Etats-Unis restent le premier pays du monde en matière de production industrielle. Cette situation est due à la supériorité de leur technologie, à la richesse de leurs ressources naturelles, et à la capacité de leur main-d'œuvre.

En 1975, la production industrielle américaine a augmenté de 1,5% par rapport à 1974. Cette croissance a été soutenue par la hausse des prix de l'énergie, qui a entraîné une augmentation des coûts de production et une hausse des prix de vente.

Le secteur des services a également contribué à la croissance. Les dépenses de consommation ont augmenté de 2,5% en 1975, ce qui a entraîné une augmentation de la production de biens de consommation.

En conclusion, l'économie américaine est en train de se redresser, malgré les difficultés rencontrées en 1974. Cette croissance est soutenue par la hausse des prix de l'énergie, la dévaluation du dollar, et la capacité de la technologie américaine.

BRUNO DEYON

EXTERIEUR : le déficit compensatoire

Le déficit de la balance des paiements est compensé par une augmentation des exportations de biens et services. Cette situation est due à la hausse des prix de l'énergie, qui a entraîné une augmentation des coûts de production et une hausse des prix de vente.

En 1975, les exportations américaines ont augmenté de 10% par rapport à 1974. Cette croissance a été soutenue par la hausse des prix de l'énergie, qui a entraîné une augmentation des coûts de production et une hausse des prix de vente.

Le secteur des services a également contribué à la croissance. Les dépenses de consommation ont augmenté de 2,5% en 1975, ce qui a entraîné une augmentation de la production de biens de consommation.

En conclusion, l'économie américaine est en train de se redresser, malgré les difficultés rencontrées en 1974. Cette croissance est soutenue par la hausse des prix de l'énergie, la dévaluation du dollar, et la capacité de la technologie américaine.

CHIFFRES BRUTS :

Production industrielle : +1,5% (1975) / +1,5% (1974)

Exportations : +10% (1975) / +10% (1974)

Importations : +12% (1975) / +12% (1974)

Balance des paiements : +2% (1975) / +2% (1974)

CHASSE

Chasse des Alpes valdoises

A VENDRE

Appartements de LUXE

CHIFFRES BRUTS :

Production industrielle : +1,5% (1975) / +1,5% (1974)

Exportations : +10% (1975) / +10% (1974)

Importations : +12% (1975) / +12% (1974)

Balance des paiements : +2% (1975) / +2% (1974)

L'écologie au secours de l'économie

Les progrès de la productivité agricole sont souvent plus illusoire que réels. Les rendements élevés s'obtiennent au prix d'une consommation d'énergie tellement élevée qu'on peut se demander s'il ne faut pas remettre en question les modes actuels de production.

par PIERRE-LOUIS LEFORT (*)

La fin de l'année 1975 marque, avec la première dévaluation du dollar, l'ouverture de la récente période de crise économique. Malgré les difficultés, le monde occidental est le premier des pays du tiers-monde tentent de poursuivre leur développement économique sur la base de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la croissance de la production intérieure. En 1975, on a noté une mise en œuvre de ce modèle de production-consumption dans le monde occidental. Ce modèle, qui a été profondément remis en cause l'exemple de l'agriculture, et certaines autres formes de production, sont toujours en vigueur. Cette perspective ne peut plus tenir.

De 1945 à 1970, l'agriculture française a évolué vers une forme de production « moderne », fondée sur l'encadrement et en aval par de puissants secteurs industriels (machines agricoles, produits chimiques et alimentaires). La productivité du travail a été considérablement augmentée par l'utilisation d'une technologie exigeant des quantités toujours croissantes d'énergie et de matières premières industrielles. En vingt-cinq ans, la production de blé a plus que doublé, celle de la vigne a été multipliée par 7, celle du maïs par 45, les rendements à l'hectare correspondants ont été multipliés par plus de 2 pour la vigne et l'orge, plus de 3 pour le maïs. Le parc de tracteurs a été décuplé, celui des moissonneuses-batteuses multiplié par 35. La taille géographique des exploitations a été augmentée, les zones les moins productives du territoire national ont été peu à peu abandonnées. Les campagnes sont devenues peu habitables, socialement et culturellement sous-équipées, les terres soustraites à la production, souvent retournées à l'état de friches, sont devenues des réserves naturelles ou des zones touristiques.

destinées à satisfaire les besoins de nature des citadins.

Du côté du consommateur, ce modèle « productiviste », pour bien fonctionner, suppose et cherche donc à susciter une augmentation en valeur de la demande alimentaire globale, par son déplacement au profit des produits les plus riches, les plus élaborés et, en définitive, les plus coûteux à produire. Les économistes désignent ce phénomène sous le nom d'« effet qualité ».

L'exemple du maïs

La récente augmentation du prix de l'énergie (le prix du pétrole brut a été multiplié par quatre depuis 1973), si elle a tendu ce programme, a été encore plus coûteuse, et surtout agi comme un révélateur des conditions réelles de la production alimentaire. Certains, les américains tout d'abord (D. Pimentel, de l'université de Cornell, et J. Steinhart, de celle de Madison), ont tenté d'établir le bilan énergétique global de la production agricole, c'est-à-dire de calculer le rapport du nombre de calories récoltées au nombre de calories consommées. Les résultats de ces études sont tout à fait surprenants. Ils révèlent que, aux Etats-Unis, les apports d'énergie consommés dans la culture du maïs ont été multipliés par 3,1, entre 1945 et 1970, et les rendements par 2,4, mais que le rapport est l'énergie récoltée sous forme de grain et celle qu'on a pu apporter, sans différence, au système était de 3,1 en 1945, de 3,1 en 1964 et de 3,1 en 1970. La rentabilité de toute considération de prix, la valorisation de l'énergie investie n'est plus, en 1970, que les trois quarts de ce qu'elle était en 1945.

Plus frappante encore est l'observation suivante que l'on peut faire en France, dans le midi, la production de 50 quintaux de maïs sur 1 hectare, les grains étant ensuite séchés naturellement avant le stockage, représente un coût énergétique d'environ 5 000 mégacalories. On peut obtenir, en irriguant, 80 quintaux par hectare ; les grains devant être ensuite séchés artificiellement, les dépenses énergétiques totales s'élevaient alors à plus de 15 000 mégacalories. Pour récolter 100 calories, on a dû en apporter 27 dans le premier cas, 48 dans le second. Le coût des 40 quintaux supplémentaires de la culture productiviste a été révélé alors fantastique : il a fallu pour ce supplément investir près de 60 calories pour en récolter 100 ! Cela n'est pas loin d'une opération blanche du point de vue du bilan énergétique global.

Il est bien évident que les calories récoltées et les calories investies ne sont pas de même nature : la transformation des céréales est nécessaire, mais à quel prix ? Ces exemples montrent bien qu'il y a une limite à l'intensification énergétique quantitative. En effet, plus le système se déplace, plus la rentabilité devient précaire. Il conduit à terme à des situations absurdes que l'on peut déjà observer, mais qui ne sont pas acquiescées par le caractère artificiel du financement et de la commercialisation de la production agricole, et que les données économiques classiques, non globales, ne font pas apparaître.

Le plafonnement

Un second fait significatif de l'industrialisation à l'origine des années 70 est l'apparition d'un plafonnement du rendement de la production agricole. Les rendements du blé, du maïs, du sorgho, du soja et de la pomme de terre n'ont pas augmenté depuis 1970. Au plan mondial, les récoltes d'automne du blé ont diminué de 2% par an, n'ont augmenté qu'en 1974 de 1,7% par an. A ce rythme, le déficit alimentaire sera de 100 millions de tonnes en 1985, soit à peu près deux années et demie de la production céréalière française.

Ce plafonnement doit être examiné avec attention. Certains voudraient l'attribuer à une succession de conditions climatiques défavorables ; il semble en fait résulter d'une part d'un ralentissement de la production agricole par le coût des charges, d'autre part de la manifestation à long terme d'effets néfastes dus aux techniques actuelles. Dans les années 70, ces techniques méconnaissent totalement l'aspect fondamental biologique et écologique de l'activité agricole. Elles sont toujours épuisantes et épuisées de fertilisants minéraux, l'utilisation massive d'herbicides, de fongicides, d'insecticides, nécessitant des passages excessifs et souvent à contre-temps d'épaves de plus en plus lourds, le maintien d'une culture sans cesse renouvelée de suite sur de grandes surfaces, l'abandon des sous-produits (paille, foin, etc.), provoquent à la fois la dégradation de l'écosystème du sol, la diminution de sa teneur en matière organique et de sa capacité de rétention de l'eau, de l'azote, d'appauvrissement de la terre, l'absence de l'air et du pollen, des foyers d'infection parasitaire s'installent de façon permanente.

Pas de retour en arrière

Devant cela, quelles solutions alternatives propose-t-on ? Il semble qu'une démarche écologique s'impose, elle ne signifie nullement un retour en arrière vers l'agriculture traditionnelle : elle suppose, au contraire, comme un stade supérieur de compréhension, de compétence et de technicité. Il s'agit tout d'abord de restreindre les investissements énergétiques, de mettre ensuite en œuvre les solutions biologiques dont on dispose et d'en préparer de nouvelles. Selon les termes de M. J. Poly, directeur scientifique de l'INRA, il faut créer, pour la fin du vingtième siècle, « une agriculture agricole biologique vivante et durable ».

Quelles sont ces solutions biologiques et écologiques ?

- La rotation des cultures, qui permet de réduire la pression du parasitisme et constitue un bon moyen de contrôle de l'herbivorie naturelle. Elle permet, en outre, de mieux rentabiliser le parc d'équipements existants. Dans le temps d'une même production, elle permet de réduire et de mieux rentabiliser le parc d'équipements existants. Dans le temps d'une même production, elle permet de réduire et de mieux rentabiliser le parc d'équipements existants.
- L'utilisation directe à la ferme de l'énergie solaire et éolienne (l'Australie utilise déjà des moulins à vent modernes). Les récoltes de maïs et de sous-produits (35 millions de tonnes de paille sont produits chaque année en France) comme source d'énergie et de matières premières.
- Les connaissances actuelles et les travaux futurs de la recherche agronomique peuvent et pourront encore fournir des réponses à des questions pour lesquelles on a jusqu'ici privilégié d'autres solutions. A plus long terme, la fixation biologique de l'azote et même du phosphore, l'amélioration du rendement de la photosynthèse, ouvrent d'immenses perspectives.
- La nourriture est le produit net d'un écosystème, ce système est actuellement déséquilibré par des apports étrangers massifs, par ailleurs coûteux, épuisables et polluants. Cela traduit déjà par une diminution de la rentabilité et même de la productivité de l'agriculture. Une meilleure utilisation des connaissances actuelles et la poursuite des recherches restituant l'activité agricole à son cadre écologique ne peut qu'être bénéfique, tant au producteur qu'au consommateur. Au niveau mondial, cette voie semble être la seule susceptible de conduire à la solution du problème du déficit alimentaire.

A quelque chose malheur est bon, dit-on ; la crise de l'énergie nous fait prendre conscience des absurdités auxquelles nous conduisit, en agriculture, le « vieux » système productiviste ; elle n'est certainement pas le seul secteur économique concerné. Quant à elle, n'en doutons pas, elle ne peut être, dans l'avenir, qu'écologique. N'est-ce pas là d'ailleurs, à tout point de vue, une perspective réjouissante ?

(*) Ingénieur agronome, chargé de recherches à l'INRA.

La chance du Soudan est-elle toujours dans les « fermes géantes » ?

De notre envoyé spécial

Khartoum. — Sur le thème « Le développement agricole du Soudan et les industries agro-alimentaires », un colloque tenu de rémin. à Khartoum, les représentants d'une trentaine de firmes françaises, des observateurs des pouvoirs publics et leurs partenaires soudanais. Derrière l'objet officiel des débats — une prise de contacts qui excluait évidemment tout jugement sur le « modèle de développement » du pays hôte et entendait surtout ouvrir de nouveaux marchés aux sociétés françaises — il y avait à dessiner une réflexion intéressante sur les chances du pays qui est le plus vaste d'Afrique et le plus pauvre en matière de ressources alimentaires du monde arabe, quel, politiquement et culturellement, il appartient.

Les possibilités, évoquées dans un remarquable rapport de M. Paul-Marie Henry (Centre de recherches pour le développement international), sont énormes et de nature à attirer les investisseurs. Il existe au Soudan « un potentiel de production sans égal dans le monde moderne », l'exception peut-être de certaines grandes zones sous-développées du bassin amazonien. A l'heure où les surfaces cultivées représentent 15 millions de feddans (un feddan équivaut à 2 ha), dont 2 millions sont irrigués, la maîtrise de l'eau pourrait permettre de quadrupler les cultures irriguées (coton, blé, arachides, fruits et légumes) et de développer la production sucrière. On pourrait y ajouter 70 millions de cultures non irriguées et doubler le

Les vicissitudes de l'aide arabe

La mise en valeur du pays par ses partenaires arabes, et d'abord par l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe, risque de s'écarter sur les difficultés de l'étape de démarrage. A la réunion de Rabat, en avril 1976, les pays arabes, avec le concours des experts du FADES (Fonds arabe de développement économique et social) ont décidé d'accorder au Soudan 2,3 milliards de dollars en six ans en fonds publics et en prêts, soit en compte. Après la dévaluation de 1975, le plan de six ans élaboré par Khartoum se propose de financer 6 milliards de livres (1 livre soudanaise vaut environ 1250 F), le FADES en offre 500 millions sur une enveloppe financière de 700 millions de livres. Mais le déblocage des crédits du Fonds est subordonné à la nomination du président de l'autorité arabe pour l'investissement agricole et le développement. Or cette nomination se fait attendre pour des raisons où certains participants voulaient voir une réticence quant au modèle de développement choisi et aux soixante et un projets envisagés soit l'absence d'un assainissement significatif de la situation financière du pays.

Doté d'un plan d'inspiration essentiellement agro-alimentaire, coûteux et de gestion très difficile, que les experts de l'agriculture tropicale présents à Khartoum considéraient avec quelque suspicion. Les ambitions raisonnables, notamment en matière de taux de croissance (15% sont prévus, 6,5% paraissent plus « réalisables »). Certains projets marqués par un gigantisme effarant sont d'une rentabilité douteuse. C'est le cas de la sucrerie de Kenia (usine construite par Technip), qui, en 1973, était estimée à 165 millions de dollars. Son coût, au stade actuel des travaux, est de 850 millions de dollars, et le sucre produit (240 000 tonnes en 1980, puis 300 000 tonnes à par-

tir de l'année suivante) atteindra des prix beaucoup plus élevés. Le remarquable promesse technique du canal de Soudan (le Monde le mai 1977), accompli par les Grands Travaux de Marseille, ne va pas non plus sans graves inconvénients.

En fait, il est apparu au colloque de Khartoum que les autorités soudanaises envisagent elles-mêmes une révision, dans un sens plus réaliste, de leurs objectifs et de leurs priorités. Il semble que la dévaluation de 1975, le monde rural et le développement soient « réglés par le plan, soient en voie d'être mieux pris en compte. Après la dévaluation de 1975, les projets géants seraient abandonnés. Les hommes d'affaires présents au colloque de Khartoum ont été invités à réfléchir à des « projets moyens » plus accessibles, l'exemple cité étant fourni par une usine d'alimentation dans le Sud qui représente un petit investissement pour un besoin évident et une rentabilité certaine. Le ministre de l'Industrie lui-même, M. Badr Abdal, a d'ailleurs appelé à « équilibrer le développement ».

Accueillis avec beaucoup de sympathie, les investisseurs français déplorant que Paris se montre trop restrictif à propos de garanties, en raison de la situation financière du Soudan. En effet, l'absence de décision politique, la COFAC avait limité de francs déjà accordés. Un protocole financier doit accorder en février une rallonge d'une centaine de millions de francs de crédits, dont 30% avec garantie COFAC. Si, par timidité, la France ne prend pas sa part du grand pari soudanais, elle risque de ne demeurer que marginale dans l'une des entreprises de développement les plus utiles et à long terme les plus rentables — en mode, et de laisser la place aux seuls Américains, attendus à leur tour pour un important colloque dans quelques jours à Khartoum.

P.-J. FRANCESCHINI

CORSE 8 jours 1140F

Voyageurs U.R.S.S. 81.1285 F 151.2785 F Turquie 1.1330 F 151.2850 F

Ceuta 81.1290 F 151.2850 F

Mexique 251.4800 F 241.5950 F

Bahamas 81.1045 F 241.5225 F

Macao 81.1325 F Tunisie Egypte 81.1280 F 101.3010 F

at: Siget, U.S.A. Pérou-Bolivie, Singapour, Philippines, Thaïlande, etc. Prix comprenant : voyage par avion, séjour en hôtel ou centre de vacances, et droits d'inscription. Vols à tarifs réduits ou vols spéciaux.

payscope international

5, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure « Vacances 78 »

nom prénom

adresse code postale

ville des prix pour aller plus loin plus longtemps.

foire au ski

du 10 au 18 mars

EXCEPTIONNEL PRIX TARIF USINE

sur les skis et les fixations

30%

de remise sur tous les vêtements de ski

dans la limite des stocks disponibles

TEAM 75

A Paris : Team 5 Italie, Centre commercial Galade, Place d'Italie 13°

Team 5 Montparnasse, 44-46 rue St Placide 6°

Team 5 Haussmann, 55 rue de l'Arcade 8°

Centres Commerciaux Régionaux :

Team 5 Rosny 2

Team 5 Massy Radar

Team 5 Belle Epine

Team 5 Velizy 2

Team 5 Creteil Soleil

NOTEL SHERATON

MONTPARNASSE, Capitale SHERATON

au centre de vos loisirs :

cafés-théâtres, galeries et cinémas, discothèques.

Le plus grand hôtel de la Rive Gauche

Un restaurant raffiné le Montparnasse 26, le bar Corail

1.000 chambres spacieuses. Parking.

**** LUXE

TEL. 260.35.11 Paris Sheraton Hotel

AVENUE DU MARSE - RUE DU COMMANDEANT MOUCHEUX - TELER DORIS

ABU DHABI

BAHREIN DUBAI

DOHA MUSCAT

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

POUR UNE TROISIÈME VOIE.

Oto Sik

Qui n'est plus ou moins attiré par cette voie sacrée, en dépit de la coupure au couteau du corps électoral français... Ex qui était mieux qualifié pour en traiter que le ministre de Dubček lors du printemps de Prague?

Socialisme libéral certes, mais ne nous étonnons pas de trouver, comme dans tout ouvrage de ce genre, plus de critiques des systèmes condamnés qu'une construction précise de remplacement.

Le principe le plus nettement défendu est celui de l'efficacité, cette source de richesses, si souvent rejetée, à priori, par souci borné de progressisme.

Les biens de production sont propriété collective, mais il est expressément recommandé que les ouvriers détiennent une partie du capital, et loin de jurer leur entreprise en simples sujets, participent à la gestion.

Par ailleurs, utilisation, bien sûr, du meilleur stimulant matériel, le marché; mais, à la forte critique des économistes libéraux (comme aussi des faiseurs de système à base d'informatique), s'ajoute la suggestion d'une planification macroéconomique, destinée notamment à assurer la satisfaction des besoins.

Sommes-nous convaincus? Sédulité peut-être, mais insuffisamment éclairés. C'est, comme en toute stratégie, un point le plus délicat qu'il faut être le plus fort.

Cet ouvrage de lecture si fertile favorisera, il faut l'espérer, l'éclat

L'ÉCONOMIE DE SPÉCULATION.

Jeon Peyrelevoe

Du brillant préfacier nous espérons davantage, et même en tenant compte de son emploi actuel, nous nous étions attendus à entendre dire que les deux tiers des Français ne peuvent consacrer l'accroissement de

leur niveau de vie à l'amélioration progressive de leur habitat. En revanche, quand il conclut qu'il importerait de mener une politique économique et sociale qui allie justice et rigueur, il ne trouve guère de contradictoire.

Le terme spéculation porte en lui un jugement de valeur; et cependant tout acte économique n'est-il pas spéculatif? Mais, faute de définition claire, le phénomène ne se prête pas bien à la mesure, est-il indiqué, ni moins encore à la statistique.

Le jeune polytechnicien banquier et enseignant s'efforce alors de démythifier, en plaçant chaque opération « spéculative » dans son cadre, laissant en somme le lecteur porter un jugement moral, méthode proprement scientifique en économie sociologique.

Les trois parties, « la spéculation bienfaisante », assez théorique, « la spéculation dans le temps », plus positive et « la spéculation mondiale », débouchent sur une conclusion peu attendue concernant « l'indépendance nationale ».

Les moyens politiques employés pour combattre sinon la spéculation du moins ses effets sont jugés inopérants, notamment l'imposition des plus-values et la loi Galley; mais sans nous en étonner, regrettons que la solution de l'acheteur unique « le foncier urbain » n'ait pas été examinée.

Nous affranchissant de l'austérité sùle initial, nous entrons ensuite dans le grand air économique. Comme il est de règle en pareil cas, l'analyse pure des phénomènes, bien conduite, est plus ferme que la ligne à suivre. Plus rigoureuse cependant, plus solides même, si le mot convient en la matière, sont les vues sur la fuite des capitaux. Que l'aspect moral doive être séparé de l'aspect technique est certes difficile à reconnaître par beaucoup, mais très éclairante est la sérieuse analyse donnée ici par un homme averti, qui ne dissimule pas le caractère personnel de sa préférence.

Préface de Jacques Delors, Le Seuil, Paris, 1978, 203 cm, 55 F.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

LES RÉFORMES MONÉTAIRES EN BELGIQUE.

Léon H. Dupriez

Plus encore que les peuples, les monnaies heureuses n'ont pas d'histoire: le franc belge en a une, depuis août 1914. Nul n'était mieux placé pour décrire ces aventures d'or et de papier que le maître de Louvain, aujourd'hui professeur émérite, qui a assisté à toutes et participé activement aux principales. Des sept ou huit réformes monétaires survenues, les deux plus importantes et les moins « dictées » ont été celles de 1935 et de 1944-1945. Dans les deux cas, la clairvoyance politique (van Zeeland en 1935, C. Gutt en 1944), favorisée par les études de l'Institut de conjoncture de Louvain (F. Bau-dhuin, L. Dupriez, etc.), s'est opposée à la non-compréhension du pouvoir français, dépourvu du moindre lumbon.

La dévaluation de 1936, dite scientifique, parce que, pour la première fois, a été mesurée et utilisée la comparaison des niveaux de prix nationaux et sociaux (théorie de Cassel sur la parité des pouvoirs d'achat), a permis à la Belgique d'éviter les contresens mathématiques du Froot populaire. Le franc belge a rattrapé et au-delà la perte initiale volontaire de 1935 sur le franc français, dont il a, à partir de ce moment, résolument séparé son existence.

En 1944-1945, le pouvoir politique belge a, de même, compris la nécessité économique et sociale d'une forte résorption des billets en circulation, accumulés sous l'occupation. En France, ce fut au contraire la préférence accordée par le général de Gaulle à R. Pirenne sur P. Mendès France. Le résultat a été, cette fois encore, éloquent.

Descriptions monétaires irréprochables, mais de sérieuses réserves peuvent être formulées sur le plan économique du moins sur le rôle du marché noir.

Bibliographie précieuse.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

Office national de l'Urbain, Bruxelles, 1978, 24 cm, 255 pages.

POPULATIONS ACTIVES.

Pierre George

Le grand géographe français, qui, dès sa jeunesse, a pris le départ dans le secteur physique et même politique, s'est de plus en plus intéressé aux hommes, aux villes, à la vie rurale, se doublant ainsi d'un sociologue économiste. Sous ce titre volontairement sobre et modeste, il nous donne aujourd'hui une vaste fresque sur les hommes au travail, dans le monde.

Après une mise au point statistique bien au fait, on cependant une critique de la terminologie est de la bienvenue. Nous passons à un premier aperçu des pays industriels et non industriels, à base surtout d'observation, pour déboucher sur le chapitre particulièrement original, parce que portant sur un monde de confusion, du secteur tertiaire. De cette étude approfondie, la plus pénétrente qu'il nous ait été donné de voir jusqu'ici, retenons cependant la persistance d'une certaine ambiguïté du fait d'une distinction insuffisante entre la profession individuelle et l'activité collective, la première jouant un rôle essentiel sur le plan social. Aucun jugement n'est volontairement porté, même pour le commerce, sur l'écoulement de personnes, les tentatives, dans la plupart des pays, en regard aux besoins techniques, ni sur celui de certaines rémunérations, entraînant l'écrasement des marges.

Ces présentations sont suivies d'études économiques et sociales de divers régimes ou types de pays. Le Maghreb, analysé de façon pénétrante, est un remarquable exemple de sous-emploi et de non-emploi, tant urbain que rural, résultant d'un développement insuffisant et de l'accélération démographique. Viennent ensuite l'Afrique tropicale (excès de main-d'œuvre et sous-emploi) et l'Asie des moussons.

Dans l'étude de la France, qui conduit inévitablement à celle du chômage, la non-adaptation de la formation des hommes aux besoins de la consommation aurait mérité d'être soulignée avec plus de force encore. C'est la pierre d'achoppement de toutes les constatations antisociales. Que l'auteur s'avertit l'emploi le mot « paradoxal » à propos de la coexistence du chômage et du manque de main-d'œuvre atteste la puissance du dogme globaliste, si dommageable.

Nous terminons sur l'Union soviétique; il y a encore 20 % d'agriculteurs dans la population active, lourde charge, mais source aussi de progrès. Quant au droit au travail, clairement énoncé dans la Constitution, il n'implique aucun droit à exercer une activité déterminée.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

FUE, Paris, 1978, 21 cm, 237 pages, 50 F.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	30,00	34,32	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,00
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,00
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,00

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

Le groupe de firmes LIEBHERR va construire pour le compte de la Société Nationale Algérienne SONACOME une usine de fabrication de pelles hydrauliques et de grues mobiles à Ain-Smara (Constantine).

Dans le cadre de ce contrat, nous devons créer, en vue de former des ouvriers professionnels et spécialisés, un centre de formation de 625 places équipé selon les conceptions les plus modernes.

Nous cherchons pour le 1^{er} août 1978 des

Instructeurs pour l'Enseignement de la Théorie Professionnelle

(Ingénieurs-mécaniciens ou Techniciens supérieurs) et des

Contremaîtres pour la Formation Pratique en Atelier


(Spécialisation en Construction Mécanique ou Construction Métallique) qui prendront leurs fonctions dans ce centre de formation après une courte période d'adaptation.

Nous offrons :

- une rémunération au-dessus de la moyenne ;
- une prime d'expatriation et autres avantages.

Envoyez votre curriculum vitae manuscrit, si possible en allemand, ainsi qu'une photo d'identité et les photocopies de vos certificats scolaires et professionnels à :

LIEBHERR-FRANCE S.A., Département du Personnel, 2, rue de l'Industrie, B.P. 287, 68005 COLMAR CEDEX.



LIEBHERR

Importante société Paris recherche pour ses activités à l'étranger

INGÉNIEUR PORTUAIRE

Diplômé d'une Grande Ecole, âgé de 25 ans minimum, cet ingénieur se verra confier des responsabilités qui nécessitent une large expérience en structure portuaire, une disponibilité pour travailler à l'étranger, une bonne connaissance de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature (lettre de joindre C.V. et indiquer rémunération) sous référence 15.544. Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

Dans le cadre de ses missions d'assistance technique à la l'administration d'un pays d'Afrique noire francophone, une simple société française rech.

UN ORGANISATEUR COMPTABLE

chargé d'élaborer de mettre en place et de gérer un système de comptabilité dans le domaine d'opérations municipales d'aménagement immobilier. Cette intervention qui est prévue sur plusieurs années conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, d'environs 30 ans. Merci d'adresser votre lettre manuscrite de candidature précisant votre rémunération actuelle et vos prétentions. (joindre C.V.) en indiquant sur l'enveloppe la référence 4.948. Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr. Bureau d'insertion Paris offre opportunité d'intervention en Asie à un consultant spécialiste

CONTROLE TRAVAUX ROUTIERS

Les experts intéressés s'exprimant en anglais sont invités à adresser un premier contact en écrivant sous référence 3.127. Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

Dans le cadre des activités d'assistance technique en Asie, un CHEF DE DÉPARTEMENT ROUTIER recherche

INGÉNIEUR

Diplômé de 25 ans minimum, spécialiste

ENTRETIEN ROUTIER

Les ingénieurs intéressés s'exprimant couramment en anglais sont invités à adresser leur candidature (joindre C.V. et indiquer rémunération) sous réf. 5.121. Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

ASSTECH INDUSTRIE

recherche pour contrats étrangers

- INGÉNIEURS
- SPÉCIALISTES TS CORPS DE MÉTIERS
- SCAPHANDRIERS

Classe II et III, ont déjà expérience dans travaux pétroliers. Etalonnage des contrats sur 1978-1979, possibilités famille. Ecr. et joindre C.V., photo et certificat de travail à ASSTECH INDUSTRIE, 44, rue Senac, 13001 Marseille. (Ne pas téléph.)

GESTION pour chantier Algérie Postes immédiates

SUPERVISEURS

Tuyauterie pétrole, Machines tournantes. Tél. : 246-42-01.

Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

MANAGEMENT CONSULTANTS

Nous sommes une des plus importantes sociétés internationales de Conseils en Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous recherchons pour développer nos équipes implantées en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen Orient, des

CONSULTANTS GENERALISTES

- Capables de concevoir et mettre en place les systèmes de planification, de contrôle de gestion et d'analyse d'investissements.
- En tant que membre d'une équipe internationale et multidisciplinaire ils devront être capables d'effectuer la synthèse et la présentation des conclusions obtenues par différents spécialistes techniques.


Les candidats retenus devront :

- avoir acquis une expérience d'au moins 8 ans
- être diplômés d'une grande école
- avoir acquis une expérience de conseil, soit dans un cabinet, soit à l'intérieur d'une entreprise de l'industrie lourde (pétrole, pétrochimie, sidérurgie, etc...).

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé et, si possible, photo à :

Anne-Marie CHONTON
Directeur des Ressources Humaines
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
58, Avenue Kléber 75016 PARIS.
NEW YORK - DUSSELDORF - LONDON - PARIS.



LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PETROLIER

C.A. 1977 : 1,2 milliard F.F.
Forte expansion
Oscar à l'exportation

JEUNES RESPONSABLES ADMINISTRATIFS POUR L'ÉTRANGER

- Vous êtes de ceux qui recherchez une Société vivante, à dimension humaine, en plein développement et totalement tournée vers l'exportation.
- Vous possédez une formation supérieure commerciale, l'anglais n'est pas un problème pour vous et vous êtes disponible pour une affectation qui pourra être Buenos-Aires, Singapour ou tout autre pays développant des champs pétroliers offshore.
- Nous souhaiterions que vous puissiez nous apporter une solide expérience administrative de chantiers ou de succursales à l'étranger, mais nous attachons surtout du prix à votre enthousiasme et à vos qualités de gestionnaire.
- Nous vous confierons après une période de formation au Siège un poste de responsabilité administrative (questions comptables, juridiques, fiscales, personnel etc...) dans une de nos régions d'activité en liaison avec les services fonctionnels du Siège.

Si ces perspectives vous attirent, écrivez s/réf. 5809 à : P.LICHAU S.A BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Importante Entreprise de Bâtiment recherche :

DIRECTEUR

pour sa filiale au MAROC créée depuis 2 ans

- en liaison avec les partenaires marocains et la Société mère, il sera responsable de toute l'activité sur place,
- formation Ingénieur (A.M., E.T.P., etc...) 32 ans minimum et expérience indispensable d'un Service Travaux,
- lieu de résidence : CASABLANCA.

Adresser C.V. sous réf. 8161 B à :

ORES 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE
GROUPE BOSSARD

Entreprise de Génie climatique recherche

TECHNICIENS CHARGÉ D'AFFAIRES

en plomberie, chauffage, de la liaison analyse indispensable pour chantier à l'étranger. Ecr. C.V. et prêt sous réf. 1.776 à P. LICHAU S.A. 18, quai Jean-Moulin, 69002 LYON, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS d'ABIDJAN

recrute pour septembre 1978

2 PROFESSEURS MATHÉMATIQUE
2 PROFESSEURS PHYSIQUE
1 PROFESSEUR CHIMIE

Niveau agrégation ou doctorat d'Etat, 5 ans d'expérience minimum.

1 PROFESSEUR d'HYDRAULIQUE

CHEF de DÉPARTEMENT HYDRAULIQUE ENSI Grenoble ou équivalent 7 ans d'expérience au minimum.

1 PROFESSEUR de ROUTE
1 PROFESSEUR MEGASOL

PONTS ou équivalent

1 PROFESSEUR de PHOTOGRAMMÉTRIE

1 INGÉNIEUR

ENPC ou EQUIVALENT
CHEF de DÉPARTEMENT INFRASTRUCTURES

1 DIRECTEUR des ÉTUDES

pour la DIVISION TECHNIQUES (Division formation continue)

PONT - TRAVAUX PUBLICS ou équivalent

Envoyer d'urgence C.V. détaillé à C.R.E.T.P., 12, rue Branon - 75737 PARIS - CEDEX 12.

PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT DES PIGMENTS

Société étrangère cherche pour son siège en Suisse

un CHIMISTE, PHYSICIEN ou INGÉNIEUR DU GÉNIE CHIMIQUE

hautement qualifié, possédant une expérience de plusieurs années en matière de fabrication et de développement des pigments, pour l'élaboration indépendante et la mise en application de nouveaux procédés.

Titulaire d'un diplôme de chimie, de physique ou de génie chimique, le candidat doit également être familiarisé avec les techniques de conditionnement des pigments et faire preuve de dynamisme. Connaissances de l'anglais et de l'allemand souhaitées.

Les personnes intéressées par cette situation d'avenir sont priées d'adresser leur candidature complète sous chiffre 736.744 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Un financier pour le Moyen-Orient

Parce que vous êtes un gestionnaire doublé d'un diplomate, un des premiers groupes industriels français vous propose de poursuivre votre carrière au sein de sa division internationale.

Pour quelques années d'abord, vous assurerez la direction financière et administrative de la holding iranienne contrôlant plusieurs sociétés, à la structure souvent légère. D'où la nécessité dans laquelle vous vous trouverez parfois d'exécuter des tâches mineures à côté des responsabilités de haut niveau qu'implique la fonction.

Prenez contact avec les consultants du cabinet de recrutement SIRCA sous référence 78188 M en leur précisant votre niveau de compétence en comptabilité, votre pratique de l'anglais et l'expérience professionnelle et privée que vous avez de l'international.

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

emploi régional

INGÉNIEUR

Superviseur de planification et budgétisation

SUPERVISOR OF PLANNING AND BUDGETING

un gestionnaire en formation professionnelle

un spécialiste en formation professionnelle

AGENCE DE VOYAGES VILLAGE DU MAROC (TANGER)

COMPTABLE 2^e échelon

UN JEUNE HEC - ESSEC ou EQUIVALENT

INGÉNIEUR

AGENCE DE VOYAGES VILLAGE DU MAROC (TANGER)

COMPTABLE 2^e échelon

مركز من أجل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

هكذا من رجب

ANNONCES CLASSEES

	La page	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS ET MINIERES
recherche

INGÉNIEUR
responsable d'un ensemble de chantiers dans l'Est de la France.
Le candidat, âgé de 35 ans minimum, de formation grande école, doit avoir une expérience confirmée des travaux de terrassement souterrains au rocher.
Il doit être avant tout un homme de chantier, sachant organiser et commander le travail de ses équipes (100 personnes environ).
La rémunération est substantielle et la promotion sera liée à sa capacité de développer l'activité sur place.
Adresser C.V. dét. avec photo, sous réf. CT-76, à
PROFILS
114, avenue Charles-de-Gaulle,
92222 NEUILLY.

SUD-OUEST 65.000 F

Jeune Cadre responsable « Marchés »
On des premiers fabricants français de fermetures bâtiment, recherche un candidat capable de prendre en main et de développer ce secteur de son activité. Outre un important travail de suivi administratif et financier, il lui sera demandé de proposer une politique commerciale adaptée à la liaison étroite avec le Directeur des ventes, il devra solliciter et former les représentants qui travaillent ce secteur.
Le candidat que nous recherchons a une formation type B.N.P. ou C.C., une bonne connaissance des chantiers, le désir de mériter de plus en plus de responsabilité.
Adresser nous un dossier complet de candidature (C.V., photo, dernière rémunération) et réf. 1475. Nous vous assurons réponse et discrétion.

conseil en recrutement
37 Quai Richelieu BORDEAUX

intéressé au Harro, la filiale française d'un des plus grands groupes multinationaux opérant dans l'industrie de l'énergie recherche :

SUPERVISOR OF PLANNING AND BUDGETING
Représentant un Directeur du Planning et Budgeting, il devra être chargé de recueillir et d'exploiter les informations pertinentes à un reporting très serré destiné à la maison mère aux Etats-Unis.
Le candidat devra avoir une bonne connaissance des systèmes comptables et posséder impérativement une expérience similaire d'au moins deux ans. Il devra être titulaire d'un diplôme de diplôme et être prêt à se consacrer entièrement à cette tâche absorbante. Une excellente connaissance de la langue anglaise écrite et parlée est requise. Une rémunération intéressante et des possibilités d'avancement sont offertes au candidat de valeur.
Candidatures et présentations sont à adresser à : Christian NGUYEN, 2, avenue Montaigne, Paris-8^e, sous la référence 81323. Discrétion assurée.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE MAINE-ET-LOIRE
recherche pour son centre informatique équipé d'un matériel BURROUGHS

UN PROGRAMMEUR DE HAUT NIVEAU
Minimum 5 ans d'expérience
Connaissance approfondie en langage PROLOG et du matériel BURROUGHS
Lieu de travail : ANGERS
Prendre premier contact par tél. : (41) 66-21-76 avec M. Hervé LE NEAON, avant d'adresser C.R.C.A.M. bd Pierre-de-Coubertin, 49000 Angers

DOLE JEANRENAUD
Division Commanditaires de la Société des Produits Industriels I.T.T. recrute

- INGÉNIEUR D'ETUDES, CHEF DE PROJET**
Rattaché au Chef de Service Recherche et Développement, il a pour mission de réaliser l'étude, le développement et l'industrialisation des nouveaux produits.
Ce poste convient à un ingénieur diplômé d'une école de mécanique de type Arts et Métiers, Ecole Supérieure de Mécatronique de Besançon, etc.
Il offre de réelles possibilités d'évolution à un candidat dynamique ayant deux à trois ans d'expérience industrielle.
Age souhaité : 28 ans environ.
Anglais apprécié.
- INGÉNIEUR RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES DE FABRICATION**
Rattaché au Directeur des Services Techniques, il aura pour mission de réduire les coûts de production en automatisant les fabrications actuelles. Il conçoit et réalise les outillages et équipements automatisés nécessaires aux nouvelles productions.
Ce poste convient à un ingénieur diplômé d'une Ecole Type Arts et Métiers ayant trois à cinq ans d'expérience dans le domaine de l'automatisme.
Age souhaité : 30 ans environ.
Anglais nécessaire.
- RESPONSABLE DE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION ÉLECTRONIQUE**
Rattaché à la Direction des Fabrications, il a pour mission l'entretien de l'équipement existant et l'installation de nouveaux équipements. L'organisation d'une maintenance préventive.
Ce poste convient à un titulaire de B.T.S. Electronique ayant trois à cinq ans d'expérience de préférence en maintenance électronique.
Age souhaité : 25 ans environ.
Anglais technique nécessaire.
- INGÉNIEUR DE VENTES**
Rattaché à la Direction des Ventes, il a pour mission la promotion et la vente des produits de la Société dans un secteur géographique PARIS-PROVINCES.
Ce poste convient à un ingénieur de formation électromécanique ou électronique fortement motivé pour le vente.
Réelles possibilités d'évolution pour candidat dynamique et entreprenant Résidence PARIS, voyages provinciaux.
Age souhaité : 28 ans environ, ayant déjà de préférence trois à cinq ans dans le marché.
Anglais apprécié.
- SECRÉTAIRE DE DIRECTION**
Formation de type B.T.S. ou équivalent.
Parfaitement bilingue anglais (niveau confirmé par un séjour de deux à trois ans dans un pays de langue anglaise).
Adresser curriculum vitae manuscrit, photo et présentations à Direction du Personnel, Avenue de Gray - Boîte postale 350 - 39105 DOLE CEDEX.

emploi international

Importante société belge spécialisée dans la construction d'usines clé sur porte à l'étranger, recherche pour son département Formation Professionnelle de ses clients :

un gestionnaire en formation professionnelle
Ingénieur civil universitaire, connaissant parfaitement le français et l'anglais, âgé de min. 35 ans, expérimenté en gestion d'entreprise et bénéficiant d'une large expérience industrielle, si possible en société d'ingénierie.
Cette fonction s'adresse à un élément motivé, dynamique, désireux de faire carrière dans la gestion de grands projets industriels internationaux.
Le poste qui s'exercera en Belgique et qui requiert des déplacements fréquents à l'étranger, parfois même des séjours prolongés, consiste à : négocier des contrats de formation, d'une part entre la société et ses clients et, d'autre part, entre la société et ses sous-traitants ; coordonner et contrôler la réalisation des actions de formation.

un spécialiste en formation professionnelle
possédant l'expérience de la conception de la formation en pays en voie de développement, parlant parfaitement l'anglais et/ou l'espagnol, âgé de min. 30 ans, capable de concevoir à la demande de nos clients des plans de formation, d'établir un budget et un planning correspondants ; négocier la sous-traitance et en assurer la gestion.
La rémunération qui est en rapport avec les responsabilités confiées, comprend un treizième mois, une gratification et une assurance de groupe. D'autres avantages extra-légaux sont également accordés par l'employeur.
Les candidats sont invités à adresser un curriculum vitae manuscrit détaillé et indiquant leurs orientations à Universal Media, chaussée de La Hulpe 122, B-1051, Bruxelles, qui transmettra. Veuillez mentionner sur l'enveloppe la réf. FFDL.

Importante entreprise industrielle recherche pour seconder son représentant dans un pays francophone d'Afrique

UN JEUNE HEC - ESSEC ou ÉQUIVALENT
Intéressé par les problèmes de gestion, les contacts à un niveau élevé à l'étranger dans un milieu francophone.
Nécessité de posséder 2 ou 3 ans d'expérience de la gestion.
Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae, sous réf. 81323, à M. H. BERTON, 2, rue des Italiens - 75227 PARIS-9^e

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE
recherche

INGÉNIEUR T.P. OO ÉQUIVALENT
Formation complémentaire CHSEAP appréciée.
Pour être affecté dans un premier temps sur un chantier en Afrique du Nord.

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :

- avoir une expérience pratique de 5 ans acquise de préférence Outre-Mer dans la conduite de la supervision de chantiers de génie civil ou de bâtiment ;
- être apte à assurer la coordination de plusieurs entreprises ;
- posséder une bonne connaissance de la langue anglaise.

Avantages sociaux importants.
Ecrire avec C.V. + photo + présent. sous réf. 8436 à SPERAB, 12, rue Jean-Baptiste, 92887 PUTRAUX.

AGENCE DE VOYAGES
cherche pour un

VILLAGE AU MAROC (Tanger)

COMPTABLE 2^e échelon
ayant un minimum 5 ans d'expérience comptable.
Notions de gestion souhaitées.
Présence obligatoire au MAROC 6 à 7 mois (logement et nourriture assurés par la société) et 5 à 6 mois à Paris, au siège, pour clôture des comptes du village.
Les candidats devront se présenter avec leur C.V. après avoir pris rendez-vous avec M. HUTTON, tél. : 838-30-94.

directeur général

Grande ville 90m PARIS 170.000 F.

Notre client, une entreprise (C.A. 100 M.F.) d'un groupe spécialisé dans la fabrication de produits cosmétologiques désire confier cette responsabilité de premier plan à une solide personnalité, rompus au travail en groupe, et dont l'autonomie lui permettra de conduire le développement et la diversification de l'entreprise, en alliant les impératifs d'un marché très porteur aux nécessaires contraintes socio-économiques.

Adresser dossier de candidature et présentations sous référence 38 M 076 63, rue de Monceau - 75008 PARIS chargé de présenter les candidats valables.

Centre de Psychologie Appliquée

MERCK SHARP et DOHME-CHIBRET
Filiale de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux offre le poste de :

chef du service des études analytiques

de son Département de Recherche et Développement Pharmaceutique
Le titulaire du poste, qui rapporte au Directeur du Département, conçoit et applique les méthodes d'analyse physico-chimiques des médicaments dans le cadre des programmes de recherche auxquels il participe.
Nous souhaitons rencontrer un (e) candidat (e) titulaire d'un diplôme de Pharmacie ou d'ingénieur Chimiste ayant acquis une expérience de 3 ans minimum dans une activité similaire. La maîtrise des techniques instrumentales modernes est indispensable.
Une pratique courante de la langue Anglaise est requise.
Le lieu de travail est situé à Clermont-Ferrand.
L'expansion du Groupe permet une réelle possibilité d'évolution de carrière.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec curriculum vitae détaillé et votre photographie à :

MSD MERCK SHARP et DOHME CHIBRET
Direction du Personnel
200, Boulevard Etienne Clémentel
63100 CLERMONT FERRAND

Entreprise industrielle et commerciale recherche

AUDITEUR INTERNE
chargé notamment du contrôle des procédures administratives, du contrôle des stocks et des commandes.
Ce poste conviendrait à un titulaire de D.E.C. ou équivalent.
Ecr. avec C.V. photo et présentations à R. MAINGO 123, chemin Lapujade, 31200 TOULOUSE.

COLLEGE CEVENOL
4940 CHAMON-SUR-LIGNON recherche d'urgence

MAITRE D'INTERFAT
Bac ext. en psychologie
Bac ext. en psychologie
(01) 99-72-82.

Bureau d'Etudes recherche
Dans le cadre création Agence Régionale RHONE-ALPES

CHARGÉ D'OPÉRATIONS
4 à 5 ans d'expérience minimum des questions d'aménagement urbain et d'habitat ancien.
Perspective d'évolution en sein du groupe.
Envoyer C.V. + photo + prêt. à R. MAINGO 123, chemin Lapujade, 31200 TOULOUSE.

Société recherche

INSPECTEURS DES VENTES
matériel profession, commerces et industries alimentaires.
Responsables 20 départements

RÉGION LYON SUD-EST
Promotion assurée. Adr. C.V. + photo à O.P.T.S. 202, 20, rue d'Assas, 75007 PARIS, 6. Tr.

Centre de Recherche de NANCY recrute

- PHARMACODYNAMICIEN**
Formation Pharmacien-Vétérinaire ou Docteur en Sciences pour prendre la responsabilité de son laboratoire de Pharmacodynamie.
- PSYCHOLOGUE EXPÉRIMENTALISME**
Maîtrise + DESS de Psychologie expérimentale ou industrielle pour le développement de l'essai comportemental dans les différents domaines d'activité de la section Psychologie. Bonne connaissance des statistiques.
Existence en recherche ergonomique soignée.
- JEUNES BACHELIERS F 6**
Avent satisfait ses obligations militaires.
S'intéressent dans une équipe de Châtreaux.
Permis V.L. obligatoire.
Adresser C.V. + présentations avec photo sous réf. 1272 M à O.P.T.S. 202, 20, rue d'Assas, 75007 PARIS.

International

Men & Hamilton INTERNATIONAL
CONSULTANTS
Les importantes sociétés internationales de conseil de l'expansion de nos activités internationales pour développer nos équipes implantées en Europe du Nord et au Moyen Orient, ont besoin de spécialistes techniques.

PROFILS GENERALISTES
Nous avons en place les systèmes de planification, de gestion d'investissements, de gestion internationale et multidisciplinaire, nous recherchons la synthèse et la présentation de différents spécialistes techniques.

Minimum 5 ans d'expérience acquises et exercées dans le conseil, soit dans un cabinet, soit dans l'industrie lourde (pétrole, pétrochimie, etc.).

Adresser un curriculum vitae détaillé et une photo à :

MEN & HAMILTON INTERNATIONAL
20015 PARIS.
LONDON - PARIS.

LEADER EUROPEEN DES OFFSHORE PETROLIER
C.A. 1977 : 1,1 milliard FF.
Forte expansion
Océan & l'exportation

PROFILS L'ETRANGER
Nous recherchons des candidats bilingues (français-anglais) pour une affectation en France ou à l'étranger, dans le cadre de nos activités de conseil.

PHYSICIEN
Chercheur en chimie organique et chimie physique, pour un poste de recherche en Suisse.

PHYSICIAN
Chercheur en chimie organique et chimie physique, pour un poste de recherche en Suisse.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.G.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne col.	T.G.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi



Jeunes diplômés HEC-ESSEC-ESC

Option Finances Comptabilité
Vous êtes ambitieux et vous souhaitez acquérir une expérience financière solide au sein d'une société de dimension internationale qui vous offre de réelles possibilités d'évolution.

Analyse marketing financier

Vous serez d'une part chargé de l'établissement des propositions de prix pour nos produits et du suivi de nos marges, et d'autre part vous participerez pour la partie unitaire à l'élaboration et à la gestion de notre système de fourniture informatisé.

Chef du service analyse et programmation

De formation DUT Informatique ou équivalent et ayant acquis une première expérience en analyse programmation (Cobol, Assembléur et CAP II) vous désirez vous développer et élargir votre champ de responsabilités. Nous vous proposons de diriger une équipe de 5 Analystes Programmeurs dont la mission est double :

- participer à la mise en place et à l'adaptation de systèmes conçus à l'échelon européen ainsi qu'à leur fonctionnement.
- en relation avec nos différents départements développer des systèmes commerciaux et financiers propres à Ford France.

Vous partez bien entendu français et le connaissance de notre matériel (2 UNIVAC 90/30 - 128 K - 6 disques - 1 Unité de bande) constitue pour vous un atout supplémentaire.

Adressez C.V. à FORD FRANCE S.A. Direction du Personnel 344 Av. Napoléon Bonaparte, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX.



emplois régionaux

100.000 +

NOUS RECHERCHONS le Responsable de L'ORGANISATION ET LA GESTION DE NOTRE SYSTEME D'INFORMATION

fonction à créer à notre siège social (LYON)
NOUS SOMMES LABORATOIRES fabricant et distributeur de médicaments HOMÉOPATHIQUES et promoteur de cette thérapeutique.

100 collaborateurs, 10 établissements France, un développement continu, une certaine conception de la gestion et des rapports humains.

VOUS ÊTES DE FORMATION SUPERIEURE avec les qualités d'un généraliste : organisateur et gestionnaire et celles d'un spécialiste possédant de solides connaissances en informatique, et justifiant d'une dizaine d'années d'expérience en informatique de gestion.

VOUS RECHERCHER UNE LAURE RESPONSABLITE et une collaboration étroite avec une Equipe de Direction. Ecrivez-nous

avec C.V. photo et références sous réf. A1 à M. COLLOD - LABORATOIRES BOIRON, 20, rue de la Libération, 69110 Sainte-Foy-les-Lyon. Discretion totale assurée.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE rech. pour une de ses filiales située en CORSE

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Les candidats, âgés de 35 ans min., devront avoir :

- Une formation Ingénieur A.M. ou équivalente.
- Une expérience approfondie dans les conserveries de viandes et dérivés.
- Une maîtrise réelle de l'organisation et de la gestion de la production.
- Le sens des relations humaines.

Env. C.V. détaillé, photo, prêt, sous réf. 1020 à J. G. M. CONSEILS, 2, av. du Mail-Foch, 92260 PONTENAY-AUX-ROSES.

Industrie alimentaire moyenne importance, recherche

CHEF PRODUCTION

Ingénieur ou technicien supér. avec 10 à 15 ans d'expérience. Adresser C.V., photo, prêt, sous réf. 1021 à J. G. M. CONSEILS, 2, av. du Mail-Foch, 92260 PONTENAY-AUX-ROSES. Téléphone : (01) 70-28-32.



POUR SON DEPARTEMENT ECHANGEUR THERMIQUE UN INGENIEUR

Diplômé, spécialisé en thermodynamique et en mécanique des fluides, parlant couramment anglais et connaissant l'allemand.

Sous la responsabilité du directeur du département, il sera chargé notamment des calculs de dimensionnement des échangeurs. Il recherchera également de nouvelles applications pour nos produits et participera aux négociations techniques et commerciales auprès de nos clients européens.

Lieu de travail : EPINAL

Si vous êtes intéressé par cette proposition, envoyez votre C.V., vos prétentions et une photo d'identité à :

SOCIÉTÉ TRANE
Département des Relations Sociales
BP 127 - 88004 EPINAL CEDEX

INGÉNIEUR DÉBUTANT

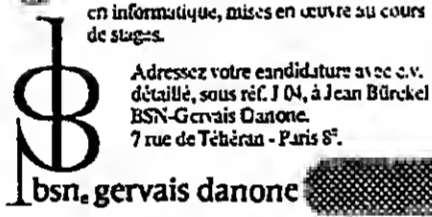
Le Groupe BSN-Gervais Danone propose à un jeune ingénieur débutant un premier emploi aux Brasseries Kronenbourg à Strasbourg.

Il sera chargé, au sein de la Direction Commerciale, d'un double rôle. D'une part, pendant les mois d'été, assister le responsable du service qui reçoit et traite les commandes de la clientèle. Il sera alors en contact téléphonique quotidien avec les clients pour répondre au mieux à leurs besoins.

D'autre part, réaliser des études logistiques faisant appel à des techniques de gestion des stocks, de calculs économiques, et aux statistiques.

Ce poste apportera une expérience intéressante à un jeune ingénieur débutant, + formation complémentaire en P.I.E. de préférence, disposant de bonnes connaissances en statistiques et si possible en informatique, mises en œuvre au cours de stages.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J04, à Jean Birkel - BSN-Gervais Danone, 7 rue de Téhéran - Paris 8^e.



SEMS

Société européenne de mini-informatique et de systèmes

GROUPE THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS D'ETUDE

pour étude et qualification de nouveaux produits de logiciel de base (systèmes d'exploitation, compilateurs, bases de données, transmissions et réseaux)

Formation : ingénieurs débutants Grandes Ecoles possédant une formation de base en logiciel.

Lieu de travail : région parisienne ou province.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Grandes Ecoles ou écoles d'ingénieurs option informatique, débutants ou ayant acquis une expérience du marché de l'informatique.

Fonction : commercialisation des systèmes de mini-informatique sur les marchés, de la gestion, de la téléinformatique et des réseaux.

FORMATION ASSURÉE POUR LES DÉBUTANTS.

Lieu de travail : région parisienne.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Grandes Ecoles - débutants ou ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience logiciel dans les domaines mini-informatique temps réel.

FORMATION ASSURÉE POUR LES DÉBUTANTS.

BON CONTACT CLIENTELE INDISPENSABLE.

Lieu de travail : région parisienne.

INGENIEURS MARKETING

Formation : Grandes Ecoles ou universitaires.

Expérience : 5 ans de pratique des techniques informatiques orientées dans les domaines suivants :

- langages : APL ou COBOL
- réseaux et téléinformatique
- gestion transactionnelle interactive.

Fonction : - définition de produits d'application - suivi de la conception et mise en route de ces produits.

Lieu de travail : région parisienne

Adressez lettre manuscrite et CV à SEMS, service du Personnel, 36/38, rue de la Princesse - 75430 LOUVECIENNES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

SAINT-LOUIS

recherche

jeune collaborateur

pour assistance dans l'organisation et l'exécution campagnes

Publicité et Promotion

Formation commerciale, connaissances publicitaires et distribution appréciées.

Adr. C.V., photo et références sous réf. 3389, Concess. Publicité, 50, av. de l'Opéra, 75008 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Comptable Hme 2^e cat., 28 ans min., expér. compt. générale et maîtrise entrées de travaux.

CENAR - 742-21-44

Nous sommes un des plus importants fabricants du monde en

ESCALIERS ET TROTTOIRS ROULANTS

Nous renforçons notre propre implantation commerciale sur l'ensemble de la France. A cette occasion, nous disposons d'un poste de

CHEF DES VENTES

Le poste à pourvoir nécessite une solide expérience de la vente, et si possible une connaissance approfondie de ce marché. Langue allemande ou anglaise vivement souhaitée.

Le niveau de ce poste implique pour le candidat de faire preuve d'excellentes contacts à tous niveaux. Résidence Paris ou région parisienne. Les candidats intéressés devront envoyer leur candidature et curriculum vitae sous la référence 4725 4.

S.F.P. Société Française de PSYCHOTECHNIQUE 21, rue Vialras - 75012 PARIS. Discretion assurée.

ingénieur logistique - Paris

Nous sommes le premier fabricant français d'outils coupants standard pour le travail des métaux. Nous cherchons un INGENIEUR pour ordonner le flux des produits de notre usine à nos clients et gérer nos stocks (12 000 articles et 8 000 clients en mouvement). Il est responsable des achats extérieurs, de l'approvisionnement et de la fabrication à l'usine, de la gestion des stocks, du conditionnement et de l'expédition des produits. Il dispose d'un magasin central et de plusieurs magasins annexes et dirige un service de 40 salariés dont trois cadres. Il coordonne l'activité de quatre dépôts décentralisés en France.

Cet ingénieur de 35 ans minimum a une expérience des achats, des approvisionnements et de la gestion dans la grande industrie.

Ecrire à G. BARDOU, réf. 3314 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

COGEDIP DISQUES 20 bis, rue des Arènes, Paris-7^e (M^o Dorcel) Recherche

COMPTABLE 2^e ÉCHELON

Se présenter

ETABLISSEMENT EUROPEEN recherche

PROGRAMMEUR PL 1

I.B.A.L. - O.S. Formation MIAG ou D.U.T.

Lieu de trav. Paris ou Brnoites

Poste à pourvoir immédiatement. Tél. : 524-03-00

Cadre administratif, 30 ans, respons. gestion du personnel, ESC-IAE, licence droit ou sciences de l'économie. Service de Personnel Intégrité, Travail. CENAR - 742-21-44

AMAC

SPERRY UNIVAC

Industries informatiques

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Recherche de candidats pour postes de :

- Ingénieur technico-commercial
- Ingénieur commercial
- Ingénieur d'étude
- Ingénieur de maintenance
- Ingénieur de programmation
- Ingénieur de gestion

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire en informatique ou en sciences de l'informatique.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, photo et références à :

AMAC - 3, rue de la République - 92000 NANTERRE

INGENIEURS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLIMMINGER

Recherche de candidats pour postes de :

- Ingénieur d'étude
- Ingénieur commercial
- Ingénieur de programmation
- Ingénieur de gestion
- Ingénieur de maintenance
- Ingénieur de programmation
- Ingénieur de gestion

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire en informatique ou en sciences de l'informatique.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, photo et références à :

Schlimminger - 10, rue Desaix - 75008 Paris - CEDEX 15

SOCIÉTÉ D'IMPORTANCE NATIONALE spécialisée en INSTALLATIONS ELECTRIQUES INDUSTRIELLES et BATIMENTS recherche

UN INGENIEUR COMMERCIAL

pour sa Direction régionale du SUD-OUEST

Le candidat, âgé de 30 ans minimum et diplômé des Grandes Ecoles, aura pour mission, en liaison étroite avec le Directeur régional, d'assurer :

- la prospection de la clientèle (bureaux d'études, architectes, collectivités, industriels, administrations, etc.)
- l'appui aux ingénieurs dans les négociations commerciales ainsi que le suivi des offres diverses jusqu'à leur conclusion.

Une connaissance des prospecteurs régionaux ainsi qu'une expérience de quelques années dans la branche d'activité seraient appréciées.

Le lieu de résidence est fixé à BORDEAUX.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 1210/M à SWEERTS, B.P. 208, 75244 PARIS Cedex 09, qui tr.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

LYON F 100 000 ±

est recherché par une entreprise franco-italienne en pleine expansion.

La mission consiste à :

- assurer la comptabilité générale et analytique, les déclarations fiscales et sociales
- établir les budgets prévisionnels et en assurer le suivi
- mettre en place les procédures suivies les normes du groupe
- assurer les états nécessaires ou "reporting"
- planifier et contrôler le cash-flow
- déterminer les coûts de fabrication et établir les prix de revient.

Ce poste d'avenir conviendrait à un candidat possédant un bon potentiel, de préférence capable rapidement, âgé de 30 ans environ, diplômé d'une école commerciale (B.E.C.S. et possédant couramment l'anglais. Il faut impérativement 4 à 5 ans d'expérience acquise au sein d'une société anglo-saxonne et de préférence une formation dans un Cabinet d'audit.

La rémunération, autour de F 100 000, sera négociée en fonction des compétences du candidat.

Les personnes intéressées envoient leur candidature, C.V., photo (récentes) et rémunération souhaitée sous réf. EL 320 M à CLIP, 3, av. Percier, 75008 Paris.



Important quotidien régional recherche

le CHEF de son DÉPARTEMENT PUBLICITÉ

Basé au siège du journal, il devra :

- avoir 35 ans minimum ;
- justifier d'une expérience confirmée du marché publicitaire Presse quotidienne assortie de connaissances techniques, administratives et commerciales ;
- être apte aux contacts commerciaux à tous niveaux ;
- faire preuve de qualités d'animateur ;
- assurer la responsabilité de services administratifs et d'exécution ;
- posséder des connaissances en informatique souhaitées.

Adressez lettre man., photo, C.V. détaillé et prêt, à No 8706, e LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS (9^e).

هكذا من الإيدل

I.F.G.

UN JEUNE CADRE

ANIMATEUR - COORDINATEUR

Recherche de candidats pour postes de :

- Animateur
- Coordinateur
- Responsable
- Chef de service
- Directeur

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire en informatique ou en sciences de l'informatique.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, photo et références à :

I.F.G. - 10, rue Desaix - 75008 Paris - CEDEX 15

Nos rubriques d'Annonces Classées paraîtront normalement les 20 et 21 mars.

	La ligne	La ligne 7.C.
OFFRES D'EMPLOI	19,00	29,19
DEMANDES D'EMPLOI	33,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,53
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

	Le mètre	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION STRICTEMENT INTERDITE

offres d'emploi

SOPALIN S. A.
Principales marques
KLEENEX - KOTEX - FREEDOM
nous recrutons

Responsable des ETUDES COMMERCIALES (marché grand public)

SA RESPONSABILITE :

- encadrer et permanence nos coûts de vente ;
- proposer toutes solutions permettant d'augmenter le rapport coût-efficacité de nos investissements commerciaux ;
- servir d'interface et d'intermédiaire de liaison commerciale de l'évolution de la concurrence et des circuits de distribution.

LE PROFIL :

- une formation supérieure commerciale ;
- une très bonne connaissance des circuits de distribution grande consommation ;
- une expérience similaire ou proche de celle de l'activité proposée.

CE POSTE EST UNE CREATION

RESPONSABLE DE FORMATION

SA RESPONSABILITE :

- participer à l'élaboration du plan de formation ;
- dynamiser le plan en cours d'exécution ;
- assurer des séminaires ;
- participer à d'autres activités du département du personnel (type recrutement, information, ...).

POUR CETTE FONCTION, IL FAUT :

- avoir acquis une expérience en usine ;
- avoir une expérience de formation.

Ce poste de cadre est à pourvoir au sein du service Formation et Recrutement.

Lieu de travail : SAINT-CLOUD.

Adresser C.V. photo et prétentions en précisant le poste à : **SOPALIN - Direction des Ressources Humaines - F. ROBERT - Carrefour de la Collette, 92123 SAINT-CLOUD. Réponse à toutes candidatures. Discretion de rigueur.**

DIRECTEUR DES VENTES
120.000 F

Leader sur le marché dans son domaine, un fabricant français de matériels de haute qualité pour le traitement, le conditionnement et le transport de liquides, recherche son

DIRECTEUR DES VENTES

Celui-ci assurera une équipe de vendeurs et sera responsable de l'accroissement du chiffre d'affaires et de la promotion des produits auprès des coopératives et entreprises laitières et viticoles ou traitant d'autres boissons et certaines autres industries.

Le candidat devra avoir fait ses preuves comme vendeur, animateur, gestionnaire et négociateur à un niveau élevé. Il devra être capable de promouvoir, analyser et commander une politique marketing de développement et de diversification des marchés. Possibilité d'accéder au poste de Directeur Commercial.

Entrée à GUP FRANCE - HB CONSEIL,
5, rue Clément-Marot - 75008 PARIS.
Düsseldorf - Bâle - Vienne

GRUPE LEADER DE SA BRANCHE EN EUROPE

Recherche

ADJOINT
aux directions administrative, financière et juridique, basé à Paris

Il devra avoir :

- environ 35 ans
- un diplôme d'études supérieures
- une expérience de quelques années en tant que responsable de services analogues.
- La possibilité de se déplacer fréquemment en province.
- L'ambition d'accéder plus tard à des postes de direction importants.

Ecrire avec photo, âge, situation de famille, références et prétentions à SOCIÉTÉ F. S. B.P. 100 - 75012 PARIS

IMPT GROUPE B.T.P. EN EXPANSION
recherche

INGÉNIEURS haut niveau

En vue d'occuper différents postes dans les Sociétés du groupe

Sont à pourvoir :

- un poste de DIRECTEUR GÉNÉRAL de filiale
- des postes de DIRECTEURS REGIONAUX
- des postes de DIRECTION et de RESPONSABILITÉS à l'étranger.

De très nombreuses références dans postes similaires avec expérience confirmée de gestion, conduite des travaux et détermination de marchés seront exigées ; ainsi qu'une compétence technique indiscutable en matière de bâtiment (y compris constructions industrialisées et modèles) et de génie civil.

Adresser C.V. à n° 52321, CONTESSA Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}. - Discretion assurée

Vous êtes un **journaliste** professionnel confirmé de la presse écrite.

Vous êtes sans doute ou vous avez été **SECRETAIRE DE REDACTION** d'une publication importante et vous n'ignorez rien des **TECHNIQUES D'IMPRESSION**.

Le monde industriel vous a toujours attiré et à ce point de votre carrière, vous souhaitez prendre de nouvelles responsabilités.

Nous vous proposons d'être, à PARIS, le **REDACTEUR EN CHEF D'UN GRAND JOURNAL D'ENTREPRISE**

Adresser nous votre C.V., sous réf. : 54.113 **PUBLICITE ROGER BLEY**, -101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les lettres.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation assurée dans le cadre d'un contrat de travail ferme avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé et photo en précisant la date de disponibilité à N° 53298B ConTESSA Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

A.O.I.P.
IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS (1700 personnes)

recherche pour son SERVICE ETUDES en pleine expansion

TECHNICIENS ELECTRONIENS NIVEAU V4 à V5

- Expérience minimum 2 ans dans l'étude de circuits électroniques logiques ou analogiques
- Travail au sein d'une équipe jeune et motivée
- Etude d'autocommutateurs électroniques à microprocesseurs.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions annuelles sous référence TEL-F. 6 : A.O.I.P. B.P. 301 - PARIS 1137

Le G.L.E. PRELO, qui assure le traitement du Jeu du LOTO, recherche d'urgence un(e)

DIRECTEUR(TRICE) CENTRE D'ACCUEIL POUR ENFANTS

qui prendra la responsabilité de la gestion du centre accueillant le mercredi et pendant les congés scolaires, les enfants du personnel (70 enfants de 5 à 11 ans). Il (elle) devra encadrer environ 8 animateurs placés sous ses ordres.

Les candidats (tes) doivent être âgés d'au moins 30 ans, titulaire d'un Brevet d'Apprentissage aux fonctions d'animateur et de Directeur de Centres de Vacances et de Loisirs, et avoir exercé, pendant au moins 5 ans, une fonction similaire.

Ce poste est à pourvoir rapidement à Moussey-le-Vieux (proximité de Roissy-en-France - 25km de la Gare du Nord vers Roissy-Reil).

Adresser lettre manuscrite - CV détaillé à : **Madame GOURNAY PRELO** Domaine des Gueules Cassées 77230 Moussey-le-Vieux

GRANDE BANQUE FRANÇAISE A VOCATION INTERNATIONALE
dont le dynamisme et l'efficacité sont à la mesure de son poids financier, souhaite étoffer sa DIRECTION EXTERIEURE dans le cadre du développement de ses activités internationales et offre à des

ATTACHÉS de DIRECTION

l'opportunité de se joindre à une équipe d'excellent niveau dans un environnement de première ordre.

Les candidats retenus seront, bien sûr, de formation supérieure et auront déjà acquis 2 à 4 ans d'expérience dans des postes essentiels pour le développement de la banque active dans ce secteur. Bons techniciens de base, ils auront surtout le désir de développer leur potentiel pour assurer des responsabilités réelles dans un champ d'activités compétitif donc attrayant.

Bon contact humain, excellente présentation, sens commercial développé et aptitude à négocier à haut niveau seront des atouts essentiels pour réussir dans ce poste. Une bonne maîtrise d'au moins une langue étrangère (anglais, espagnol...), est évidemment nécessaire.

La qualité de notre service nous autorise à être exigeant sur la valeur de nos collaborateurs, mais l'intérêt de cette fonction est en rapport avec nos exigences.

Ecrire avec C.V. sous le numéro 53.688, ConTESSA Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris, Cedex 01, qui transmettra. Notre Conseil vous garantit la discrétion d'usage.

IMPORTANTE BANQUE PARISIENNE
recherche :

JEUNE DIPLOMÉ D'ETUDES SUPERIEURES

Pour son service gestion et analyse financière, 2 à 3 ans d'expérience dans l'étude des bourses étrangères (européennes de préférence). Anglais, allemand courant nécessaires.

Ecr. avec C.V. et photo, sous réf. numéro 8.977, à F. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

S.F.E.N.A.
Importante Société d'Equipements Aéronautique Vélizy-Villacoublay

recherche d'urgence

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE SON DEPARTEMENT :

test automatique

1) **INGÉNIEURS CONCEPTEURS ELECTRONIENS**
pour mise au point d'ensembles numériques et intégration au niveau du système.

2) **INGÉNIEURS INFORMATIENS**
ayant l'expérience d'un formation orientée vers le développement de logiciels. Formation : Ingénieur ou équivalent.

Adresser curriculum vitae et photo, à : S.F.E.N.A. - B.P. 30 78140 - VILIZY-VILLACOUBLAY.

GRANDE SOCIETE INTERNATIONALE ETABLIE EN FRANCE
recherche

POUR REGION PARISIENNE ET REGION NORD

2 DIRECTEURS REGIONAUX

Pour entamer équipes de ventes Les candidats doivent être obligatoirement des vendeurs de grande classe, capables d'assurer une gestion administrative simplifiée.

Ils seront placés sous la responsabilité du directeur des ventes de la société à qui ils rendront compte de leur mission.

Connaissances dans les domaines de l'automobile et des transports appréciées, mais non indispensables. Possibilités de promotions intéressantes pour candidat ayant fait ses preuves. Rémunération annuelle de base : 110.000 F. Les investissements très importants en fonction des résultats obtenus. Voiture de fonction. - Prats remboursés

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Agence HAVAS, 59005 LILLE Cedex, sous référence DIMAR, qui transmettra.

Notre activité ? Nous sommes une importante société française de commerce international basée à Paris et nous promovons la vente dans le monde entier de biens d'équipement de haute technicité. En informant la clientèle publique et privée sur les caractéristiques des produits de nos mandants. En animant et contrôlant un réseau commercial sur 4 continents. Après avoir avancé sur place les négociations. En rassemblant les conditions d'une après-vente efficace.

Le fort développement de nos activités nous conduit à étoffer nos structures. Nous souhaitons donc pourvoir plusieurs postes de

business manager export

Les candidats que nous engagerons ont une expérience approfondie de l'exportation de biens d'équipement lourds, acquise principalement sur le terrain. Evidemment ils parlent très couramment l'anglais et si possible l'espagnol. Après une période de familiarisation, ils assumeront la responsabilité d'une zone, basée soit en France soit à l'étranger.

Des candidats ayant une première expérience de quelques années de la vente export peuvent également postuler. Nous leur proposerons dans un premier temps un poste d'Assistant d'un responsable de zone.

Une carrière stimulante pour des hommes de talent aimant l'initiative et les résultats.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à ConTESSA Publicité, sous No 53339, 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS recherche :

INGÉNIEUR logiciel pour PROGRAMMATION d'auto-commutateurs électroniques. Expérience min. 2 ans dans l'étude de logiciels temps réels. Connaissances des microprocesseurs appréciées. - Après un stage à Paris, le candidat rejoindra un poste de travail à Toulouse. Ecr. avec C.V. détaillé, prêt annuel, sous réf. TEL-F. 6 : A.O.I.P. B.P. 301 - PARIS 1137.

AGENCE DE PUBLICITE recherche :

CHEF DE PUBLICITE H. 30 ans min., 5 ans références exigées. Ecrire avec C.V. et photo à M. BRAUN, 15, rue d'Assolvi, 75008 Paris.

GROUPE INDUSTRIEL Région parisienne Ouest pour appartements ESSAIS

TECHNICIEN SUPERIEUR DUT/BTS ELECTROMECANIQUE

Chargé du choix et de la mise au point de nouveaux moyens de mesure d'un labe d'essai en traction ; participe à la mise au point des essais.

Ce poste exige une expérience ALLIEMANO appréciée.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et rémunération actuelle sous référence n° 6.277 à L.P.D. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

laboratoire pharmaceutique français
recherche clinique

docteur en médecine

med

2 Agents Techniques

ingénieur grande école

ADJOINT AU DIRECTEUR ETRANGER

وڪڙا من لاپهه

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

سكزا بن زهير

ANNONCES ECHANGES	24,00
OFFRES D'EMPLOIS	5,00
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00
IMMOBILIER	20,00
AUTOMOBILES	20,00
AGENDA	20,00

OFFRES D'EMPLOI	43,00	Le Sign T.D.	49,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00		11,44
IMMOBILIER	30,00		34,32
AUTOMOBILES	30,00		34,32
AGENDA	30,00		34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00		91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ECHANGES	24,00	T.C.	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00		5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00		22,68
IMMOBILIER	20,00		22,68
AUTOMOBILES	20,00		22,68
AGENDA	20,00		22,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Le Groupe LEADER DE SA BRANCHE EN RECHERCHE

ADJOINT
aux directions administratives, financières et juridiques, basé à Paris

Il devra avoir :

- environ 35 ans
- un diplôme d'études supérieures
- une expérience de quelques années tant que responsable de services analogues.
- La possibilité de se déplacer fréquemment en province.
- L'ambition d'accéder plus tard à des postes de direction importants.

Envoyer avec photo, âge, situation de famille et présentations à SOCIETE S.I.P. B.P. 100 - 75012 PARIS

La G.I.E. PRELO, qui assure la gestion du Jeu de LOTO, recherche un **DIRECTEUR/TRICE CENTRE D'ACCUEIL POUR ENFANTS**

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de 70 heures de formation en psychologie ou équivalent, et avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans le domaine de l'éducation de l'enfant.

Le poste est à pourvoir au Centre de la G.I.E. PRELO, 15 rue de la Gare à Paris (13^e arr.).

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente à :

LOTTO
Madame COHEN
15 rue de la Gare
75013 Paris

S.F.E.N.A.
Société d'Equipement Aéronautique Vélizy-Villacoublay

Le Centre de Développement de son Département test automatique

INGENIEURS CONCEPTEURS ELECTRONIENS

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de 70 heures de formation en électronique ou équivalent, et avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans le domaine de l'électronique.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente à :

S.F.E.N.A.
15 rue de la Gare
75013 Paris

FILIALE FRANCAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de 70 heures de formation en ingénierie ou équivalent, et avoir une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans le domaine de l'industrie.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente à :

INGENIEUR technico-commercial
15 rue de la Gare
75013 Paris

offres d'emploi

Laboratoire pharmaceutique français
C.A. 65 sur 30 personnes
ayant une politique de développement de nouveaux produits de recherche.

docteur en médecine

avant de présenter une expérience hospitalière (ou pratique libérale) et motivé par l'opportunité de participer à la recherche clinique.

Son rôle sera de suivre, de guider, les travaux de recherche clinique du Laboratoire, depuis l'analyse bibliographique jusqu'à la réalisation des essais cliniques, en passant par l'établissement du protocole, le suivi de l'expérience et l'analyse des résultats.

Il (ou elle) assurera également la liaison avec le médecin chef de l'Unité de Recherches et des praticiens, Lecture de l'anglais indispensable. Peu de déplacements à prévoir. Lieu de travail : Banlieue Sud de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente à :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

offres d'emploi

Importante Société Française en grande expansion
implantée dans banlieue Sud de Paris

recherche

DIRECTEUR FINANCIER

- Justifiant d'une solide formation. Grande Ecole;
- Agé de 35 ans et plus;
- Ayant exercé dans une Société de plus de 500 millions de C.A. des responsabilités dans les domaines :
- du contrôle de Gestion;
- de politique financière;
- des comptabilités générale, analytique, industrielle et commerciale;
- de la trésorerie;
- des transactions crédit, etc.

Excellente rémunération
Discrétion assurée

Envoyer C.V. et photographie au numéro 8774, Le Monde Publ., 5, rue des Italiens, 75207 PARIS-9^e.

offres d'emploi

FIRME INDUSTRIELLE FRANCAISE - PARIS - FILIALE PUISSANT GROUPE EUROPEEN
spécialisée dans

PRODUITS INDUSTRIELS DE GRANDE CONSOMMATION
recherche son futur

DIRECTEUR GENERAL

- Il succèdera au responsable en place, partant en retraite dans un proche avenir.
- Il dirigera une entreprise de 500 personnes réalisant un chiffre d'affaires de 120 MFF, dans un marché en expansion.
- Agé de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale, le candidat aura une solide expérience de la vente sur le terrain, acquise de préférence, dans les biens de grande consommation.
- Il possèdera aussi des qualités d'animateur et de gestionnaire.
- Anglais indispensable - Allemand souhaité.
- Rémunération en fonction de l'expérience et de la valeur personnelle du candidat.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + présentations s/rt. **VAM/01** à :

mjc michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS
Discrétion absolue garantie à toutes les candidatures

offres d'emploi

SOCIETE D'INGENIERIE
recherche pour son département Bâtiment Industriel

INGENIEURS COMMERCIAUX

formation supérieure commerciale ou formation Ingénieur (A.M. - CENTRALE - T.P.)

- 3/5 ans d'expérience
- capable d'assurer à l'étranger des missions de prospection, la préparation des offres, la rédaction des contrats et le suivi commercial des affaires.

ANGLAIS indispensable.
Lieu de travail banlieue Sud PARIS.

Adresser candidatures manuscrites, et présentations s/rt. 14329 à SNPM - PA 100 avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly Cédex, qui transmettra.

TRINDEL TRONEL

offres d'emploi

IMPORTANTES SOCIÉTÉS NATIONALES D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES (Berne)

recherche

2 Agents Techniques

CONFIRMÉS EN TELEPHONE

Paris 7^e arrondissement
PARIS - STRASBOURG

Il faut :

- 3 ou 4 ans d'expérience exigée
- BTS d'Electronique ou niveau
- Formation assurée par la Société

Tâches : assurer l'entretien en téléphonie électronique

Pour le poste de STRASBOURG : préciser la préférence et prévoir une formation de 6 mois à PARIS, avant mutation définitive à STRASBOURG

Adresser C.V. et photo sous réf. 7740 à P.LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS - cédex 02 qui transmettra.

médecin

Le candidat devra avoir :

- une expérience hospitalière suffisante, et de solides connaissances en l'anglais médical, et la pratique courante de l'anglais médical.
- Le poste est à titre d'assistant de la Direction de la Recherche Médicale. Il devra réaliser en France des Etudes Cliniques selon des méthodes rigoureuses.

Lieu de travail : Paris Ouest.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 340-84 au Docteur Hubert de Chivrier qui étudiera confidentiellement chaque candidature.

salor
71, rue André France
92088, Levallois Perret

CENTI

recherche

pour étude de procédés automatiques de représentation et d'exploitation de données digitales à l'aide de couleurs

INGENIEURS DE RECHERCHE

AVANT EXPERIENCE :

- Informatique scientifique.
- Analyse et traitement de données.
- Représentation graphique polychrome.

Séjours et voyages à l'étranger à prévoir.

Bonnes connaissances de la langue anglaise indispensables.

Envoyer lettre avec C.V. et présentations à CENTI 128, rue de Rennes, 75006 PARIS - Tél 222-25-31. Discrétion assurée.

Cie GÉNÉRALE DE CONSERVE D'AUCY

pour participer au développement de nos ventes à l'Export (déjà 18 % du C.A.) nous recherchons

CHEF SECTEUR EUROPE

IL FAUT :

- 3 ans d'expérience d'export de produits de grande consommation;
- la connaissance du marché du Bénédictin;
- parler l'anglais couramment;
- de bonnes facultés d'autonomie et d'adaptation.

Adresser C.V., présentations et photo à :

M. MACKING
225, rue Saint-Honoré, 75003 PARIS CEDEX 01.

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche un

ingénieur grande école
(ENST, CENTRALE, SUPELEC...)

avec solide formation de base en statistiques et si possible formation complémentaire en économie.

Le candidat aura nécessairement 2 à 3 années d'expérience dans le domaine des études économiques et de l'exploitation d'informations statistiques.

Il lui sera confié des études relatives à la modulation et à la prévision de la demande téléphonique.

Adresser CV détaillé, photo et présentations sous référence 6395 A

LTP
31, Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

DIRECT MARKETING

Deux professionnels pour grande agence en pleine expansion.

1. Concepteur/Rédacteur
Plusieurs années d'expérience au plus haut niveau en presse, direct mail, encart, en particulier dans le domaine des produits financiers et d'édition.

2. Chef de Publicité
Capable d'analyser un produit et son marché, et de recommander les méthodes les plus efficaces pour la vente de ce produit.

De plus, il devra être familiarisé avec les techniques de création, de production, de rouage et d'information.

Ces deux postes proposés à des seniors offrent l'opportunité de travailler dans un environnement très professionnel.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente sous référence 340-84 au Docteur Hubert de Chivrier qui étudiera confidentiellement chaque candidature.

Ogilvy Mather

GRANDE BANQUE PRIVÉE
recherche pour sa Direction Financière

1^{er} un ingénieur
électricité, électronique

2^{ème} un ingénieur
chimie

possédant une formation financière et économique complémentaires.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'une Grande Ecole et pourront justifier d'une première expérience de gestion d'entreprise.

Anglais courant écrit et parlé exigé.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations à **HAVAS CONTACT**, 156, Boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 38 477.

La Direction Commerciale d'une importante Société
recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL PETITS ENGINES

Le candidat recherché sera chargé d'assurer la prospection et la vente dans le domaine des petits engins.

Le poste de niveau élevé sera confié à un Ingénieur Grandes Ecoles ayant une longue expérience des petits engins, soit dans l'industrie comme technicien, soit de préférence comme technico-commercial dans l'Administration.

Une bonne connaissance des clients et organismes français et étrangers concernés est indispensable.

Fortes personnalités, dynamisme, esprit d'initiative, pratique de l'anglais.

Adresser candidatures avec CV à :

HAVAS CONTACT
156 Bd Haussmann - 75008 Paris
sous référence N° 701.

IMPORTANTES ENTREPRISES DE T.P. ROUTIERS
recherche pour son Siège

ADJOINT AU DIRECTEUR ETRANGER

Ingénieur Génie Civil et routes, le candidat aura acquis une expérience dans la réalisation de travaux routiers dans les négociations et études.

Il sera chargé de :

- suivre la gestion des filiales et chantiers à l'étranger;
- effectuer des missions de reconnaissance, prospection, études de prix jusqu'à la soumission pour de nouveaux chantiers; d'effectuer des études économiques pour la création de nouveaux établissements.

Anglais indispensable.

Lieu de travail: proche banlieue ouest (métro)

Adresser C.V., photo, rémunération recherchée sous référence 4822 à :

LTP
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui tr.

Rockwell International

Le département "Avionique" de **ROCKWELL COLLINS FRANCE** recherche

UN JEUNE INGENIEUR
(Sup aéro ou équivalent)

Pour participer au suivi et à la mise au point des équipements "FLIGHT CONTROL"

Il est impliqué dans les différentes phases de la certification et il assure la liaison entre le B.E. Américain et l'Avionique Française.

Anglais courant indispensable.

Nombreux déplacements France et étranger.

Une première expérience dans l'aviation sera appréciée.

Envoyer avec C.V., photo et présentations à :

ROCKWELL COLLINS FRANCE
40, rue de Montigny
SNC 127 - 94525 PERRIS CEDEX

SERVICE DE LA PRODUCTION AERONAUTIQUE
4, avenue de la Porte d'Iny,
75008 PARIS-ARMÉE, recherche

1) INGENIEUR
(ENICA ou équivalent)
- pour études comparatives de coûts d'avions militaires français et étrangers.
- Anglais lu indispensable.
- Expérience analyse de la valeur souhaitée.

2) INGENIEUR ANALYSTE
- 3 ans d'expérience dans informatique de gestion et/ou organisation administrative.
- Semaine contractée.
- Choix complet.
- Caution.

Adresser curriculum vitas et présentations à l'adresse ci-dessus, qui convoquera.

Organisme d'intérêt général
recherche un

cadre confirmé

pour animer et encadrer une équipe de 8 Consultants de PMI (interventions individuelles et Groupes de Chais d'Entreprise).

Les dossiers de candidatures - sous références 1473 M à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Importante Société d'Ingénierie **LA DEFENSE** (accès R.E.R.) recherche

UNE DOCUMENTALISTE

niveau Licence Allemand ou Anglais et diplômée I.N.T.D. ou Ecole des Bibliothécaires Documentalistes (ou équivalent), ayant une expérience de 5 ans minimum dans un poste identique.

Elle bénéficiera des avantages sociaux d'une grande entreprise.

Adresser C.V., photo et présentations s/rt. 5804 à P.LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC PARIS
recherche pour son Service Informatique

ANALYSTE D'APPLICATION

de formation supérieure (maîtrise) Libre rapidement

Affecté à un groupe d'études, il participera, dans un premier temps, à la mise en œuvre d'applications comptables.

Nationalité française - Liberté O.M. Avantages sociaux

Revoir avec C.V., prés. et photo sous le n° 52.850 à : **CONTEXTE P.**, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 7 C.	ANNONCES ENCADRÉES	Le mètre	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44	OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,46
IMMOBILIER	30,00	34,32	DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
AUTOMOBILES	20,00	24,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	50,00	57,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

G.G.E.E. ALSTHOM
recherche pour
sa DIVISION EXPORTATION

1 INGÉNIEUR
(E.C.P., E.S.E., E.N.S. Grenoble ou E.N.S.A.M.)
5 à 10 années d'expérience en entreprises électro-électroniques d'activités industrielles ou travaux neufs ou sur grands chantiers à l'étranger.

Cet ingénieur devra pouvoir assumer rapidement des responsabilités de Direction de projets ou de réalisations impliquant de solides capacités d'organisation et de gestion.

Poste basé à LEVALLOIS avec déplacements de durée limitée. Anglais parlé.

2 INGÉNIEURS DÉBUTANTS
(E.C.P., E.S.E., E.N.S. Grenoble ou E.N.S.A.M.)
Dépôt obligations militaires pour affectation d'unités industrielles « Ciel » en « main » à l'exportation.

Ces ingénieurs seront susceptibles de devoir à terme INGENIEURS D'AFFAIRES, responsables de grands projets.

Postes basés à LEVALLOIS. Anglais parlé.

Ecrire avec C.V., prétentions à G.G.E.E. ALSTHOM
M. HUA, 13, rue Antoine-Ravaud,
92309 LEVALLOIS.

jeune adjoint (e)
direction financière

Ce collaborateur s'intégrera dans l'équipe de la Direction Financière d'une importante société de distribution. (PARIS).

Il sera chargé de la réflexion sur le maintien des EQUILIBRES FINANCIERS A LONG TERME de la société dans le meilleur rapport sécurité/rentabilité. Il assurera les prévisions, l'information et la surveillance nécessaires dans ce domaine. Il coponera les actions à mener et effectuera la réalisation des mesures décidées.

Le candidat que nous recherchons devra être diplômé d'une grande école de commerce HEC, ESSEC..., il aura si possible une première expérience bancaire.

Si vous êtes intéressés par ce poste, adressez C.V. manuscrit et prétentions à M. 94010 Condesse pub. 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

EXPERTISE INDUSTRIELLE
ROUX S.A.
recherche d'urgence UN ou UNE

JEUNE DIPLOMÉ (E)
E.S.C. ou équivalent
Niveau D.E.C.S. souhaité

Pour activité nécessitant :
- déplacements.
- contacts multiples.
- travaux d'analyse.
- rédaction de rapports.

• Rémunération liée à l'activité (fixe + primes + frais)
• Avantages sociaux.

Envoyer candidature à : Direction du Personnel,
43, rue de Liège, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche

CONTROLEUR DE GESTION
FILIALE
120 ans minimum
Formation D.E.C.S. ou équivalente.
Trois à quatre ans d'expérience professionnelle.
Poste à pourvoir sur PARIS rapidement.

Ecrire avec C.V. à n° 52.536, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Si Française Etudes et Réalisation ensembles Industriels recherche pour son siège proche banlieue Sud.

AIDE-COMPTABLE
C.A.P. EXIGÉ
Fme ou Hme occupé O.M. S.M. Restaurant entreprise. Mutuelle.

Adressez C.V. sous réf. 610, à LICHOU S.A. B.P. 220, 75163 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ GIRAM
recherche
Pr son département électrotechnique
UN DESINATEUR
D'EXCELLENTE RÉFÉRENCES
Tél. : 63-63-62.

Emergentes recherches pour PARIS, le NORD, LYON, ANJOU, NANTES, LE MANS, NANCY, collaborateurs experts-comptables, commissaires-liquidateurs, diplômés grandes écoles commerciales ou expérience approfondie de contrôle, pour exécution missions diverses.
Position Cadre.
Ecr. n° 872, « le Monde » Pub., 5, r. des Halles, 75001 Paris-1^{er}.
Comptable expérimenté (a) comptabilité déca. Tél. : 39-12-77 ou 69-70

AHS Corporation
Groupe International de matériel médical et chirurgical développe son quartier général Européen à PONTISE et cherche à s'associer un **MANAGER BUDGET/PLANIFICATION**

Pour préparer et suivre les objectifs à court, moyen et long terme de la division européenne. Il sera, en outre, le conseil des directions des filiales pour l'établissement de leurs prévisions et le contact du groupe pour l'Europe en matière de planification.

Pour assurer cette fonction avec succès, un anglais très courant est nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Une expérience de 3 ans dans un cabinet d'audit serait appréciée.

La rémunération sera adaptée aux capacités prouvées des candidats qui peuvent envisager un carrière rapide dans un groupe en très forte expansion.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions à AHS/DRH Boite Postale 112 35004 CERGY CEDEX.
Discrétion assurée

Gie GÉNÉRALE D'AUTOMATISME
LE PLESSIS-PATE - 91200 BRETONNY-SUR-ORGE

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE
Débutant ou quelques années d'expérience pour étude et réalisation de systèmes associés à la mise en œuvre d'informatique et de logiciel.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES POSITION II
Ayant 3 à 5 ans d'expérience minimum dans le domaine des automatismes faisant appel à l'électronique (utilisation de micro-processeurs). Responsabilité de suivi d'affaires à l'échelon de la compagnie et dans la mise en œuvre des matériels et logiciels. Déplacements en France à prévoir.

Adr. C.V. manuscrit et prétentions à la Direction et Personnel

SOCIÉTÉ NATIONALE PARIS-16^e
recherche

UN CADRE
chargé de l'élaboration des prévisions budgétaires et du suivi de l'exécution du budget.

Les candidats doivent justifier d'une formation de gestion (I.E.C., D.E.S. de Science économique et financière, licence ou D.E.S. de Science économique, maîtrise de gestion) et de préférence d'une première expérience professionnelle.

Ecr. avec curr. vitae n° 736.645 M. REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

SECRETAIRES DE DIRECTION
Société de services et arrondissements, recherche EN STABLE

UNE SECRÉTAIRE
Notions comptables, informatique. Sens commercial, disponibilité.
Ecr. avec C.V. et photo à Lichou S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Secrétaires
NISHIDA IWAJ FRANCE
Succursale japonaise leading trading firm seeks urgently

EXPERIENCED SECRETARY
for machinery department, Fluency in both English and in French required.
Besides solid general culture, efficiency in Secretarial work.
Please call 369-27-41 for appointment or send C.V. to 21, rue des Pyramides, Paris-1^{er}.

DIRECTRICE REVUES MUSICALES

SA SECRÉTAIRE
- Capable assume secrétariat et liaison avec les collaborateurs.
- Qualités demandées : ordre, bon contact, classement.
Envoyer C.V. + photo à HARMONIE, 30, rue Fossart, 92100 BULGOGNE, service 122.

Société française Etudes et Réalisation ensembles Industriels recherche pour son siège proche banlieue

UNE SECRÉTAIRE STENOGRAPHE
ayant au moins trois ans d'expérience.
5 x 8. Restaurant entreprise. Mutuelle.

Adrs. C.V. sous réf. 6148 à P. LICHOU S.A. B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE BIENS D'INTERIEUR
recherche près M^{me} GALLIENI

SECRETAIRES CONFIRMÉES - B.T.S. TRILINGUES FRANÇAIS ANGLAIS - ALLEMAND
Minimum 3 années d'expérience, dynamisme, esprit d'initiative et responsabilité pour succéder INGENIEURS D'AFFAIRES.

Adr. C.V. et prêt. à n° 52.587, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

COMPAGNIE AERIEENNE EN PLEINE EXPANSION
recherche pour son agence de PARIS :

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF FINANCIER ET JURIDIQUE
et
UN COMPTABLE QUALIFIE
expérience compagnie aérienne obligatoire

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 8975 à : P. LICHOU S.A. - BP 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

FORMATION PROFESSIONNELLE
IFOCOP

Formation conventionnée et rémunérée
Loi du 16 juillet 1971

D'ATTACHE DE DIRECTION
IFOCOP Institut de formation commerciale permanente recrute sa nouvelle promotion

Cette formation répond aux demandes des Responsables d'Entreprises, qui recherchent des collaborateurs capables d'organisation, d'esprit de synthèse et d'initiative.

Conditions d'admission :
- être âgé de 25 ans minimum
- niveau BAC + 2 années d'études supérieures
- expérience professionnelle minimum 1 an

Sanction des Etudes :
- diplôme niveau III

Durée de la formation 9 mois
Stage pratique en entreprise à mi-temps

Lieu et date de stage :
RUNGIS MAI 1978

Renseignements et inscriptions à :
IFOCOP 3 rue du Caducée BP368
94154 RUNGIS cedex ou tél. 687.24.05

autos-vente

5 à 7 C.V.
Cause départ Peugeot 5L, 90, beige métal, mai 77, 1^{er} main, 10.000 km, n° 264-4311, poste 254, ou SUF. 28-74.

12 & 16 C.V.
URGENT. Particulier vend MERCEDES 250 CE automatique de 1970, blanc, intérieur cuir bleu, vitres teintées, Pk 17.000, traitement informatique. Tél. 875-90-30.

+ de 16 C.V.
ROVER 3500 BA 78
2.000 kilom. état impeccable. Location ou leasing. - Tél. 649.22.91.16.

ALLIANZ ASSURANCES
recherche

1) SERVICE METHODES ORGANISATION
TECHNICIEN CONFIRMÉ
OO ORGANISATION ADMINISTRATIVE Réf. 1

2) SERVICE INFORMATIQUE
PROGRAMMEUR
pour IBM 370/115 sous DOS/VS Réf. 2

- niveau DUT, 2 à 3 ans d'expérience ;
- connais. et pratique GAP II assembleur DL 1.

Env. C.V. détaillé avec photo et prêt. annuées brutes à ALLIANZ, Service du Personnel, B.P. 24, 75761 PARIS CEDEX 16.

SOCIÉTÉ ACCESSOIRES AUTOMOBILE
leader dans sa branche

cherche dans le cadre de la restructuration de son **SERVICE COMMERCIAL**

Banlieue SUD de PARIS

1 CHEF DU SERVICE VENTES

Il aura la responsabilité du service administratif et animera l'équipe des représentants.

Ce poste conviendrait à homme de 30 ans minimum ayant une expérience de plusieurs années dans la vente de l'équipement automobile.

Env. curr. vitae et prétentions sous n° 52.918 à CONTEXTE Pub. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

propositions diverses
Professionnelle de soins esthétiques, assure diétite et décontamination par relaxation et massages.
Téléph. : 63-42-92

PLACEMENT SECURITE
SALVATOR ROSA, cabinet peinture XVII^e, 85 millions de F.

BENASCHI
Expertise favorable officielle, XVII^e, 20 millions de francs.

enseignem.
APPRENDRE L'AMERICAIN
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail (14^e), 624-47-28.
Cours de conversation le soir.
INSCRIPTIONS IMMEDIATES
OUBUT - LE 21 AVRIL
Cours privés - sessions intensives - FULL-TIME
cours de préparat. au TOEFL

cours et leçons
COURS D'ANGLAIS niveau. Prix intéressant. Téléphone : 27-46-75

Jeux

LANCIA AUTOBIANCHI
11, rue de Valenciennes - PARIS 11^e
336.38.35 +

BMW OCCASIONS
314, 328, 325, 324, 728
Ex. TT 1977 et 1978, peu roulés, Auto-Paris XV, téléphone 530-69-85, 62, rue Desnoyerettes, Paris (13^e).

LANCIA AUTOBIANCHI
13, B. Exelmiers - 16^e
OUVERTURE SAMEDI LA JOURNÉE
\$24.50.30.

locat. autos
LOCATION MOINS CHERE EXPRESS ASSISTANCE
24 - 01 - 50

occasions
Ach. compt. bilieux, ex. brill. etc. armoire - 770-17-25
DPERA - 27, av. Victor-Hugo, PÉRENNON, vente en occasion.

EN SOLDE montable et revêtements muraux et rev. chok. 100.000 et sur stock. Tél. : 333-64-50.

CHAMPS ELYSEES
ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

collaboratrice

pour travaux administratifs et de gestion (mise en place des crédits et opérations pré-contentieuses) au sein d'une petite équipe.

Ces tâches très actives et diversifiées, impliquent un bon niveau de culture, de la vivacité et de la rigueur, le goût des contacts.

Position Agent de Maîtrise - Avantages sociaux

Adr. C.V. et prêt. s/n° 19M080 69, rue de Monceau 75008 PARIS

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche pour son service filiales QUARTIER BOURSE

CADRE JURIDIQUE ET COMMERCIAL

pour négociation, rédaction de contrats de crédit-bail, suivi et développement de clients administratifs.

- Nécessité de droit ou équivalent ;
- expérience Crédit-Bail ou crédit d'équipement et pratique commerciale.

Adressez C.V., photo, prêt. n° 33.815, CONTEXTE Pub. 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

information divers

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (226 pages) Extraits de sommaire :

- Les 3 types de C.V. : réduit, normal, original à noter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plaisir.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Pour information, écr. CIDEH, 6, St. Monsteyr, 94 La Chapelle.

perdu-trouvé
Passport perdu au nom de Mohamed Fetouh Shabata. Le sortir au consulat d'Egypte. RECOMPENSE.

Nos rubriques d'Annonces Classées paraîtront normalement les 20 et 21 mars.

LISTE UNION
FILIALE INFORMATIQUE D'UN IMPORTANT GROUPE DE PRESSE équipée d'un 370/148

recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- 2 à 3 ans d'expérience ;
- formation D.U.T. ou équivalent ;
- pratique COBOL - A.N.S. ;
- Lieu de travail : MABONS-ALFORT (métro).

Envoyer curriculum vitae et prétentions, au SERVICE DU PERSONNEL, 78, rue Olivier-de-Serres - 75739 PARIS, CEDEX 15.

Société française à vocation internationale
recherche pour renforcer son équipe trésorerie

JEUNE UNIVERSITAIRE
H.E.C. - E.S.E.C. - SUP. de CO. - D.E.C.S.
Expériences : 1 ou 2 ans.

Env. présentations, C.V. + photo sous réf. LSTB C. à SEDERON CONSEIL, 20, boulevard Moutonville - 75009 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

SPECIAL INVESTIS

STUDIOS

LANCIA AUTOBIANCHI

BMW OCCASIONS

LANCIA AUTOBIANCHI

locat. autos

occasions

CHES D'ENTREPRISE

Nos rubriques d'Annonces Classées paraîtront normalement les 20 et 21 mars.

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h. au 296-15-01

مركز لادبيل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

Table with 2 columns: OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROP. COMM. CAPITAUX. Rows show counts for each category.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA. Rows show rates per line.

L'immobilier

Paris Rive gauche: Listings for various properties in the Paris Rive gauche area, including PL. CIEL, ALMA, VARENE, BOUL. DES INVALIDES, etc.

Paris Rive droite: Listings for various properties in the Paris Rive droite area, including BOUL. DES INVALIDES, BOULEVARD, etc.

SPECIAL INVESTISSEURS: Studios & 2 pièces dans très beaux immeubles terminés. 12-64, RUE DU RENDEZ-VOUS. 18-61, RUE DU POTEAU.

Locations non meublées: Listings for unfurnished rental properties in various Paris districts like Vincennes, Boulogne, etc.

Locations meublées: Listings for furnished rental properties in various Paris districts like Marais, Boulogne, etc.

Propriétés: Listings for real estate properties, including houses and land in various areas like Paris, Versailles, etc.

Terrains: Listings for land plots and construction sites in various areas like Paris, Versailles, etc.

demandes d'emploi: H.E.C. Ingénieur économiste, Responsable vente & marketing, Cadre supérieur, etc.

cadre comptable: 6 ans adjoint chef des services comptables, 5 ans adjoint chef des services comptables, etc.

appartement achat: Ingénieur conseil recherche à acheter pour exercer une profession libérale, etc.

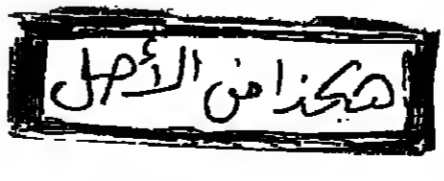
locations meublées: Listings for furnished rental properties in various Paris districts like Marais, Boulogne, etc.

CHEFS D'ENTREPRISE: L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs: Ingénieurs, Cadres administratifs, etc.

ANPE: Agence spécialisée des ingénieurs et cadres 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09

appartements occupés: Listings for occupied rental properties in various Paris districts like Marais, Boulogne, etc.

maisons de campagne: Listings for country houses and vacation properties in various areas like Paris, Versailles, etc.



régions

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ONT VOTÉ LEUR BUDGET

L'ARGENT DES 22

Sur ce tableau figurent : 1) les présidents des conseils régionaux des vingt-deux régions élus au début de l'année ; 2) le budget pour 1978 voté au même moment avec, dans la première colonne, la somme totale en millions de francs ; dans la deuxième, les recettes fiscales régionales moyennes en francs par habitant. Le livre d'Étienne Mallet, intitulé *Information-participation dans votre commune* (1), ancien journaliste et élu local, fait l'inventaire des moyens dont disposent les élus pour faire passer l'information auprès de habitants et aussi connaître leur opinion.

	Présidents du conseil régional	Budget 1978	Recettes moyennes par habitant
ALSACE	Pierre SCRIBIELE (C.D.S.) réélu	73,3	37,50
AQUITAINE	J. CRABAN-OELMAS (R.P.R.) réélu	138,3	32,37
AUVERGNE	Maurice POURCHON (P.S.) réélu	86,2	37,77
BOURGOGNE	Marcel LUCOTTE (P.R.)	32,2	35
BRETAGNE	André COLIN (C.D.S.) réélu	145	35
CENTRE	Pierre SUDREAU (S.G.) réélu	136,3	35
CHAMPAGNE-ARDENNE	Jacques SOURDILLE (R.P.R.) réélu	58,3	35
CORSE	François GIACCOBI (M.R.G.)	30,4	37
FRANCO-COMTE	Edgar FAURE (R.G.) réélu	80,3	36,52
LANGUEDOC-ROUSSILLON	Edgar CHANONNAGOR (P.S.) réélu	63,4	31,90
LIMOUSIN	André CHANONNAGOR (P.S.) réélu	23,6	23
LOIRAIN	Pierre MESSIER (R.P.R.)	117,5	33,80
MIJY-PYRENNES	Alain SAVARY (P.S.) réélu	69	23,40
NORD-PAS-DE-CALAIS	Pierre MAUROY (P.S.) réélu	225,8	38,18
BASSE-NORMANDIE	Paul GERMAN (Mouvement normand)	68,9	44,53
Haute-Normandie	André BETTENCOURT (P.R.) réélu	54,9	30
PAYS DE LA LOIRE	Olivier GUICHARO (R.P.R.) réélu	243,5	36,90
PICARDIE	Max LEJEUNE (R.H.)	91,6	35
POITOU-CHARENTES	François HARDY (R.P.R.)	105,1	35,26
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	Gaston OFFERRE (P.S.) réélu	148	27,70
RHONE-ALPES	Paul RIBETRE (C.N.L.P.) réélu	252,1	39,53
ILE-DE-FRANCE	Michel GIACCOBI (R.P.R.) réélu	2076,4	129

BIBLIOGRAPHIE

LES NOUVEAUX GARDES CHAMPÊTRES

Le garde champêtre a fait son temps. Pour informer la population de décisions et des projets de la municipalité, inciter les habitants à participer à la vie communale, il faut trouver de nouvelles voies. Le livre d'Étienne Mallet, intitulé *Information-participation dans votre commune* (1), ancien journaliste et élu local, fait l'inventaire des moyens dont disposent les élus pour faire passer l'information auprès de habitants et aussi connaître leur opinion.

Le Vaudreuil année zéro

Comment naît une ville nouvelle ? Dans l'Aventure du Vaudreuil, notre confrère Jean Maze verse au dossier l'histoire, et les histoires, d'une ville encore toute jeune, créée par le fait du prince, à 10 kilomètres de Louviers, au milieu des champs. Mais la campagne n'est pas vide, comme le croient parfois les citadins. C'est objet mal identifié vient troubler la quiétude rurale, un beau jour de juillet 1967.

Dix ans plus tard, beaucoup de terrains ont été achetés, expropriés plus exactement, et la ville « pousse ». De nouveaux habitants, peu nombreux, s'installent ; des usines « propres » arrivent. La ville est encore embryonnaire, bien qu'originale à plus d'un titre : les urbanistes l'ont voulue comme un modèle « écologique » ; ville sans pollution, germe de ville qui va grandir presque naturellement.

Dans son livre, M. Jean Maze répond aux questions les plus diverses : depuis la pression fiscale jusqu'à la politique foncière, des expropriations aux couleurs des murs, de l'histoire des anciens villages à l'avenir de la ville. Il présente les hommes, les pères fondateurs et les autres, dissèque les chiffres. Ce livre est un premier bilan. Il ne cache pas les nuages qui assombrissent l'avenir d'une ville, pas même adolescente. — M. Ch.

* L'Aventure du Vaudreuil, histoire d'une ville nouvelle, Editions D. Vincent, 4, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris, 39 F.

Lorraine

A GONDRECOURT, DANS LA MEUSE

Un taxi municipal pour sauver la vie rurale

De notre envoyé spécial

Bar-le-Duc. — Les montagnes des Hautes-Alpes, le plateau ardennais, la Creuse ou le Guéroudan, sont malheureusement pas le monopole du dépeuplement, du déclin, de l'engrenage « désertification-obédience ». Non loin des métropoles et des bassins industriels, là où l'altitude ne constitue pas un handicap majeur, parfois à quelques kilomètres d'une autoroute ou d'une voie ferrée à grand trafic, au cœur de la France « résistante », opprimée des « poches de vide » où ce qui reste de vie rurale ne tient qu'à un fil. C'est le cas du sud de la Meuse, où une initiative intéressante est en cours pour faciliter les déplacements des personnes isolées.

Dans le canton de Gondrecourt-le-Château, vingt-trois communes intéressées par une idée de l'ORFÈVRE (1) de Lorraine se sont lancées dans une expérience de taxis municipaux, puisqu'il était avéré qu'aucune ligne régulière d'autobus ne pouvait être exploitée durablement et de manière rentable dans ce pays où la densité démographique n'atteint pas quinze habitants au kilomètre carré.

Le taxi — une Citroën CX — fonctionne et circule dans les localités du canton de 7 h. 30 à 19 heures. Certains jours, fixés d'avance, la voiture dessert d'autres villes, extérieures à la zone de Gondrecourt, par exemple Ligny-en-Barrois ou Neufchâteau dans les Vosges. Chaque passager paie sa place, mais puisque la voiture est utilisée collectivement, le tarif est inférieur à celui du taxi individuel (supérieur toutefois à celui du bus puisque les heures de départ ou de retour ainsi que l'itinéraire sont variables). Le client réserve sa course la veille en appelant le 89-63-69, un numéro qui est maintenant connu dans presque tous les foyers du canton.

Les tarifs sont dégressifs en fonction du nombre des clients transportés, et l'on a calculé qu,

pour obtenir une recette de 1 F du kilomètre parcouru (coût de la conduite et frais d'exploitation du véhicule), l'occupation moyenne du taxi devrait être de 1,33 passager.

Le taxi fonctionne depuis le 19 décembre, et ce « service » — ses promoteurs tiennent à ce qualificatif — a surtout été apprécié par les personnes âgées. Celles-ci bénéficient en effet de tarifs préférentiels, la différence étant supportée par la collectivité. L'écart de prix pour une même course varie de 1 à 5 selon qu'une personne voyage seule à pied ou que le taxi transporte trois personnes âgées. Les malades de chaque commune sont habitués à attirer des cartes de réduction à toutes les personnes de plus de soixante ans.

Question d'habitude

En deux mois, les résultats peuvent paraître modestes : quarante-deux personnes transportées, dont trente-neuf personnes âgées. La plupart ont utilisé le taxi pour se rendre chez le médecin, le pharmacien, l'ouïste, le coiffeur, pour aller voir leur famille ou pour aller au marché. La fonction de service est donc remplie, même si les récentes périodes de mauvais temps en ont limité le champ d'application.

« Qu'on ne parle pas en tout cas du succès », dit M. Droitcourt, maire de Gondrecourt et président du syndicat à vocation multiple. « Pour 1978, l'opération coûtera à la collectivité quelque 3 000 F. C'est ce qui est fait pour une population de six mille habitants. Il reste de la marge, puisque l'ensemble prévisionnel pour la première année de fonctionnement avait été fixé à 50 000 F (Etat, département, SIVOM). »

« Ce n'est pas une entreprise de transport, c'est un peu ma B.A. », confie M. Goslan, gérant à Gondrecourt, dont l'épouse conduit le plus souvent le taxi-bus. « A 0,75 F du kilomètre, alors que les taxis coûtent ou tarif de préfecture de 0,95 F, ce n'est pas le Pérou ! Ce sera rentable lorsque les habitants prendront l'habitude de voyager groupés, sur des itinéraires qui s'emboîtent les uns dans les autres. »

L'idée, semée de fraîche date, devrait germer. Gondrecourt est encore le seul canton de France où cette expérience est en cours. M. Droitcourt voudrait que les militaires de la région en permission, qui retournent le dimanche à leur domicile, essaient la formule. Du côté de la préfecture, on a d'autres ambitions : développer à Gondrecourt ce système de transport pour les handicapés avec un véhicule adapté et aussi lancer une autre expérience en Argonne, du côté de Clermont, où se trouve la gare S.N.C.F. et où vient d'être conclu un contrat de pays.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Organisation régionale d'études des aires métropolitaines.

QUESTIONS...

Quelles industries autour de Fos ?

Alors que, il y a encore cinq ans, on attendait de l'implantation de Fos des « retombées » provoquant un coup de fouet de l'activité économique dans l'ouest de la région marseillaise, c'est la stagnation qui s'installe. En changeant d'échelle, les grands projets font apparaître des déséquilibres difficiles à combler. En revanche, l'est du département des Bouches-du-Rhône entre en effervescence. C'est également vers l'est que les populations s'installent.

A la demande de plusieurs organismes d'aménagement, M. Jean-Louis Schwobmann, auteur de plusieurs thèses et docteur en « urbanisation-aménagement », a étudié l'impact économique de nombreuses zones industrielles dans la région marseillaise. Il nous dit quelles conséquences doivent se tirer les responsables de l'aménagement du territoire.

« Vous semblez prôner l'avènement d'un véritable « pouvoir régional » en matière de création de zones d'activités ?

— « À l'heure de la situation actuelle, il semble, en effet, que c'est souhaitable. Pas seulement en réaction contre le centralisme, mais pour que soient évitées certaines « erreurs de tir » qui ont coûté cher, économiquement mais aussi humainement. Pour l'Etat, une zone industrielle (Z.I.) fait partie de la panoplie des moyens d'aménagement du territoire, car on peut de la sorte chercher à corriger les inégalités régionales. L'installation de Z.I., « périphériques » aux villes emporées et parcellaires devait assurer un « desserrement » des emplois et développer de nouvelles activités, tout en soutenant les usines plus « archaïques » du tissu industriel local à une concurrence sévère, et provoquer des effets d'entraînement. Or, les initiatives les plus récentes de l'Etat (Fos notamment), n'ont pas réussi à corriger les anomalies qu'elles avaient contribué à installer. Au contraire, la réalisation s'est faite en méconnaissance de ce que le tissu local autorisait en matière de création d'activités et dans l'imprévision de l'évolution conjoncturelle internationale. Ce qui a finalement déqualifié cette forme d'intervention. »

« La région est-elle mieux armée pour intervenir avec discernement ?

— Historiquement et surtout géographiquement, cela paraît évident. Mais il est vrai que les collectivités locales ont longtemps manqué d'informations, même dans le cas de réalisations subventionnées par elles. On ne savait rien, jusqu'en 1976, sur ce qui constituait le plus grande entreprise régionale : la zone industrielle de Vitrolles, commencée dans les années 60. Ni dans le domaine de l'évolution des activités ni dans celui d'un « bilan de santé ». Et pourtant, elle représente quelque trois cents installations (dont une grande part de P.M.E.) et dix mille emplois.

« La zone de Vitrolles a été profitable à l'ensemble de l'appareil économique, qui s'est « redéployé » et transformé, mais elle a eu des conséquences négatives pour le tissu industriel local qui a subi une véritable opération. 10 % des implantations à Vitrolles sont d'origine marseillaise. Ce sont des transferts. »

« Le nombre des unités de production démontre, tandis que les activités liées au commerce et au transit se développent et qu'une partie du tissu industriel marseillais est détruit. On remarque aussi que le pouvoir (localisation des sièges, origine des transferts réussis) se déplace, vers Lyon, Paris... et l'étranger. »

« Si Vitrolles remplit une incontestable fonction de soutien à l'économie métropolitaine Marseille-Barra-Fos, elle n'a pu se développer qu'à un prix d'une accentuation des liens de dépendance, parfois à l'égard des Etats-Unis. »

« Est-ce un phénomène général ?

— Non. A Aix-les-Milles, par exemple, la situation est pratiquement inverse. Là, on a réussi, au contraire, à « capter » une substance économique étrangère à la région (Lyon et Paris surtout) ainsi que des sièges sociaux et des directions. C'est aux Milles que s'élaborent une partie des choix qui conditionnent l'avenir de la région, c'est à Aix que vivent une bonne partie des cadres et techniciens qui travaillent à cette élaboration. »

« Ces résultats sont-ils en rapport avec le développement démographique avoisinants ?

— L'Est marseillais et la région d'Aubagne semblent en retard à tout point de vue. C'est vrai, le val de l'Huveaune est un axe assez ancien et en « industrialisé ». Comme Vitrolles, la région d'Aubagne est le point de plus des communications. On pourrait en tirer profit pour résoudre les problèmes de conversion de la « couronne » marseillaise. Peut-être aussi est-ce là que se trouve la clé des nouvelles chances régionales de Marseille. »

« En conclusion, une zone d'activités est loin d'être un élément indifférent dans le développement d'une région. Sa localisation, sa taille, le moment de sa réalisation, ce qu'elle contient, son évolution, le contrôle qui l'on peut exercer sur tous ces éléments modifient profondément l'économie d'une région. Ce qui est critique, c'est moins le profit des zones industrielles que l'absence d'une politique d'ensemble, des collectivités locales, qui en sont les promoteurs. »

JEAN CONTRUCCI.

... RÉPONSES

Un dossier important

Le Monde

publiera le 28 mars, un numéro spécial des « Dossiers et documents » sur

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1978

Les résultats complets
Les programmes des partis
L'évolution des tendances

A retenir dès maintenant
chez votre marchand de journaux habituel.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

15 F

Centre

LE PRIX DES GRANDS PROJETS

La ville de Tours dans les

Le maire de Tours, Jean-Claude Gaudin, a annoncé que la ville allait lancer un grand projet d'aménagement de la zone de la gare. Ce projet, qui s'étend sur plusieurs hectares, vise à créer un nouveau quartier d'affaires et de bureaux. Le maire a souligné l'importance de ce projet pour le développement économique de la ville et a promis de travailler de concert avec les habitants et les entreprises de la région.

Le maire de Tours, Jean-Claude Gaudin, a annoncé que la ville allait lancer un grand projet d'aménagement de la zone de la gare. Ce projet, qui s'étend sur plusieurs hectares, vise à créer un nouveau quartier d'affaires et de bureaux. Le maire a souligné l'importance de ce projet pour le développement économique de la ville et a promis de travailler de concert avec les habitants et les entreprises de la région.

Le maire de Tours, Jean-Claude Gaudin, a annoncé que la ville allait lancer un grand projet d'aménagement de la zone de la gare. Ce projet, qui s'étend sur plusieurs hectares, vise à créer un nouveau quartier d'affaires et de bureaux. Le maire a souligné l'importance de ce projet pour le développement économique de la ville et a promis de travailler de concert avec les habitants et les entreprises de la région.

Le maire de Tours, Jean-Claude Gaudin, a annoncé que la ville allait lancer un grand projet d'aménagement de la zone de la gare. Ce projet, qui s'étend sur plusieurs hectares, vise à créer un nouveau quartier d'affaires et de bureaux. Le maire a souligné l'importance de ce projet pour le développement économique de la ville et a promis de travailler de concert avec les habitants et les entreprises de la région.

ENVIRONNEMENT

UN PAYSAN POUR LE MONDE

Le monde a besoin de plus de paysans. C'est la conviction de Jean-Claude Gaudin, maire de Tours, qui a lancé un appel à la jeunesse de la région pour qu'elle s'engage dans l'agriculture. Le maire a souligné l'importance de l'agriculture pour le développement économique et social de la région et a promis de travailler de concert avec les agriculteurs et les habitants de la zone.

LA ZONE DE VITROLLES

La zone de Vitrolles, située à l'est de Marseille, est devenue une véritable plaque tournante industrielle. Elle accueille de nombreuses entreprises et emploie plus de dix mille personnes. Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a souligné l'importance de cette zone pour le développement économique de la région et a promis de travailler de concert avec les entreprises et les habitants de la zone.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION

Le développement de la région marseillaise est un enjeu majeur pour les responsables politiques et économiques. Il s'agit de créer de nouvelles zones d'activités, d'améliorer les infrastructures et de favoriser l'emploi. Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a souligné l'importance de ces actions et a promis de travailler de concert avec les habitants et les entreprises de la région.

LA ZONE DE VITROLLES

La zone de Vitrolles, située à l'est de Marseille, est devenue une véritable plaque tournante industrielle. Elle accueille de nombreuses entreprises et emploie plus de dix mille personnes. Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a souligné l'importance de cette zone pour le développement économique de la région et a promis de travailler de concert avec les entreprises et les habitants de la zone.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION

Le développement de la région marseillaise est un enjeu majeur pour les responsables politiques et économiques. Il s'agit de créer de nouvelles zones d'activités, d'améliorer les infrastructures et de favoriser l'emploi. Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a souligné l'importance de ces actions et a promis de travailler de concert avec les habitants et les entreprises de la région.

Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a souligné l'importance de ces actions et a promis de travailler de concert avec les habitants et les entreprises de la région.

S.O.S SUPER TANKER
JEAN-MARC SIMON

S.O.S SUPER TANKER
JEAN-MARC SIMON

ALBIN MICHEL

Fiction ou document ?
Un jour tranquille d'été, un commando s'empara du Super pétrolier l'éthys et menaça de déclencher une gigantesque marée noire. Lisez "S.O.S Super Tanker", un grand roman d'aventures aux bases techniques impressionnantes.

LATU

695 F PARIS-PAR
955 F PARIS-PAR
1295 F PARIS-PAR
1995 F TUNISE DI

LA TUNISIE - UNE TERRE
Pour votre découverte géographique

TUNISIE CO

30, rue de Valenciennes - 75012 P

Non
Agréé

هكذا من لا يملك

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

CARNET

Mme Maurice Legay, née Germaine, Raymond de Fabiani, survenu le 12 mars 1978. Ses obsèques auront lieu le samedi 17 mars 1978 à 14 heures, en l'église Saint-Augustin.

M. et Mme Robert LE FUR et leurs familles, touchés de l'affection et de l'amitié qui leur ont été témoignées pour le décès de leur fils François, prient tous leurs parents, leurs amis, leurs collègues, de trouver ici leurs remerciements émus.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

Pour le dixième anniversaire de la mort du poète Claude SERNET, ses amis et ses lecteurs s'en souviennent.

En la chapelle royale du château de Versailles, la messe de 11 heures du dimanche 19 mars 1978, pour le repos de l'âme de Denise CHELAT-COMTEF, organisatrice de la cathédrale de Versailles de 1933 à 1978. Orgue et direction chorale : chanoine Gaston Roussel.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 15 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Germain-des-Près, Paris (6^e).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 15 mars, à 15 heures, 24 rue Copernic.

Agé de cinquante-sept ans, Michel Pichaud, docteur en médecine, est entré à l'Institut Pasteur comme boursier en 1947. Il était devenu professeur en 1971. Il dirigeait depuis quinze ans le laboratoire de bactériologie, il occupait tout particulièrement de la collection des bactéries.

On nous prie de faire part du décès de Mme Pierre PORTE, née Fontaine.

Mme Marguerite REVEYRAND, cheville de la Légion d'honneur, est décédée le dimanche 6 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Mme Marie-Françoise SUAVET, née Marcelle, est décédée le dimanche 12 mars 1978.

Naissances

Gilles et Catherine BOUSQUET, Vincent, Cédric, Romain, Péroline et Séverine ont le joie d'annoncer la naissance de Gaëlle, le 28 février 1978.

M. James McCARNEY et Mme, née Thérèse Charles-Vallin, ont le plaisir de faire part de la naissance de Thérèse, le 8 mars 1978.

Dominique et Hélène VOILLET ont le plaisir de faire part de la naissance de Delphine, le 27 février 1978.

M. et Mme Marcel KOMETZ, ses enfants, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils François.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

M. et Mme Jean Popperon remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil et qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur fils.

Mme veuve KOMETZ, née Marguerite, Henriette Nizou, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

Centre LE PRIX DES GRANDS PROJETS

La ville de Tours dans les dettes

Tours. — Quelques choses ont changé à Tours entre le maire et ses administrés et le premier tour des élections législatives la commune : M. Jean Ruyer, député socialiste, a été élu maire par balottage avec 46 % des voix, tandis que les candidats de gauche totalisent 41 % des suffrages. Les nouveaux projets de loi de confiance, inébranlable depuis vingt ans, se nuissent de points d'interrogation chez ceux qui, peu à peu, se révoltent par les initiatives et morales de M. Ruyer, veulent quand même pour lui « parce que c'est un bâtisseur, un bon administrateur... »

Après le premier ballottage de M. Ruyer, le problème à Tours est celui de la famille Jarne des impôts locaux, dont la facture pour 1978 sera en hausse de 19 %, dont 20 % pour la part municipale. Cette hausse provient des contributions électorales, d'autant que des déclarations, des articles, des tracts parlant d'emprunts sociaux de « trous » à boucher dans les budgets des sociétés d'économie mixte donnent un relief de scandale à une campagne antérieure consignée à débiter de la proximité des dirigeants ruses et du « bon choix » entre la contrefaçon par le « bon interruptif » de la plume.

Un mémoire sur la réouverture de la petite ceinture sera présenté au conseil régional d'Ile-de-France au cours du premier semestre de 1978. Cette proposition a été apportée par le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire à l'occasion d'une question posée par M. Pierre Bass, député R.P.R. de Paris. Le conseil régional précise la réponse, a demandé par une délibération du 7 juin 1977 que le préfet de région fasse réexaminer le projet de réouverture de la petite ceinture. La S.N.C.F. s'est donc mise au travail à la demande d'un comité de correspondants locaux. Les conclusions du mémoire qui sera proposé aux élus soulignent la difficulté d'une telle opération :

La réouverture de la ceinture d'habitat de la petite ceinture de Tours, en présence de deux sénateurs socialistes, qui ont obtenu un permis spécial du gouvernement canadien. En effet, en vertu d'une récente décision, personnel — hormis le chasseur — ne peut s'approcher à moins de 800 mètres des lieux d'habitat.

Quant à Patrick Moore, président de la Fondation Greenpeace, qui protestait contre l'interdiction d'approcher de la banquise, il a été arrêté pour « trouble public » et devra comparaître le 12 avril devant un tribunal de Terre-Neuve. — (A.F.P., Reuters, U.P.J.)

Ile-de-France Une proposition au conseil régional

RECOURVIR LA « PETITE CEINTURE » PAR UNE VOIE RÉSERVÉE AUX AUTOBUS

M. Defferre : les metros de Lyon et de Marseille doivent être aidés de la même façon. Marseille. — L'achèvement de la première ligne du métro marseillais a été l'occasion pour M. Defferre, député R.P.R. de la ville, d'établir des comparaisons avec Lyon, qui a mis en chantier son métro en même temps que Marseille, grâce à des subventions initiales d'un montant comparable. « M. Defferre, qui se présente dans cette ville, a déclaré M. Defferre, vient de lui faire un tel tour en lui offrant une subvention exceptionnelle de 20 millions de francs pour le prolongement de sa ligne ; 20 millions, cela permet d'envisager un programme de 50 millions de travaux... »

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

M. Defferre : les metros de Lyon et de Marseille doivent être aidés de la même façon.

Le docteur et Mme André Burin et leurs enfants, le docteur et Mme Pierre Burin et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils François.

LA TUNISIE Nous y sommes nés, Nous vous y invitons et vous proposons, en mai : 695 F PARIS-PARIS, 2 jours 955 F PARIS-PARIS, 5 jours 1295 F PARIS-PARIS, 11 jours 1995 F TUNISIE DU NORD AU SUD LA TUNISIE • UNE TERRE • DES HOMMES • Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à : TUNISIE CONTACT 30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296.02.25

HERMÈS 24 Faubourg Saint-Honoré SOLDES MERCREDI 15 MARS JEUDI 16 MARS VENDREDI 17 MARS 9h30 à 12h / 14h à 18h

QUESTIONS...

Industries autour de Fos ?

Il y a encore cinq ans, on attendait de la région industrielle de Fos, rebornée, provoquant un développement économique dans l'ouest de la région. C'est la stagnation qui s'installe. En fait, les grands projets font apparaître des difficultés à combler. En revanche, les zones de Bouchemin-Rhône entre en concurrence avec l'est que les populations de plusieurs organismes d'aménagement de l'habitat, d'urbanisation-aménagement, d'habitat, de nombreuses zones industrielles, de logements sociaux. Il nous dit qu'il faut se diriger vers les responsables de l'aménagement de la région.

Le nombre de sites de production décliné, mais les activités liées au commerce et au transit se développent. Une partie de ces entreprises maritimes est délocalisée, ce qui a permis la création de nouveaux sites, dans la région de Fos, à l'ouest de la région.

Si l'industrie n'est pas incontournable, l'économie régionale se développe, ce qui a permis la création de nouveaux sites, dans la région de Fos, à l'ouest de la région.

Le nombre de sites de production décliné, mais les activités liées au commerce et au transit se développent. Une partie de ces entreprises maritimes est délocalisée, ce qui a permis la création de nouveaux sites, dans la région de Fos, à l'ouest de la région.

RÉPONSES

Un dossier important

Le Monde

Le 28 mars un numéro spécial « Dossiers et documents » sur LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1978 Les résultats complets Les programmes des partis L'évolution des tendances À retrouver dès maintenant Le marchand de tableaux habituel

économie

Le Monde

CONJONCTURE

SELON LE GATT

Le commerce mondial a augmenté de 4 % seulement en volume l'an dernier

Genève (A.F.P.). — Le commerce mondial a cessé de croître en volume au cours du deuxième semestre de 1977, et il est prudent de ne compter que sur une expansion modérée pendant le premier semestre de 1978, estime le secrétaire du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans une étude publiée le 14 mars à Genève. Cette étude sur « le commerce international en 1977 et les perspectives actuelles » constitue une « première évaluation », en attendant le rapport annuel du GATT, qui sera publié en cours d'année.

La valeur du commerce mondial en 1977 est évaluée aux environs de 1.150 milliards de dollars, en augmentation de 13 % par rapport à 1976. En volume par contre, la croissance du commerce mondial a subi une forte décélération, puisqu'elle a été voisine de 4 %, contre 11 % en 1976. Pour le deuxième semestre de l'an dernier, une « nette substitution des échanges » est même enregistrée.

Pour l'avenir immédiat, le rapport relève « des indications défuses d'un regain de la confiance des investisseurs et des consommateurs de plusieurs pays d'Europe, dont la République fédérale d'Allemagne, aux États-Unis, on s'attend pour 1978 à un taux de croissance économique qui se situe à la reprise. Le scénario, c'est-à-dire de nouvelles mesures de protection, instituées ces derniers mois, entravent l'expansion des échanges, non seulement de façon directe, mais indirectement aussi par l'incertitude qu'elles créent au sujet des conditions d'accès futures aux marchés ». « En outre, souligne le rapport, les difficultés additionnelles que pose l'écolono-

mie de l'impact éventuel des récentes variations des taux de change font qu'il serait prudent de présumer que le commerce mondial connaîtra seulement une expansion modérée au premier semestre de 1978. »

Selon le GATT, les prix des articles manufacturés exportés par les pays développés ont augmenté, en dollars, de 9 à 10 %, le prix du pétrole et l'importation de 10 % et celui des autres produits primaires de 10 %. La hausse a été de 50 % pour le café, de 30 % pour le cacao, tandis que pour les céréales a été enregistrée une baisse de plus de 10 %.

Le produit national brut des pays industrialisés a augmenté, en volume, de 3,5 % l'an dernier contre 5,5 % en 1976. De même, le taux d'accroissement de leur production industrielle est tombé de 9 à 4,5 %. Ainsi le volume de leur importations a augmenté de 4 à 5 % seulement en 1977 contre 14 % en 1976. Leurs exportations de pétrole, en volume, n'ont augmenté que de 1 à 2 %, la forte expansion des achats américains (près d'un cinquième) étant compensée en grande partie par la baisse des importations de l'Europe occidentale et du Japon.

Les recettes d'exportation de leur production industrielle ont augmenté, en dollars, d'environ 11 % en 1977, essentiellement du fait de la hausse des prix. L'excédent de leur balances commerciales (FOB-CAF) a modérément diminué, de 61 milliards de dollars en 1976 à 60 milliards en 1977.

Pour les pays en développement, importateurs de pétrole, les recettes d'exportation ont progressé, en dollars, d'environ un cinquième en 1977, à peu près comme en 1976. Toutefois, en 1977, l'augmentation est due pour plus de la moitié à la hausse des prix, tandis qu'en 1976 elle était due en majeure partie à l'augmentation du volume. Les importations

ÉTRANGER

FIN DE LA PAIX SOCIALE EN R.F.A. ?

Les métallurgistes de Bade-Wurtemberg se mettent en grève

Bonn. — La République fédérale allemande, considérée jusqu'ici comme un pays exemplaire en point de vue des relations entre syndicats et patronat, est sur le point de s'engager dans une bataille sociale plus sérieuse que tout ce qu'elle a connu dans son histoire.

Le champ du conflit le plus immédiat se situe dans l'industrie métallurgique qui emploie quelque trois millions six cent mille ouvriers.

Alors que, après des semaines de négociations infructueuses, les dirigeants syndicaux et patronaux

De notre correspondant

avaient engagé un nouveau dialogue pendant le week-end, cette rencontre a rapidement abouti à une impasse. L'échec des négociations, annoncé lundi 13 mars à Francfort, signifie que, à partir de mercredi 15 mars, les métallurgistes de Bade-Wurtemberg — auquel le syndicat a attribué le rôle de fer de lance — se mettront en grève.

Les employeurs sont également résolus à s'engager dans ce combat. Dès maintenant, ils ont fait savoir qu'ils vont réagir à tout arrêt de travail par des lock-out qui ne seront pas nécessairement limités au Bade-Wurtemberg, mais qui pourraient toucher la Rhénanie du Nord-Westphalie.

Une grève de deux ou trois semaines coûterait certes très cher aux entreprises industrielles. Elle loucherait encore plus gravement le Syndicat des métallurgistes qui devrait déboursé près d'un milliard de deutschemarks pour soutenir les ouvriers privés de travail à cause d'un tel conflit.

hausse salariale allant jusqu'à 10 %. En revanche, les entreprises d'importance secondaire se trouveraient déjà en difficulté, si elles devaient consentir des augmentations de plus de 4 %.

C'est donc tout le système de négociations salariales s'appliquant à l'ensemble d'une branche industrielle qui est mis en cause aujourd'hui. Toutefois rien n'est encore joué. Dans la sidérurgie, un accord est finalement intervenu, qui prévoit seulement des hausses salariales de 4 %, bien que les dockers aient obtenu le « mauvais exemple » en exigeant et en obtenant 7 %. Il n'en reste pas moins que l'atmosphère « raisonnable » qui prévalait jusqu'ici dans les négociations entre syndicats et patrons ouest-allemands, est en train de se détériorer d'une façon dangereuse.

La bataille dans l'industrie de la presse vient également d'entrer dans une phase nouvelle. Là aussi, l'effort de médiation amorcé en fin de semaine vient d'aboutir rapidement à un échec. Les de voir se poursuivre des grèves ponctuelles, dirigées contre certaines entreprises considérées comme particulièrement rentables, les organisations patronales viennent d'annoncer qu'elles sont prêtes à décréter un lock-out sur le plan national. Dès mercredi, il est possible que plus aucun journal ne paraisse dans la République fédérale. En même temps, des conflits tout aussi sérieux sont annoncés par les employés des services publics et par les travailleurs de l'industrie chimique.

La paix sociale, donc la R.F.A., a-t-elle disparu, au moins sur le point de prendre fin ? Si une réponse affirmative à cette question est sans doute quelque peu prématurée, les relations entre ouvriers et patrons n'en sont pas moins soussues aujourd'hui à des tensions bien plus sérieuses que dans le passé.

JEAN WETZ.

Les conventions collectives suédoises prévoient des augmentations modérées de salaires jusqu'en octobre 1979

De notre correspondant

Stockholm. — Les négociations sur le renouvellement des conventions collectives en Suède ont été conclues assez rapidement : les partenaires sociaux ont accepté, le 11 mars, les propositions de la commission de médiation, désignée quelques jours plus tôt par le gouvernement. Ils ont signé un accord central sur les salaires de un million quatre cent mille ou-

vriers et employés de l'industrie pour 1978 et les dix premiers mois de 1979.

Compte tenu des difficultés économiques persistantes et de la baisse régulière de la production et des investissements industriels ces trois dernières années, les rémunérations des ouvriers affiliés à la Confédération générale du travail L.O. seront relevées seulement de 1,9 % en 1978 et de 3,1 % pour les dix premiers mois de 1979. Quelques avantages supplémentaires sont prévus pour les catégories les plus défavorisées. De leur côté, les « cols blancs » ont obtenu des augmentations de 2,6 % pour 1978 et de 3,1 % pour les dix premiers mois de 1979. Une clause spéciale de l'accord paritaire permet aux syndicats de demander l'ouverture de nouvelles négociations si l'inflation dépasse 7,25 % en 1978 et 5 % au terme des dix premiers mois de 1979.

M. Gunnar Nilsson, président de L.O., est favorable à un blocage général des prix et à une baisse temporaire de la T.V.A. sur les produits de grande consommation. Son homologue du patronat, M. Nicolin, n'y est pas totalement hostile, mais précise que « le gel des prix ne résout jamais vraiment les problèmes ». Il préconise une diminution des charges annexes des entreprises, notamment de la taxe sur les salaires, afin d'aider l'industrie. En bref, syndicats et patronat plaident maintenant leurs espoirs dans la « rigueur » politique gouvernementale.

Le ministre de l'économie, M. Gösta Bohman, a estimé, dimanche soir 12 mars, que l'accord conclu devrait favoriser le succès du plan de stabilisation mis en route l'automne dernier, et il n'a pas catégoriquement rejeté les propositions de blocage des prix et de baisse de la T.V.A.

ALAIN DEBOVE.

ÉTATS UNIS

Les entreprises américaines escomptent réaliser en 1978 des bénéfices — avant impôts — en augmentation de 11 % par rapport à 1976, indique une étude de la firme McGraw Hill. En 1976, ces bénéfices avaient progressé de 9,5 % par rapport à 1975. Les secteurs du fer et de l'acier s'attendent à une hausse de l'ordre de 38 %. Ceux du verre et du caoutchouc escomptent environ 17 %. Les firmes américaines prévoient par ailleurs une augmentation de 13 % de leur cash-flow, ce qui leur permettra d'autofinancer 74 % de leurs investissements en 1978. (A.F.P.)

CONFLITS

Des femmes de ménage corvéables à merci

Déledez-nous ! — Ne nous déledez plus ! — Pénible valse-hésitation chez les vingt femmes de ménage de la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines. Ces vingt femmes qui, le matin ou le soir, viennent nettoyer les locaux du siège parisiens de la caisse ne sont pas considérées comme des salariées à part entière : payées directement par la caisse, elles sont « classées » dans le budget entretenu au même titre que... les balais, les sorpilières et la poudre à récurer. Les conséquences de cette situation sont multiples : puisqu'elles ne sont pas des salariées comme les autres, elles n'ont droit ni au délégué du personnel ni, elles ne bénéficient pas du statut des employés de la caisse ; travaillant cent dix à cent vingt heures par mois, en général, elles sont payées au SMIC et ne reçoivent pas les primes diverses d'ancienneté, indemnité de résidence, treizième mois, etc. Au total, un manque à gagner de 500 F environ par mois, sans parler du manque de considération de ce qu'on appelle parfois le « petit personnel ».

J.-P. D.

Quel équipage sur les long-courriers ?

HOTESSES ET STEWARDS D'AIR FRANCE FONT GRÈVE POUR LA TROISIÈME FOIS

Le Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C.) a lancé un mot d'ordre d'arrêt de travail de vingt jours pour les hôtesses et stewards d'Air France. Ils entendent débloquer la négociation engagée avec la direction sur le contrat des équipages à bord des Boeing-747 et, d'une façon générale, sur les conditions de travail à bord des avions long-courriers. La compagnie nationale assure que tous les vols long-courriers seront assurés, de même que le tiers environ des vols moyen-courriers (centre de renseignements à Paris : 555-61-61).

C'est la troisième fois depuis l'automne dernier que les hôtesses et stewards d'Air France observent un arrêt de travail sur la composition des équipages à bord des avions long-courriers. Pour l'heure, à bord des Boeing-747, selon le nombre des sièges, l'équipage se compose de deux à quatre navigateurs. « Aucune compagnie comparable n'offre de son personnel de formules plus avantageuses », affirme la direction, qui se dit prête à négocier avec le S.N.P.N.C. un « protocole long-courrier ».

Le S.N.P.N.C. s'oppose à une augmentation des charges de travail à bord des avions long-courriers. A son avis, le seul moyen

Calendrier de l'U.R.S.S.A.F. de Paris

- 15 Mars : exigibilité des cotisations de Février.
- 1^{er} avril : — échéance des cotisations de Mars (plus de 9 salariés) ; — échéance des cotisations du premier trimestre (moins de 10 solor.).

Les chèques bancaires (barres) ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75-U.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

SONELEC

PROJET INELEC

OPÉRATION N° N.5.621.3.016.09.01

PRET BIRD - N° 1209 ALGERIE

AVIS DE PRÉSÉLECTION

Un appel d'offres International est lancé en vue de la présélection d'entreprises générales de construction pour la réalisation de l'Institut National d'Électricité et d'Électronique (INELEC à TLEMENEC).

Les travaux comprendront la réalisation des bâtiments et VRD des locaux académiques, administratifs, services communs et logements pour une capacité totale de 3 000 étudiants. Les surfaces couvertes seront :

- phase 1 : 48 656 m² (début prévu septembre 1978).
- phase 2 : 21 310 m² (début prévu avril 1979).

Les entreprises intéressées pourront s'adresser à Monsieur le Directeur d'INELEC, Boumerdes, ALGER, Tél. 52488 DZ. Elles recevront un questionnaire de préqualification qui devra être rempli et renvoyé avec les documents requis à l'adresse indiquée ci-dessus avant le 24 avril 1978, délai de rigueur.

MONNAIES

Les États-Unis et l'Allemagne fédérale vont apporter un nouveau soutien au dollar

De notre correspondant

Bonn. — La Bundesbank et la Federal Reserve Bank ont résolu de doubler le montant des crédits « swap » qu'elles s'accordent mutuellement afin de faciliter la défense du dollar. Telle est la principale décision annoncée lundi après-midi à Bonn au cours d'une conférence de presse donnée en commun par le ministre des finances M. Matthöfer, et le président de la Bundesbank, M. Ottmar Emminger. La déclaration commune, résultant des contacts germano-américains poursuivis pendant plusieurs semaines, est signée par M. Matthöfer et par le secrétaire américain au Trésor, M. Blumenthal.

Constatant que les fluctuations monétaires sont très au-delà de ce que justifient les conditions économiques, les signataires s'accordent sur le fait qu'il est nécessaire d'adopter une action énergique en vue de combattre le désordre sur le marché des changes et de promouvoir la stabilité monétaire dans ce but, une étroite coopération.

Au terme de l'accord, le montant des crédits « swap » entre la Bundesbank et la Banque fédérale de réserve sera désormais de 2 milliards de dollars à 4 milliards. L'ensemble des arrangements « swap » entre quatre banques centrales et la Banque des règlements internationaux est porté ainsi à 22,16 milliards de dollars. D'autre part, la tréso-

rie de Washington a préparé la venue à la Bundesbank de 600 millions de dollars de tirage spécifique (approximativement 700 millions de dollars) afin de pouvoir acheter des deutschemarks. Enfin, la déclaration commune rappelle que les États-Unis disposent auprès du Fonds monétaire international de réserves (automatiquement disponibles jusqu'à un montant de 5 milliards de dollars) qu'ils utiliseront en cas de besoin pour acquérir des devises étrangères.

L'accord germano-américain, après avoir condamné le protectionnisme, précise encore que, dans le cadre de la zone monétaire européenne et de l'O.C.D.E., les deux partenaires surveilleront l'évolution économique de leur pays ainsi que l'évolution mondiale. La marche des événements durant le premier trimestre 1978 sera particulièrement importante. À cet égard, bien que les autorités de la R.F.A. ne soient pas en mesure de procéder aux analyses indispensables avant le milieu du printemps.

Si une très vague allusion est faite ainsi aux éventuelles mesures de balance en Allemagne fédérale — qui à l'heure actuelle paraissent plutôt improbables — la déclaration souligne aussi que le président Carter serait résolu à intervenir efficacement en vue de réduire la consommation d'énergie de son pays. — J. W.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ Haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S. E. U. ...	4,7500	4,7700	+ 110	+ 185	+ 200	+ 280	+ 380	+ 820
S. can. ...	4,2547	4,2634	+ 85	+ 150	+ 150	+ 220	+ 400	+ 830
Yen (100) ...	2,0278	2,0410	+ 100	+ 170	+ 220	+ 290	+ 670	+ 830
D. M. ...	2,3210	2,3270	+ 120	+ 180	+ 240	+ 300	+ 800	+ 970
F. B. (100) ...	2,1780	2,1850	+ 80	+ 130	+ 150	+ 190	+ 320	+ 670
F. S. (100) ...	14,8290	14,8775	+ 450	+ 680	+ 780	+ 1000	+ 1670	+ 2720
L. (1 000) ...	2,4280	2,4540	+ 180	+ 240	+ 360	+ 410	+ 1120	+ 1280
F. S. (1 000) ...	5,8120	5,8410	+ 200	+ 300	+ 350	+ 450	+ 1400	+ 900
E. ...	2,6270	2,6750	+ 220	+ 370	+ 400	+ 580	+ 850	+ 1400

Taux des Euro-Monnaies

	3/8	3/6	3/12	3/18	3/24	3/36	3/48	3/60
S. E. U. ...	6 1/16	6 1/8	6 1/4	6	5 7/8	5 3/4	5 1/2	5 1/2
F. S. (100) ...	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6	5 7/8	5 3/4	5 1/2	5 1/2
L. (1 000) ...	30	30	16	16	16	16	16	16
F. S. (1 000) ...	5 3/4	5 3/4	6 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	8 5/16
E. ...	10	11	9 1/2	10 1/2	11 1/8	10 1/2	10 1/4	11 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matière par une grande banque de la place.

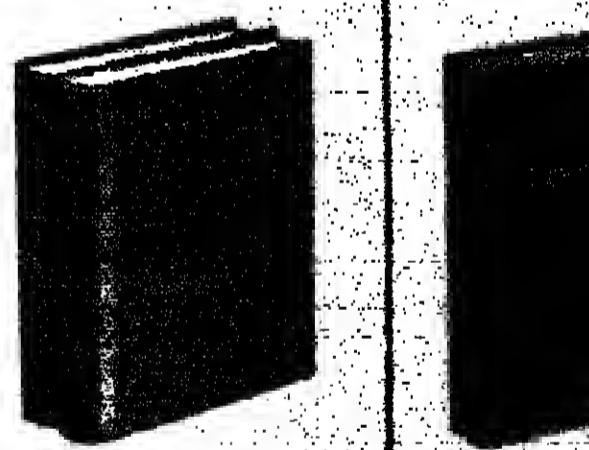
AFFAIRES

Les industriels français de ski défont la marque de réussite des championnes suédoises

Les industriels français de ski défont la marque de réussite des championnes suédoises. Les Suédoises ont été les premières à utiliser le ski de fond à double pointe, ce qui leur a permis de dominer le monde pendant plusieurs années. Les Français, en revanche, ont été retardés par une réglementation qui interdisait l'utilisation de skis à double pointe. Cette réglementation a été levée en 1976, permettant ainsi aux Français de commencer à rivaliser avec les Suédoises. Les Français ont commencé à utiliser le ski de fond à double pointe en 1976, ce qui leur a permis de commencer à rivaliser avec les Suédoises. Les Français ont commencé à utiliser le ski de fond à double pointe en 1976, ce qui leur a permis de commencer à rivaliser avec les Suédoises.

Les Suédoises ont été les premières à utiliser le ski de fond à double pointe, ce qui leur a permis de dominer le monde pendant plusieurs années. Les Français, en revanche, ont été retardés par une réglementation qui interdisait l'utilisation de skis à double pointe. Cette réglementation a été levée en 1976, permettant ainsi aux Français de commencer à rivaliser avec les Suédoises. Les Français ont commencé à utiliser le ski de fond à double pointe en 1976, ce qui leur a permis de commencer à rivaliser avec les Suédoises.

LES ÉDITIONS VIENNE



LAMY FISCAL LAMY SOCIAL

Les éditions Viennaise publient des ouvrages de référence en matière de fiscalité et de droit social. Les ouvrages sont écrits par des experts et sont très complets. Les ouvrages sont disponibles chez les libraires et les éditeurs.

Handwritten text in Arabic script: "مركز لاجل"

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

AFFAIRES

Les industriels français de ski déplorent le manque de réussite des champions nationaux

De notre correspondant

Grenoble. — Les industriels français d'articles de sports d'hiver ont déploré, au cours du dernier Salon de Grenoble (SIG) l'échec des résultats des équipes françaises de ski dans les principales épreuves internationales. Les responsables de la société Salomon, qui expose 25 % de sa production de fixations de ski, affirment : « Il nous faut très vite des médailles pour pouvoir soutenir nos positions dans la compétition ». De son côté, le numéro un mondial du ski, Rossignol, constate que seuls les concours étrangers permettent à défendre les couleurs françaises. Pour le P.-D.G. de la société, M. Bois-Vive, « il est indispensable que, dans les années prochaines, nous ayons de grands champions ».

Les firmes françaises ne veulent pas rater le rendez-vous de Lake Placid (Canada), où doivent se dérouler, en 1980, les prochains Jeux olympiques. Il est vrai que le marché nord-américain représente plus du tiers de la consommation mondiale de skis et d'articles de sports d'hiver. Sur ce marché, les industriels américains sont déjà bien implantés. Les victoires de leurs concurrents ont été, en outre, considérablement aidées par le matériel. Les produits italiens, notamment dans les vêtements, sont très appréciés. Les ventes de ces produits ont augmenté de 10 % en 1977.

Après avoir « défilé » pendant plusieurs saisons les couleurs françaises et adopté une politique de soutien actif des champions qui « supportent », les responsables des principales firmes françaises de skis, de fixations, de vêtements de ski, semblent désormais vouloir changer de stratégie. L'un d'eux reconnaît : « Anne-Marie Proell a remporté ses médailles avec du matériel français. Mais, pour les Américains, c'est une évidence que le matériel américain est plus performant que le matériel français ».

Aucun des cinq cent soixante-trois exposants du Salon de Grenoble n'a présenté de réelle nouveauté. Au SIG 1978, les « skis et chaussures » étaient imposés. Mais ils n'ont pas convaincu tous les bons skieurs. Ainsi les « planches » ont-elles repris quelques centimètres. C'est également des

Des jeunes stagiaires en colère

« Pour avoir notre vie, pour pouvoir bouffer, on est prêt à faire la grève de la main. » Ce n'est pas une boutade. C'est un cri de colère, et il est perçu comme tel par l'assistance réunie, lundi soir 13 mars, dans une salle de la Bourse du travail à Paris.

Plusieurs centaines de jeunes, âgés de seize à vingt-cinq ans, tiennent une assemblée générale pour exposer leurs revendications et décider de l'action à tenir. Ils suivent actuellement des stages de formation, dans le cadre du « pacte national pour l'emploi », et, trois mois après leur entrée en stage, ils n'ont pas encore été payés (le Monde du 9 mars). « J'ai dix-sept ans. J'ai généralement droit à quatre cent cinquante heures par mois, et je ne les ai pas encore touchées. Or, je ne vis pas avec mes parents et il faut que je me débrouille tout seul », dit l'un d'eux.

Le scandale a commencé à prendre de l'ampleur. Un peu partout dans la région parisienne, des « comités de stagiaires » se créent. Dans la perspective d'un « collectif », les stagiaires d'entreprises indépendantes des organisations syndicales et des partis politiques, même s'ils ne rejettent pas évidemment le soutien — apporté une nouvelle fois lundi à la Bourse du travail — des unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. et des partis de gauche.

L'administration, lointaine, voire austère, qui n'a pas très bien coté ce qu'elle est en train de créer de toutes pièces un nouveau ferment de mécontentement, parle de « panne d'orientation » ou de « crise financière non encore résolue » et le ministère du travail a opposé, vendredi 10 mars, une sèche fin de non-recevoir, à une délégation de stagiaires qui demandait à être reçue.

Cet important retard de paiement pose de graves problèmes aux stagiaires, dont c'est souvent le premier emploi, et, lundi, des cas d'expulsion pour loyer non payé ont été cités, sans parler des coupures de gaz et d'électricité, etc.

À la Bourse du travail, les jeunes ont aussi réclamé que la désertion financière soit supprimée (actuellement, le « tarif » est de 90 % du SMIG pour les plus de dix-huit ans, c'est-à-dire d'environ 1 500 F, et de 450 F pour les seize-dix-huit ans) et que les stages en entreprise ou

EMPLOI

RIVESROLLE SUISSE

Appartements grand standing à vendre. A 20 min. de Genève et 100 m du lac.

2 à 6 pièces, tous traversants, dans petits immeubles situés dans un vaste parc arborisé. Vente autorisée aux étrangers non résidents. Large financement hypothécaire assuré.



Rivesrolle. Une occasion unique. Regie Nafilyan SA

Terrasse 11 - Case postale 28 - 1000 LAUSANNE 9

Service des ventes: Tél. 021/2218 52 - Telex: 24 225 Edoco CH

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION ALGÉRIENNE

BUDGET D'ÉQUIPEMENT

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 412/E

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture et l'installation d'une station d'émission complète en radiodiffusion sonore en ondes kilométriques.

Les soumissions devront parvenir sous double enveloppe et pli cacheté au Ministère de l'Information et de la Culture, Direction de l'Administration Générale, 119, rue Didouche-Mourad, ALGER, avant le 15 JUIN 1978.

Il est rappelé que les plis ne portant pas la mention « APPEL D'OFFRES N° 412/E - NE PAS OUVRIR » seraient décachés et considérés comme nuls.

Le dossier pourra être demandé ou retiré à la R.T.A. Direction des Services Techniques et de l'Équipement, 21, boulevard des Martyrs, ALGER, ou bureau 332 Nouvel Immeuble, contre la somme de DEUX CENTS (200) DINARS ALGÉRIENS représentant les frais d'établissement du cahier des charges.

SOCIALE EN R.F.A.

Le chômage se met en marche

hausse salariale de 10 %. En revanche, les salaires réels ont subi une baisse de 10 % en 1977. Les salaires réels ont subi une baisse de 10 % en 1977. Les salaires réels ont subi une baisse de 10 % en 1977.

C'est donc tout le contraire qui est mis en cause. L'ensemble d'une branche économique, qui prévoit une hausse de 10 % de ses salaires, se voit imposer une baisse de 10 % de ses salaires réels.

La baisse de 10 % des salaires réels est due à la hausse de 10 % des cotisations sociales. Elle est due à la hausse de 10 % des cotisations sociales.

Le chômage se met en marche. Le chômage se met en marche. Le chômage se met en marche.

collectives sociales

manifestations prévues en octobre 1978

Le 10 octobre, à Paris, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

Le 15 octobre, à Lyon, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

Le 20 octobre, à Marseille, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

Le 25 octobre, à Bordeaux, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

Le 30 octobre, à Nantes, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

ÉTATS UNIS

Le 10 octobre, à New York, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

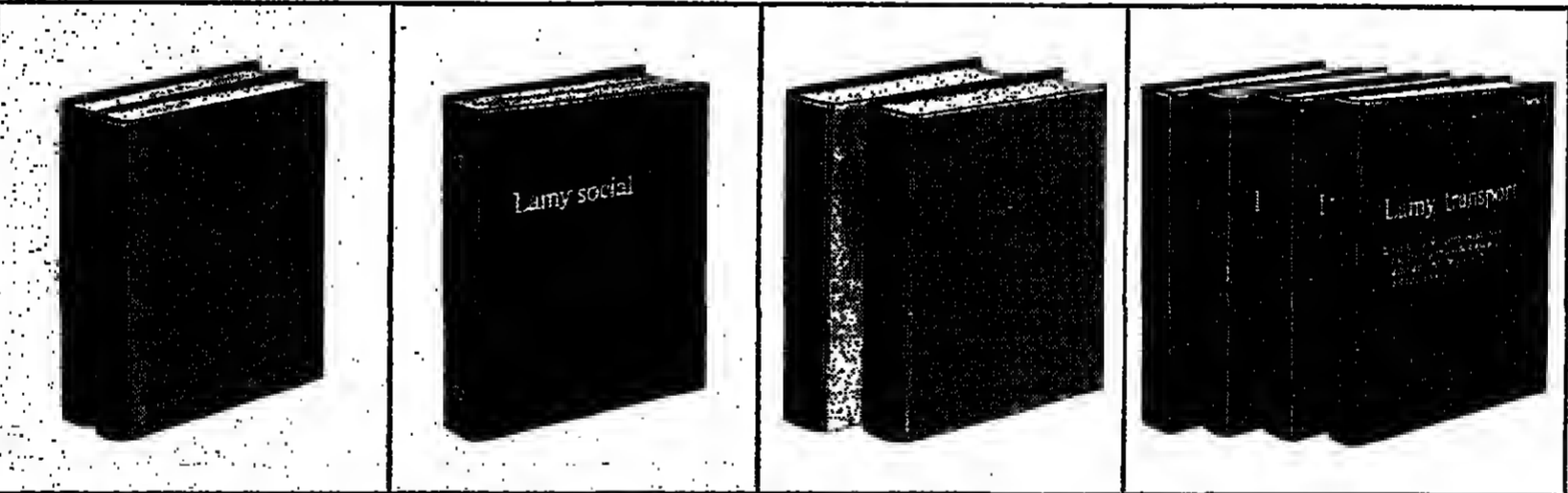
Le 15 octobre, à Los Angeles, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

Le 20 octobre, à San Francisco, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

Le 25 octobre, à Chicago, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

Le 30 octobre, à Houston, manifestation de la CGT pour le droit de grève.

LES ÉDITIONS JURIDIQUES LAMY 78 VIENNENT DE PARAITRE.



- LAMY FISCAL** : Toute la fiscalité de l'année présentée de façon précise, objective, critique lorsqu'il le faut.
- LAMY SOCIAL** : L'ouvrage de référence en droit social.
- LAMY SOCIÉTÉS** : Conseils et éclaircissements et pratiques sur un droit complexe, changeant, souvent répressif.
- LAMY TRANSPORT** : Une véritable encyclopédie du droit des transports qui regroupe toute la documentation indispensable à l'utilisateur comme au professionnel.

Quels que soient son objet, sa forme et son importance, l'entreprise est enserrée dans un réseau d'obligations juridiques de plus en plus dense.

Il n'est guère de décision, au niveau des options essentielles comme au niveau de la gestion, qui n'ait des implications relevant du droit des sociétés, du droit fiscal, du droit social et pour certaines d'entre elles, du droit des transports.

Les Éditions Juridiques LAMY, conçues et réalisées par des juristes qui ont l'expérience des problèmes concrets de l'entreprise, fournissent aux responsables et aux professionnels du droit les références nécessaires pour assouvir leurs décisions sur des bases sûres.

La rédaction annuelle à laquelle elles s'astreignent permet, seule, une adaptation aussi exacte que possible aux situations nouvelles que créent aussi bien l'évolution législative que le courant jurisprudentiel et même les tendances doctrinales qui amorcent le droit de demain.

Lamy s.a.
155, rue Legendre - 75850 PARIS Cedex 17 - Tél. 627.28.90
S.A. au capital de 380.000 F - R.C. Paris B 305.254.161 - CCP PARIS n° 2058111 H

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, une information complète sur :

Lamy Fiscal Lamy Social Lamy Sociétés Lamy Transport

Nom _____ Fonction _____

Société _____ Téléphone _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

SOCIÉTÉ BANQUE DE FRANCE

Le directeur de la Banque de France a déclaré que la monnaie française est restée stable...

Après la victoire de dimanche, les marchés ont été marqués par une hausse de 9 % en un jour...

Les investisseurs ont été rassurés par la stabilité de la monnaie française...

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 13 MARS

Une « hausse » historique Une hausse de 9 % en un jour ! De nombreux de boursiers, en fait...

Comme le démontrent les professionnels, le plus beau « corner » a été le renouveau de situations...

Après la victoire de dimanche, les marchés ont été marqués par une hausse de 9 % en un jour...

Très logiquement, les cours de l'or ont par conséquent fléchi, le rapport...

LONDRES

Le marché est irrégulier dans l'attente de la semaine dernière à Wall Street...

Le rythme des échanges est toujours ralenti, les transactions portant sur 24 millions d'actions...

Le dollar américain est en hausse de 12,5 % par rapport à la semaine dernière...

Les investisseurs ont été rassurés par la stabilité de la monnaie française...

NEW-YORK

La hausse se ralentit Le petit vent de hausse qui s'était levé la semaine dernière à Wall Street...

Le rythme des échanges est toujours ralenti, les transactions portant sur 24 millions d'actions...

Le dollar américain est en hausse de 12,5 % par rapport à la semaine dernière...

Les investisseurs ont été rassurés par la stabilité de la monnaie française...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BANQUE PARISIENNE - Les comptes consolidés de l'exercice 1977...

CREDIT NATIONAL - Pour l'exercice 1977, la société distribue sans augmentation de capital...

INDICES QUOTIDIENS (BASE 100 = 20 DÉC. 1977) Valeurs françaises 15 mars 13 mars...

BOURSE DE PARIS - 13 MARS - COMPTANT

Table of stock prices for various companies on the Paris stock exchange, including values, percentages, and closing prices.

VALEURS

Large table of international stock market values, organized by region (Europe, Americas, etc.) and listing various companies and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies, including gold, silver, and different types of oil.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the dollar, yen, and British pound.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including prices for different types of gold bars and coins.

THYSSEN AKTIENGESELLSCHAFT VOGRAM AUGUST 1978

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES
 - CHINE : La nouvelle Constitution et la solution des contradictions, par Tien Che-hou ; répliques à Claude et Jacques Broyelle ; « Ni sectaire ni vieil homme », par Jean Cordouan.
- 3. ÉTRANGER
- 4. PROCHE-ORIENT
 - Après le raid palestinien en Israël.
- 5-6. AMÉRIQUES
 - GUATEMALA : le général Romeo Lucas est proclamé président de la République.
- 7 à 15. POLITIQUE
 - Politique : le premier tour des élections législatives.
 - 16. SOCIÉTÉ
 - Maisie à Sarcelles après une one rise fons en camp de modes.
 - JUSTICE : la fusillade de l'avenue de Saint-Mandé.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
Pages 17 et 18

- Le stockage des déchets radioactifs.
- Le Conseil de l'Europe d'initiative de la préservation du patrimoine subaquatique.

MODES DU TEMPS
Pages 21 à 23

- Le « marché du tissu-vitro » à la Bastille.
- Clin d'œil : Ras-le-bol.
- Arts médias 78.

19. ACTUALITÉ MÉDICALE

20. ENQUÊTE
CITÉS GÉANTES : Tchécoslovaquie.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
Pages 23 à 25

- Les contraintes de l'économie française : trois impératifs.
- La gaz algérienne arrive sur la côte est des États-Unis.
- L'écologie au secours de l'économie.
- La chaux du Soudan est-elle toujours dans les « formes géantes » ?
- Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

29 à 31. CULTURE

- EXPOSITIONS : toiles de Nonette.
- MUSIQUE : créations à Rio-Grande.

40-41. RÉGIONS

- Les établissements publics ont voté leur budget.

42-43. ÉCONOMIE

- Selon le GATT, le commerce mondial d'acier augmenté en volume de 4 % l'an dernier.
- ÉTRANGER : la grève de métallurgistes du Bade-Wurtemberg annonce-t-elle la fin de la paix sociale en R.F.A. ?

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)
Années classées (32 à 39) ; Aujourd'hui (20) ; Carnet (41) ; Journal officiel (23) ; Micro-technologie (24) ; Mots croisés (24) ; Bourse (45).

Le numéro du « Monde » daté 14 mars 1978 a été tiré à 972 008 exemplaires.

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être continue par un des diplômes suivants :

- Chambres de Commerce Étrangères : Compétences Indispensables pour tous les emplois de commerce et des échanges économiques.
- E.I.E. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprises.
- Université de Cambridge (anglais), Compétences de Traduction, édition, tourisme, hôtellerie, etc.

Examen chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, logisticiens, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite et 1.800 sur la préparation et les démarches de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, 30, rue Collange, 92200 Paris-Levallois, tél. : 270-81-88 (enseignement privé à distance).

A B C D E F G

Aux Pays-Bas

Le commando qui détient plus de soixante-dix otages à Assen exige la libération de tous les Moluques détenus

Amsterdam. — Le commando moluquais, qui a occupé, lundi 13 mars, la préfecture de la province de Drenthe, à Assen, dans le nord du pays, obtient désormais au moins deux otages du préfet et le maire d'une ville voisine.

Les exigences des Moluques sont maintenant connues. Le commando demande la libération de tous les Moluques actuellement détenus aux Pays-Bas. Les quatre à six Moluques qui ont effectué cette nouvelle prise d'otages — on ignore leur nombre exact — se sont intitulés « commando suicida ». Ils exigent de quitter le pays en avion, avec les otages, pour une destination inconnue, ainsi que la somme de 13 millions de dollars (60 millions de francs) en argent liquide. Leur ultimatum devait expirer mardi après-midi à 14 heures. Si leurs exigences ne sont pas satisfaites, ils ont annoncé qu'ils exécuteraient les otages un à un.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre de la justice, M. De Ruijter, qui dirige les opérations de la Haya, a fait savoir qu'il considérait, en fait, cet ultimatum comme le début des négociations. Il est à peu près certain que les négociations vont être menées à partir du commando de police d'Assen. M. De Ruijter a laissé entendre que le nouveau gouvernement ne changerait pas la politique adoptée lors des autres prises d'otages. Cela indique qu'il n'aurait d'abord de trouver une solution non violente. Mais l'affaire du train d'Assen, l'année dernière, a démontré que les autorités n'hésitent pas à recourir à la force si les négociations n'aboutissent pas. En juin 1977, au bout de dix-huit jours, le gouvernement avait décidé de faire donner l'assaut par des « marines ». Trop peu de données sont actuellement connues pour préjuger de l'issue de l'opération, mais le nombre élevé des otages pourrait inciter le gouvernement à employer la force.

« Commando-suicide »

Divers mouvements religieux ont déjà demandé aux pouvoirs publics de renoncer à la violence, et plusieurs personnes se sont offertes pour prendre la place des otages. Le gouvernement a repoussé leur offre. Il semble également exclu qu'en laisse le commando partir en avion avec les otages et d'autres Moluques libérés. D'abord parce que, comme on l'a vu la dernière fois, pas un seul pays au monde ne semble avoir assez de sympathie pour leur cause pour les accueillir.

Même la Bénin, où un groupe de Moluques a une « ambassade », a rejeté cette possibilité, au juin dernier. Ensuite, parce que la politique du gouvernement néerlandais a toujours été de ne pas laisser partir les terroristes s'il y a eu des morts. Et cela s'applique bien à ce cas, car, depuis le début de l'opération, une femme est sur la pelouse de la préfecture. On ne peut pas l'approcher en raison des coups de feu que tirent les Moluques.

Traité par de précédents ont été données sur la situation qui règne à l'intérieur du bâtiment et qui ne serait pas trop mauvaise. Au moins sept personnes ont pu téléphoner à leur famille et donner des nouvelles en ce sens. Il y a pas de problème de ravitaillement pour le moment, la préfecture étant équipée d'un restaurant et d'un économiste bien pourvu.

De notre correspondant

Personne ne connaît le « commando-suicide », mais son action reflète la tension qui règne chez les Sud-Moluques, surtout après le rapport gouvernemental, publié il y a deux mois, sur les aspirations à l'indépendance de leurs îles dans l'archipel indonésien. Ni le fondement juridique de cette aspiration ni le fait politique que représente cette volonté d'indépendance ne sont reconnus par le gouvernement néerlandais. Celui-ci ne voit pas de possibilité d'aider la communauté moluquoise à obtenir l'indépendance de ses îles. Le rapport admet seulement qu'il existe une « identité propre des Moluques » qui sont incités à rester aux Pays-Bas.

La communauté moluquoise, réputée une par le vieil idéal du retour aux Moluques libres, sous l'autorité du « président en exil », M. Manu, s'est divisée de plus en plus depuis la prise d'otages de mai 1977. M. Manu, a perdu beaucoup de son autorité et de son prestige, surtout auprès des jeunes. Depuis 1952, le « président en exil » n'a pas pu proposer de solutions possibles, mais il a toujours rejeté les prises d'otages comme moyen de lutte politique.

Plusieurs prises d'otages ont eu lieu dans la province de Drenthe où la communauté moluquoise est particulièrement importante.

Le 2 décembre 1975, un commando de six Sud-Moluques s'empara du train Groningue-Zwolle et relâcha vingt-cinq passagers en otages pendant douze jours. Trois otages sont tués. Quarante-huit heures plus tard, un autre commando moluquais s'attaque au consulat d'Indonésie à Amsterdam et y relâche vingt-cinq personnes en otages pendant quinze jours. Les auteurs des deux attentats seront condamnés à quatre ans de prison.

Le 23 mai 1977 — deux jours avant les élections législatives — un commando de dix Moluques prend en otages les passagers du train Assen-Groningue. Les auteurs relâchent vingt-cinq personnes emprisonnées ; un autre commando investit une école primaire proche de là, à Boven-Smidde, et garde en otages une certaine dizaine avec quarante-trois enfants. Les sept Sud-Moluques survivants seront condamnés à des peines de six à neuf ans de prison.

UNE COMMUNAUTÉ DE 36 000 PERSONNES

La communauté moluquoise des Pays-Bas compte environ trente-six mille personnes, originaires d'un petit archipel de l'est de l'Indonésie. Lorsque, en 1949, les Pays-Bas, à l'issue d'un conflit sanglant, accordent l'indépendance à leur ancienne colonie, une quinzaine de milliers de Moluques, membres de l'armée néerlandaise refusent de retourner dans leur pays, qu'ils considèrent comme « occupé » par les Indonésiens. Ils obtiennent du gouvernement de la Haya l'autorisation de s'installer avec leurs familles aux Pays-Bas et prennent la nationalité néerlandaise. Assez bien lotis économiquement, joyeux sujets de la couronne, ils n'ont restés pas moins de marque de la communauté nationale. Certains de leurs enfants — qui n'ont jamais vu la terre de leurs ancêtres — se sont mis en tête de retourner en pays après avoir obtenu de Djakarta la reconnaissance de l'indépendance de la « République des Moluques de Sud », dont la brève existence, en 1950, avait été interrompue par une brutale reprise en main de gouvernement indonésien.

C.C.A.
BORDEAUX-BORGOGNES
CHAMPAGNES ET ALCOOLS

CHAMPAGNE REIMS
Vente par 6 Btl
VORAND CORBIN 74
990 bouteilles 20,50
à 20,50
Vente par 12 Btl
990 bouteilles 19,00
(vente par 12 Btl)
Donnez le tarif complet
103, rue de Valenciennes, 75002 Paris
277 59 25

PIAGET

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

1, rue de Valenciennes, Paris 75002
329 74 90 et 44 60
3 bis, rue de Valenciennes, Paris 75002
325 74 25 et 32 48

NEW-YORK 1.500 F
aller et retour
même en été

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

1, rue de Valenciennes, Paris 75002
329 74 90 et 44 60
3 bis, rue de Valenciennes, Paris 75002
325 74 25 et 32 48

ATHENES 795 F
aller et retour
même en été

ELECTION D'UNE CORRESPONDANTE A L'ACADEMIE DES SCIENCES

Lors de sa séance du lundi 13 mars, l'Académie des sciences a élu une correspondante dans la discipline physique-mathématiques. Mme Yvonne Choquet-Bruhat.

Mme Yvonne Choquet-Bruhat, née le 29 décembre 1923, est ancienne élève de l'école normale supérieure. Elle a reçu sa première agrégation de mathématiques en 1948. Elle est également docteur en sciences (1951). Mme Choquet-Bruhat est professeur titulaire à la faculté des sciences de Paris depuis 1960, où elle occupe la chaire de mécanique analytique et de mécanique céleste, et depuis 1968 professeur à l'université Paris-VI, spécialisée en physique-mathématique. Mme Choquet-Bruhat a reçu la médaille d'argent du C.N.R.S. en 1968 et est lauréate de l'Académie des sciences.

REPLI DU DOLLAR

Flottement sur le franc

Les nouvelles mesures d'outien en faveur du dollar, annoncées lundi 13 mars en début d'après-midi par les autorités américaines et oest-allemandes, ont manifestement déçu les cambistes, qui espéraient davantage qu'un simple doublement du montant des crédits croisés entre la Bundesbank et la Federal Reserve Bank (voir en page 42 l'article de notre correspondant à Bonn). En conséquence, le dollar, après s'être élevé lundi matin à Francfort de 2,05 DM à 2,09 DM, rebombait mardi 14 mars à son cours initial, tandis qu'il reprenait sa baisse à Tokyo, s'établissant à un nouveau cours historique de 233 yens contre 235 yens le veille (à 230,60 yens le jeudi 9 mars) malgré les interventions de la Banque du Japon.

A Paris, un certain flottement a été noté sur le franc, qui avait pro-

gressé très vigoureusement lundi 13 mars par rapport aux monnaies fortes (+ 3,5 % en moyenne). L'annonce d'un accord entre les partis de gauche, comportant une garantie de désistement réciproque, a désagréablement surpris certains meilleurs étrangers de sorte que le cours du deutschemark à Paris, qui était revenu lundi de 2,300 F à moins de 2,30 F, remonta à 2,35 F pour fluctuer aux alentours de 2,31 F. Celui du dollar continuait toutefois à fléchir sur notre place, revenant de 4,78 F à 4,75 F environ.

A Londres, le cours de l'once d'or, qui évolue à l'inverse de celui de la monnaie américaine, s'est raffermi à 187,00 dollars contre 185,20 dollars la veille (et 190 dollars au plus haut de la semaine dernière).

Dans le Var

UN GENDARME ET UN MALFAITEUR SONT TUÉS APRÈS UN CAMBRIOLAGE

Un gendarme, M. Maurice Simian, cinquante et un ans, et un malfaiteur, François Jouardou, vingt-six ans, originaire de Rocou (Seine-Maritime) se sont blessés mortellement ce mardi matin 14 mars, vers 2 heures, à Barjols (Var). Un second malfaiteur, M. Oscar Fabris, trente ans, originaire de Chambéry (Savoie), a été blessé aux jambes par un autre gendarme, alors qu'il tentait de s'enfuir.

Les gendarmes étaient intervenus sur l'appel d'un boulanger de Barjols indiquant que deux hommes cambrillaient une parfumerie de la localité. Les deux cambrioleurs s'étaient laissés arrêter sans résistance. Sur le chemin de la gendarmerie, distante d'une cinquantaine de mètres, l'un d'eux, nommé Fabris, a tenté de s'enfuir, et le gendarme a fait feu sur lui le blessant aux jambes. Président de cette diversion, son complice, François Jouardou, a dégainé et fait feu sur l'autre gendarme, qui, au même moment, tira lui aussi une rafale de mitraillette. Le malfaiteur et le gendarme devaient s'écrouler à leurs blessures quelques instants plus tard. Les enquêteurs ont constaté que les papiers d'identité dont étaient porteurs les deux hommes étaient probablement faux.

INTOXICATION ALIMENTAIRE OU ASPHYXIE ?

Deux morts à Villejuif

Mme Liliane Gaudri, âgée de quarante-trois ans, et ses deux filles, Christine, dix ans, et Hélène, neuf ans, ont été découvertes inanimées, lundi soir 13 mars, à Villejuif (Val-de-Marne), par M. Joseph Gaudri, qui rentrait chez lui après sa journée de travail. Mme Gaudri et la petite Hélène étaient décédées. Quant à Christine, elle est maintenant hors de danger.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'intoxication pourrait être due à la consommation de viande hachée surgelée. Toutefois, les policiers ont constaté que le chauffe-eau de la cuisine était en mauvais état de fonctionnement. Une autopsie a été ordonnée.

L'enlèvement de Grazziella Cortis-Patino. — Deux personnes impliquées dans l'enlèvement de Grazziella Cortis-Patino, enlevée le 3 octobre dernier dans la banlieue de Genève et retrouvée dix jours plus tard après versement d'une rançon de 2 millions de dollars, viennent d'être arrêtés.

Investissement immobilier

CECA 227.04.30

45, rue de Courcelles, 75008 Paris

ittel

Eau minérale naturelle.

CHASSEZ LES FAUX.

Le détecteur Sepri E4. D'un coup d'œil, la certitude.

Un faux billet, un document maquillé : sous la lumière de ce détecteur Sepri, ça saute aux yeux. De conception américaine, les détecteurs Sepri ont été mis au point par de grands experts internationaux. Ce sont les appareils qui équipent déjà la plupart des banques, grands magasins, grandes surfaces ou organismes publics.

SEPRI

La sécurité à son prix.

6, rue Alfred Rolli, 75017 Paris - Tél. 754.92.49

Le dollar à 4.70 francs

Moscou exige le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban

Un pays sans amis

DEUX ÉCRIVAINS

Une grande ambition

AU JOUR LE JOUR

La performance

SEUIL

Fiction

LE CHAMP FREUDIEN

وڪيلين لؤيديل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.